



BÂTIR DEMAIN AU QUOTIDIEN

RAPPORT ANNUEL
ET DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE 2012

VISITEZ NOTRE
VERSION EN LIGNE
FONDSFTQ.COM/
RAPPORT 2012

www



TABLE DES MATIÈRES

<u>1</u> MISSION	<u>10</u> DÉVELOPPEMENT DURABLE	<u>34</u> NOTRE IMPACT ENVIRONNEMENTAL	<u>49</u> LE COMITÉ DE DIRECTION
<u>2</u> FAITS SAILLANTS	<u>13</u> ÉTHIQUE ET GOUVERNANCE	<u>39</u> NOS EMPLOYÉS	<u>50</u> LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
<u>6</u> BILANS, RÉSULTATS ET RENDEMENTS	<u>16</u> NOTRE IMPACT SOCIAL	<u>43</u> L'INDEX GRI	<u>51</u> MEMBRES EXTERNES DU FONDS ET DE LA FTQ SIÉGEANT À NOS CONSEILS ET COMITÉS
<u>8</u> MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	<u>20</u> NOS ACTIONNAIRES	<u>44</u> OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'INVESTISSEMENTS RESPONSABLES 2012-2013	<u>52</u> LES INSTANCES DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ ET LE SYNDICAT
<u>9</u> MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL	<u>24</u> NOTRE IMPACT ÉCONOMIQUE	<u>46</u> SUIVI DES OBJECTIFS DU RAPPORT ANNUEL ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2011	
	<u>30</u> NOS PARTENAIRES		

LÉGENDE



Consultez de l'information supplémentaire sur le site Internet du Fonds de solidarité FTQ en vous référant au lien indiqué.



Visionnez des documents vidéo qui se trouvent dans la version interactive du rapport annuel et de développement durable.



Visitez la version interactive du rapport annuel et de développement durable pour plus de détails.

CRÉER, MAINTENIR OU SAUVEGARDER DES EMPLOIS

Investir dans des entreprises à impact économique québécois et leur fournir des services en vue de contribuer à leur développement et de créer, de maintenir ou de sauvegarder des emplois.

FORMER LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS

Favoriser la formation des travailleuses et travailleurs dans le domaine de l'économie et leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec.

DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleuses et travailleurs, de même qu'aux entreprises québécoises.

PRÉPARER LA RETRAITE

Sensibiliser et inciter les travailleuses et travailleurs à épargner pour leur retraite et à participer au développement de l'économie par la souscription aux actions du Fonds.

FAITS SAILLANTS

CHIFFRES CLÉS

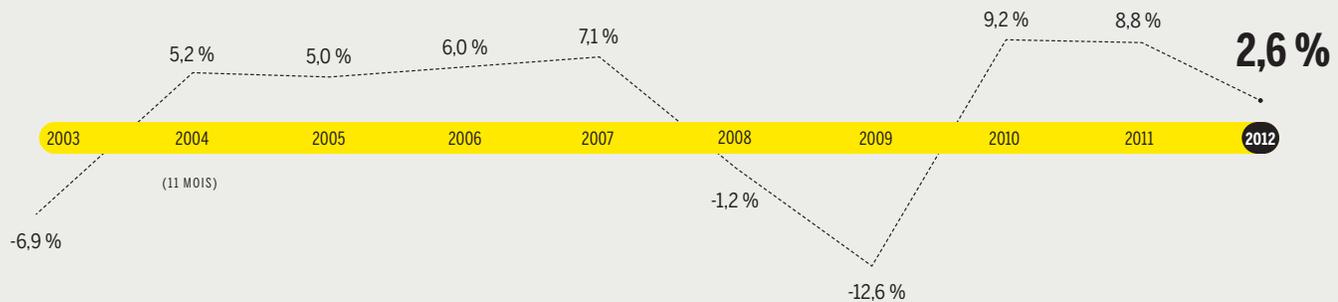
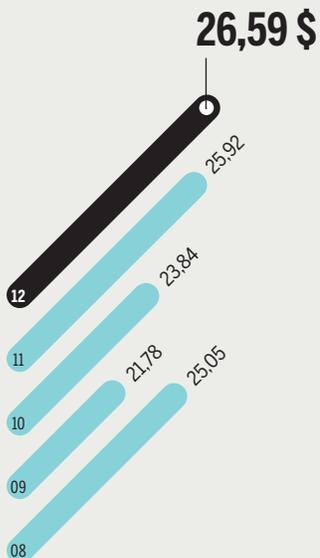
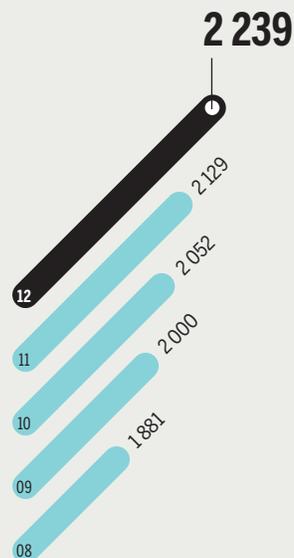
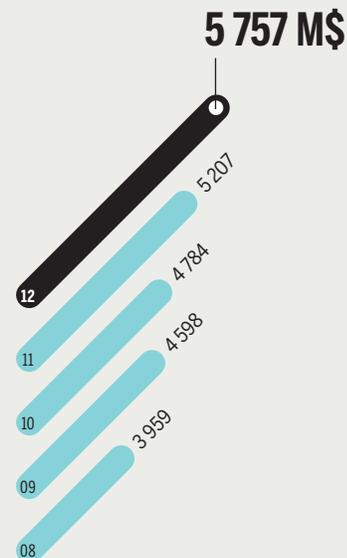
EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en millions \$; sauf les actions de catégorie A : en milliers)

	2012	2011	2010	2009	2008
Résultats					
Produits	247	256	222	239	261
Bénéfice net (perte nette)	215	650	600	(919)	(89)
Bilan					
Actif net	8 525	8 178	7 294	6 375	7 285
Actions de catégorie A en circulation	320 629	315 504	305 951	291 733	290 050
Ratio¹					
Charges totales d'exploitation	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,7 %	1,4 %

RENDEMENT ANNUEL DU FONDS²

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

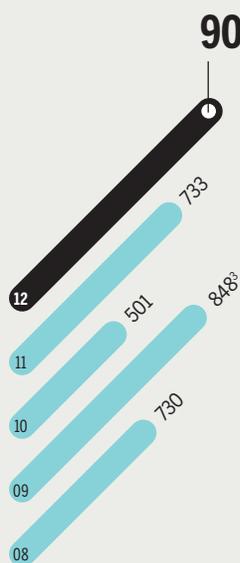
VALEUR NETTE
PAR ACTIONAUX 31 MAI
(en dollars)NOMBRE D'ENTREPRISES
PARTENAIRESAUX 31 MAI
(Fonds et réseau)JUSTE VALEUR DES INVESTISSEMENTS
EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT³AUX 31 MAI
(en millions \$)

1. Le ratio des charges totales d'exploitation exclut la taxe sur le capital et est calculé tel que stipulé au Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

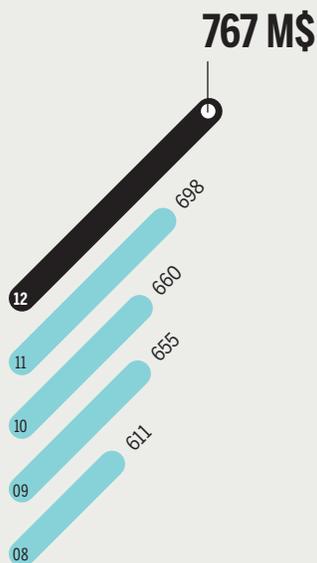
2. Bénéfice net (perte nette) par action sur la valeur de l'action au début de l'exercice. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés aux actionnaires.

3. Ces investissements incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

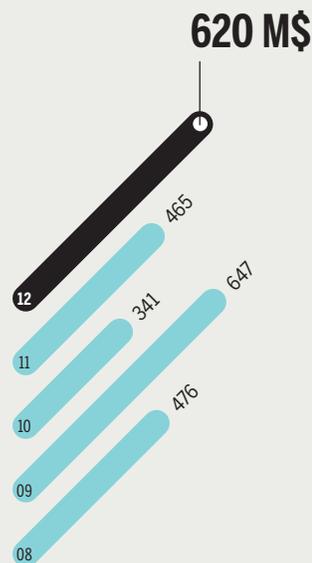
**INVESTISSEMENTS
EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT¹**
EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI
(en millions \$)



ÉMISSIONS D' ACTIONS
EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI
(en millions \$)



RACHATS D' ACTIONS
EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI
(en millions \$)



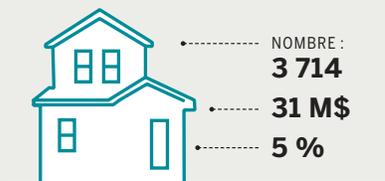
RÉPARTITION DES RACHATS PAR CRITÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

AU TOTAL
49 318
RACHATS

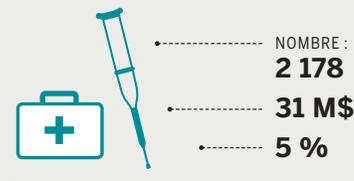
RETRAITE ET PRÉRETRAITE



ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ



DÉCÈS, INVALIDITÉ, RACHAT 60 JOURS



SITUATIONS EXCEPTIONNELLES
(perte d'emploi et autres)



RETOUR AUX ÉTUDES



AUTRES CRITÈRES

(injection de capitaux dans une entreprise, émigration, rachat de crédits de rente et inadmissibilité aux crédits d'impôt)



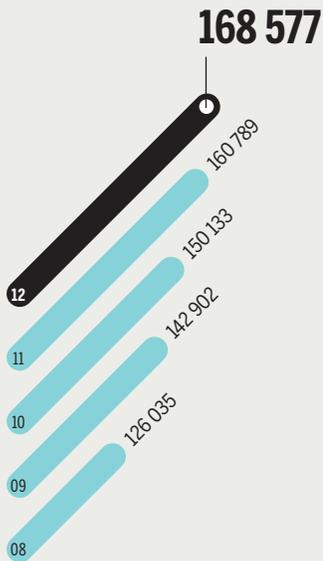
1. Ces investissements incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

2. Ce montant tient compte des 300 millions de dollars investis dans SSQ Groupe financier.

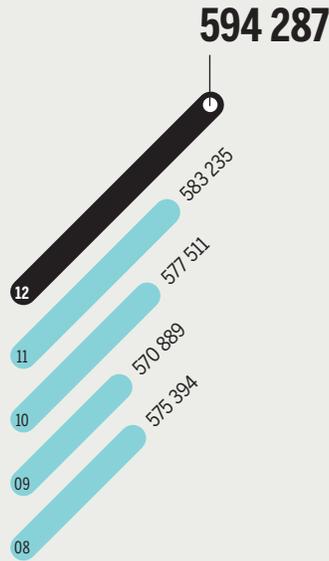
3. Ce montant ne tient pas compte des 500 millions de dollars investis dans les programmes annoncés dans le budget du gouvernement du Québec.

FAITS SAILLANTS (SUITE)

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS, MAINTENUS OU SAUVEGARDÉS AU QUÉBEC PAR LE FONDS ET SON RÉSEAU
AUX 31 MAI

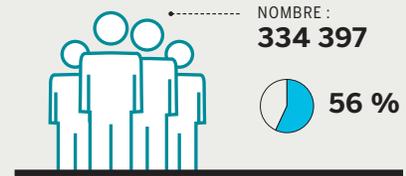


NOMBRE D'ACTIONNAIRES
AUX 31 MAI

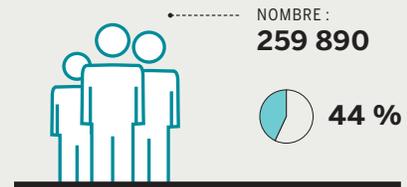


PROFIL DES ACTIONNAIRES
AU 31 MAI 2012

SYNDIQUÉS

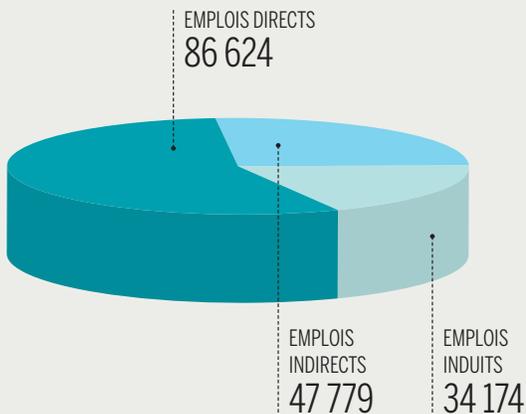


NON SYNDIQUÉS

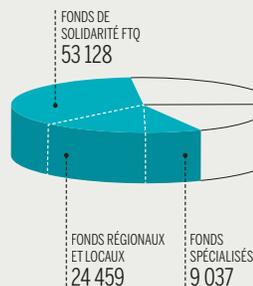


168 577 EMPLOIS CRÉÉS, MAINTENUS OU SAUVEGARDÉS AU QUÉBEC PAR LE FONDS ET SON RÉSEAU*
AU 31 MAI 2012

TOTAL
168 577



EMPLOIS DIRECTS
86 624



En tenant compte des partenariats passés et actuels, de 1990 à 2012, on estime à plus de **490 000** le nombre d'emplois créés, maintenus ou sauvegardés au Québec par le Fonds et son réseau.

* Par les entreprises partenaires en portefeuille au 31 mai 2012.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (AU COÛT)¹

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

	Solde au 31 mai 2011 ²			Investissements			Désinvestissements			Solde au 31 mai 2012		
	N ^{bre}	M\$	%	N ^{bre}	M\$	%	N ^{bre}	M\$	%	N ^{bre}	M\$	%
Régions³												
Ouest du Québec	17	86	2	8	61	7	4	10	2	23	137	3
Région de Montréal	115	2 240	47	28	333	39	48	299	62	115	2 274	44
Centre du Québec	16	145	3	2	10	1	6	5	1	17	150	3
Région de Québec	33	432	9	9	343	39	13	59	12	32	716	14
Est du Québec	30	162	3	8	17	2	8	8	2	29	171	3
Ensemble du Québec	49	1 407	30	3	97	11	12	90	19	48	1 414	27
Hors Québec	34	305	6	1	8	1	13	9	2	32	304	6
Total	294	4 777	100	59	869	100	104	480	100	296	5 166	100
Secteurs												
Immobilier	4	386	8	2	103	12	1	39	8	4	450	9
Développement régional ⁴	23	461	10	1	3	-	2	30	6	22	434	8
Industries, services, ressources naturelles et consommation	184	2 711	57	46	699	81	75	345	72	191	3 065	59
Nouvelle économie	83	1 219	25	10	64	7	26	66	14	79	1 217	24
Total	294	4 777	100	59	869	100	104	480	100	296	5 166	100

1. Ces investissements excluent les titres du portefeuille Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation (ayant donné lieu à des investissements de 39 M\$ au cours de l'exercice) et incluent les fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

2. La distribution par région et par secteur au 31 mai 2011 a été modifiée en fonction des réorganisations survenues dans les entreprises en portefeuille.

3. Regroupements régionaux :

Ouest du Québec : Abitibi-Témiscamingue/Outaouais. **Région de Montréal** : Montréal/Laval/Laurentides/Montérégie/Lanaudière. **Centre du Québec** : Estrie/Mauricie/Centre-du-Québec. **Région de Québec** : Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches. **Est du Québec** : Bas-Saint-Laurent/Saguenay-Lac-Saint-Jean/Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine/Côte-Nord/Nord-du-Québec. **Ensemble du Québec** : investissements qui ont des impacts dans plus d'une région. **Hors Québec** : investissements dans des entreprises dont le siège social est à l'extérieur du Québec.

4. Fonds régionaux, fonds locaux et sociétés régionales d'investissement.



BILANS, RÉSULTATS ET RENDEMENTS

BILANS

AUX 31 MAI

(en milliers \$, sauf l'actif net par action)

	2012	2011
Actif		
Investissements en capital de développement	4 918 765	4 269 537
Autres investissements	4 123 020	4 190 196
Débiteurs et autres actifs	656 836	264 248
Encaisse	13 789	6 372
Immobilisations	61 076	62 323
Impôts sur les bénéfices	93	-
	9 773 579	8 792 676
Passif		
Billets	428 544	349 503
Créditeurs et autres passifs	816 434	260 894
Impôts sur les bénéfices	-	1 170
Impôts futurs	3 913	3 298
	1 248 891	614 865
Actif net	8 524 688	8 177 811
Nombre d'actions de catégorie A en circulation	320 629	315 504
Actif net par action de catégorie A	26,59	25,92

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,



YVON BOLDUC, ADMINISTRATEUR



MICHEL ARSENAULT, ADMINISTRATEUR

RENDEMENT DU FONDS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin ¹ M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin ¹ M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement	4 497	52,6	9,2	3 931	47,9	8,9
Autres investissements ²	4 053	47,4	(0,1)	4 274	52,1	12,3
	8 550	100,0	4,4	8 205	100,0	10,6
Charges totales d'exploitation			(1,5)			(1,5)
Impôts et taxe sur le capital			(0,3)			(0,3)
Rendement du Fonds (annuel)			2,6			8,8
Rendement du Fonds (1^{er} semestre)			0,2			5,0
Rendement du Fonds (2^e semestre)			2,3			3,6

1. L'actif sous gestion à la fin correspond à la juste valeur, à la fin de l'exercice, de l'actif géré par les secteurs Investissements et Placements et qui a servi à générer les produits présentés aux résultats. Ce montant diffère de celui de l'actif présenté aux états financiers qui, contrairement à l'actif sous gestion, inclut entre autres les billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux ainsi que de certains fonds spécialisés.

2. Les autres investissements représentent le solde des actifs non investis dans les entreprises partenaires. Gérés par le secteur Placements, ils sont constitués des portefeuilles d'obligations, d'encaisse et de marché monétaire, d'actions sectorielles, de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé.

RÉSULTATS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers \$, sauf le bénéfice par action)

	2012	2011
Produits		
Intérêts	174 804	188 403
Dividendes	72 614	67 116
	247 418	255 519
Charges		
Frais corporatifs	38 812	38 364
Frais d'investissements en capital de développement et autres investissements	32 439	32 111
Frais de développement et d'administration de l'Actionnariat et de la Formation économique	45 923	41 954
Taxe sur le capital	-	1 064
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	4 974	4 307
	122 148	117 800
Revenu net de placement avant impôts	125 270	137 719
Impôts	27 489	26 080
Revenu net de placement	97 781	111 639
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements		
Réalisés	49 249	79 708
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	69 614	460 234
Frais de transaction	(2 000)	(1 298)
	116 863	538 644
Bénéfice net	214 644	650 283
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	317 092	310 228
Bénéfice par action de catégorie A	0,68	2,10

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds spécialisés	3 796	44,4	12,5	3 251	39,6	6,2
Titres cotés	701	8,2	(7,0)	680	8,3	23,0
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	2 304	26,9	7,1	2 494	30,4	6,4
Actions sectorielles et autres titres	1 749	20,5	(9,6)	1 780	21,7	21,1
	8 550	100,0	4,4	8 205	100,0	10,6

WWW.FONDSFTQ.COM/RAPPORT2012

Le Fonds continue de privilégier la production d'un rapport annuel et de développement durable (RADD) intégré, mais, afin de réduire l'utilisation de papier, nous n'avons inclus dans le présent rapport que des extraits des états financiers (bilans et résultats).

Les états financiers audités complets du Fonds de solidarité FTQ et le rapport de gestion sont disponibles en version papier sur demande. Ils sont également disponibles dans la version Internet du RADD (www.fondsftq.com/rapport2012) ainsi que sur SEDAR (www.sedar.com).

UN FONDS SOLIDE, SOLIDAIRE ET DURABLE

Déjà notre troisième Rapport annuel et de développement durable! Encore une fois, nous avons intégré à notre démarche de reddition de comptes annuelle des éléments extrafinanciers qui font partie depuis près de 30 ans de notre mission et de nos pratiques quotidiennes, mais que nous n'avions pas pris l'habitude de mettre en valeur. La Global Reporting Initiative (GRI) constitue un outil formidable pour une institution comme le Fonds de solidarité FTQ, car nos parties prenantes peuvent ainsi encore mieux constater à quel point le Fonds est un modèle de développement économique solidaire. Grâce à cette démarche d'amélioration continue, nous pouvons également souligner nos efforts en matière d'environnement, et nous donner des objectifs pour continuer de nous améliorer année après année.

Vous trouverez donc dans ce rapport un bilan de l'ensemble de nos activités, dont nous sommes particulièrement fiers.

Solidarité sociale et investissements responsables

La démarche de la GRI nous permet de mettre de l'avant nos pratiques de bonne gouvernance et de vérification diligente, ainsi que des outils de solidarité sociale que nous nous sommes donnés au fil des ans. Certains, comme la formation économique offerte aux travailleuses et aux travailleurs,

font partie intégrante de notre mission depuis la création du Fonds; d'autres, comme le bilan social que nous faisons préalablement à tout investissement dans une entreprise, montrent à quel point les aspects économiques et sociaux de la mission du Fonds sont intimement liés.

Par ailleurs, en plus d'avoir adhéré ces dernières années à la GRI et au Pacte mondial des Nations unies, le Fonds, toujours dans le meilleur intérêt de ses actionnaires, est devenu, en septembre 2011, signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI).

LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ A BIEN REMPLI SA MISSION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. NOUS AVONS CONTRIBUÉ À LA CRÉATION, AU MAINTIEN OU À LA SAUVEGARDE DE 168 577 EMPLOIS DE QUALITÉ.

Bien naviguer en eaux troubles

L'exercice qui s'est terminé le 31 mai 2012 a été marqué par la crise économique européenne, la lenteur de la reprise économique américaine et un climat d'incertitude sociale, avec lesquels nous avons dû composer. Je félicite les équipes du Fonds qui, avec discipline et rigueur, ont su naviguer dans ces eaux troubles, puisque cet exercice financier s'est malgré tout terminé sur une note positive, avec un rendement de 2,6 %.

Cap sur notre mission

Le Fonds de solidarité FTQ a bien rempli sa mission de développement économique et social. Grâce à nos investissements dans tous les secteurs d'activité et, surtout, dans toutes les régions du Québec, nous avons contribué à la création, au maintien ou à la sauvegarde de 168 577 emplois de qualité.

Un autre élément fondamental de notre mission économique et sociale est la sensibilisation des travailleuses et des travailleurs à l'importance de l'épargne pour la retraite. Durant l'exercice, nous avons ciblé de manière encore plus prononcée les Québécoises et les Québécois de 40 ans et moins et les membres des communautés culturelles. Nous poursuivrons ces efforts pour que tous puissent profiter des avantages du REER du Fonds et contribuer ainsi au développement de notre économie.

Un soutien apprécié

Je remercie tous les membres du conseil d'administration et des autres instances du Fonds pour leur travail assidu et exigeant qui nous permet de réaliser pleinement notre mission. Merci à tous nos employés, tant ceux du siège social, à Montréal, que ceux de l'ensemble de notre réseau, qui travaillent et nous représentent partout au Québec! Un merci chaleureux également à nos précieux responsables locaux (RL), pour leur soutien compétent et solidaire.



MICHEL ARSENAULT
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DES RÉSULTATS POSITIFS, MALGRÉ UN CONTEXTE DIFFICILE



Le rendement annuel du Fonds de solidarité FTQ pour l'exercice terminé le 31 mai 2012 s'élève à 2,6 %. La valeur de l'action a augmenté de 0,67 \$ par rapport au 31 mai 2011, pour atteindre 26,59 \$. L'actif net, également en hausse, se chiffre à 8,5 milliards de dollars. De plus, le Fonds compte maintenant 594 287 actionnaires. Voilà des résultats positifs, obtenus dans un contexte pourtant défavorable.

En effet, l'exercice a été marqué par de fortes perturbations : crise économique européenne, lenteur de la reprise américaine, climat d'incertitude en Asie. Les bons résultats du Fonds dans ce contexte difficile reposent sur l'application rigoureuse de sa politique de gestion intégrée des actifs financiers et sur la bonne performance de ses entreprises partenaires. La qualité du travail de nos équipes responsables des investissements et des placements mérite donc d'être soulignée.

Une campagne de souscription réussie

Nous avons réussi la troisième meilleure année de notre histoire en matière de souscription, avec des rentrées de fonds totalisant 767 millions de dollars. Sensibiliser les Québécois à l'importance d'épargner pour leur retraite fait

partie de notre mission et de nos valeurs. Et nous continuerons de faire la promotion de l'épargne-retraite, surtout dans le contexte actuel, puisque plusieurs caisses de retraite des entreprises font face à de nombreuses difficultés financières.

Développer l'économie du Québec : notre mission !

Le développement économique du Québec est également au cœur de cette mission dont nous nous acquittons depuis bientôt 30 ans. Au cours de l'exercice, le Fonds a investi 908 millions de dollars dans près de 140 entreprises à impact économique québécois, en incluant son réseau de fonds régionaux. Au total, le Fonds compte maintenant 2 239 entreprises partenaires.

Le gouvernement du Québec, dans son budget de mars 2012, a donné de nouveaux outils au Fonds pour lui permettre de jouer encore mieux son rôle dans l'économie québécoise. Par exemple, grâce à la création du Fonds Valorisation Bois, les entreprises québécoises bien positionnées sur leur marché auront maintenant accès à des capitaux pour concevoir et fabriquer des produits forestiers à forte valeur ajoutée, dans le but de favoriser la fabrication de produits de deuxième et de troisième transformation.

Une réussite qui repose sur de nombreuses collaborations

En terminant, je remercie nos actionnaires-proprétaires pour leur soutien au développement économique du Québec. Merci à nos entreprises partenaires de nous permettre de les accompagner pour qu'elles se positionnent de façon avantageuse sur leurs marchés.

Félicitations à tous les employés du Fonds et à nos RL pour leur travail constant, sans lequel nous n'aurions pas obtenu ces résultats.

Enfin, merci aux membres du conseil d'administration et aux administrateurs externes, dont l'expertise et la perspective ajoutent de la valeur à nos efforts pour mener à bien la mission du Fonds.

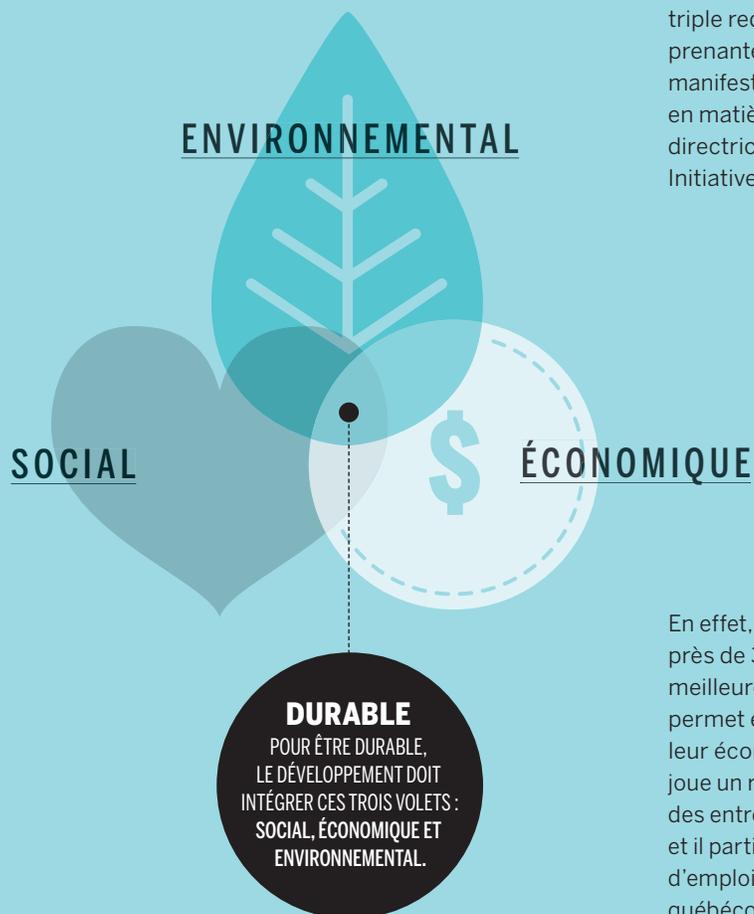
YVON BOLDUC
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

SUR LE WEB
VISIONNEZ
L'ENTREVUE



UN FONDS SOLIDAIRE ET ENGAGÉ

DÉJÀ NOTRE TROISIÈME RAPPORT ANNUEL INTÉGRANT LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ! LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ A FAIT LE CHOIX DE PRODUIRE, CHAQUE ANNÉE, UN RAPPORT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE INTÉGRÉ, C'EST-À-DIRE QUI PRÉSENTE À LA FOIS SON RAPPORT ANNUEL (ACTIVITÉS ET DONNÉES FINANCIÈRES) ET UN VOLET QUI PORTE SUR SES IMPACTS EXTRAFINANCIERS, AUTREMENT DIT SES PERFORMANCES DANS LES TROIS SPHÈRES QUE COMPORTE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : **SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE.**



Le Fonds réitère ainsi, chaque année, son engagement de triple reddition de comptes envers l'ensemble de ses parties prenantes. Cette assiduité est également une façon de manifester notre adhésion aux bonnes pratiques à promouvoir en matière de développement durable, à partir des lignes directrices mondialement reconnues de la Global Reporting Initiative (GRI).

Notre impact social et économique

À elle seule, la mission que la société québécoise a confiée au Fonds de solidarité FTQ est un bon indicateur des impacts, tant sociaux qu'économiques, que les activités de cette organisation unique ont au Québec. La mission, les valeurs et les pratiques du Fonds lui permettent de contribuer de façon importante au développement économique du Québec, tout en aidant les Québécois à épargner, principalement en vue de leur retraite.

En effet, le Fonds a offert aux Québécois, depuis maintenant près de 30 ans, un outil pour qu'ils puissent jouir de meilleures conditions de vie à la retraite, un outil qui leur permet également d'intervenir dans le développement de leur économie. En tant qu'investisseur responsable, le Fonds joue un rôle majeur dans le renforcement et la croissance des entreprises dans lesquelles il investit, partout au Québec, et il participe ainsi à la création, au maintien ou à la sauvegarde d'emplois de qualité. C'est donc l'ensemble de la société québécoise qui profite des activités du Fonds de solidarité FTQ.

Nos parties prenantes

L'expression « parties prenantes » est maintenant utilisée couramment pour désigner tous les groupes, organismes et personnes qui ont un intérêt dans les activités d'une organisation ou qui influencent ses activités. En tant qu'organisation qui s'inscrit dans une démarche de développement durable, le Fonds de solidarité FTQ établit un dialogue avec ses parties prenantes afin de bien connaître leurs besoins, leurs préoccupations et leurs attentes, ainsi que pour mettre en place des façons et des moyens d'y répondre le plus adéquatement possible. Le tableau ci-contre présente l'ensemble de nos parties prenantes.

Période couverte et périmètre du rapport

Ce rapport couvre la période du dernier exercice financier du Fonds de solidarité FTQ, soit du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2012. Il rend compte de l'ensemble des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux établis par la GRI (voir l'Index GRI à la page 43).

Par ailleurs, conformément à la démarche de développement durable suggérée par la GRI, les données de ce rapport correspondent à la réalité du Fonds de solidarité FTQ. Elles ont été recueillies et validées par les professionnels du Fonds responsables de ce rapport, et celui-ci a également été relu par nos auditeurs indépendants.

LIENS AVEC LES PARTIES PRENANTES



NOS ACTIONNAIRES

En cotisant à notre REER, les actionnaires du Fonds épargnent pour leur retraite tout en soutenant notre mission. Ils s'attendent à ce que leur investissement leur apporte un rendement raisonnable, et nous nous employons à les satisfaire. Nous sommes en lien constant avec eux.

NOS PARTENAIRES D'AFFAIRES

Les entrepreneurs qui dirigent nos entreprises partenaires, leurs administrateurs, leurs gestionnaires et leurs employés comptent sur le capital flexible et patient du Fonds, qui permet aux entreprises québécoises de croître. Nos équipes à l'Investissement leur offrent également du soutien à plusieurs niveaux.

LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE ET LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Le Fonds, grâce à son REER, encourage les Québécois à épargner, particulièrement pour la retraite. Nous entretenons également des liens constants avec les divers ministères à vocation économique, qui attendent de nous que nous participions activement au développement économique du Québec.

NOS EMPLOYÉS

Nos employés et ceux de notre réseau d'investissement sont l'une de nos grandes forces dans la réalisation de notre mission. Nous leur offrons donc un environnement stimulant et de bonnes conditions de travail. La direction communique avec eux de multiples façons.

NOS RESPONSABLES LOCAUX (RL)

Le Fonds est particulièrement fier de ce réseau de plus de 2 000 personnes qui font la promotion de notre mission et de notre REER dans leurs milieux de travail. Ils reçoivent une solide formation et sont soutenus par une équipe qui est entièrement à leur service.

LA FTQ ET LE MONDE SYNDICAL QUÉBÉCOIS

C'est la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la plus grande centrale syndicale québécoise, et ses syndicats affiliés qui ont créé le Fonds, et, à ce titre, ils sont une partie prenante importante. Le Fonds a également conclu des ententes avec la Centrale des syndicats du Québec, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec et la Confédération nationale des cadres du Québec, qui font la promotion de son REER.

CONTEXTE ET PARAMÈTRES

La définition du contenu du rapport (processus de reddition de comptes)

Afin de définir le contenu du présent rapport, le Fonds a adopté la méthodologie préconisée par la GRI ; il a utilisé les indicateurs de la version GRI 3.1, la plus récente, ainsi que ceux du supplément sectoriel financier. Ce processus s'appuie sur les principes suivants : la pertinence, la consultation des parties prenantes ainsi que le contexte de durabilité et d'exhaustivité. Nous avons également revu les indicateurs clés et pertinents établis au cours des années précédentes afin d'en réévaluer la validité au regard des enjeux qui ont marqué le dernier exercice.

Ce test de pertinence nous a permis de déterminer les priorités et les thèmes importants de ce rapport – c'est-à-dire de nous assurer, en le préparant, de prendre en considération les préoccupations liées à notre industrie et celles de nos parties prenantes. Nous nous sommes ainsi assurés de produire le rapport le plus exhaustif possible, qui intègre notre meilleure compréhension des enjeux liés au développement durable et qui nous permet de rendre compte de l'impact économique, social et environnemental des activités du Fonds à l'échelle du Québec.

Une revue interne faite par la direction confirme que le contenu et le périmètre du rapport correspondent adéquatement à l'impact du Fonds sur la société québécoise.

COMME IL TIENT COMPTE DU PLUS GRAND NOMBRE D'INDICATEURS EXIGÉS PAR LA GRI, CE RAPPORT EST CONFORME AU NIVEAU D'APPLICATION A. POUR PLUS DE DÉTAILS, VOIR L'INDEX GRI À LA PAGE 43.

Le rapport rend compte d'un ensemble d'activités directement réalisées par le Fonds de solidarité FTQ. Le Fonds n'a pas à inclure ses 2 239 entreprises partenaires dans le périmètre du présent rapport, car il revient à chacune d'elles de rendre compte de ses propres activités. Toutefois, conformément à sa mission et à ses valeurs, le Fonds de solidarité FTQ a toujours encouragé ses entreprises partenaires à adopter des comportements responsables à tous égards.

Par contre, ce rapport fait état des résultats de certaines des activités des 16 fonds régionaux de solidarité FTQ, des 85 fonds locaux de solidarité FTQ et du Fonds immobilier de solidarité FTQ, qui font partie du réseau d'investissement du Fonds.



NOTRE STRUCTURE DE GOUVERNANCE

Les défis du développement durable et de la responsabilité sociale exigent que les entreprises soient efficaces et transparentes. Leurs diverses instances doivent également faire preuve d'une responsabilisation de plus en plus grande.

Dans le but de continuer de renforcer et de consolider sa gouvernance, le Fonds a poursuivi, au cours du dernier exercice, l'actualisation des politiques, des normes, des directives et des procédures de gestion qu'il a mises en place au fil des ans.

Une nouvelle charte

Le Fonds s'est doté de chartes au fil des ans, comme les chartes du conseil d'administration, du comité exécutif, du comité de gestion des actifs financiers et du comité d'audit. Le Fonds s'est également doté d'une nouvelle charte au cours du dernier exercice, la charte du comité d'éthique.

www.fondsftq.com/charte-ca

LES INSTANCES DU FONDS

Outre son conseil d'administration, le Fonds de solidarité FTQ a mis sur pied des conseils et des comités, notamment le comité de direction, qui dirige les affaires quotidiennes du Fonds. Parmi ces instances, quatre conseils sectoriels du Fonds de solidarité FTQ et les instances du Fonds immobilier de solidarité FTQ ont la responsabilité d'autoriser les investissements en capital de développement de moins de 5 millions de dollars et de recommander au conseil d'administration les investissements de 5 millions de dollars et plus.

Pour plus de détails relatifs à notre structure de gouvernance et au cadre de gestion du Fonds de solidarité FTQ, consultez notre rapport de gestion (aux pages 25 à 27), sur SEDAR ou notre site Internet, ainsi que la liste des membres de nos instances publiée dans ce rapport (aux pages 49 à 52).

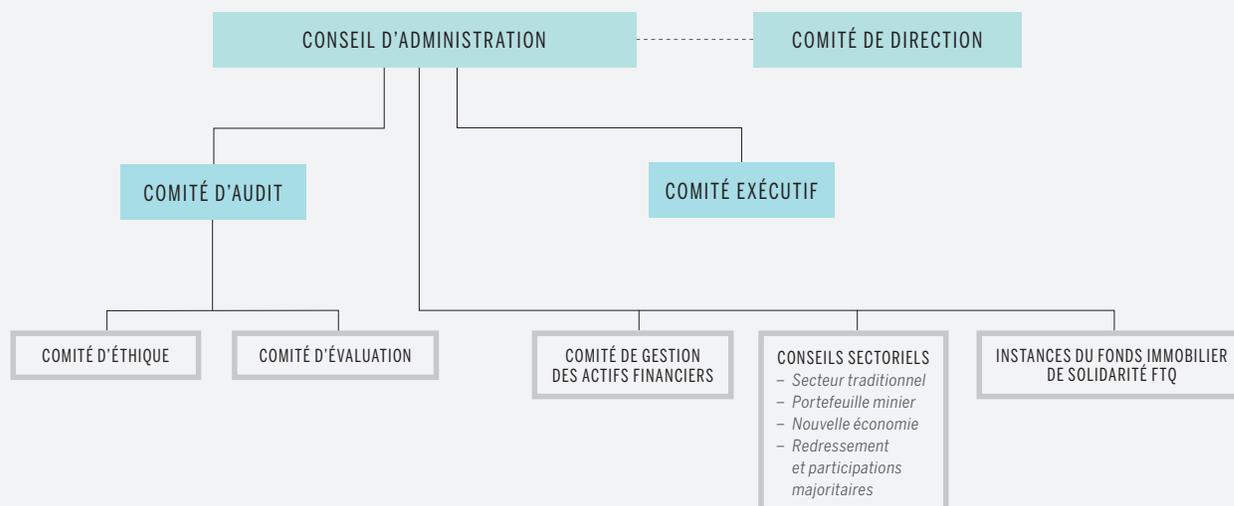
www.fondsftq.com/gouvernance www.sedar.com

CONTRÔLES FINANCIERS RIGoureux

La loi constitutive du Fonds de solidarité FTQ stipule que l'Autorité des marchés financiers est chargée d'inspecter les affaires internes et les activités du Fonds afin de vérifier le respect de cette loi, en plus des autres fonctions qu'elle exerce et qui s'appliquent au Fonds, ce dernier étant un émetteur assujéti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*.

Par ailleurs, même s'il n'est pas assujéti à l'application du règlement 52-109 sur l'attestation de l'information financière présentée dans ses documents semestriel et annuel, le Fonds, dans sa volonté de respecter les meilleures pratiques en matière de gouvernance, a décidé de s'inspirer des principes édictés dans ce règlement. Ainsi, le Fonds a mis sur pied il y a quelques années un programme-cadre de conformité financière, appelé Confor. Ce programme traite des contrôles qui sont nécessaires pour permettre de fournir une assurance raisonnable que l'information financière produite et communiquée par le Fonds est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CADRE DE GESTION DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ



CONTRÔLES FINANCIERS RIGoureux (SUITE)

La direction du Fonds de solidarité FTQ a la responsabilité de concevoir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information. Elle doit également évaluer périodiquement la conception et l'efficacité.

Parmi les autres contrôles mis en place pour s'assurer de la rigueur de sa gestion et de ses pratiques, le Fonds se soumet à un processus complet d'audit de ses états financiers deux fois par année, et ce processus est sous la responsabilité de deux firmes externes d'auditeurs, soit Samson Bélair/Deloitte & Touche et Raymond Chabot Grant Thornton.

LE PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

Rappelons par ailleurs que le Fonds de solidarité FTQ, toujours dans le but d'agir dans le meilleur intérêt de ses actionnaires-proprétaires et en accord avec ses valeurs et ses pratiques, avait déjà adhéré, en 2009, au Pacte mondial des Nations unies, qui porte sur les droits humains, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. (Pour plus de détails, voir l'Index GRI à la page 43.)

DES FORMATIONS ET DES OUTILS D'INFORMATION

Pour que soient bien maîtrisés les enjeux liés au développement durable (DD) et à l'investissement socialement responsable (ISR), le Fonds a offert, en février 2012, en collaboration avec M^{me} Johanne Gélinas, intervenante expérimentée en matière de DD, une formation dans ce domaine à 110 spécialistes des secteurs Investissements et Placements et, par la suite, aux membres de son comité de direction et de son conseil d'administration. Cette formation a fait ressortir certaines attentes exprimées par nos spécialistes en matière de suivi et d'outils, notamment, qui font l'objet d'objectifs précis dans ce rapport. Entre autres, le Fonds produira, pour les spécialistes du secteur Investissements, un guide d'information et d'intervention relatif aux crédits carbone.

Le Fonds offrira également la formation portant sur les enjeux liés au DD et à l'ISR aux professionnels de son réseau régional d'investissement.

LES ADMINISTRATEURS ET LA LOI 89

L'Assemblée nationale a adopté en octobre 2011 la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) afin d'en renforcer le respect*, ou loi 89. Cette loi modifiant la LQE accorde de nouveaux pouvoirs au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, établit de nouveaux mécanismes de surveillance et accentue la responsabilité des administrateurs et dirigeants d'entreprise en matière de protection de l'environnement.

C'est pourquoi la direction des Affaires juridiques du Fonds a offert aux spécialistes de l'Investissement une formation relative à la loi 89, entre autres pour qu'ils puissent mieux soutenir l'intégration de ces nouvelles normes dans les pratiques de nos entreprises partenaires.

De plus, nous produirons un guide relatif à la LQE, où l'on trouvera entre autres des mesures à prendre pour gérer les risques liés à la protection de l'environnement pour les entreprises. Ce guide s'adressera surtout aux spécialistes du secteur Investissements qui siègent à des conseils d'administration, et aux administrateurs externes qui représentent le Fonds au sein de conseils d'administration de ses entreprises partenaires.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LE SECTEUR MINIER

Le Fonds de solidarité FTQ a formalisé, avec d'autres institutions actives dans le secteur, certaines lignes directrices en matière de pratiques liées au développement durable et à la responsabilité sociale dans la gestion des projets miniers. Ainsi, le Fonds requiert des sociétés minières dans lesquelles il investit au Québec qu'elles s'engagent à mettre en place, dans un délai de six mois, un plan de développement durable qui tient compte des grands principes de la responsabilité sociale des entreprises mis de l'avant par les organisations internationales reconnues.

Les sociétés minières doivent par exemple appliquer avec diligence, dans toutes leurs activités d'exploration, des mesures techniquement éprouvées et économiquement réalisables pour protéger l'environnement et assurer la sécurité et la santé des travailleurs. Elles doivent également assumer leur responsabilité sociale envers les communautés où elles s'installent, et utiliser de façon responsable les ressources disponibles sur le territoire.

Les lignes directrices en bref

1. En matière de gouvernance et de gestion responsable, les sociétés minières doivent s'assurer :
 - que les employés, à tous les niveaux, comprennent leurs responsabilités environnementales et sociales et contribuent à l'amélioration de leur environnement de travail ;
 - que la planification, l'évaluation et la gestion de tous les projets sont faites avec rigueur dans le but de réduire les effets négatifs sur l'environnement et les communautés locales.
2. En matière de gestion responsable, elles doivent établir une communication proactive, ouverte et transparente avec les autorités locales (incluant les communautés autochtones), les organismes gouvernementaux et les autres parties prenantes.
3. Elles s'engagent à appliquer avec diligence, dans toutes leurs activités d'exploration, les réglementations en matière de santé et sécurité au travail.
4. Elles doivent également appliquer avec diligence, dans toutes leurs activités d'exploration, les réglementations en matière d'environnement.
5. Sur le plan socioéconomique, elles doivent s'assurer de générer, dans la mesure du possible, des retombées économiques locales et de contribuer au développement local grâce à des partenariats constructifs avec les communautés autochtones et non autochtones, dans le respect des intérêts propres à chacune.

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

Le Fonds de solidarité FTQ est un actionnaire engagé quand il s'agit de voter et d'ouvrir un dialogue avec les entreprises cotées dans lesquelles il a un investissement. Et le Fonds est fier d'avoir été l'un des premiers grands investisseurs institutionnels québécois à se doter d'un guide d'orientation en matière de droit de vote il y a plus de dix ans.

Ce guide contient l'expression de notre souhait que les entreprises s'engagent en adoptant des politiques sur les grands enjeux environnementaux et sociaux ainsi que ceux liés à la bonne gouvernance et au respect des droits de la personne.

 www.fondsftq.com/vote-entreprises

Dialoguer avec les entreprises !

Le Fonds de solidarité FTQ s'est associé, au cours du dernier exercice, à l'organisme à but non lucratif SHARE (Shareholder Association for Research & Education), un chef de file canadien en matière d'investissement responsable pour les investisseurs institutionnels. SHARE offre des services de soutien à ces investisseurs, et fait de la recherche et de l'éducation dans ce domaine.



Comme fonds d'investissement qui se veut diversifié dans ses actifs financiers, le Fonds investit notamment dans des titres canadiens de grande capitalisation et devient ainsi actionnaire de ces entreprises. En étant présent, le Fonds occupe un espace qu'il considère essentiel. « Occuper les entreprises » – pour reprendre le slogan des indignés du mouvement Occupy Wall Street – lui permet, par exemple, d'essayer, avec d'autres investisseurs institutionnels canadiens, de proposer directement aux dirigeants de ces entreprises des améliorations qu'il jugerait nécessaires ou encore d'exiger d'eux plus de transparence et de reddition de comptes. C'est ce dialogue qu'assure dorénavant SHARE pour le Fonds de solidarité FTQ, grâce à une entente signée au cours des derniers mois. Cette position d'actionnaire engagé permettait déjà au Fonds d'exercer ses droits de vote aux assemblées annuelles des actionnaires et d'amener les entreprises à mettre en place des pratiques plus socialement responsables, notamment sur les plans environnemental et social.

SHARE compte parmi ses clients des caisses de retraite, des fonds communs de placement, des fondations, des organisations confessionnelles et des gestionnaires d'actifs de partout au Canada. Son leadership en investissement responsable s'exprime à l'échelle tant nationale qu'internationale. L'organisme est signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations unies et il est une partie prenante de la Global Reporting Initiative (GRI).

Mario Tremblay, vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds de solidarité FTQ, s'est joint au conseil d'administration de SHARE, qui est présidé par Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada.

LE FONDS, SIGNATAIRE DES PRI

À son assemblée générale annuelle de septembre 2011, le Fonds a adhéré aux six Principes pour l'investissement responsable (PRI) mis de l'avant par le Programme des Nations unies pour l'environnement Initiative financière (UNEP FI). Par la suite, les signataires québécois des PRI ont tenu, en janvier 2012, une première rencontre au Fonds de solidarité FTQ. Depuis, des rencontres d'échanges entre les signataires québécois des PRI se tiennent régulièrement et des projets communs sont mis de l'avant, mettant ainsi en pratique l'un des principes, soit celui de travailler ensemble à promouvoir les PRI.

En juillet 2012, on comptait 1 084 signataires des PRI dans le monde, dont 43 entreprises et organismes au Canada ; au Québec, nous sommes maintenant plus de 20 signataires, parmi lesquels figurent la Caisse de dépôt et placement du Québec, Bâtirente, Fonds Desjardins, Fondation CSN ainsi que des entreprises partenaires du Fonds de solidarité FTQ, dont SSQ, Société d'assurance-vie, Placements Montrusco Bolton et HR Stratégies.

En tant que signataires de ces Principes, nous prenons les engagements suivants :

1. Nous prendrons en compte les questions environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) dans les processus d'analyse et de décision en matière d'investissement.
2. Nous serons des investisseurs actifs et prendrons en compte les questions ESG dans nos politiques et pratiques d'actionnaires.
3. Nous demanderons aux entités dans lesquelles nous investissons de publier des informations appropriées sur les questions ESG.
4. Nous favoriserons l'acceptation et l'application des Principes auprès des acteurs de la gestion d'actifs.
5. Nous travaillerons ensemble pour accroître notre efficacité dans l'application des Principes.
6. Nous rendrons compte individuellement de nos activités et de nos progrès dans l'application des Principes.

LE FONDS, UN INVESTISSEUR AFFILIÉ AU HFSB

En mars 2012, le Fonds s'est engagé, avec quelque 60 gestionnaires de fonds de couverture, à respecter les normes du Hedge Fund Standards Board (HFSB), un organisme de normalisation du secteur des fonds de couverture. Les normes dont le HFSB est dépositaire



constituent notamment un puissant mécanisme pour la création d'un cadre en matière de transparence, d'intégrité et de saine gouvernance qui contribue à maintenir la bonne réputation du secteur et à faciliter le contrôle diligent que doivent exercer les investisseurs, et qui s'ajoute ainsi aux règles dictées par les politiques publiques. Ces normes servent les intérêts des intervenants du marché et de l'économie dans son ensemble.

Le HFSB regroupe des gestionnaires de fonds de couverture, des autorités de réglementation et des consultants du monde entier dans le but d'aider à déterminer le mode de fonctionnement que le secteur devrait adopter. Une soixantaine d'investisseurs internationaux majeurs, dont des caisses de retraite, des fonds de dotation, des fonds souverains et des fonds de fonds, ont également adhéré au HFSB en tant que membres de sa section investisseurs afin de favoriser l'adoption des normes.

ÉVALUER LES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES DES ENTREPRISES



EN PLUS DU PROCESSUS TRADITIONNEL DE VÉRIFICATION DILIGENTE, LE FONDS, AVANT CHAQUE INVESTISSEMENT DANS UNE ENTREPRISE PARTENAIRE POTENTIELLE, PROCÈDE À UN BILAN SOCIAL DE CETTE ENTREPRISE. CE BILAN PERMET DE FAIRE L'ANALYSE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES SOUS DES ASPECTS EXTRAFINANCIERS. CES CRITÈRES TOUCHENT LE MANAGEMENT, LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES, LES QUESTIONS LIÉES À LA SANTÉ ET À LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL, LA QUALITÉ DE LA COMMUNICATION ENTRE L'EMPLOYEUR ET LES EMPLOYÉS AINSI QUE LA PLACE DE L'ENTREPRISE DANS LA COMMUNAUTÉ OÙ ELLE EST INSTALLÉE.

ISO 26000

Le bilan social tient compte des lignes directrices que comporte la norme internationale ISO 26000. Cette norme relative à la responsabilité sociale des entreprises s'appuie sur les grands textes internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions de l'Organisation internationale du travail.

Bilan de sortie

Afin de mesurer les conséquences socioéconomiques qu'entraînent ses désinvestissements, le Fonds effectue également un bilan global de « sortie » avant de se retirer d'une entreprise dans laquelle il a investi. Quand le Fonds investit dans une entreprise, son intervention implique beaucoup plus que du capital : le Fonds se soucie de l'impact de ses investissements dans les communautés où il s'engage, et il veut faire preuve de la meilleure transparence possible, un élément essentiel qu'exige la confiance que ses partenaires et ses actionnaires lui témoignent.

Un code de conduite à l'international

Le Fonds a également adopté il y a plusieurs années un code de conduite à l'international, qu'il applique à des entreprises partenaires qui ont des activités généralement dans des pays émergents et à leurs fournisseurs. Ce code permet de mieux encadrer le déroulement de ces activités en fonction du respect des droits de la personne et des travailleurs. Ce code est actuellement en révision, puisque le Fonds veut l'actualiser. On peut en trouver le texte à l'adresse suivante :

www.fondsftq.com/code-international

NOTRE DIRECTEUR DE LA VÉRIFICATION DILIGENTE SE DÉMARQUE !



DANIEL HINSE, CPA, CA, EEE
DIRECTEUR DE LA
VÉRIFICATION DILIGENTE
AU FONDS
DE SOLIDARITÉ FTQ

Daniel Hinse a remporté le prix du Meilleur expert en évaluation d'entreprises 2011, décerné par l'Institut canadien des experts en évaluation d'entreprises (EEE) à un membre de la profession ayant 40 ans ou moins. Les EEE sont des professionnels qui établissent, entre autres, la valeur d'une entreprise en appliquant des principes et des méthodes d'évaluation reconnus.

Évaluer une entreprise consiste ainsi à déterminer dans quelle mesure son rendement sera satisfaisant dans l'avenir. Cette analyse demande une compréhension approfondie des opérations, de la situation financière et des forces d'une entreprise ainsi que des défis qu'elle doit relever, de même qu'une bonne connaissance du secteur dont elle fait partie, de son environnement économique, des marchés financiers, etc.

Le niveau de risque d'un investissement

Les spécialistes du Fonds qui évaluent ses investissements potentiels ont mis sur pied un processus rigoureux de vérification diligente. Évaluer les risques que comporte un investissement et en mesurer l'impact global est une procédure qui doit être périodiquement actualisée pour permettre de tenir compte de l'ensemble des éléments qui pourraient affecter cet investissement. Les spécialistes du Fonds considèrent donc tous les risques – opérationnels, financiers et extrafinanciers (les risques environnementaux et de réputation, par exemple) – et les mesurent afin de permettre aux instances du Fonds de prendre des décisions éclairées.

La politique d'investissement

En plus du bilan social que le Fonds réalise dans toute entreprise avant d'y investir et de la vérification diligente qu'il effectue par la suite dans toutes ses entreprises partenaires, les spécialistes de l'Investissement du Fonds s'appuient sur la politique d'investissement du Fonds de solidarité FTQ. Cette politique énonce les principes généraux

et les principales lignes directrices qui guident nos investissements. Elle établit les enjeux que doivent considérer les spécialistes de l'Investissement et le contexte social, économique et environnemental dans lequel ils doivent évoluer. Elle a été revue et actualisée au cours du dernier exercice dans le but d'intégrer certains aspects liés au développement durable.

La déclaration de la direction

Signée au moment de la clôture d'un investissement dans une entreprise partenaire, la déclaration de la direction est un engagement que prend la direction de cette entreprise d'attester périodiquement (à chacune des rencontres de son conseil d'administration) entre autres qu'elle respecte les principales lois en matière de relations de travail et que ses opérations sont conformes aux lois applicables en matière environnementale.

LES RENCONTRES INTERNATIONALES

Le Fonds de solidarité FTQ participe aux débats et aux discussions sur les grands thèmes économiques et sociaux actuels, et certains de ses spécialistes sont invités à des rencontres internationales à titre de conférenciers. Voici deux exemples de rencontres particulièrement intéressantes auxquelles le Fonds a été invité au cours du dernier exercice.

– En **octobre 2011** s'est tenu à Montréal le Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS). Cette rencontre avait pour thème central la nécessité d'un dialogue entre l'État et la société civile pour l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire. Elle a permis de mettre en valeur la richesse de l'économie sociale et solidaire à travers le monde, la diversité des expériences auxquelles elle donne lieu et le caractère innovant de ses entreprises et des nombreux partenariats construits entre les pouvoirs publics et la société civile. Dans plusieurs pays en développement, la création d'entreprises d'économie sociale issues de la mobilisation créatrice des communautés a souvent été inspirée par le modèle coopératif et associatif des institutions québécoises. Le Forum a accueilli dans la métropole québécoise quelque 1500 participants venant du monde

entier. Mario Tremblay, vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds, qui a participé à une table ronde, a parlé du rôle important des fonds de travailleurs dans le développement économique et social du Québec.

– En **mars 2012**, une conférence majeure s'est tenue à la Harvard Law School, à Boston, aux États-Unis, sur la gérance des régimes de retraite et des capitaux en général. Les participants y ont plaidé en faveur d'un fonctionnement des marchés financiers et de l'établissement de politiques d'entreprise plus efficaces pour les travailleurs et l'ensemble de la communauté. C'était un honneur pour le Fonds d'y être invité, et Daniel Bourcier, agent de développement, Relations avec les travailleurs dans les entreprises, y a fait une présentation sur le cadre historique de la création du Fonds, ses réussites sociales et économiques après

29 ans d'existence, son réseau unique de représentants locaux en milieu de travail, la formation économique offerte dans les entreprises partenaires du Fonds et le bilan social que nous réalisons avant tout investissement.

La créativité québécoise, c'est aussi la création d'une institution unique présente au Québec depuis près de 30 ans : le Fonds de solidarité FTQ!



LA FORMATION, AU CŒUR DE NOTRE MISSION



6 404
PARTICIPANTS

LA FORMATION EST UNE COMPOSANTE MAJEURE DE LA MISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ. GRÂCE À LA FONDATION DE LA FORMATION ÉCONOMIQUE, QU'IL A MISE SUR PIED EN 1989, LE FONDS OFFRE ENTRE AUTRES DES FORMATIONS EN ENTREPRISE, DONT LE CONTENU COUVRE L'ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE, ORGANISATIONNELLE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE OÙ LA FORMATION EST DONNÉE.

Au cours du dernier exercice, la Fondation a conçu, en collaboration avec le Service de l'éducation de la FTQ et de ses syndicats affiliés, une formation qui s'adresse aux conseillers et dirigeants de ces syndicats. Cette formation permet entre autres aux participants de définir des moyens de prévenir d'éventuelles pertes d'emplois ou d'anticiper la croissance de l'entreprise. Instaurer des dialogues ouverts et transparents entre les directions des entreprises et leurs employés demeure essentiel à la recherche de solutions visant à assurer l'essor de ces entreprises et le maintien et la création d'emplois de qualité.

2012 : une année fructueuse

La dernière année a été fructueuse sur le plan de la formation. En plus de rejoindre de nouveaux groupes de participants, la Fondation a continué d'offrir des formations économiques, toujours très appréciées, aux travailleurs de ses entreprises partenaires.

En contribuant à valoriser les investissements du Fonds dans ses entreprises partenaires, et en encourageant les travailleurs à participer au succès de ces investissements, la formation est une voie privilégiée vers un développement économique et social durable.

La Fondation a continué de donner aux responsables locaux du Fonds (RL) les formations indispensables à leur travail. Enfin, elle a poursuivi son offre de formation adaptée aux besoins spécifiques de son réseau régional, local et spécialisé d'investissement.

TÉMOIGNAGE

Voici l'extrait d'un article paru dans le journal des employés de Saladexpress, une entreprise partenaire du Fonds où la Fondation a offert une formation en février dernier. Cette formation a été un tel succès qu'elle a été reprise en mars.

« La formation économique offerte par le Fonds, en termes simples et faciles à comprendre et à l'aide d'exemples concrets, nous a permis de bien comprendre l'implication du Fonds dans notre entreprise et l'impact financier et économique de cette transaction pour notre entreprise. »

ACTIVITÉS DE FORMATION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

	PARTICIPANTS	COURS
Responsables locaux (RL)	3 171	157
Formation économique des travailleurs	1 251	64
Membres du réseau	1 526	49
Étudiants	456	25
Total	6 404	295

DE BONNES RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS

Institution responsable et près des gens, le Fonds de solidarité FTQ donne son appui à plusieurs organisations communautaires, partout au Québec. Le Fonds exprime aussi son soutien à son réseau régional et local d'investissement ainsi qu'à des partenaires qui, eux aussi, s'engagent dans différentes activités pour contribuer au bien-être économique et social des individus, des collectivités et des entreprises. De plus, le Fonds appuie de diverses façons les activités à caractère humanitaire ou caritatif auxquelles participent bénévolement ses employés, et valorise ces contributions.

Vous trouverez ci-dessous quelques exemples de cette implication.

CENTRAIDE

Centraide occupe depuis plusieurs années une place importante dans l'engagement du Fonds, de ses employés et de son réseau dans la communauté. Chaque année, la campagne Centraide est un moment privilégié pendant lequel le Fonds et l'ensemble de son organisation manifestent généreusement leur solidarité. En 2011, le Fonds de solidarité FTQ, son réseau et ses employés ont contribué 233 040 \$ à la campagne Centraide, un sommet pour le Fonds.

| www.centraide-mtl.org |

UNE BOURSE ORIGINALE

En novembre 2011, le Fonds de solidarité FTQ a remis la Bourse Fonds de solidarité FTQ à une équipe d'étudiants qui s'est démarquée au Salon de la PME de HEC Montréal. Dans le cadre d'un partenariat de trois ans, le Fonds de solidarité FTQ s'est d'ailleurs engagé à verser deux bourses par année à des étudiants qui créeront, pendant ce salon, un kiosque qui saura, par sa créativité et son originalité, retenir l'attention des visiteurs... et du jury. Ces projets permettent aux étudiants d'approfondir leurs connaissances sur les PME d'ici, et au Fonds de célébrer le succès de ces entreprises importantes pour l'économie du Québec.

Le Fonds tient d'ailleurs à féliciter l'équipe représentant le restaurant **Au pied de cochon**, qui a remporté la Bourse Fonds de solidarité FTQ remise dans le cadre de cette activité.

L'équipe était composée de Majorie Alain, David Blanchette, Anne-Marie Boulay, Jeanne Mazrou, Ariane Moreau, Oliver Milkowski et Ariane Séguin-Dupuis, tous étudiants de HEC Montréal.

DIALOGUE SOCIOÉCONOMIQUE FÉCOND

Le Fonds de solidarité FTQ est fier d'avoir participé au Rendez-vous des entrepreneurs sociaux, en juin 2011, et d'avoir soutenu financièrement cette rencontre. L'activité, organisée par l'Institut du Nouveau Monde (INM), avait lieu pour une deuxième année consécutive et réunissait des entrepreneurs sociaux, des acteurs de la société civile, de la sphère privée et publique ainsi que des universitaires. L'objectif principal était de faire découvrir aux participants la richesse de l'entrepreneuriat social pour qu'ils puissent s'inspirer autant de son audace que de ses méthodes.



YOURIANNE PLANTE
RESPONSABLE DES
COMMUNICATIONS POUR
LES FERMES LUFA INC.

PARTENAIRES POUR L'INNOVATION SOCIALE

Les Rendez-vous sont également une occasion pour les entrepreneurs de rencontrer des partenaires et de trouver des outils afin d'élargir la portée et l'efficacité de leurs actions. Parmi les nombreuses activités organisées sous le thème « Partenaires pour l'innovation sociale », l'INM a animé une session d'études de cas portant sur deux entreprises sociales, Babyloan et les Fermes Lufa inc., qui font face à un important défi, celui de la croissance. Ces entreprises ont reçu les conseils de deux experts, MM. Frank Escoubes, fondateur de Imagination for people, et Hubert Carrier, directeur des investissements – Agroalimentaire au Fonds de solidarité FTQ. L'événement a réuni plus de 150 participants.

| www.inm.qc.ca |



CHOISIR UN FONDS RESPONSABLE, C'EST DIRE OUI À UNE VISION ÉCONOMIQUE. DÉVELOPPER NOS RICHESSES, C'EST BÂTIR DEMAIN AU QUOTIDIEN.



TOUTE UNE ANNÉE DE SOUSCRIPTION !

NOUS AVONS RÉALISÉ, AU COURS DU DERNIER EXERCICE, NOTRE TROISIÈME MEILLEURE ANNÉE DE SOUSCRIPTION AUPRÈS DU GRAND PUBLIC DE TOUTE L'HISTOIRE DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ. LE MONTANT TOTAL RECUEILLI EN SOUSCRIPTIONS AU COURS DU DERNIER EXERCICE, INCLUANT TANT LES SOUSCRIPTIONS PAR MONTANTS FORFAITAIRES QUE LES SOUSCRIPTIONS PAR ÉPARGNE SYSTÉMATIQUE, S'ÉLÈVE À 767 MILLIONS DE DOLLARS.

Le succès de cette opération de rentrée de fonds repose en grande partie sur la structure mise en place par le Fonds pour joindre les Québécois et les sensibiliser à l'importance de bien préparer leur retraite. Ce travail de sensibilisation est au cœur de notre mission. À la base de cette structure, on trouve :

- un réseau de 2 083 responsables locales et responsables locaux (RL), qui font, dans leur milieu de travail, la promotion du REER du Fonds et de ses impacts sociaux et économiques ;
- 59 points de service qui sont ouverts partout au Québec durant la période REER pour mieux servir le public ;
- un service d'adhésion en ligne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, tant pour les personnes qui veulent devenir actionnaires que pour les actionnaires actuels qui veulent souscrire ;
- le Service aux actionnaires du Fonds (SAAC), qui offre un service personnalisé, de vive voix, aux actionnaires et aux personnes qui veulent le devenir.

**PENDANT LE DERNIER EXERCICE,
35 338 PERSONNES ONT
ADHÉRÉ AU FONDS, QUI COMPTAIT
AU 31 MAI DERNIER**

**594 287
ACTIONNAIRES.**

Les jeunes : une priorité !

Investir pour sa retraite, le plus tôt possible dans sa vie d'adulte, et le faire de manière assidue, c'est une habitude qui se révèle extrêmement avantageuse à long terme.

Aussi, le Fonds de solidarité FTQ a su adapter les outils de communication de sa dernière campagne de souscription afin de joindre, de manière spécifique, le plus grand nombre de jeunes Québécois. La campagne REER 2011-2012, à elle seule, a permis au Fonds d'augmenter de 51 % les nouvelles adhésions chez les jeunes de 40 ans et moins (comparativement à une augmentation de 12 % au cours de la campagne REER 2010-2011).

En plus de l'épargne-retraite, ce qui intéresse particulièrement les jeunes adultes, c'est la possibilité d'acheter une première maison avec leur REER du Fonds, en profitant du Régime d'accèsion à la propriété (RAP). Il y a donc, en plus des économies d'impôt avantageuses que procure le REER du Fonds et de la contribution du Fonds à l'essor économique du Québec, d'autres excellentes raisons, très appréciées des actionnaires, de souscrire au Fonds !

En interactivité

Les médias sociaux occupant une place de plus en plus prépondérante dans la vie des jeunes adultes, le Fonds de solidarité FTQ a donc mis sur pied une direction multicanaux dans le but de les joindre « sur leur terrain » de l'Internet et de l'interactivité, afin de

DE GRANDES RÉALISATIONS

Il faut souligner, parmi nos grandes réalisations du dernier exercice, le nouveau service d'adhésion en ligne, qui a permis à de nombreuses personnes de devenir actionnaires du Fonds, ainsi que notre nouveau site

www.cyberfondsftq.com

qui permet maintenant de souscrire par Internet en autorisant un prélèvement bancaire.



CYBERFONDS FTQ
TRANSACTIONS EN LIGNE



faciliter leurs communications avec le Fonds : ils ont par exemple ainsi accès au compte Facebook du Fonds. Voilà une autre belle innovation du Fonds pour se rapprocher du plus grand nombre possible de Québécois !

Bien connaître les besoins de nos actionnaires

Nos actionnaires, actuels et futurs, constituent l'une des parties prenantes essentielles aux activités du Fonds. Nous nous préoccupons de leurs besoins et de leurs attentes, et nous nous assurons de leur offrir des services et des produits qui leur donneront toute satisfaction.

Nos communications régulières avec nos actionnaires – par lettre, par courriel, par téléphone, en personne par l'intermédiaire de nos RL et de notre Service aux actionnaires, ou encore grâce à des sondages – nous permettent de suivre l'évolution de leurs besoins et de leurs attentes, d'établir les plans d'action qui s'imposent et d'ajuster nos produits, nos services et nos pratiques en conséquence.



LA SATISFACTION À FOND !

À l'hiver 2012, le Fonds de solidarité FTQ a réalisé une enquête, auprès de plus de 2 000 actionnaires et de plus de 500 employeurs qui offrent la retenue sur le salaire, afin de mieux évaluer leur satisfaction face à notre service à la clientèle.

DES ACTIONNAIRES TRÈS SATISFAITS

Interrogés sur une trentaine de points ayant trait à certaines des valeurs les plus chères au Fonds, le degré de satisfaction de nos actionnaires se situe autour de 90 % !

- **91 %** apprécient qu'une personne réponde à leur appel téléphonique plutôt qu'un système automatisé ;
- **91 %** disent avoir été servis avec courtoisie ;
- globalement, le degré de satisfaction est de **88 %** : un excellent résultat !

RACHAT D'ACTIONS : C'EST SIMPLE

Nous avons profité du sondage pour évaluer le processus de rachat d'actions, en interrogeant des actionnaires qui avaient demandé au Fonds de racheter leurs actions récemment. Les résultats, ici aussi, sont encourageants.

- **87 %** considèrent que nous leur avons fourni avec exactitude l'information demandée ;
- **84 %** affirment que nous avons répondu rapidement à leurs demandes d'information.

UN SERVICE DÉDIÉ AUX EMPLOYEURS

Nous avons mesuré le degré de satisfaction des employeurs qui offrent la retenue sur le salaire dans leur entreprise : ils bénéficient d'un service à la clientèle qui leur est entièrement dédié. Parmi les réponses obtenues aux 25 questions posées, trois sont particulièrement révélatrices.

- **97 %** des employeurs considèrent que notre personnel est compétent ;
- **94 %** considèrent que l'implantation de la retenue sur le salaire est simple ;
- **96 %** des employeurs se disent satisfaits du service qui leur est offert.

Notre réseau de RL

Le Fonds de solidarité FTQ est privilégié, car il peut compter sur un réseau de 2 083 responsables locales et responsables locaux (RL) pour faire, auprès de leurs collègues de travail, la promotion du Fonds, de ses valeurs et des avantages de son REER.

Pour les soutenir dans leurs activités, le Fonds leur offre un programme de formation continue. De plus, ils sont en contact constant avec les coordonnateurs à la souscription du Fonds et ont accès à un centre d'appels. Dans le but de les outiller de manière encore plus élaborée et de leur permettre une interaction en continu avec le Fonds, le site Extranet qui leur est dédié a fait l'objet d'améliorations importantes au cours du dernier exercice.

Des assemblées annuelles carboneutres

Pour une sixième année consécutive, le Fonds de solidarité FTQ a fait appel à Planetair pour réduire l'impact écologique de son assemblée générale annuelle. La quantité d'émissions de GES (gaz à effet de serre) liées au transport, à l'hébergement et aux repas des participants à l'assemblée qui ne peuvent être complètement éliminées est évaluée. Une somme d'argent est versée pour compenser chaque tonne de ces GES et investie dans des projets d'énergie renouvelable ou d'efficacité énergétique.

Un processus de vote plus efficace

À la dernière assemblée générale annuelle de ses actionnaires, en septembre 2011, le Fonds de solidarité FTQ a utilisé, pour une première fois, un système d'identification par radiofréquence (IRF, ou RFID) pour réduire le temps et le travail que nécessite

le dépouillement des scrutins. En quoi consiste ce système ? Les bulletins de vote sont dotés d'un dispositif RFID (une puce électronique et une minuscule antenne), qui transmet par un réseau sans fil de l'information à un appareil lecteur placé dans une pièce attenante à la salle où se tient l'assemblée. Ce système permet de faire automatiquement le décompte des votes et de calculer leur valeur (leur pondération étant fonction du nombre d'actions détenues par chaque actionnaire).

Ainsi, le décompte et le calcul de la valeur des bulletins de vote pour l'élection des administrateurs du Fonds, par exemple, ont pu être effectués en quelques secondes par deux personnes (auparavant, il fallait 20 personnes et près d'une demi-heure pour accomplir cette tâche). Au-delà de son efficacité, ce système permet également de réduire les possibilités d'erreurs.

Le Fonds a recyclé... sa campagne de publicité !

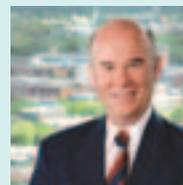
Afin de donner une deuxième vie à des matériaux qui se seraient autrement retrouvés à la poubelle, le Fonds de solidarité FTQ a recyclé les toiles des panneaux d'affiche de sa campagne publicitaire 2011. Pour ce faire, il a fait appel à Duel, une entreprise québécoise qui embauche des jeunes en réinsertion sociale et qui verse un pourcentage de ses revenus à des œuvres qui viennent en aide aux enfants.

Ainsi, en juin 2011, les employés du Fonds ainsi que les locataires de son siège social à Montréal ont eu l'occasion d'acheter des sacs de magasinage, des sacs messagers et des protège-agendas, tous des articles durables, solides, polyvalents et au design attrayant. Ces achats leur ont permis de faire un geste concret pour le développement durable, tout en soutenant les victimes des inondations du Richelieu au printemps de 2011, puisque les profits de la vente ont été remis à la Croix-Rouge.

LE FONDS À L'HONNEUR

L'Association du marketing relationnel a tenu son Gala Flèches d'or 2011 en novembre de l'an dernier, au Monument-National. Des personnalités clés de l'industrie du marketing relationnel et des communications, ainsi que les dirigeants et les employés d'entreprises qui sont annonceurs et fournisseurs, s'étaient réunis pour l'occasion. Ce gala a pour but de reconnaître et de promouvoir l'excellence et la créativité en marketing relationnel au Québec.

Il nous fait plaisir de souligner que Denis Leclerc, premier vice-président à l'actionnariat du Fonds de solidarité FTQ, a remporté le titre convoité de Personnalité de l'année. Les membres du jury ont voulu par ce choix souligner les nombreuses réalisations en marketing relationnel de M. Leclerc au fil des ans.



DENIS LECLERC
PREMIER
VICE-PRÉSIDENT
À L'ACTIONNARIAT,
FONDS DE
SOLIDARITÉ FTQ

Au nombre de ces réalisations, notons la mise sur pied d'un centre d'appels efficient et efficace, la réalisation de différents documents personnalisés destinés aux actionnaires, ainsi que le développement du vaste réseau des RL dans les milieux de travail et la création du site Extranet qui leur est dédié et de diverses applications Web et activités interactives conçues pour eux.

Flèche d'argent

De plus, le formulaire de souscription additionnelle du Fonds, utilisé lors de la campagne REER 2011, s'est vu décerner une Flèche d'argent.

SÉCURIFONDS^{MC} LES NOUVEAUTÉS

Quand le produit SÉCURIFONDS^{MC}* a été conçu – puis lancé, il y a un an –, grâce à sa filiale SÉCURIFONDS inc. et en partenariat avec SSQ, Société d'assurance-vie inc., le Fonds de solidarité FTQ voulait d'abord permettre à ses actionnaires retraités de transférer dans un FERR (Fonds enregistré de revenu de retraite) spécialement pensé pour eux les sommes accumulées dans leur REER durant leur vie active.

Soucieux de répondre aux besoins de sa clientèle, SÉCURIFONDS inc. et SSQ, Société d'assurance-vie inc. ont apporté quelques changements durant cette deuxième année d'activité, dans le but :

- d'offrir une gamme de produits plus diversifiée convenant mieux à différents profils d'actionnaires retraités du Fonds ;
- de joindre davantage d'actionnaires en s'adaptant à leur réalité distinctive (âge de la retraite, taille du portefeuille REER, stratégie de décaissement).

www.fondsftq.com/securifonds

* SÉCURIFONDS^{MC} est une marque de commerce du Fonds de solidarité FTQ, employée sous licence par SÉCURIFONDS inc. et SSQ, Société d'assurance-vie inc.



UNE COMPARAISON AVANTAGEUSE



En février 2012, l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), basé à Montréal, a rendu publics les résultats d'une étude qui démontre, notamment, l'importance des retombées économiques des crédits d'impôt accordés aux actionnaires de fonds de travailleurs par les deux paliers de gouvernement.

Les données compilées de 2005 à 2010 par Gilles L. Bourque, le chercheur responsable de l'étude, indiquent que, pour un coût de 636 millions de dollars pour chaque niveau de gouvernement, les deux fonds de travailleurs québécois (Fondation et Fonds de solidarité FTQ) ont, en vertu de leur mission, investi 4,24 milliards de dollars directement dans les entreprises québécoises. L'étude souligne également que, en plus d'avoir des impacts positifs sur le développement des entreprises québécoises, les crédits d'impôt accordés aux actionnaires de fonds de travailleurs sont avantageux parce qu'ils contribuent à favoriser une meilleure accessibilité à l'épargne-retraite ainsi que la création, le maintien ou la sauvegarde d'emplois.

Pionniers du capital de développement

Ensemble, les deux fonds de travailleurs du Québec, qui comptent parmi les pionniers du capital de développement, ont participé activement au maintien, à la sauvegarde ou à la création de centaines de milliers d'emplois et ont permis à près de 800 000 Québécoises et Québécois de se constituer une épargne-retraite complémentaire.

Par ailleurs, l'étude confirme (comme celle de SECOR, en 2010) que, grâce aux retombées fiscales, les gouvernements recouvrent les coûts des crédits en moins de trois ans, en moyenne. Bref, l'IRÉC confirme, une fois de plus, que les crédits d'impôt accordés aux actionnaires des fonds de travailleurs ne sont pas une dépense,

mais bien un investissement, rentable pour les gouvernements comme pour les actionnaires des fonds et pour les entreprises.

| www.irec.net |

En ce qui concerne le Fonds de solidarité FTQ, il est important de rappeler qu'aucun autre véhicule québécois d'épargne-retraite ne permet de recueillir des sommes aussi importantes consacrées au financement des entreprises privées, qui sont le moteur de notre économie. En investissant près de la moitié de son actif net dans cette forme essentielle de financement, le Fonds se distingue nettement de l'ensemble des acteurs du secteur financier.

Aucune subvention

Les actionnaires du Fonds de solidarité FTQ reçoivent des crédits d'impôt de l'ordre de 30 % (15 % du gouvernement du Québec et 15 % du gouvernement fédéral), qui s'appliquent à une cotisation maximale annuelle de 5 000 \$. Mais le Fonds lui-même ne reçoit aucune subvention de l'État.

Favoriser l'approvisionnement local

Selon sa politique d'approvisionnement en biens et services, le Fonds de solidarité FTQ privilégie d'abord les fournisseurs du Québec. Il favorise également les achats auprès de ses entreprises partenaires, québécoises ou canadiennes, dont les employés sont syndiqués. La qualité et le coût des produits, la santé financière des entreprises et leurs préoccupations sociales et environnementales, ainsi que le respect des ententes conclues sont d'autres critères qui entrent en ligne de compte dans le choix des fournisseurs.

Au cours du dernier exercice, le Fonds a effectué 90 % de ses achats de biens et de services auprès de fournisseurs du Québec.

Les impacts économiques directs du Fonds

Le tableau ci-dessous présente des données financières sommaires permettant d'apprécier en un coup d'œil l'importance des activités du Fonds de solidarité FTQ et de connaître comment le Fonds a créé et crée de la richesse pour ses parties prenantes. Ce tableau ne doit pas se substituer aux états financiers du Fonds; il vise à présenter certaines données financières identifiées par la GRI comme pertinentes dans un rapport de développement durable.

IMPACTS ÉCONOMIQUES DIRECTS DU FONDS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers \$)	2012	2011
Valeur économique directe créée (reflétée dans la valeur de l'action)		
Produits d'intérêts et de dividendes	247 418	255 519
Gains réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements et variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	118 863	539 942
Valeur économique directe distribuée dans la société québécoise		
Coûts opérationnels (achat de biens et services aux fournisseurs)	51 767	47 875
Rémunération des salariés et avantages afférents	70 239	65 931
Versements aux actionnaires (actions rachetées) ¹	620 177	466 038
Versements à l'État (taxes et impôts)	29 090	26 136
Investissements dans la communauté (dons et commandites)	915	893

1. Le Fonds ne verse pas de dividendes.

Les impacts économiques de nos entreprises partenaires

COMMENTAIRE DE DANIEL DENIS, ASSOCIÉ ET ÉCONOMISTE, SECOR CONSEIL

L'importance de la contribution des entreprises partenaires du Fonds à l'économie québécoise a continué de s'accroître en 2011. En effet, leurs activités ont généré, en 2011, une valeur ajoutée au Québec estimée à 10,9 milliards de dollars. La richesse économique créée par les entreprises partenaires du Fonds a ainsi progressé de 9,6 % par rapport à 2010. Le poids des entreprises partenaires du Fonds dans l'économie québécoise s'est donc accru en 2011 puisque le taux de croissance économique du Québec dans son ensemble s'est élevé à près de 5 % pendant la même période. Cette performance supérieure s'explique à la fois par la progression des activités des entreprises déjà en portefeuille et par la hausse du nombre d'entreprises en portefeuille.

Pour montrer l'envergure de cet apport, soulignons que la valeur ajoutée totale générée par les entreprises partenaires du Fonds et son réseau équivalait en 2011 à 3,2 % du produit intérieur brut global du Québec. Par ailleurs, l'emploi total soutenu par ces entreprises a aussi augmenté de manière notable par rapport à 2010 (+6 %). Enfin, la valeur ajoutée par emploi soutenu a atteint 80 735 \$ en 2011, et plus de 83 000 \$ dans le cas des emplois directement offerts par les entreprises partenaires du Fonds (+4,5 %, soit plus que le taux d'inflation en 2011).

IMPACT ÉCONOMIQUE POUR LE QUÉBEC

LIÉ À LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES PAR LES
ENTREPRISES PARTENAIRES DU FONDS
(AU 31 DÉCEMBRE 2011)

	EFFETS DIRECTS	EFFETS INDIRECTS	EFFETS TOTAUX
Valeur ajoutée aux prix de base (en M\$)	7 205	3 646	10 851
Emplois (en personnes-années)	86 624	47 779	134 403
Valeur ajoutée par emploi (en \$)	83 176	76 310	80 735

IMPACTS DIRECTS ET INDIRECTS

(en millions \$)

Salaires	5 666,9
Autres revenus bruts	5 047,2
Revenus gouvernementaux	
Gouvernement du Québec ¹	458,6
Gouvernement du Canada ²	272,1
Parafiscalité et taxes indirectes ³	1 230,0

1. Comprend l'impôt sur les salaires, la taxe de vente et les taxes spécifiques.

2. Comprend l'impôt sur les salaires, la taxe de vente, les taxes spécifiques et les droits d'accise.

3. Comprend la RRQ, le FSS, la CSST, l'assurance-emploi et les taxes indirectes.

Sources : Analyse SECOR et résultats du modèle intersectoriel de l'ISQ.

LE PDG DU FONDS MBA DE L'ANNÉE 2011 !

À son 31^e gala annuel, le 25 novembre 2011, l'Association des MBA du Québec a rendu hommage à M. Yvon Bolduc, président-directeur général du Fonds de solidarité FTQ, en lui décernant le titre de MBA de l'année 2011 « parce qu'il a contribué, tout au long de son exemplaire carrière, de façon importante au développement économique du Québec ». Et le journal *Les Affaires*, dans son édition du 26 novembre 2011, a publié un article intitulé « Le PDG qui gère 8,2 milliards d'actifs », soulignant, de manière éloquente, l'influence de M. Bolduc sur la destinée

de cette grande organisation qu'est devenu le Fonds de solidarité FTQ.

M. Bolduc a accepté cet honneur comme une reconnaissance pour tout ce que le Fonds de solidarité FTQ a accompli pour l'économie du Québec au fil des ans. Entré au Fonds en 2002 à titre de premier vice-président aux investissements, M. Bolduc est à la tête du Fonds depuis février 2006, et ses réalisations sont effectivement nombreuses. Il a notamment formalisé la structure des équipes multidisciplinaires d'investissement, composées de spécialistes de différents



YVON BOLDUC
PRÉSIDENT-DIRECTEUR
GÉNÉRAL, FONDS DE
SOLIDARITÉ FTQ

domaines : fiscalistes, experts en relations de travail, évaluateurs d'entreprises, etc. Cette approche a permis de simplifier et de rendre plus efficace et rigoureux le processus que les entreprises doivent suivre pour obtenir du financement du Fonds.

Les cabinets comptables, une partie prenante qui compte !

Dans le but de mieux faire connaître sa gamme de produits et services aux entreprises, le Fonds de solidarité FTQ a organisé une série de rencontres avec des intervenants clés de ces firmes.

Ces rencontres, qui se sont déroulées, dans un premier temps, de mai à novembre 2011, avaient pour objectif d'établir ou de poursuivre un dialogue constructif avec ces intermédiaires de marché de grande importance pour les entrepreneurs et les gens d'affaires québécois. Elles nous ont permis de les informer plus adéquatement sur la mission sociale et économique du Fonds, ses partenaires, ses équipes multisectorielles, son expertise sectorielle et son vaste réseau d'investissement qui couvre tout le Québec. Ces rencontres sont des moments privilégiés qui nous ont également permis de solidifier des liens d'affaires, mais aussi de faire valoir le rôle économique du Fonds et ses impacts tant sociaux qu'économiques au Québec. Le Fonds a pour mission de soutenir les entrepreneurs québécois, et les cabinets comptables sont des alliés incontournables pour atteindre cet objectif.

Des moyens d'assurer l'avenir du secteur manufacturier

Le Fonds de solidarité FTQ a été parmi les premiers partenaires à s'associer à Deloitte, quand la firme a mis sur pied une tournée sur l'avenir du secteur manufacturier québécois. Deloitte est l'un des plus importants cabinets de services professionnels (certification, fiscalité,

consultation, etc.) au Canada. La tournée a commencé en novembre 2011 et elle se poursuit en 2012 dans une dizaine de villes, partout au Québec.

Les organisateurs de la tournée visent à sensibiliser les parties prenantes à l'importance qu'a le secteur manufacturier pour le Québec et à la nécessité d'en faire une priorité. Plus concrètement, la tournée a pour but de rallier tous les acteurs économiques autour de solutions concrètes qui visent à améliorer la compétitivité de ce secteur.

Le secteur manufacturier québécois a un impact énorme sur l'économie québécoise et il crée de la richesse pour tous les Québécois, mais il évolue dans un environnement très compétitif depuis plusieurs années. En plus de faire la lumière sur la situation actuelle du secteur, Deloitte et ses partenaires souhaitent mettre en valeur ses « champions » et ainsi mobiliser l'ensemble des intervenants pour assurer la croissance et la pérennité de ce secteur essentiel.



RECORD D'INVESTISSEMENTS POUR LES FONDS LOCAUX DE SOLIDARITÉ

L'exercice qui vient de se terminer a été une période de toute première importance pour Fonds locaux de solidarité FTQ. En effet, la société en commandite a souligné, en 2011, ses 20 ans d'existence. Plus de 200 personnes du réseau des fonds locaux de solidarité (FLS) ont été conviées les 17 et 18 novembre 2011 pour célébrer cet anniversaire. Il y a été, entre autres, question de pérennité, d'avenir et de culture entrepreneuriale.

Parallèlement à cet événement, Fonds locaux de solidarité FTQ a lancé un blogue : une plateforme d'information et d'échanges sur le capital de développement local à l'intention de ses partenaires locaux.

<http://bloguefls.fondsftq.com>

Mais le plus bel exploit des FLS a sans contredit été le record d'investissements qu'ils ont établi. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, les 85 FLS ont financé 229 projets, et ce sont donc 7 millions de dollars qui ont ainsi été investis aux quatre coins du Québec. Cela porte à 86,8 millions de dollars les sommes totales investies dans 2 734 projets depuis 20 ans – des investissements qui ont permis de créer ou de maintenir plus de 25 000 emplois !

Rappelons que c'est en 1991 que le Fonds de solidarité FTQ et la Fédération québécoise des municipalités ont créé le réseau des FLS afin d'appuyer les économies locales, en collaboration avec les centres locaux de développement (CLD) et les corporations de développement économique communautaire (CDEC).

Nous leur souhaitons encore de nombreuses années comme celle-ci !

PÉDALER AVEC ESPOIR ET PASSION CONTRE LE CANCER !

Éric Desaulniers, conseiller en capital de développement chez Fonds locaux de solidarité FTQ, à Québec, a participé en juillet 2011 au Cyclo-défi Enbridge contre le cancer, et ce, pour une deuxième année consécutive. Pour relever ce défi, Éric a parcouru en vélo la route qui relie Montréal et Québec en faisant un seul arrêt, pour la nuit. Il faisait partie de l'équipe du Centre hospitalier universitaire de Québec (CHUQ), qui s'était donné le mandat de soutenir la recherche pour favoriser la découverte de nouvelles thérapies et l'amélioration des soins liés au cancer. De plus, il s'est inscrit à nouveau à l'édition 2012. En 2010, il était loin de s'imaginer qu'il relèverait le défi trois années de suite : « On a tous des proches qui ont perdu ou gagné le combat contre le cancer. C'est pour ces personnes que je remonte sur ma selle chaque année », affirme Éric pour expliquer ce qui le motive. Soulignons que, en 2011, 1 886 cyclistes ont participé à l'événement et ainsi amassé 6,7 millions de dollars.

Dialogue avec les entrepreneurs québécois

Le sondage « Indice de confiance PME » que nous réalisons quatre fois par année auprès de quelque 200 dirigeants de PME, et qui mesure leurs perceptions et leurs intentions d'affaires dans le contexte économique et social actuel, est un bel exemple du dialogue continu que nous entretenons avec les entrepreneurs québécois.

Réalisé par Léger Marketing, ce sondage nous permet de bien cerner et de suivre l'évolution des enjeux que représentent pour les entrepreneurs la pénurie de la main-d'œuvre, leurs conditions de financement, l'environnement et, plus récemment, leur inquiétude face à l'incertitude économique (*Les Affaires*, juin 2012).

INDICE DE CONFIANCE DES PME ENVERS L'AVENIR DE LEUR ENTREPRISE

AU 31 MAI 2012



Pour plus de détails sur les sondages de l'Indice de confiance PME – Fonds de solidarité FTQ :

www.indicedeconfiancepme.com

Assurer efficacement la relève d'entreprises

Assurer la pérennité des entreprises est une priorité pour l'économie du Québec. Or, la relève entrepreneuriale, qui est un aspect essentiel de cette question, constitue un enjeu majeur. Le Fonds de solidarité FTQ a toujours fait preuve de leadership en matière de relève, en offrant, notamment, du financement pour faciliter le transfert d'entreprises. Durant le dernier exercice, le Fonds a fait plus encore, en organisant une importante activité d'information et de réseautage, l'Opération Relève Québec 2011, qui, de février à octobre 2011, a visité 12 régions du Québec. L'objectif était de joindre tant les entrepreneurs qui souhaitent céder leur entreprise que des gens d'affaires intéressés à en prendre la relève. La présence de partenaires réputés, comme le journal *Les Affaires*, Raymond Chabot Grant Thornton, le cabinet d'avocats BCF et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, a permis la réussite du projet.

Le Fonds Relève Québec : c'est parti!

Créé en 2011, le Fonds Relève Québec a pour objectif d'appuyer financièrement des acquéreurs-repreneurs impliqués dans le processus d'un transfert d'entreprise dont ils souhaitent prendre le contrôle, seul ou avec des partenaires. Le Fonds Relève Québec offre une aide financière très intéressante pour les futurs propriétaires d'entreprise, puisqu'elle prend la forme d'un prêt (personnel ou consenti à une société de gestion personnelle) qui permet aux acheteurs de doubler leur mise de fonds. Le montant du prêt peut être équivalent à l'investissement en capital que fait le repreneur, et varier entre 50 000 \$ et 200 000 \$ (et aller jusqu'à 500 000 \$ s'il s'agit d'un groupe de repreneurs).

Le Fonds de solidarité FTQ offre ainsi une solution flexible aux acheteurs d'entreprise, qui leur donnera l'élan nécessaire pour qu'ils puissent prendre la relève des anciens propriétaires.

Bloguez avec notre directeur de portefeuille spécialiste en matière de relève entrepreneuriale, Gabriel Nadon :

www.bloguereleve.fondsftq.com

Le Montréal inc. de demain

Le Fonds de solidarité FTQ est fier d'être associé depuis 2000 à la Fondation du maire : le Montréal inc. de demain, qui a été créée pour soutenir une nouvelle génération d'entrepreneurs prometteurs. Chaque année, la Fondation offre des bourses de démarrage d'une valeur totale de 400 000 \$. Depuis sa création, en 1996, elle a ainsi injecté plus de 5,2 millions de dollars dans quelque 770 entreprises, ce qui a contribué à la création de plus de 2 275 emplois sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

Le Fonds contribuera à hauteur de 5 millions de dollars à un fonds de 15 millions de dollars dédié au financement des bourses entrepreneuriales attribuées par la Fondation du maire : le Montréal inc. de demain. Le gouvernement du Québec fournira également cinq millions de dollars, auxquels s'ajouteront cinq autres millions provenant du milieu des affaires.

LE FONDS CONTRIBUERA À HAUTEUR DE 5 MILLIONS DE DOLLARS À UN FONDS DE 15 MILLIONS DE DOLLARS DÉDIÉ AU FINANCEMENT DES BOURSES ENTREPRENEURIALES ATTRIBUÉES PAR LA FONDATION DU MAIRE : LE MONTRÉAL INC. DE DEMAIN.

En plus d'apporter une contribution financière annuelle à la Fondation, le Fonds participe à sa gestion par l'intermédiaire de son vice-président aux affaires publiques et corporatives, Mario Tremblay, qui siège bénévolement à son conseil d'administration, qui est composé de 20 membres provenant de la communauté des affaires de Montréal.

Grâce à son réseau constitué de gens d'affaires chevronnés qui s'impliquent bénévolement, la Fondation offre gratuitement à ses lauréats de la formation, du coaching et du mentorat. Ce sont de précieux services qui sont autant de façons d'accompagner et de guider ces jeunes entrepreneurs dans le démarrage de leur entreprise.

| www.montrealinc.ca |

Voici trois beaux exemples d'entreprises qui ont reçu à la fois un soutien financier d'un fonds local de solidarité FTQ et de la Fondation du maire : le Montréal inc. de demain.

LES FERMES LUFA

Située sur le toit d'un édifice à bureaux de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville, à Montréal, la première ferme Lufa consiste en une serre de 31 000 pieds carrés. On y cultive sans pesticide, antifongique ni herbicide plus de 25 variétés de légumes, et ce, toute l'année. En installant sa serre sur le toit d'un immeuble, l'entreprise utilise un espace situé sur un terrain qui, autrement, aurait été perdu pour l'agriculture, tout en protégeant le toit contre le réchauffement de la ville dû aux îlots de chaleur. Réduire la distance entre les producteurs et les consommateurs, tout comme le temps et la manipulation nécessaires à la livraison des produits, et établir une relation directe entre les consommateurs et la ferme, voilà autant de façons pour Lufa de concrétiser sa vision de l'agriculture responsable!

| www.lufa.com |



FERMES LUFA
DE GAUCHE À DROITE :
KURT D. LYNN
VICE-PRÉSIDENT ET COFONDATEUR
MOHAMED HAGE
PRÉSIDENT ET FONDATEUR
YAHYA BADRAN
COFONDATEUR



LES GIVRÉS

Les propriétaires du bar à desserts Les Givrés, rue Saint-Denis, sur le Plateau Mont-Royal, à Montréal, sont des artisans dans l'âme. Ils fabriquent eux-mêmes tous leurs produits, de la crème glacée aux cornets! Ils n'utilisent aucun colorant ni arôme artificiel, et aucune préparation ou base achetée dans le commerce. Crème glacée molle ou dure, sorbets, glace rasoir, gâteaux glacés, pâtisseries, tout est fait sur place.

| www.lesgivres.ca |



PHOTO : GABRIELLE SYKES

LES GIVRÉS
DE GAUCHE À DROITE :
JULIEN LEBUIS
BARMAN
MARTIN MAHEUX-PICARD
GLACIER
ALEXANDRE DESLAURIERS
PÂTISSIER

INOVAE

Inovae est une entreprise installée dans le sud-ouest de Montréal qui se spécialise dans la conception de solutions technologiques visant à accroître la productivité de ses clients tout en réduisant leur empreinte écologique. Elle offre des solutions de gestion énergétique et de gestion d'actifs pour les bâtiments. Grâce aux outils technologiques performants qu'elle conçoit, l'entreprise permet à ses clients de réaliser des économies en faisant une meilleure gestion énergétique de leurs bâtiments. Inovae assiste ses clients à toutes les étapes de la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique.

| www.inovae.ca |

Créateurs d'avenir

Pour garantir la réussite des entreprises québécoises, il faut bien sûr en planifier adéquatement la relève, mais il faut aussi faire en sorte qu'il y ait de jeunes leaders motivés pour porter leur croissance. Pour stimuler le renouvellement du leadership entrepreneurial québécois, le Fonds s'est donc associé au Groupe Les Affaires, qui a lancé, en mars 2011, grâce à un site Web interactif, le grand concours « Créateurs d'avenir » visant à mettre en valeur les leaders de moins de 40 ans, les plus prometteurs parmi la relève entrepreneuriale au Québec.

Le concours a permis de faire connaître 25 bâtisseurs de demain – 10 entrepreneurs et 15 gestionnaires ou professionnels –, venant de toutes les régions du Québec.

| www.lesaffaires.com/createurs-d-avenir |





**STIMULER L'ÉCONOMIE
QUÉBÉCOISE PAR DES
INVESTISSEMENTS
STRATÉGIQUES
QUI PROFITENT AUX
TRAVAILLEURS ET AUX
ENTREPRISES QUÉBÉCOISES,
C'EST BÂTIR DEMAIN
AU QUOTIDIEN.**



SUR LE WEB
VISIONNEZ LE TÉMOIGNAGE D'UN PARTENAIRE



LE LEADER DU CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT AU QUÉBEC

L'EXERCICE QUI VIENT DE SE TERMINER REFLÈTE BIEN L'IMPACT MAJEUR DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE. EN EFFET, LE FONDS A INVESTI 908 MILLIONS DE DOLLARS DANS PRÈS DE 140 ENTREPRISES PARTOUT AU QUÉBEC, EN INCLUANT SES FONDS RÉGIONAUX.

Le rendement positif de 12,5 % de nos titres privés et fonds spécialisés investis dans des entreprises à impacts économiques québécois témoigne d'ailleurs de la solidité générale de ce portefeuille, mise en évidence cette année dans un contexte économique incertain.

Un positionnement rentable

Nos entreprises partenaires ont compris l'importance de renforcer leurs stratégies de croissance, et plusieurs ont su se démarquer, au fil des ans, sur des marchés internationaux. Grâce à une bonne connaissance de leurs marchés et de leurs concurrents, elles ont pu innover et concevoir des produits et des services compétitifs.

Le Fonds a investi dans des entreprises dans l'ensemble du tissu économique québécois. En voici seulement quelques exemples.

- 50 millions de dollars dans Coop fédérée, la plus importante entreprise agroalimentaire du Québec ;
- 14,7 millions de dollars dans la mine de diamants Stornoway, dans le Nord-du-Québec ;
- 7,5 millions de dollars dans le club de soccer L'Impact de Montréal ;
- 3,25 millions de dollars dans Maetta Sciences, une entreprise spécialisée notamment dans la fabrication d'implants et d'instruments médicaux ;

- 2 millions de dollars dans Acquisio, pour permettre à l'entreprise de se positionner sur le marché international de la gestion de la publicité en ligne et de créer ainsi de nombreux emplois au Québec ;
- 2 millions dans Planchers P.G., une entreprise réputée pour la qualité de ses planchers de bois franc.

Ce dernier investissement vaut la peine d'être souligné, parce que c'est un exemple intéressant d'intégration verticale, unique au Québec. Planchers P.G. s'approvisionne exclusivement auprès de Scierie Dion et fils, une entreprise dans laquelle le Fonds a lui-même investi en 2010 ; de plus, le bois noble qui entre dans la fabrication des planchers provient du territoire forestier de Perthuis, une entreprise détenue par Gestion Dion et Solifor (filiale du Fonds de solidarité FTQ). Enfin, Planchers P.G. commercialise ses produits à travers le réseau d'un autre partenaire du Fonds, soit le Groupe BMR.

Répondre aux besoins des entreprises, et des PME en particulier

En plus d'être présent dans tous les secteurs d'activité économique au Québec, le Fonds répond aux besoins des entreprises à toutes les étapes de leur développement jusque, dans certains cas, à leur entrée en bourse ou en les accompagnant sur les marchés financiers. Le Fonds

offre également un soutien important à la relève d'entreprises québécoises. En effet, depuis l'an 2000, le Fonds et ses fonds régionaux ont réalisé 127 dossiers de transfert d'entreprises pour des investissements totalisant 228 millions de dollars.

La place qu'occupent les PME (des entreprises de moins de 100 employés) est toujours aussi importante au sein de notre portefeuille d'investissements. Au 31 mai 2012, 77 % des entreprises partenaires du Fonds et de ses fonds régionaux étaient des PME québécoises. L'amélioration de la productivité, le développement de produits, la commercialisation et le support aux acquisitions sont au cœur de nos activités.



Le Fonds Valorisation Bois

Le dernier budget du gouvernement du Québec, présenté en mars 2012, a montré, une fois de plus, le rôle du Fonds en tant qu'acteur incontournable pour assurer l'avenir économique du Québec.

Avec la création du Fonds Valorisation Bois, un fonds de 170 millions de dollars dans lequel le Fonds de solidarité FTQ investira 75 millions de dollars, nous pourrons offrir les capitaux nécessaires aux entreprises du secteur des produits forestiers qui sont actuellement bien positionnées sur leur marché. Ce soutien leur permettra de développer des produits forestiers à forte valeur ajoutée et de financer des projets liés aux étapes de la deuxième et de la troisième transformation du bois, qui sont porteuses de rentabilité.

Un portefeuille diversifié

Au total, 20 % du portefeuille d'investissements du Fonds est constitué d'entreprises des secteurs des sciences de la vie, des technologies de l'information et des télécommunications. Les autres investissements sont faits dans des entreprises de l'économie traditionnelle dans plus de 20 secteurs, dont le transport, le textile, les plastiques, l'industrie récréotouristique, les ressources naturelles, l'agroalimentaire, les services financiers, la construction, l'aérospatiale et l'immobilier.

Dialogue sur l'innovation

« C'est la croissance interne (organique) qui génère le plus de valeur pour les entreprises, et c'est en plaçant l'innovation au premier plan que les PDG arriveront à créer plus de richesse. Pour ça, il leur faut regarder en avant pour avoir une vision claire de ce qui s'en vient, et non dans le rétroviseur pour se rassurer avec les succès du passé! » C'est dans ces termes que le conférencier de renommée internationale Eric C. Haseltine, spécialiste du cerveau humain et de l'innovation, s'est adressé, le 2 mai 2012, à une cinquantaine de dirigeants

« ... C'EST EN PLAÇANT L'INNOVATION AU PREMIER PLAN QUE LES PDG ARRIVERONT À CRÉER PLUS DE RICHESSE. »

– Eric C. Haseltine

d'entreprises partenaires du Fonds de solidarité FTQ, au musée Pointe-à-Callière, à Montréal. Réunis autour du thème « Espace Innovation », les invités ont pu échanger après la conférence de M. Haseltine, qui les a mis au défi de « voir autrement » pour arriver à « déjouer » le fonctionnement habituel de leur cerveau et ainsi favoriser l'innovation, qui est la pierre angulaire de la croissance des entreprises. Ce dialogue sur l'innovation avec nos partenaires a été un franc succès.

DES FONDS RÉGIONAUX DYNAMIQUES !

Avec 16 bureaux répartis sur tout le territoire du Québec, les Fonds régionaux de solidarité FTQ misent sur l'expertise, la créativité et l'engagement de plus de 60 personnes bien enracinées dans leur région pour contribuer à la croissance des entreprises qui y sont installées et ainsi faire tourner l'économie d'ici.

Au cours de l'exercice 2011-2012, terminé le 31 mars 2012, les fonds régionaux ont investi 44 millions de dollars dans 88 entreprises québécoises, dont 26,7 millions de dollars dans 49 nouvelles entreprises partenaires. Ces investissements ont permis de créer, de maintenir ou de sauvegarder 2 065 emplois. De plus, les Fonds régionaux affichent



un rendement positif pour une huitième année consécutive.

C'est un bilan dont nous pouvons être fiers. Chaque dollar investi par les travailleurs pour leur retraite fait du chemin et permet aux entreprises du Québec d'innover et de croître.

ICI, L'AVENIR SE CONSTRUIT

Le Fonds immobilier de solidarité FTQ célèbre cette année 20 ans d'engagement et d'investissements dans des projets immobiliers rentables, créateurs d'emplois, en partenariat avec des leaders du secteur. Au fil des ans, il a investi plus de 1 milliard de dollars dans plus de 300 projets immobiliers qui ont généré des rendements positifs année après année, en plus de créer ou de maintenir quelque 26 300 emplois.



Investir et créer de l'emploi

Le Fonds immobilier joue un rôle d'accélérateur dans le démarrage de nombreux projets. Au cours de son dernier exercice financier, terminé le 31 décembre 2011, il a fait l'acquisition de quelque 350 000 pieds carrés de terrains, qui permettront la construction de trois projets d'envergure à travers le Québec. Il s'est également engagé dans le développement et la construction d'une quinzaine d'immeubles résidentiels, de bureaux et commerciaux, dont la valeur s'élève à plus de 1,1 milliard de dollars. À terme, ces immeubles auront permis de créer ou de maintenir 9 028 emplois au Québec, selon l'Institut de la statistique du Québec. Au cours de ce même exercice, le Fonds immobilier a procédé à la vente de 10 immeubles pour une somme de 142 millions de dollars.



BASSINS DU HAVRE
CONDOMINIUMS
RÉSIDENTIELS SUR LES
BERGES DU CANAL DE
LACHINE À MONTRÉAL :
PROJET VISANT LA
CERTIFICATION LEED®.

PARTENAIRES
- FONDS IMMOBILIER
DE SOLIDARITÉ FTQ
- PRÉVEL
- RACHEL-JULIEN
- CLARIDGE

Bâti de façon responsable

En tant qu'investisseur responsable, le Fonds immobilier se préoccupe des besoins des ménages à faible et à moyen revenus. Ainsi, au cours du dernier exercice, il s'est associé au groupe Merlin immobilier dans le cadre du projet VersO, à Lachine, qui offrira 123 unités de logements abordables dès le printemps 2013.

Construire des immeubles écologiques constitue une autre des priorités du Fonds immobilier. Par exemple, le projet de condominiums résidentiels Bassins du Havre, sur les berges du canal de Lachine à Montréal, réalisé en partenariat avec Prével, Claridge et Rachel-Julien et dont la première phase devrait être terminée à l'automne 2013, vise la certification LEED®.

Un conseil d'administration plus vert

Dans le but d'améliorer ses pratiques et de réduire leur consommation de papier, la direction et les membres du conseil d'administration du Fonds immobilier « sont passés au vert ». En effet, depuis mai 2012, la version papier de la documentation relative aux réunions du conseil d'administration et des divers comités de gestion est graduellement éliminée et remplacée par une plateforme Web. La tablette électronique est ainsi devenue un outil de travail des plus efficaces et rentables. En une seule année, cette nouvelle pratique aura non seulement permis de sauver une dizaine d'arbres, plus de 80 cartables et l'encre qui aurait servi à l'impression de près de 8 500 feuilles, mais également de réduire les émissions de gaz à effet de serre.



SUR LE WEB
VISIONNEZ LA VIDÉO

DES ENTREPRISES QUI SE DÉMARQUENT !

Plusieurs des entreprises partenaires du Fonds de solidarité FTQ ainsi que leurs dirigeants se démarquent et reçoivent des prix qui soulignent leurs bonnes performances. Nous ne pouvons pas tous les nommer, car la liste serait longue, mais voici quelques exemples de prix ou de distinctions qu'ils ont reçus au cours du dernier exercice.

- **M^{me} Francine Mondou**, présidente d'**Harmonium International inc.**, une ex-entreprise partenaire du Fonds en biotechnologies, a obtenu le Prix Capital Entrepreneur octroyé par Réseau Capital pour ses actions significatives qui ont contribué à l'essor du développement économique du Québec.
- **Le D^r Robert Heft**, qui a été président d'**Enobia Pharma** de 2005 à 2012,

a reçu le prix Entrepreneur de l'année de l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement.

- **M. Serge Gendron**, président de **Groupe AGF inc.**, a remporté le Grand Prix d'excellence 2012 de l'Ordre des ingénieurs du Québec.
- **Premier Tech** (Horticulture et agriculture, Équipements industriels et Technologies environnementales) a obtenu la certification Virage Famille attribuée en reconnaissance de ses efforts en matière d'équilibre travail-famille. **Premier Tech Aqua** (filiale Technologies environnementales de Premier Tech) a remporté l'un des prix Phénix de l'environnement, la plus haute distinction environnementale décernée au Québec ; elle a également obtenu le prix Lauréat développement durable – cycle de vie complet pour l'innovation, décerné par la Fédération des plastiques et alliances composites.

- **Solmax International inc.**, un fabricant de géomembranes environnementales, s'est classée parmi les 50 entreprises les mieux gérées au Canada, choisies par un jury indépendant dans le cadre d'un programme commandité par Deloitte, CIBC, le *National Post* et la School of Business de l'Université Queen's.
- **Texel**, une division de ADS, un fabricant de matériaux textiles non tissés spécialisés, a reçu la certification Entreprise en santé pour son souci de la santé et du bien-être de ses employés. Cette certification est décernée par le Groupe Entreprises en santé, qui soutient les entreprises dans l'intégration des meilleures pratiques de la santé globale au travail.

FÉLICITATIONS À TOUS CES LAURÉATS !

S'AMÉLIORER AU QUOTIDIEN

NOTRE VOLONTÉ D'AMÉLIORER NOTRE EFFICACITÉ ENVIRONNEMENTALE TOUS LES JOURS PORTE FRUIT. DE MEILLEURES PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES ET DES GESTES QUOTIDIENS CONTRIBUENT À RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE ET S'AVÈRENT TRÈS POSITIFS, CAR ILS MOBILISENT UN NOMBRE DE PLUS EN PLUS IMPORTANT D'EMPLOYÉS QUI ONT À CŒUR LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, AU FONDS ET À LA MAISON.

Pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mai 2012, nous nous étions fixé plusieurs objectifs ambitieux. Ils étaient liés à la réduction des impacts sur l'environnement que cause l'exploitation directe de notre organisation, qui se déroule principalement au siège social à Montréal. Lorsque nous faisons le bilan et évaluons les efforts déployés et leurs résultats, nous constatons que le Fonds de solidarité FTQ a fait, au cours de l'exercice, une progression dans la plupart des domaines qui touchent à l'environnement.

Le comité Vert a poursuivi ses efforts de sensibilisation auprès des employés afin de les inciter à modifier certains gestes et d'aider ainsi l'organisation à réduire encore plus son impact sur l'environnement. Notons, entre autres, la participation des employés à différentes activités organisées par le comité Vert, en collaboration avec divers organismes, comme la quatrième campagne Défi Climat, la conférence sur la gestion des matières résiduelles et des kiosques d'information sur le transport durable, dont un atelier Vélo-Boulot animé par Vélo Québec.

POUR SENSIBILISER LES EMPLOYÉS À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT, NOUS AVONS DISTRIBUÉ 200 ARBRES DURANT LA CAMPAGNE DÉFI CLIMAT 2012.



L'ÉNERGIE



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE CONSOMMATION D'ÉNERGIE AJUSTÉE



Électricité

Durant le dernier exercice, nous avons réussi à réduire notre consommation d'électricité de 8 % comparativement à l'exercice précédent : nous avons en effet consommé 22 334 GJ (6 204 000 kWh) d'électricité¹, comparativement à 24 276 GJ (6 743 200 kWh) au cours de l'exercice précédent.

Cette amélioration est principalement attribuable à l'installation de luminaires beaucoup plus performants. Ce changement permettra au Fonds de réaliser d'importantes économies annuelles, de 1 318 GJ selon les estimations d'Hydro-Québec, soit de près de 6 % (selon la consommation du dernier exercice). Puisque ce changement a été terminé en cours d'année, la réduction de la consommation d'électricité pour l'exercice terminé le 31 mai 2012 est estimée à 1 100 GJ. Cette réduction engendre également une réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) de deux tonnes équivalent CO₂.

L'optimisation des systèmes de ventilation de notre édifice et un suivi en continu des différents systèmes mécaniques de l'édifice du siège social ont permis d'améliorer l'efficacité de ces systèmes ainsi que notre consommation d'électricité.

Gaz naturel

La consommation de gaz naturel de l'édifice du siège social a été réduite de 68 % (708 GJ durant le dernier exercice, comparativement à 2 181 GJ durant l'exercice précédent). Cette réduction est principalement attribuable à deux facteurs : l'utilisation accrue de la nouvelle thermopompe, qui permet de récupérer une très grande partie de l'énergie servant à la climatisation et de combler la majeure partie des besoins de chauffage de l'édifice, et un hiver relativement plus doux (diminution des degrés-jour de chauffage).

Cela a aussi donné lieu à une réduction des émissions de GES, puisque nous avons diminué de façon importante notre consommation de gaz naturel.

Mazout et propane

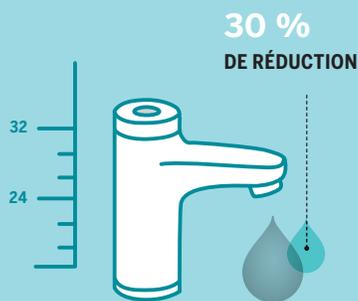
La consommation de mazout reste plutôt stable au fil des ans, avec un total de 121 GJ pour chacune des trois dernières années. Pour ce qui est du propane, notre consommation a été de 14 GJ pour le dernier exercice, comparativement à 11 GJ pour l'exercice précédent. Ces deux sources ne fournissent qu'une très faible partie de l'énergie utilisée au siège social.

Au cours du dernier exercice, nous avons donc amélioré notre efficacité énergétique de 12 % comparativement à l'exercice précédent, quand on la mesure au moyen du calcul de consommation d'énergie ajustée².

1. La consommation d'énergie mesurée correspond à la quantité d'énergie réellement consommée dans l'édifice au cours du dernier exercice, c'est-à-dire l'énergie qui a été facturée par les fournisseurs.

2. La consommation d'énergie ajustée tient compte de la variation de la température d'une année à l'autre. Elle correspond à ce qu'aurait été la consommation d'énergie si la température avait parfaitement coïncidé avec la moyenne des températures de 1971 à 2000. Il s'agit de la référence à partir de laquelle les consommations d'énergie annuelles sont ajustées. Bref, les écarts de température d'une année à l'autre sont annulés, puisque la consommation est établie à partir de la même référence de température. Il devient donc possible de déterminer si notre efficacité énergétique s'améliore.

L'EAU



La consommation d'eau, 32 200 mètres cubes au cours de l'exercice, a augmenté d'environ 4 % comparativement à celle de l'exercice précédent, car nous avons dû utiliser davantage le système d'humidification de l'édifice.

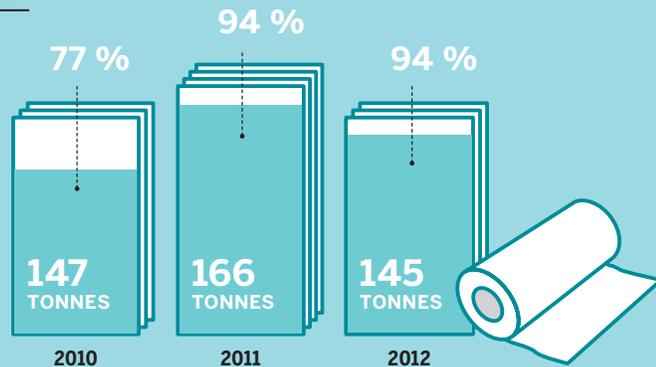
Nous avons modifié les paramètres de ce système afin de réduire la quantité d'eau qu'il utilise, sans diminuer le confort des occupants.

Par contre, l'installation d'économiseurs d'eau plus performants sur les robinets des cuisines et des salles de bain a permis des baisses de consommation liées à ces appareils de l'ordre de 30 %.

Notons que notre consommation d'eau est uniquement attribuable à des besoins domestiques. De plus, les eaux usées sont acheminées à l'égout. Le Fonds ne rejette d'ailleurs aucune matière résiduelle dans l'environnement. De plus, le Fonds n'a reçu aucune amende ni sanction sur le plan environnemental.

LES MATIÈRES PREMIÈRES ET RECYCLÉES

CONSOMMATION DE MATIÈRES PREMIÈRES
ET POURCENTAGE PROVENANT
DE MATIÈRES RECYCLÉES



Avec la mise en place de mesures qui visaient principalement à réduire notre consommation de papier et d'autres matières (cartouches d'encre, papier à main et papier hygiénique, fournitures de cuisine), nous avons diminué notre consommation de 13 % comparativement à l'exercice précédent (145 tonnes comparativement à 166 tonnes). De plus, nous avons maintenu notre pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées à 94 %.

Durant le dernier exercice, afin de poursuivre la réduction de notre consommation de papier, le Fonds a pris un virage vert en ce qui concerne la diffusion des informations sur le plan environnemental qui sont destinées aux employés : celles-ci sont maintenant publiées sur l'Intranet.

Le Fonds de solidarité FTQ fait également des efforts pour que les informations utiles à nos responsables locaux (RL) soient envoyées par voie électronique et non en format papier. Nous avons aussi conçu des applications électroniques pour nos actionnaires, dont l'adhésion en ligne.

4RV

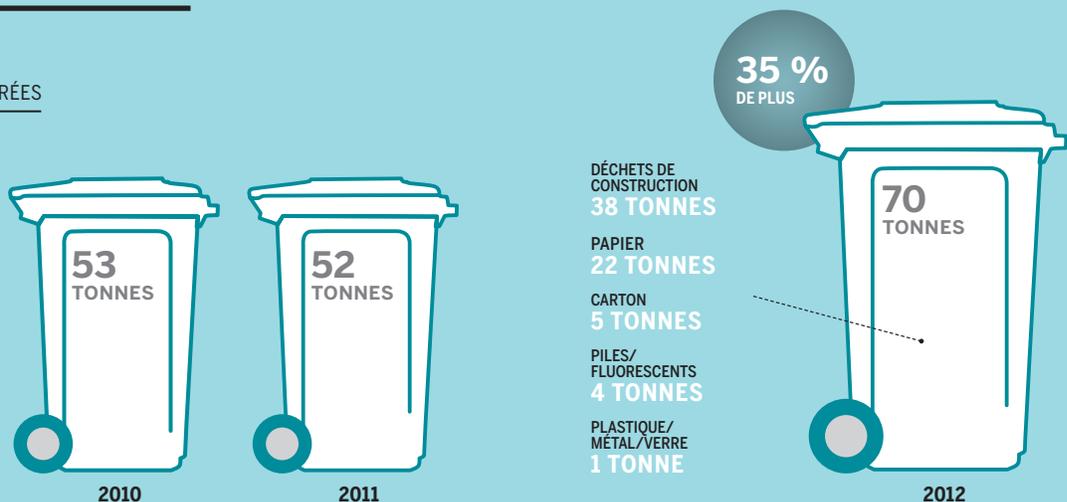
RÉDUIRE
RÉUTILISER
RÉCUPÉRER
RECYCLER
VALORISER

UNE POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT RESPONSABLE

En tant que citoyen responsable, le Fonds encourage l'approvisionnement régional et local. Il privilégie les fournisseurs ayant de saines pratiques sociales et environnementales, et tient compte de leur efficacité environnementale et des caractéristiques environnementales de leurs produits et services, suivant la règle des **4RV** : **réduire** la consommation, **réutiliser** les produits, **recupérer** les produits, **recycler** les produits et **valoriser** les matières résiduelles.

LES MATIÈRES RÉSIDUELLES

MASSE DE MATIÈRES
RÉSIDUELLES RÉCUPÉRÉES



Les entreprises québécoises doivent maintenant se conformer à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et au Plan d'action 2011-2015 qui en découle¹. Ce plan établit des objectifs précis en ce qui a trait à la gestion des matières résiduelles, soit une mise en valeur de 70 % du papier, du carton, du plastique, du verre et du métal résiduel ainsi que de 60 % des matières organiques.

Soucieux d'atteindre ces objectifs et de réduire ainsi la quantité de déchets envoyés dans des sites d'enfouissement, le Fonds a demandé la réalisation d'une étude de caractérisation des déchets de son siège social. C'est une procédure essentielle pour que nous puissions évaluer notre situation selon les critères gouvernementaux.

Cette étude avait pour objectifs de :

- déterminer la quantité et la composition des matières résiduelles produites au siège social, en détaillant cette information pour chacun des secteurs d'origine et des voies de collecte;

- mesurer le taux de récupération;
- comparer les résultats au Plan d'action 2011-2015 du gouvernement;
- recommander des actions concrètes pour améliorer le programme de récupération déjà en place.

Les résultats montrent que les taux de récupération pour le papier de bureau, le papier mélangé et le carton sont respectivement de 98 %, de 84,7 % et de 89,6 %, ce qui dépasse les objectifs du Plan d'action 2011-2015. Le taux de récupération du verre est presque atteint, mais ceux du plastique, des métaux et des résidus putrescibles sont présentement en deçà des objectifs du Plan.

Durant le dernier exercice, nous avons augmenté de 35 % la quantité de matières recyclées (70 tonnes), comparativement à l'exercice précédent (52 tonnes).

Durant le dernier exercice, le comité Vert a diffusé beaucoup d'information sur la gestion des matières résiduelles, grâce, entre autres, à des midi-causeries

et au bulletin *Info environnement*. Il y a par exemple été question de changements visant la réduction des matières résiduelles à la source, comme l'élimination des verres en plastique ainsi que des verres à café et de leurs couvercles et porte-gobelets. D'autres actions concrètes sur ce plan verront le jour durant le prochain exercice.

À la suite de la mise en place de ces différentes mesures, et grâce à des actions de sensibilisation auprès des employés et des locataires de l'édifice de son siège social, le Fonds de solidarité FTQ vient d'obtenir la certification de niveau 2, Mise en œuvre, du programme ICI ON RECYCLE!; Recyc-Québec reconnaît ainsi les efforts déployés par le Fonds pour faire une saine gestion des matières résiduelles à son siège social.

1. Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (2010). *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles – Plan d'action 2011-2015*, 34 pages, <http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/pgmr/presentation.pdf>.

LE TRANSPORT DURABLE



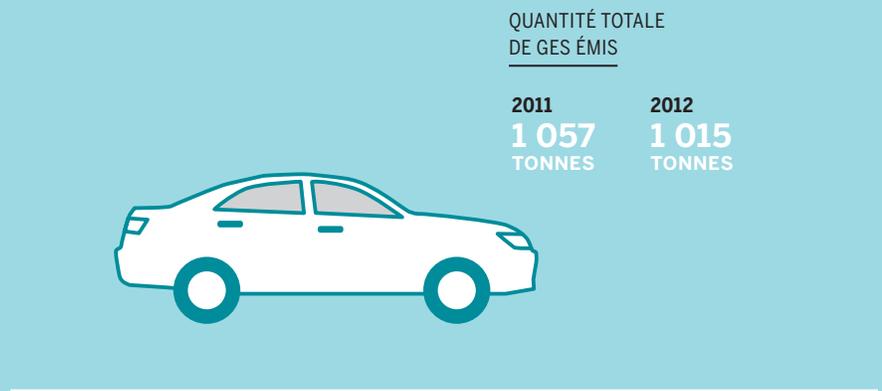
Durant le dernier exercice, plusieurs projets ont été mis sur pied afin que les employés du Fonds puissent davantage privilégier l'utilisation du transport collectif et du transport actif (vélo et marche). Nous avons organisé plusieurs kiosques d'information, en collaboration avec le Centre de gestion des déplacements, un organisme à but non lucratif spécialisé en transport durable. Parmi les différents sujets abordés, notons :

- les avantages de l'utilisation du transport collectif et actif;
- l'utilisation et la promotion du covoiturage;
- la promotion du programme Transport collectif Je l'essaie¹;
- l'utilisation des vélos BIXI.

Le Fonds offre des programmes incitatifs à ses employés pour les encourager à utiliser le transport collectif pour se rendre au travail. Pour les déplacements reliés au travail, de nouvelles mesures ont été mises de l'avant pour favoriser le transport collectif afin de diminuer le nombre de kilomètres parcourus en voiture et de réduire ainsi les émissions de GES.

1. Ce programme permet aux employés qui se déplacent seuls en voiture de faire l'essai du transport collectif (autobus, métro, train de banlieue) pour se rendre au travail pendant trois mois à prix réduit.

LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)



La quantité totale de GES émis au cours du dernier exercice a été de 1 015 tonnes, comparativement à 1 057 tonnes pour l'exercice précédent².

Comme le montre le tableau ci-dessous, ces émissions sont principalement attribuables au transport d'affaires du Fonds (avion, voiture et taxi). Le transport d'affaires est également responsable de la presque totalité des 4 tonnes d'émissions de polluants atmosphériques de l'exercice : NO_x (oxydes d'azote), SO_x (oxydes de soufre), matières particulaires 10 et COV (composés organiques volatils).

LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

SOURCE	ÉQUIVALENTS DIOXYDE DE CARBONE (TONNES CO ₂ e)		PART DES ÉMISSIONS DE GES PAR SOURCE
	ÉMISSIONS TOTALES (DIRECTES OU INDIRECTES)	AUTRES ÉMISSIONS INDIRECTES PERTINENTES	
Électricité	41		4 %
Gaz naturel	34		3 %
Gaz réfrigérant	30		3 %
Mazout et propane	9		1 %
Transport d'affaires et messagerie		830	82 %
Matières résiduelles		71	7 %
Total	114	901	
		1 015	100 %

2. Pour les émissions de GES associées à l'électricité, Hydro-Québec publie un facteur d'émission pour l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre). Ce facteur n'étant pas disponible pour la période de janvier à mai lorsque nous produisons notre rapport annuel, nous devons utiliser le facteur d'émissions de l'année précédente.

Il y a une réduction des émissions de GES par rapport à ce qui avait été publié l'année dernière, puisque le facteur d'Hydro-Québec qui avait été utilisé était de 0,013635 kg CO₂/kWh comparativement au facteur réel de 2011 de 0,006501 kg CO₂/kWh. Conséquemment, les émissions de GES pour la consommation d'électricité de janvier à mai 2011 ont été ajustées.



**LA MEILLEURE FAÇON
DE FAIRE ÉVOLUER
LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE, C'EST D'Y
TRAVAILLER. ME DÉPLACER
EN VÉLO, EN TRANSPORT
EN COMMUN OU EN
COVOITURAGE, C'EST
BÂTIR DEMAIN AU QUOTIDIEN.**

449
EMPLOYÉS
PERMANENTS

L'IMPORTANCE DE PRÉVOIR LA RELÈVE ET D'ÊTRE UN EMPLOYEUR DE CHOIX

AU COURS DU DERNIER EXERCICE, LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ A POURSUIVI LA RÉALISATION DE SON PROJET DE GESTION DE LA RELÈVE, PUISQU'IL S'AGIT D'UN DÉFI DES PLUS IMPORTANTS. PAR AILLEURS, IL A MAINTENU SES EFFORTS DANS LE BUT D'ÊTRE UN EMPLOYEUR DE CHOIX, POUR AINSI CONSERVER SES MEILLEURS TALENTS ET ATTIRER LES COMPÉTENCES DONT IL A BESOIN.

Quand relève rime avec proactivité

Comme bon nombre d'organisations, nous ferons face dans les prochaines années au défi d'assurer la relève parmi nos employés. Cet enjeu nous pousse à concevoir et à appliquer des stratégies afin de prévoir les besoins des divers services de l'entreprise.

Cela signifie également que nous devons faire une utilisation optimale des forces que nous avons déjà et favoriser la contribution de chaque individu. Notre but est de faire en sorte que nos employés puissent se développer à leur plein potentiel pour qu'ils soient en mesure d'assumer de plus grandes responsabilités et d'assurer une partie de la relève.

L'un des points forts de notre stratégie est la proactivité : nous nous engageons dans des actions concrètes dès aujourd'hui afin d'assurer la pérennité du Fonds.

Cibler les besoins par l'accomplissement collectif

Dans cette optique, nous avons mis en place une démarche d'accompagnement collectif au sein de nos services qui comptent un nombre important d'employés, notamment l'Actionnariat et l'Investissement.

Cette démarche permet aux services qui en éprouveraient le besoin de s'approprier le projet d'assurer la relève. En effet, bien que cette démarche soit soutenue par la vice-présidence aux ressources humaines, ce sont les divers services qui sont responsables de mettre en place les moyens et les actions pour assurer leur relève. L'accompagnement collectif favorise donc la coresponsabilité et augmente l'implication de toutes les parties concernées. Cette démarche permet de progresser étape par étape et de s'ajuster tout au long du processus. Le projet d'accompagnement connaît un vif succès et donne des résultats rapidement, et il sera bientôt implanté dans d'autres services.

Recruter des gens compétents et engagés

Au Fonds de solidarité FTQ, nous accordons une grande importance aux conditions de travail des employés : de bonnes conditions assurent la mobilisation du personnel et chaque personne contribue ainsi au succès de l'entreprise. C'est pourquoi nous mettons en place divers moyens de favoriser cette mobilisation : nous déployons notamment beaucoup d'efforts sur le plan de la santé et du mieux-être des employés.

La reconnaissance et la valorisation de nos employés sont également des éléments que nous tentons sans cesse d'améliorer, que ce soit au quotidien ou grâce à nos programmes de reconnaissance. Tous ces éléments, mis en commun, contribuent d'ailleurs à la définition de notre marque-employeur.

ÊTRE UN EMPLOYEUR DE CHOIX EST UNE PRIORITÉ. IL EST CRUCIAL À NOS YEUX DE NOUS POSITIONNER SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI POUR ÊTRE EN MESURE D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURES RESSOURCES.





L'utilisation des médias sociaux : oui, mais avec discernement

Dans le cadre des importantes transformations sociales qui mettent en valeur l'interactivité et le Web 2.0, les médias sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn et autres blogues) occupent une place importante.

Le Fonds de solidarité FTQ encourage ses employés et ceux de son réseau d'investissement à utiliser les médias sociaux, tout en les invitant à faire preuve de discernement et à respecter les règles d'éthique qui s'imposent au Fonds et qui sont enchâssées dans le Code d'éthique et de déontologie du personnel cadre et syndiqué, la Politique de divulgation et les Normes de sécurité informationnelle.

Un bel espace de dialogue

Aussi, le Fonds a été dans le peloton de tête des entreprises financières québécoises à adopter, dès 2011, une politique sur l'utilisation des médias sociaux. De plus, afin d'inculquer, dès le début, de bons réflexes chez les utilisateurs, le Fonds a donné à tous ses employés une formation obligatoire sur les différents aspects de cette politique. Cette dernière permet aux employés de parler des réalisations et des activités du Fonds sur les médias sociaux, à condition qu'ils respectent certaines règles : ils doivent, notamment, indiquer à la fois qu'ils sont des employés du Fonds et qu'ils parlent en leur nom propre. Seuls certains employés sont mandatés pour parler au nom du Fonds, qui possède d'ailleurs

ses propres pages sur les réseaux Twitter, Facebook et LinkedIn.

Les réseaux sociaux constituent un bel espace pour dialoguer avec le plus grand nombre de Québécois possible, et de tous les âges. Le Fonds dit donc oui à l'utilisation des médias sociaux, mais dans un encadrement visant le respect de ses valeurs, et de manière sécuritaire.

RÉPARTITION DU PERSONNEL PERMANENT

AU 31 MAI 2012

ÂGE	FEMMES	HOMMES	TOTAL	%
Moins de 35 ans	15	9	24	5,4
35 ans à 44 ans	48	66	114	25,4
45 ans à 54 ans	124	76	200	44,5
55 ans et plus	57	54	111	24,7
Total	244	205	449	100,0
Âge moyen	49	49	49	
Sexe	54,3 %	45,7 %		100,0
CATÉGORIE D'EMPLOI				
Gestionnaires	25	43	68	15,1
Professionnels	96	133	229	51,0
Personnel technique et de bureau	123	29	152	33,9
Total	244	205	449	100,0

Le Fonds de solidarité FTQ offre des emplois de qualité à 449 employés permanents. Au total, 85 % des employés du Fonds sont syndiqués.

La structure de rémunération du Fonds de solidarité FTQ ne prévoit aucun boni pour le personnel ni pour les dirigeants.

C'est à Montréal que travaille la grande majorité des employés du Fonds (98 %) ; les autres employés (2 %) travaillent à Québec.

La convention collective, signée en 2010 pour une durée de cinq ans, prévoit que l'employeur avise par écrit le syndicat, un mois à l'avance, de tout projet de réorganisation ou de suppression de service.

L'âge des employés ayant quitté le Fonds au cours de la période couverte par ce rapport varie entre 31 ans et 46 ans (moyenne de 39 ans). L'âge des employés ayant pris leur retraite varie entre 58 ans et 67 ans (moyenne de 63 ans).

Si nous excluons les départs à la retraite, le taux de roulement des employés du Fonds de solidarité FTQ est de 1,2 %. Ce taux est remarquablement faible, et nous en sommes fiers.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL PERMANENT

DU 1^{ER} JUIN 2011 AU 31 MAI 2012

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Nombre d'employés permanents au 31 mai 2011	233	199	432
Embauches	19	14	33
Départs à la retraite	(5)	(6)	(11)
Départs volontaires	(3)	(2)	(5)
Nombre d'employés permanents au 31 mai 2012	244	205	449

SALAIRE DES FEMMES PAR RAPPORT À CELUI DES HOMMES

AU 31 MAI 2012

**CATÉGORIE
D'EMPLOI**

Gestionnaires	0,80
Professionnels	0,87
Personnel technique et de bureau	0,97

Au cours de la période couverte par ce rapport, 10 employés permanents du Fonds (4 femmes et 6 hommes – 9 professionnels et 1 membre du personnel technique et de bureau) ont bénéficié de congés de maternité, de paternité ou d'adoption. Toutes les personnes ayant bénéficié de ces congés sont encore à l'emploi du Fonds.

Le tableau ci-contre présente la somme totale des absences des employés permanents du Fonds en raison de soins de santé, d'accident ou d'une situation particulière touchant l'employé (absences payées par le Fonds) et des absences payées par le régime d'assurance groupe des employés permanents du Fonds. Ces absences sont exprimées en années/personne, une année/personne représentant 1 820 heures (52 semaines multipliées par 35 heures par semaine).

PRÉSENCES AU TRAVAIL ET ABSENCES DES EMPLOYÉS PERMANENTS

(EN ANNÉES/PERSONNE)

DU 1^{ER} JUIN 2011 AU 31 MAI 2012

	FEMMES	HOMMES	TOTAL
Temps de travail	232,9	201,9	434,8
Absences	10,1	3,5	13,6
Taux d'absentéisme	4,3 %	1,7 %	3,1 %

Le montant total du temps de travail au cours de la période de ce rapport ne correspond pas exactement au nombre d'employés permanents au 31 mai 2012, car les données sur le temps de travail tiennent compte du moment de l'arrivée ou du départ des employés permanents au cours de l'exercice.

Notre structure salariale respecte la législation applicable en matière d'équité salariale. La différence entre le salaire moyen des femmes et le salaire moyen des hommes dans certaines catégories d'emploi s'explique, notamment, par la répartition différente des femmes et des hommes dans les échelons qui constituent chacune de ces catégories.

Le bilan des accidents de travail est le suivant : il y a eu deux cas d'accidents au cours de l'exercice ; ces deux cas étaient réglés à la fin de l'exercice. Le nombre de jours de travail perdus à la suite de ces accidents est minime.

FORMATION DU PERSONNEL

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT PARTICIPÉ À UNE FORMATION	NOMBRE TOTAL D'HEURES DE FORMATION	MOYENNE D'HEURES DE FORMATION PAR EMPLOYÉ
Gestionnaires	59	1 802	31
Professionnels	174	4 378	25
Personnel technique et de bureau	109	2 447	22
Personnel temporaire ou étudiant	50	864	17
Total	392	9 491	24
Femmes	228	5 291	23
Hommes	164	4 200	26
Total	392	9 491	24

Bordereaux de paie électroniques

Au cours du dernier exercice, la direction Comptabilité financière et contrôle du Fonds de solidarité FTQ a effectué un tournant écologique intéressant : fini les bordereaux de paie imprimés ! Les bordereaux de paie électroniques permettent une grande économie de papier : on estime que 18 200 bordereaux étaient auparavant imprimés chaque année, chacun étant placé dans une enveloppe. De plus, c'est un procédé rapide et sécuritaire, et des bordereaux électroniques sont accessibles en tout temps et de façon confidentielle.

L'INDEX GRI

À partir des paramètres tel qu'établis en page 12 de ce rapport, nous avons procédé à l'analyse de 72 indicateurs, soit 6 de plus qu'en 2011. Nous en avons retenu une cinquantaine, qui ont été identifiés comme étant clés ou pertinents par rapport à nos activités. Certains d'entre eux sont des indicateurs supplémentaires, liés au secteur des services financiers. Cet index indique les différents endroits dans le rapport où les indicateurs sont traités, et fournit les éléments d'information permettant une compréhension optimale du profil et des stratégies du Fonds de solidarité FTQ.

Nous avons aussi établi des liens entre certaines parties de ce rapport et les 10 principes du Pacte mondial des Nations unies.

| www.globalreporting.org |

VOLET	INDICATEURS GRI	PAGES	COMMENTAIRES	PACTE MONDIAL
STRATÉGIE ET PROFIL				
STRATÉGIE ET ANALYSE	1.1, 1.2	8, 9, 44-48	I	
PROFIL DE L'ORGANISATION	2.1-2.10	1-5, 11, 12, 16, 17, 21-23, 26, 31-33	A, I	
PARAMÈTRES DU RAPPORT	3.1-3.9, 3.12	10-12, 43		
GOVERNANCE	4.1-4.10	13-17, 50-52	I	PRINCIPE 10
ENGAGEMENTS EXTERNES	4.11-4.13	10, 13-15, 17, 19, 26-29		PRINCIPES 1-10
DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES	4.14-4.17	11, 14, 15, 17-19, 21-23, 26, 29, 31-33, 40-42		
ÉCONOMIE				
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE	EC1-EC4	2, 7, 9, 24, 25, 27-29	I	PRINCIPE 7
PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ	EC6, EC7	24, 40-42	EC7 : H	PRINCIPE 6
IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS	EC8, EC9	19, 24, 25		
ENVIRONNEMENT				
MATIÈRES	EN1, EN2	29, 33, 36		PRINCIPES 8, 9
ÉNERGIE	EN3, EN4	33, 35		PRINCIPE 8
EAU	EN8	33, 36		PRINCIPE 8
BIODIVERSITÉ	EN11, EN12	31		PRINCIPES 7, 8
ÉMISSIONS, EFFLUENTS ET DÉCHETS	EN16, EN17, EN19-EN23	29, 36-38, 42		PRINCIPE 8
PRODUITS ET SERVICES	EN26, EN27		B	
RESPECT DES LOIS	EN28	36	G	PRINCIPES 7, 8
SOCIAL				
EMPLOI, RELATIONS SOCIALES, TRAVAIL DÉCENT				
EMPLOI	LA1, LA2, LA15	41, 42		PRINCIPE 6
RELATIONS ENTRE LA DIRECTION ET LES SALARIÉS	LA4, LA5	41		PRINCIPES 1, 3
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	LA7, LA8	42	C	PRINCIPE 1
FORMATION ET ÉDUCATION	LA10	42		
DIVERSITÉ ET ÉGALITÉ DES CHANCES	LA13, LA14	42, 49-51		PRINCIPES 1, 6
DROITS HUMAINS				
PRATIQUE D'INVESTISSEMENT ET D'ACHAT	HR1-HR3	14, 16, 17	HR2 : D, HR3 : H	PRINCIPES 1-6
NON-DISCRIMINATION	HR4		G	PRINCIPES 1, 2, 6
LIBERTÉ SYNDICALE ET DROIT DE NÉGOCIATION	HR5		G	PRINCIPES 1-3
INTERDICTION DU TRAVAIL DES ENFANTS	HR6		E	PRINCIPES 1, 2, 5
ABOLITION DU TRAVAIL FORCÉ OU OBLIGATOIRE	HR7		E	PRINCIPES 1, 2
ÉVALUATION	HR10	16, 17		PRINCIPES 1-6
ATTÉNUATION	HR11		G	PRINCIPES 1-6
SOCIÉTÉ				
COMMUNAUTÉ	SO1, SO9, SO10	16, 17, 19, 21-23, 26, 27, 32, 33	SO9, SO10 : G	
CORRUPTION	SO2-SO4	13, 15-17	SO4 : G	PRINCIPE 10
POLITIQUES PUBLIQUES	SO5	15, 17		PRINCIPES 1-10
RESPECT DES LOIS	SO8		G	
RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRODUITS				
SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS	PR1		F	PRINCIPE 1
ÉTIQUETAGE DES PRODUITS ET SERVICES	PR3		A	PRINCIPE 8
COMMUNICATIONS MARKETING	PR6	14, 15		
RESPECT DES LOIS	PR9		A, G	
INDICATEURS LIÉS AU SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS				
IMPACTS DES PRODUITS ET SERVICES				
DIVULGATION SPÉCIFIQUE DE L'APPROCHE DE GESTION	FS1-FS5	14-17	I	
INDICATEURS D'IMPACT DES PRODUITS ET SERVICES				
PORTFOLIO DE PRODUITS	FS6-FS8	5, 7, 16, 17, 21-23, 27-29, 31, 33	A, I	
AUDIT	FS9	14-17		
ACTIONNARIAT ACTIF	FS10-FS12	14-17		
SOCIÉTÉ				
COMMUNAUTÉ	FS13, FS14	21-23, 27, 28, 32		
PERFORMANCE DES PRODUITS				
ÉTIQUETAGE DES PRODUITS ET SERVICES	FS15, FS16	18, 22, 23	FS15 : A	

A. Voir prospectus, notice annuelle et avis de convocation à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires : www.fondsftq.com.

Les indicateurs qui se trouvent dans les notes B à F, malgré leur importance, ne s'appliquent pas à la nature du Fonds.

B. EN26, EN27 : le Fonds ne fabrique, ni ne vend de produits et n'offre pas de services ayant des impacts environnementaux directs significatifs.

C. LA8 : un système de santé très organisé existe au Québec.

D. HR2 : la quasi-totalité des fournisseurs du Fonds sont situés au Canada, où le respect des droits de la personne est un enjeu réglementé.

E. HR6, HR7 : le travail des enfants et le travail forcé sont des enjeux réglementés au Canada.

F. PR1 : les services du Fonds n'ont pas d'impact négatif sur la santé ou la sécurité des utilisateurs de ces services.

G. Aucun cas n'a été soulevé.

H. EC7 et HR3 : ces indicateurs ont été analysés, mais n'ont pas été identifiés comme pertinents.

I. Voir états financiers et rapport de gestion : www.fondsftq.com/rapport 2012 ou www.sedar.com.

**OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET D'INVESTISSEMENTS RESPONSABLES 2012-2013**

Au cours du prochain exercice :

OBJECTIFS
<p>1. Nous poursuivrons nos efforts pour accroître le nombre d'actionnaires de 40 ans et moins et le nombre d'actionnaires provenant des communautés culturelles, afin qu'ils profitent des avantages qu'offre le REER du Fonds, en particulier le mode de souscription par retenues sur le salaire.</p>
<p>2. L'année 2013 marquera le 30^e anniversaire de la création du Fonds de solidarité FTQ. Pour cette occasion, le Fonds soulignera la solidarité économique et sociale de l'ensemble de ses parties prenantes et leur contribution aux innovations et aux réalisations du Fonds au fil de ces années.</p>
<p>3. À la suite de l'adoption récente d'une politique de gestion intégrée des risques, le Fonds mettra en œuvre cette nouvelle politique, notamment en revoyant certains processus liés à des activités plus sensibles aux risques financiers et extrafinanciers, de même qu'en procédant à un exercice permettant de préciser la nature, l'étendue et la tolérance aux risques qu'il prend en fonction de sa mission.</p> <p>À la suite de cet exercice, le Fonds révisera également sa politique de gestion intégrée des actifs financiers.</p>
<p>4. En 2012 se tient l'année internationale des coopératives, et le Fonds soutient financièrement le Sommet des coopératives, qui se tiendra du 8 au 11 octobre 2012, à Québec. Le Fonds tient ainsi à montrer son appui au milieu des coopératives et des mutuelles et à participer aux discussions sur les grands enjeux qui les touchent.</p>
<p>5. Après avoir offert une formation sur le développement durable (DD) et l'investissement socialement responsable (ISR) aux spécialistes de ses secteurs Investissements et Placements ainsi qu'aux membres de son comité de direction et de son conseil d'administration, le Fonds offrira cette formation aux spécialistes de son réseau régional d'investissement.</p>
<p>6. Le bulletin <i>Le Partenaire PME</i> continuera de publier dans chacune de ses parutions des informations relatives au développement durable et à la responsabilité sociale des entreprises.</p>
<p>7. Les assemblées générales annuelles du Fonds sont carboneutres depuis 2007. Souhaitant faire un pas de plus, le Fonds fera en sorte que, graduellement, ses autres réunions deviennent carboneutres, pour que toutes le soient en 2016.</p> <p>Le Fonds renforcera également son adhésion à des principes écoresponsables pour l'organisation de réunions et d'événements qui se dérouleront à son siège social ainsi qu'à l'extérieur de ses bureaux.</p> <p>De plus, le Fonds favorisera l'utilisation de salles de vidéoconférence au cours de ses rencontres à l'interne avec des invités provenant de l'extérieur, dans le but de réduire les déplacements.</p>

OBJECTIFS
<p>8. Afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de l'ensemble de ses parties prenantes, le Fonds réalisera périodiquement les sondages nécessaires pour bien mesurer leur taux de satisfaction à l'égard de ses activités, et mieux connaître leurs préoccupations et leurs attentes.</p>
<p>9. Le Fonds fera un inventaire des principales mesures fiscales et des programmes d'aide gouvernementale qui touchent les projets de développement durable et auxquels ses entreprises partenaires pourraient être admissibles. Il les communiquera aux spécialistes de son secteur Investissements afin qu'ils informent adéquatement les partenaires du Fonds.</p>
<p>10. Le Fonds produira un guide d'information et d'intervention relatif aux crédits carbone pour les spécialistes de son secteur Investissements.</p>
<p>11. La direction des Affaires juridiques du Fonds poursuivra la formation relative à la Loi 89, qui a modifié substantiellement la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>, et sur les autres réglementations liées au développement durable, afin de faciliter l'intégration de ces nouvelles normes dans les pratiques de ses partenaires.</p> <p>Le Fonds produira de plus un guide relatif à la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> et aux mesures à privilégier pour gérer les risques relatifs à cette loi. Ce guide est destiné aux spécialistes de son secteur Investissements qui siègent à des conseils d'administration ainsi qu'aux administrateurs externes qui représentent le Fonds au conseil d'administration de ses entreprises partenaires.</p>
<p>12. Le Fonds poursuivra le dialogue actionnarial entrepris au cours du dernier exercice en collaboration avec l'organisation SHARE, à propos des titres d'entreprises canadiennes cotées en bourse que détient le Fonds (voir la section sur l'engagement actionnarial, à la page 15 de ce rapport).</p>
<p>13. Dans le cadre de notre adhésion aux Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations unies, nous organiserons, à titre de signataire de ces principes et en collaboration avec d'autres signataires québécois, une activité publique pour sensibiliser à l'importance et aux enjeux de l'investissement responsable.</p>
<p>14. Le Fonds, après s'être doté, en 2012, de lignes directrices en matière de pratiques liées au développement durable et à la responsabilité sociale dans la gestion des projets miniers, poursuivra le déploiement progressif de ces lignes directrices dans ses entreprises partenaires du secteur minier (voir ces lignes directrices à la page 14 de ce rapport).</p>

OBJECTIFS

15. Le réseau des fonds régionaux et locaux de solidarité FTQ ainsi que le Fonds immobilier de solidarité FTQ se doteront d'un plan d'action en vue de diminuer leur empreinte environnementale directe.
16. Le Fonds poursuivra le déploiement de sa politique d'approvisionnement responsable (PAR) adoptée en 2011 afin de :
 - déterminer les pratiques de ses fournisseurs en matière de développement durable ; le Fonds dressera ensuite le profil de ses fournisseurs selon leur niveau de criticité ;
 - favoriser les fournisseurs socialement responsables.
17. Le Fonds poursuivra ses efforts afin de réduire d'au moins 3 % par année, d'ici 2016-2017, sa consommation de papier pour les besoins de son siège social. Cette mesure s'ajoute à une décision prise il y a deux ans d'utiliser le papier Enviro 100, qui contient 100 % de fibres postconsommation certifiées FSC (Forest Stewardship Council), est certifié ÉcoLogo et fabriqué grâce à l'utilisation de biogaz.
18. Le Fonds sensibilisera les employés de son siège social et les entreprises qui y louent des locaux à faire les gestes nécessaires pour atteindre les objectifs de consommation écoresponsable d'électricité qu'il s'est fixés.
19. Le Fonds a comme objectif de réduire sa consommation d'eau potable de 10 % d'ici 2014.
20. Afin de réduire de 2 % à 5 % par année la quantité de matières résiduelles acheminées de son siège social vers des sites d'enfouissement, le Fonds intensifiera sa campagne d'information et de sensibilisation sur la gestion des matières résiduelles auprès des employés de son siège social et des entreprises qui y louent des locaux.
21. Le Fonds poursuivra sa réflexion sur la mise en place du compostage.
22. Le Fonds poursuivra la réalisation du plan d'action de son comité Vert afin que les employés de son siège social puissent davantage privilégier l'utilisation du transport collectif et du transport actif (vélo et marche).

Par ailleurs, afin d'évaluer les émissions de GES liées à ces déplacements, le Fonds analysera les déplacements des employés entre leur résidence et le travail.

OBJECTIFS

23. Le Fonds poursuivra ses démarches pour obtenir la certification BOMA BEST, niveau 4, soit le plus haut niveau de certification de ce programme, pour son siège social.
24. Le Fonds poursuivra la réalisation de son plan d'action afin d'obtenir, d'ici le 31 mai 2014, la certification LEED EB (bâtiment existant) niveau Or pour son siège social.
25. Le comité Vert du Fonds produira des bulletins d'information sur plusieurs aspects liés à l'environnement. Ces bulletins seront publiés sur le site Intranet réservé à ses employés.
26. Afin de toujours réduire sa consommation de papier, le Fonds incitera ses actionnaires à consulter en ligne l'information relative à leur compte, notamment par l'organisation d'un concours lors de son envoi postal de l'été 2012.
27. Le Fonds complétera la programmation « par défaut » en mode recto verso de l'ensemble de ses imprimantes et, pour en optimiser l'utilisation, il poursuivra la sensibilisation de ses employés sur les bonnes habitudes liées à l'impression.

SUIVI DES OBJECTIFS DU RAPPORT ANNUEL
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2011

OBJECTIFS	SUIVI/ÉCHÉANCE
1. Dans le but de rendre compte de l'ensemble des activités qu'il réalise chaque année ainsi que des progrès qu'il accomplit en matière de DD, le Fonds de solidarité FTQ continuera, dans les années à venir, de publier un rapport annuel intégré (qui inclut les données financières et extrafinancières selon la grille GRI).	FAIT
2. Le Fonds a adopté deux nouvelles chartes (conseil d'administration et comité exécutif) et poursuivra l'élaboration et l'adoption de chartes ; celles-ci pourraient par exemple concerner son comité d'éthique et ses quatre conseils sectoriels d'investissement .	Comité d'éthique : FAIT Quatre conseils : adoption prévue à l'automne 2012
3. Pour s'assurer que sa politique en matière de droit de vote correspond toujours aussi adéquatement aux valeurs qu'il porte et véhicule, le Fonds reverra, au cours de son prochain exercice, l'ensemble de cette politique.	Adoption prévue à l'automne 2012
4. Au cours du prochain exercice, le Fonds entend adhérer aux six Principes pour l'investissement responsable (PRI) énoncés en 2006 dans le cadre du Programme des Nations unies pour l'environnement Initiative financière.	FAIT
OBJECTIFS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION	
5. Le Fonds poursuivra, au cours du prochain exercice, la diffusion du bulletin Le partenaire PME , en y intégrant une section consacrée aux interventions et aux expertises en matière de DD.	FAIT : le 1 ^{er} numéro a paru en janvier 2012 sur le marché des crédits de carbone ; le 2 ^e numéro a paru en mai 2012 sur la gestion des risques, la loi 89, les responsabilités des administrateurs.
Le Fonds organisera des activités concrètes (événements, envois de lettres, courriels) pour sensibiliser ses partenaires au DD.	En continu
6. Le Fonds publiera des articles sur le DD ou des entrevues avec des experts sur cette question dans ses diverses publications.	FAIT. De plus, participation au blogue « Les mardis DD » et au bulletin de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS)
7. Au cours du prochain exercice, le Fonds continuera de produire des chroniques d'information sur tous les aspects du DD. Ces chroniques seront publiées sur le site Intranet réservé aux employés ainsi que dans le journal interne <i>L'Interaction</i> , où des articles traiteront du DD, des défis qu'il pose et des impacts qu'il a dans nos vies.	FAIT
8. Le Fonds actualisera, au cours de son prochain exercice, son Code de conduite à l'international .	Adoption prévue à l'automne 2012
9. En plus des autres services personnalisés mis de l'avant, le Fonds compte offrir à ses actionnaires, à partir de l'automne 2011, la possibilité de communiquer avec ses agents d'information grâce à un simple clic sur Internet (<i>click to call</i>).	FAIT
10. Le Fonds s'est donné comme objectif de continuer de tenir des assemblées générales annuelles carboneutres , tout en poursuivant ses efforts pour diminuer son empreinte écologique. De plus, une capsule d'information portant sur la thématique du DD sera présentée au cours des prochaines assemblées annuelles, à l'intention des actionnaires et des participants présents.	FAIT
11. Au cours du prochain exercice, le Fonds intensifiera ses efforts pour joindre les jeunes et les communautés culturelles afin qu'ils puissent bénéficier, eux aussi et le plus tôt possible, des avantages que procure le REER du Fonds.	FAIT. En continu

OBJECTIFS**SUIVI/ÉCHÉANCE****OBJECTIFS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION** (SUITE)

12. Au cours du prochain exercice, le Fonds continuera de **réaliser les sondages nécessaires** pour mesurer le degré de satisfaction de ses actionnaires face à ses produits et services. Le degré de satisfaction de nos actionnaires a toujours été très élevé, mais nous voulons nous assurer d'en suivre périodiquement l'évolution afin de continuer à offrir des produits et des services à la mesure de leurs attentes.

FAIT. En continu

13. Au cours du prochain exercice, le Fonds poursuivra la mise en place et l'opérationnalisation du **comité Crédit carbone**.

FAIT

14. Revoir et actualiser, s'il y a lieu, dans un contexte de DD :

- **la politique d'investissement du Fonds**, qui énonce les principes généraux ainsi que les principales lignes directrices qui guident nos investissements. Cette politique établit les enjeux dont les spécialistes de l'Investissement du Fonds doivent tenir compte et l'environnement dans lequel ils doivent évoluer.
- **la déclaration de la direction**, qui est signée au moment de la clôture d'un investissement dans une entreprise partenaire. En vertu de cette déclaration, la direction de cette entreprise doit, entre autres, attester périodiquement (à chacune des rencontres de son conseil d'administration) qu'elle respecte les principales lois en matière de relations de travail et que ses opérations sont conformes aux lois applicables en matière environnementale.
- **nos procédures d'investissement** pour bien analyser les risques environnementaux (bilan social, vérification diligente).

Adoption prévue à l'automne 2012

15. Le Fonds **sondera ses partenaires** sur leurs attentes vis-à-vis des activités de financement et de placement du Fonds, en ce qui a trait aux volets environnemental et social de ces activités.

FAIT. En continu

16. Le Fonds continuera d'étudier et de bonifier ses pratiques de vérification diligente, notamment dans le respect de la nouvelle norme internationale **ISO 26000**.

Étude réalisée. Des adaptations seront apportées en conséquence au bilan social.

OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

(TOUTES LES ACTIVITÉS QUI SUIVENT SONT EN CONTINU.)

17. Le Fonds poursuivra la revue annuelle de son **portefeuille Placements** en étant particulièrement attentif aux préoccupations liées au DD.

FAIT

18. Le Fonds continuera d'encourager **l'approvisionnement régional et local**, et sensibilisera ses parties prenantes, dont son personnel, à l'importance d'adopter des pratiques d'approvisionnement responsables.

FAIT. Déploiement de l'ensemble de la politique d'approvisionnement responsable en 2013. Le service des Achats du Fonds utilise déjà cette politique.

19. Le Fonds intensifiera ses efforts pour réduire la consommation de **papier** qu'il fait tant à l'interne, pour les besoins du siège social, qu'à l'externe, pour la production de matériel publicitaire, par exemple.

FAIT. Pour les objectifs 19 à 27, vous référer aux pages 34 à 38 du présent rapport.

20. Le Fonds désire poursuivre ses projets visant à **réduire la consommation d'eau**. À cette fin, nous procéderons pendant le prochain exercice à l'installation d'économiseurs d'eau sur les robinets des lavabos des salles de bain et des évier de cuisine. De plus, nous nous assurerons de sensibiliser toutes les parties concernées afin de nous permettre d'atteindre nos objectifs de réduction de consommation.

FAIT

21. Pendant les prochaines années, nous travaillerons à la mise en place d'un plan de gestion des **matières résiduelles** dans le but de réduire la quantité de déchets acheminés vers des sites d'enfouissement.

FAIT

SUIVI DES OBJECTIFS DU RAPPORT ANNUEL
ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2011 (SUITE)

OBJECTIFS	SUIVI/ÉCHÉANCE
OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT (SUITE)	
22. Nous adhérons au programme de reconnaissance ICI ON RECYCLE! , qui reconnaît les entreprises qui ont appliqué les principes de hiérarchisation des 4RV (qui se basent sur les principes de la réduction de la consommation, du réemploi, de la récupération, du recyclage et de la valorisation), et nous tiendrons des sessions d'information et de sensibilisation auprès du personnel.	FAIT
23. Nous continuerons de sensibiliser les employés de notre siège social et les entreprises qui y louent des locaux à adopter des comportements écoénergétiques quotidiens, afin de nous permettre d'atteindre nos objectifs en tant qu'entreprise.	FAIT
24. Le Fonds de solidarité FTQ sensibilisera les membres de son personnel aux bénéfices liés à l'utilisation du transport collectif et du transport actif (vélo et marche). Nous proposerons ainsi des solutions de rechange pour encourager le personnel à délaisser de plus en plus la voiture solo. De plus, pendant les prochaines années, le Fonds analysera les déplacements des membres de son personnel entre leur résidence et le travail afin d'évaluer les émissions de GES qui y sont liées.	FAIT
25. Le Fonds poursuivra, au cours des deux prochaines années, sa démarche d'amélioration continue en visant, pour l'édifice de son siège social, l'obtention de la cote 4 du programme BOMA BEST , soit le plus haut niveau de certification de ce programme.	FAIT
26. Le Fonds de solidarité FTQ vise l'obtention de la certification LEED EB (bâtiment existant) niveau Or d'ici le 31 mai 2014.	Plan quinquennal en finalisation
27. Pour les prochaines années, le Fonds désire renforcer son adhésion à des principes écoresponsables quand il organisera des réunions et des événements (les tournées RL, par exemple) à l'interne et à l'externe.	En continu

OBJECTIFS DE FORMATION

Pour l'exercice 2011-2012, le Fonds s'était donné comme objectifs d'informer, de sensibiliser et d'éduquer ses parties prenantes au thème du DD et à ses implications globales individuelles et collectives.

OBJECTIFS	SUIVI/ÉCHÉANCE
1. Une session d'information et de formation sur le développement durable sera offerte aux membres du comité de direction et du conseil d'administration au cours du prochain exercice.	FAIT. A eu lieu le 10 mai 2012.
2. Au cours du prochain exercice financier, une formation sera offerte aux spécialistes des secteurs Investissements et Placements sur les marchés financiers afin de les sensibiliser à tous les aspects du développement durable et aux implications concrètes que ceux-ci ont dans leur travail.	FAIT. Formations offertes les 13, 21, 22 et 29 février 2012.
3. Nous poursuivrons, au cours du prochain exercice, notre travail de sensibilisation au développement durable auprès de nos RL, en ajoutant à leur formation des éléments portant sur les principaux enjeux liés à l'ensemble de ce thème.	FAIT. A eu lieu à l'Assemblée générale des actionnaires et grâce à l'Extranet RL.

LE COMITÉ DE DIRECTION

SUR LE WEB
VISIONNEZ
LA VIDÉO



YVON BOLDUC^{A, E, J}
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



DANNY LE BRASSEUR^J
VICE-PRÉSIDENT
AUX RESSOURCES HUMAINES



DENIS LECLERC
PREMIER VICE-PRÉSIDENT À L'ACTIONNARIAT
ET PRÉSIDENT DE LA FONDATION DE LA FORMATION
ÉCONOMIQUE



GAÉTAN MORIN^E
PREMIER VICE-PRÉSIDENT AU DÉVELOPPEMENT
CORPORATIF ET INVESTISSEMENTS



MICHEL PONTBRIAND^E
PREMIER VICE-PRÉSIDENT
AUX FINANCES



MARIO TREMBLAY^J
VICE-PRÉSIDENT AUX AFFAIRES PUBLIQUES
ET CORPORATIVES, ET SECRÉTAIRE CORPORATIF

A Membre du comité exécutif

E Membre du comité de gestion des actifs financiers

J Membre du comité d'éthique

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
AU 16 JUILLET 2012



1 MICHEL ARSENAULT ^{A, D, G}
Président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et président du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

2 LOUIS BOLDUC ^{E, H}
Adjoint exécutif au président national des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC), et premier vice-président FTQ

3 YVON BOLDUC ^{A, E, J}
Président-directeur général, Fonds de solidarité FTQ

4 DANIEL BOYER ^{A, G, H}
Secrétaire général, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), et secrétaire du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

5 ALAIN DEGRANDPRÉ
Président du Conseil conjoint 91, Teamsters Canada, et vice-président FTQ

6 JEAN-PIERRE FORTIN ^C
Directeur québécois, Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), et vice-président FTQ

7 LUCIE LEVASSEUR ^D
Présidente, Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) – Québec, et vice-présidente FTQ

8 DENISE MARTIN ^{A, B, D, E, G}
Administratrice d'entreprises et vice-présidente du conseil d'administration, Fonds de solidarité FTQ

9 JEAN-PIERRE OUELLET
Président, Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES), section locale 298, et vice-président FTQ

10 YVES OUELLET
Directeur général, FTQ-Construction, et vice-président FTQ

11 MICHEL OUIMET
Vice-président exécutif – Québec, Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP), et vice-président FTQ

12 RÉJEAN PARENT
Ex-président, Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

13 MAGALI PICARD
Vice-présidente exécutive régionale – Québec, Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), et vice-présidente FTQ

14 DANIEL ROY ^F
Directeur québécois, Syndicat des Métallos, et vice-président FTQ

15 LOUISE ST-CYR ^{A, B, G, I}
Professeure honoraire, HEC Montréal

16 PIERRE-MAURICE VACHON ^{A, B, D, G}
Administrateur d'entreprises

-
- A** Membre du comité exécutif
 - B** Membre du comité d'audit
 - C** Membre du conseil sectoriel – Nouvelle économie
 - D** Membre du conseil sectoriel – Redressement et participations majoritaires
 - E** Membre du comité de gestion des actifs financiers
 - F** Membre du conseil sectoriel – Portefeuille minier
 - G** Membre du conseil sectoriel – Secteur traditionnel
 - H** Membre du comité consultatif, Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c., et Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c., et du conseil d'administration du Fonds immobilier de solidarité FTQ inc.
 - I** Membre du comité d'évaluation
 - J** Membre du comité d'éthique
-

MEMBRES EXTERNES DU FONDS ET DE LA FTQ SIÉGEANT À NOS CONSEILS ET COMITÉS

- 1 PIERRE BOUDREAU^F**
Administrateur et gestionnaire
de sociétés minières
- 2 MICHEL GAUTHIER^F**
Consultant et professeur à l'UQAM
- 3 PIERRE GENEST^E**
Président du conseil, SSQ, Mutuelle de gestion
et SSQ, Société d'assurance-vie inc.
- 4 MICHEL GILBERT^F**
Administrateur d'entreprises
- 5 DENIS LABRÈCHE^I**
Associé, Service d'évaluation et
de modélisation financière, Ernst & Young
- 6 PIERRE LAFLAMME^I**
Administrateur d'entreprises et consultant
- 7 SYLVIE LALANDE^C**
Administratrice d'entreprises
- 8 MICHEL M. LESSARD^{D, H}**
Administrateur d'entreprises
- 9 DENISE MARTIN^{A, B, D, E, G}**
Administratrice d'entreprises et
vice-présidente du conseil d'administration,
Fonds de solidarité FTQ
- 10 ANDRÉ MONETTE^{C, H}**
Conseiller en gestion, planification
stratégique, fusions et acquisitions,
financement corporatif
- 11 JOSÉE MORIN^C**
Administratrice d'entreprises
et consultante
- 12 MICHEL NADEAU^I**
Directeur général, Institut sur la gouvernance
d'organisations privées et publiques (IGOPP)
- 13 CLAUDE NORMANDEAU^H**
Consultant en immobilier et administrateur
d'entreprises
- 14 JEAN PERRON^D**
Président-directeur général, Association
des cadres des collègues du Québec
- 15 JACQUES SIMARD^C**
Professeur titulaire, Université Laval, et
directeur, Laboratoire de génomique des
cancers du Centre de recherche du CHUQ/CHUL
- 16 LOUISE ST-CYR^{A, B, G, I}**
Professeure honoraire, HEC Montréal
- 17 YVON TESSIER^H**
Administrateur d'entreprises
- 18 MICHEL THÉRIEN^E**
Conseiller stratégique et administrateur
d'entreprises
- 19 PIERRE-MAURICE VACHON^{A, B, D, G}**
Administrateur d'entreprises



Outre le conseil d'administration, le comité exécutif et le comité d'audit, le Fonds compte les instances suivantes :

COMITÉ CONSULTATIF, FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTQ I, S.E.C., ET FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTQ II, S.E.C., ET CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTQ INC.¹

René Roy, président
Louis Bolduc
Daniel Boyer
Michel M. Lessard²
André Monette²
Claude Normandeau²
Yvon Tessier²

CONSEIL SECTORIEL – SECTEUR TRADITIONNEL¹

Michel Arsenault, président
Daniel Boyer
Denise Martin²
Louise St-Cyr²
Pierre-Maurice Vachon²

CONSEIL SECTORIEL – PORTEFEUILLE MINIER¹

Daniel Roy, président
Pierre Boudreault²
Michel Gauthier²
Michel Gilbert²

CONSEIL SECTORIEL – NOUVELLE ÉCONOMIE¹

René Roy, président
Jean-Pierre Fortin
Sylvie Lalonde²
André Monette²
Josée Morin²
Jacques Simard²

CONSEIL SECTORIEL – REDRESSEMENT ET PARTICIPATIONS MAJORITAIRES¹

Michel Arsenault, président
Michel M. Lessard²
Lucie Levasseur
Denise Martin²
Jean Perron²
Pierre-Maurice Vachon²

COMITÉ D'ÉVALUATION

(RÉVISE LE PROCESSUS D'ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS PRIVÉS)

Louise St-Cyr, présidente²
Denis Labrèche²
Pierre Laflamme²
Michel Nadeau²

COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

(S'ASSURE DU RESPECT DE LA POLITIQUE DE GESTION INTÉGRÉE DES ACTIFS FINANCIERS)

Denise Martin, présidente²
Louis Bolduc
Yvon Bolduc
Pierre Genest²
Gaétan Morin
Michel Pontbriand
Michel Thérien²

COMITÉ D'ÉTHIQUE

Yvon Bolduc, président
Danny Le Braceur
Laurent Themens
Mario Tremblay

1. Tout investissement doit être autorisé par une instance, selon le secteur économique approprié. Dans le cas où le montant atteint un minimum de 5 millions \$, il doit, de plus, être soumis au conseil d'administration du Fonds.

2. Réfère aux administrateurs externes du Fonds et de la FTQ.

LE SYNDICAT

EXÉCUTIF SYNDICAL

Guy Trépanier
Président
Marie-Claude Rouleau
Première vice-présidente
Robert Charpentier
Deuxième vice-président
David Boucher
Trésorier
Josée Lachapelle
Secrétaire
Julie Proulx
Conseillère

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX, SOCIAUX, RESPONSABLES EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL ET RESPONSABLES LOCAUX

Louise Bergeron
Nathalie Bilodeau
Michel Desjardins
Linda Di Quinzio
Isabelle Duguay
Johanne Dupont
Jacques Grégoire
Martin Lépine
Jean Martel
Gilles de Montigny
Jean-Claude Nadon
Robert Paradis
Martin Rivest
Sylvain Tellier

RESPONSABLES

Suzanne Hamel
André McDonald
Mario Tremblay

RÉDACTRICE

Suzanne Hamel

COLLABORATEURS

Daniel Bourcier
Roch Dutil
François Girard
Alain Houle
Hubert Lavigueur
Sylvain Masse
Louise Sauvé

PHOTOGRAPHE

Yves Lacombe

DESIGNER

Gauthier designers

NOUS REMERCIONS TOUTES LES PERSONNES
QUI ONT CONTRIBUÉ À LA PRODUCTION DE CE DOCUMENT.

DES OUTILS DE COMMUNICATION GRAPHIQUE DURABLES

Gauthier designers, le fidèle collaborateur avec lequel nous produisons notamment nos rapports annuels et de développement durable, a adhéré à l'organisme PACT, qui réunit des communicateurs, leurs clients et leurs fournisseurs et les aide à concevoir et à produire des imprimés et des emballages durables dès l'étape de leur conception graphique. PACT, un organisme sans but lucratif québécois, est un centre de ressources et d'information sur le design graphique qui fait la promotion de matériaux, de procédés et de stratégies durables.

| www.projetpact.com |

Le Fonds poursuivra ses efforts afin de réduire d'au moins 3 % par année, d'ici 2016-2017, sa consommation de papier pour les besoins de son siège social. Cette mesure s'ajoute à une décision prise il y a deux ans d'utiliser le papier Enviro 100, qui contient 100 % de fibres postconsommation certifiées FSC (Forest Stewardship Council), est certifié ÉcoLogo et fabriqué grâce à l'utilisation de biogaz.

Imprimé par des travailleuses et des travailleurs syndiqués de Transcontinental Acme Direct.

**VOS COMMENTAIRES**

Dans ce troisième Rapport annuel et de développement durable, nous avons amélioré notre façon de rendre compte de nos activités pour mieux informer le plus grand nombre de personnes possible de la mission du Fonds et de sa réalisation ainsi que des services que nous offrons. Vous trouverez donc dans ce document des informations financières et extrafinancières liées aux activités du Fonds sur les plans social, économique et environnemental qui concernent le dernier exercice, qui s'est terminé le 31 mai 2012.

Vous pouvez également consulter, sur notre site Internet, une version de ce rapport, à laquelle nous avons ajouté des photos et des documents vidéo.



[FONDSFTQ.COM/
RAPPORT2012](http://FONDSFTQ.COM/RAPPORT2012)

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires, pour que nous puissions nous améliorer et répondre toujours mieux aux attentes de nos parties prenantes.

*Vice-présidence aux affaires publiques
et corporatives*

Fonds de solidarité FTQ

545, boulevard Crémazie Est
Bureau 200
Montréal (Québec) H2M 2W4

diraffairescorpo@fondstfq.com

fondsftq.com

545, boulevard Crémazie Est
Bureau 200
Montréal (Québec) H2M 2W4
Téléphone : 514 383-8383
Télécopieur : 514 383-2502
Sans frais : 1 800 361-5017

Service aux actionnaires

Montréal : 514 383-3663
Sans frais : 1 800 567-3663

Dépot légal – 3^e trimestre 2012
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

This document is also available in English.

B-08-00-0265



CAHIER FINANCES

2012

RAPPORT DE GESTION

ÉTATS FINANCIERS

RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL
DE DÉVELOPPEMENT, AU COÛT

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS

RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DU FONDS
DANS LES INVESTISSEMENTS EFFECTUÉS
PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS, AU COÛT

RAPPORT DE GESTION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MAI 2012

Le présent rapport de gestion vise à permettre aux lecteurs d'évaluer, du point de vue de la direction, les résultats et la situation financière du Fonds de solidarité FTQ (le « Fonds ») ainsi que les changements significatifs survenus à l'égard de ceux-ci pour l'exercice terminé le 31 mai 2012. Le rapport de gestion annuel complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels complets du Fonds. Pour faciliter leur compréhension des événements et des incertitudes, les lecteurs doivent lire ce rapport de gestion en parallèle avec les états financiers et les notes complémentaires qui les accompagnent.

Le présent rapport contient certains énoncés prévisionnels sur les activités, les résultats et les stratégies du Fonds, qui devraient être interprétés avec précaution. Du fait de leur nature, les énoncés prévisionnels comportent des hypothèses, des incertitudes et des risques; il est donc possible, en raison de plusieurs facteurs, que ces prévisions ne se réalisent pas. Par exemple, des changements d'ordre législatif ou réglementaire, les conditions économiques et commerciales ainsi que le degré de concurrence constituent une liste non exhaustive des facteurs importants qui peuvent influencer, parfois de façon significative, sur la justesse des énoncés prévisionnels contenus dans ce rapport. Le rapport de gestion est daté du 28 juin 2012.

Le Fonds est assujéti au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* (le « Règlement ») et applique donc les exigences de ce Règlement, notamment dans ses états financiers et dans son rapport de gestion.

Vous pouvez obtenir les états financiers annuels gratuitement, sur demande, en composant le 514 383-3663 ou, sans frais, le 1 800 567-3663, en nous écrivant au 8717, rue Berri, Montréal (Québec) H2M 2T9, en consultant notre site Internet (www.fondsftq.com) ou le site Internet de SEDAR (www.sedar.com). Vous pouvez également obtenir de la même façon l'information intermédiaire.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux qui suivent font état de données financières clés concernant le Fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre ses résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers audités du Fonds. Les résultats du Fonds sont commentés sous la rubrique « Résultats d'exploitation », à la page 3.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

Exercices terminés les 31 mai

(en millions de dollars, sauf si autrement spécifié)	2012	2011	2010	2009	2008
Produits	247	256	222	239	261
Bénéfice net (perte nette)	215	650	600	(919)	(89)
Actif net	8 525	8 178	7 294	6 375	7 285
Actions de catégorie A en circulation (nombre, en milliers)	320 629	315 504	305 951	291 733	290 050
Ratio des charges totales d'exploitation* (%)	1,46	1,47	1,54	1,70	1,36
Taux de rotation du portefeuille** :					
Investissements en capital de développement (%)	12,09	11,38	7,93	6,71	12,22
Autres investissements (%)	158,61	172,57	233,20	179,65	118,80
Ratio des frais d'opérations*** (%)	0,02	0,02	0,03	0,02	0,03
Nombre d'actionnaires (nombre)	594 287	583 235	577 511	570 889	575 394
Émissions d'actions	767	698	660	655	611
Rachats d'actions	620	465	341	647	476
Juste valeur des investissements en capital de développement****	5 757	5 207	4 784	4 598	3 959

* On obtient le ratio des charges totales d'exploitation de la façon suivante : en divisant les charges (excluant la taxe sur le capital) inscrites à l'état des résultats de l'exercice par l'actif net moyen de cet exercice.

** Le taux de rotation du portefeuille reflète le nombre de changements apportés à la composition d'un portefeuille. Il n'existe pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un portefeuille.

*** Le ratio des frais d'opérations correspond aux frais de transaction, présentés en pourcentage de l'actif net moyen.

**** Ces investissements incluent les fonds engagés, mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars)	2012	2011	2010	2009	2008
Actif net par action en début d'exercice*	25,92	23,84	21,78	25,05	25,36
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation** :	0,68	2,10	2,01	(3,16)	(0,31)
Intérêts et dividendes	0,78	0,82	0,74	0,82	0,90
Charges totales d'exploitation	(0,39)	(0,38)	(0,37)	(0,37)	(0,34)
Impôts et taxe sur le capital	(0,09)	(0,08)	(0,09)	(0,05)	0,00
Gains (pertes) réalisés	0,16	0,26	0,22	(1,31)	0,35
Gains (pertes) non réalisés	0,22	1,48	1,51	(2,25)	(1,22)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,11)	0,00
Écart attribuable au virement des actions de catégorie G	-	-	0,07	-	-
Actif net par action à la fin de l'exercice *	26,59	25,92	23,84	21,78	25,05

* L'actif net par action est fonction du nombre réel d'actions en circulation au moment considéré.

** L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice considéré.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**Le monde et les États-Unis**

Au cours des 12 derniers mois, l'environnement économique et financier mondial a évolué sous le signe de la volatilité et de l'imprévisibilité. Cette situation a été davantage marquée dans les pays développés, tandis que dans les pays émergents, malgré un certain essoufflement, les conditions économiques ont en général été un peu plus favorables. La forte volatilité des marchés boursiers a même fait craindre l'apparition d'une nouvelle période de contraction économique – pour ne pas dire d'une récession – dans plusieurs pays industrialisés. Au cours de cette période, de nombreux investisseurs ont cherché refuge dans les titres à revenu fixe, ce qui explique la hausse des cours obligataires. Toute cette agitation a également créé de la volatilité au niveau des prix des produits de base, notamment ceux du cuivre, de l'or et du pétrole.

Dans la zone euro, malgré les plans d'austérité adoptés par plusieurs pays, la situation liée à la crise des dettes souveraines est demeurée particulièrement préoccupante au cours des 12 derniers mois, au point où la stabilité du système bancaire européen tout entier a été menacée. Afin d'endiguer cette crise, les dirigeants des pays membres de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) ont déployé beaucoup d'efforts. En octobre 2011, par exemple, les dirigeants des pays membres de la zone euro se sont mis d'accord sur l'ensemble des dispositifs d'un plan de sauvetage pour sortir la Grèce de la crise et éviter la contagion à l'Italie ou aux autres pays de la zone euro les plus fragiles. De plus, en décembre 2011 et en février 2012, la BCE a engagé une action décisive, en injectant de la liquidité sur les marchés, dans le but de recapitaliser les banques qui détiennent des obligations des pays de la zone euro les plus fragiles; cette mesure a permis d'éviter une crise du crédit mondiale. Cependant, la crise des finances publiques des pays de la zone euro les plus fragiles est encore loin d'être résolue. Malgré l'entente conclue en mars 2012 entre la Grèce et ses créanciers privés pour effacer plus de 100 milliards d'euros de la dette de ce pays, le cas de la Grèce reste préoccupant, tout comme celui de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal. Par ailleurs, selon plusieurs économistes, certains pays de la zone euro sont actuellement en récession.

L'économie américaine, bien qu'encore loin d'une expansion soutenue, a réussi, au cours des 12 derniers mois, à éviter une récession et même à faire certains progrès. Cela semble être de bon augure, surtout lorsque l'on considère les controverses politiques qui ont marqué cette période, et qui ont contribué à raviver les craintes d'une possible récession – d'abord à propos du relèvement du plafond de la dette, ce qui a par la suite mené l'agence de crédit Standard & Poor's à abaisser d'un cran son appréciation de la solvabilité de la dette américaine (de AAA à AA+), et ensuite autour du plan de 447 milliards \$ US visant à stimuler le marché de l'emploi (The American Job Act). De manière générale au cours des 12 derniers mois, la croissance économique a été positive aux États-Unis. Après un départ lent au premier trimestre de 2011, l'économie américaine, toujours fragile et en difficulté, a pris de la vigueur au cours des trois trimestres suivants, pour ensuite ralentir de nouveau au cours du premier trimestre de 2012. Le taux d'épargne, pour sa part, a baissé, pour atteindre son plus bas niveau depuis 2009 (3,4 % en avril 2012). Le taux de chômage américain a baissé au cours des 12 derniers mois; il se situait à 8,2 % en mai 2012, comparativement à 9,0 % en mai 2011. En ce qui a trait à l'inflation, la variation annuelle de l'IPC américain se situe à 2,8 % en moyenne depuis mai 2011. Enfin, le taux directeur est resté inchangé à 0,25 % depuis décembre 2008.

Le Canada et le Québec

Les difficultés de l'économie mondiale ont sans aucun doute eu une incidence sur le Canada au cours des 12 derniers mois. Après un premier trimestre robuste, l'économie canadienne a connu une décroissance de son PIB au cours du deuxième trimestre de 2011, en bonne partie à cause de la dégradation importante de son secteur extérieur. Tout en demeurant vulnérable à la détérioration des perspectives économiques mondiales, étant donné que le pays est un important producteur de ressources naturelles, l'économie canadienne a repris de la vigueur au cours du troisième trimestre, notamment grâce à une demande intérieure relativement forte, et sa croissance a ensuite ralenti au cours du quatrième trimestre de 2011 et du premier trimestre de 2012. En ce qui concerne l'inflation, la variation annuelle de l'IPC canadien s'établit à 2,5 % en moyenne depuis mai 2011. Le taux de chômage, quant à lui, a diminué, passant de 7,4 % en mai 2011 à 7,3 % en mai 2012. Le dollar canadien, pour sa part, a fluctué au cours de l'exercice face au dollar américain, et se transigeait à 0,97 \$ US au 31 mai 2012, ayant ainsi perdu de la valeur comparativement au 31 mai 2011, où il se transigeait à 1,02 \$ US. Quant au taux directeur, celui-ci est demeuré inchangé, à 1 %, depuis septembre 2010.

Le Québec a également connu une décroissance de son PIB au cours du deuxième trimestre de 2011, après un premier trimestre assez robuste. Malgré le contexte économique difficile, l'économie québécoise a tout de même repris un peu de vigueur au cours des deux trimestres suivants. Quant au taux de chômage, il se situait à 7,8 % en mai 2012, supérieur au taux de 7,3 % qui prévalait en mai 2011; ce taux est supérieur à celui du Canada (7,3 %) et identique à celui de l'Ontario (7,8 %).

Au 31 mai 2012, les taux d'intérêt à court terme (2 ans) et à long terme (10 ans) sur les obligations gouvernementales canadiennes étaient en baisse, comparativement aux taux en vigueur un an auparavant. Quant aux écarts de crédit des provinces et des sociétés de haute qualité, ils se sont légèrement détériorés au cours de l'exercice.

L'incertitude économique grandissante des derniers mois et l'instabilité que cela a engendrée sur les marchés boursiers et financiers à travers le monde ont eu des répercussions sur la performance de plusieurs institutions financières, incluant le Fonds.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT GLOBAL

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2012, le Fonds a réalisé un bénéfice net de 215 millions \$, comparativement à un bénéfice net de 650 millions \$ pour l'exercice précédent. Le résultat de l'exercice a produit un rendement de 2,6 %, inférieur au rendement de 8,8 % réalisé au cours de l'exercice précédent dans un contexte économique beaucoup plus favorable. La valeur de l'action du Fonds a ainsi augmenté de 0,67 \$ par rapport au prix publié en juillet 2011 et de 0,61 \$ par rapport à janvier 2012, pour se chiffrer à 26,59 \$ au 5 juillet 2012. Le Fonds a également atteint au 31 mai 2012 de nouveaux sommets historiques en portant son nombre d'actionnaires à 594 287 et son actif net à 8,5 milliards \$.

En raison de la mission du Fonds de solidarité FTQ, une partie importante de son portefeuille est constituée de titres privés et de fonds spécialisés, ce qui lui a évité de subir pleinement la baisse des marchés boursiers qui a marqué le premier semestre terminé le 30 novembre 2011. En effet, la répartition des actifs du Fonds tend à limiter son potentiel de perte dans un cycle baissier des marchés boursiers, alors que, dans un cycle haussier, c'est le phénomène inverse qui se produit. À ce titre, d'ailleurs, le Fonds a réussi à obtenir, pour l'exercice terminé le 31 mai 2012, un rendement supérieur au rendement moyen des fonds équilibrés canadiens¹; cela est en grande partie attribuable à sa performance au cours du premier semestre, alors que les marchés boursiers étaient en baisse.

¹ Fonds équilibrés canadiens neutres tels que compilés par globefund.com

RENDEMENT DU FONDS

Exercices terminés les 31 mai

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin* M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin* M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement	4 497	52,6	9,2	3 931	47,9	8,9
Autres investissements**	4 053	47,4	(0,1)	4 274	52,1	12,3
	8 550	100,0	4,4	8 205	100,0	10,6
Charges totales d'exploitation			(1,5)			(1,5)
Impôts et taxe sur le capital			(0,3)			(0,3)
Rendement du Fonds (annuel)			2,6			8,8
Rendement du Fonds (1^{er} semestre)			0,2			5,0
Rendement du Fonds (2^e semestre)			2,3			3,6

* L'actif sous gestion à la fin correspond à la juste valeur, à la fin de l'exercice, de l'actif géré par les secteurs Investissements et Placements et qui a servi à générer les produits présentés aux résultats. Ce montant diffère de celui de l'actif présenté aux états financiers qui, contrairement à l'actif sous gestion, inclut entre autres les billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux ainsi que de certains fonds spécialisés.

** Les autres investissements représentent le solde des actifs non investis dans les entreprises partenaires. Gérés par le secteur Placements, ils sont constitués des portefeuilles d'obligations, d'encaisse et de marché monétaire, d'actions sectorielles, de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé.

RÉSULTATS PAR SECTEUR**Le secteur Investissements**

L'actif géré par le secteur Investissements se compose essentiellement des investissements en capital de développement réalisés par le Fonds, conformément à sa mission, en actions, en parts ou en prêts, auprès de ses entreprises partenaires privées et publiques. Afin de stabiliser son rendement, le Fonds favorise un juste équilibre entre les investissements sous forme de prêts – généralement non garantis, qui procurent un rendement courant grâce aux paiements d'intérêts –, les investissements en actions – au rendement potentiellement plus élevé, qui comportent un niveau de volatilité plus important – et les investissements dans des parts de fonds spécialisés – qui, en plus d'amener un afflux de capitaux privés et de capitaux étrangers au Québec, permettent au Fonds d'atteindre une meilleure diversification de son portefeuille. Les investissements en capital de développement sont régis par la *Politique d'investissement* du Fonds, une composante importante de sa *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*.

Le secteur Investissements a obtenu un rendement brut de 9,2 % pour l'exercice, supérieur au rendement brut de 8,9 % enregistré pour l'exercice précédent. En considérant ce rendement, et compte tenu du niveau des investissements liés à la mission du Fonds pendant l'exercice, l'actif de ce secteur atteint 4,5 milliards \$ et correspond à 52,6 % de l'actif sous gestion au 31 mai 2012 (47,9 % au 31 mai 2011).

La performance du secteur Investissements est influencée par différents facteurs, notamment le comportement des marchés financiers et les conditions économiques et commerciales dans lesquelles évoluent nos entreprises partenaires, ainsi que par la gestion dynamique de nos investissements. Le rendement brut de 9,2 % du secteur Investissements pour l'exercice s'explique principalement par :

- le rendement de 12,5 % généré par notre portefeuille de titres privés et fonds spécialisés au cours de l'exercice (comparativement à 6,2 % pour l'exercice précédent). Cette performance s'explique essentiellement par la solidité générale du portefeuille, qui a été mise en évidence cette année dans un contexte économique incertain, et par les gains réalisés lors de la vente de certaines de nos participations, dont celle que nous avons dans Enobia Pharma;
- le rendement négatif de 7,0 % généré au cours de l'exercice par notre portefeuille de titres cotés. Ce rendement s'explique en grande partie par la mauvaise performance des marchés boursiers au premier semestre. En effet, malgré les rendements positifs au cours du deuxième semestre de certaines de nos entreprises partenaires cotées, les résultats du premier semestre ont considérablement influencé le résultat global du portefeuille. Pour l'exercice précédent, ce portefeuille avait obtenu un rendement positif de 23,0 %, dans un contexte beaucoup plus favorable des marchés boursiers.

Le secteur Placements

Le secteur Placements gère les autres investissements du Fonds, c'est-à-dire les actifs non investis dans les entreprises partenaires. Les autres investissements sont constitués des portefeuilles d'obligations, d'encaisse et de marché monétaire, d'actions sectorielles, de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé. La gestion des autres investissements, comme celle des investissements en capital de développement, est régie par la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, qui vise une saine diversification des actifs financiers du Fonds. Selon cette politique, une partie suffisante des actifs financiers doit être investie de façon à permettre au Fonds de répondre à ses besoins de liquidités, et à produire un revenu courant suffisant pour qu'il puisse assumer ses charges et contribuer à générer un rendement raisonnable pour ses actionnaires.

Pour l'exercice, le secteur Placements a obtenu un rendement brut négatif de 0,1 %, inférieur au rendement brut positif de 12,3 % réalisé au cours de l'exercice précédent. Quant à l'actif de ce secteur, il est de 4,1 milliards \$, ou 47,4 % de l'actif sous gestion du Fonds au 31 mai 2012 (52,1 % au 31 mai 2011).

L'évolution des taux d'intérêt et la performance des marchés boursiers sont les facteurs déterminants quand on analyse la performance du secteur Placements. Ainsi, les résultats obtenus par ce secteur sont influencés par le comportement des marchés financiers et par les conditions touchant l'environnement économique du Fonds. Le rendement brut négatif de 0,1 % du secteur Placements pour l'exercice s'explique principalement par :

- la baisse des marchés boursiers, causée entre autres par la diminution des prix des matières premières, qui a contribué au rendement négatif de 9,6 % pour les portefeuilles d'actions sectorielles² et autres titres³. Cette performance a fait suite à un rendement positif de 21,1 % au cours de l'exercice précédent, dans un contexte économique beaucoup plus favorable tant au Canada qu'à l'international;
- le rendement de 7,1 % réalisé sur notre portefeuille de titres à revenu fixe au cours de l'exercice, comparativement à 6,4 % au cours de l'exercice précédent. La hausse de la valeur des titres obligataires, attribuable principalement à la baisse des taux d'intérêt des titres émis par le gouvernement du Canada, combinée aux revenus d'intérêt générés par le portefeuille, a permis d'obtenir ce résultat.

RENDEMENT PAR CATÉGORIE D'ACTIFS

Exercices terminés les 31 mai

	2012			2011		
	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %	Actif sous gestion à la fin M\$	Pondération %	Rendement %
Investissements en capital de développement						
Titres privés et fonds spécialisés	3 796	44,4	12,5	3 251	39,6	6,2
Titres cotés	701	8,2	(7,0)	680	8,3	23,0
Autres investissements						
Titres à revenu fixe	2 304	26,9	7,1	2 494	30,4	6,4
Actions sectorielles et autres titres	1 749	20,5	(9,6)	1 780	21,7	21,1
	8 550	100,0	4,4	8 205	100,0	10,6

CHARGES TOTALES D'EXPLOITATION

Les charges totales d'exploitation sont constituées principalement des charges liées aux actifs sous gestion, aux services offerts aux actionnaires, aux activités de souscription, à l'amélioration continue des systèmes et contrôles, au démarchage ainsi qu'au suivi des entreprises partenaires, au personnel et à toutes les autres ressources nécessaires pour permettre au Fonds de solidarité FTQ de réaliser sa mission et d'atteindre ses objectifs. Bien qu'il soit essentiel pour le Fonds d'avoir à sa disposition les ressources nécessaires pour mener à bien sa mission, il est également primordial pour ce dernier d'exercer un contrôle sur ses charges. Bon an, mal an, le Fonds a été en mesure de conserver ses charges totales d'exploitation à un niveau qu'il considère faible.

Pour les exercices terminés les 31 mai 2012 et 31 mai 2011, le ratio des charges totales d'exploitation sur l'actif net moyen de l'exercice, calculé selon la méthode stipulée au Règlement, est de 1,5 %. Lorsque l'on considère les charges totales d'exploitation en dollars, celles-ci s'élèvent à 122,1 millions \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2012, comparativement à 116,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est notamment attribuable à des frais liés à des dispositions d'investissement pendant l'exercice, à des coûts de gestion liés à l'augmentation des souscriptions et des rachats d'actions ainsi qu'à la hausse normale des salaires.

² Ces secteurs sont ceux des matériaux, de l'énergie, de la consommation de base, des services publics et des télécommunications.

³ Les autres titres sont constitués des portefeuilles de stratégies à rendement absolu, de fonds d'infrastructures à l'international et d'un portefeuille à revenu élevé.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE, DU BILAN ET DES ÉLÉMENTS HORS BILAN

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du Fonds ont totalisé 171 millions \$ pour l'exercice, en hausse comparativement à 75 millions \$ pour l'exercice précédent. La variation de ces flux de trésorerie résulte principalement de nos activités courantes.

Par ailleurs, les flux de trésorerie liés aux activités de financement du Fonds ont généré un montant total de 209 millions \$ pour l'exercice, comparé à 161 millions \$ pour l'exercice précédent. Ces flux de trésorerie pour l'exercice résultent principalement du montant des actions émises de 767 millions \$, duquel on soustrait le montant versé pour les rachats d'actions de 620 millions \$⁴ (comparativement, pour l'exercice précédent, au montant d'actions émises de 698 millions \$, duquel on soustrait le montant versé pour les rachats d'actions de 466 millions \$⁴).

Quant aux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement du Fonds, ceux-ci correspondent à une sortie nette de liquidités d'un montant de 372 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 238 millions \$ pour l'exercice précédent. Les liquidités nécessaires pour soutenir les investissements nets (acquisitions moins produits de cession) dans les entreprises partenaires provenaient autant des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation que des activités de financement du Fonds discutés précédemment.

Le Fonds dispose également de marges de crédit pour les besoins de son fonds de roulement. Au 31 mai 2012, ces marges de crédit n'étaient pas utilisées.

Bilan et éléments hors bilan

Le montant des investissements en capital de développement au bilan est passé de 4,3 milliards \$ au 31 mai 2011 à 4,9 milliards \$ au 31 mai 2012. Cette augmentation de 649 millions \$ s'explique principalement par nos investissements nets déboursés de 378 millions \$ (des investissements déboursés de 903 millions \$ moins des désinvestissements de 525 millions \$) et par la plus-value enregistrée au cours de l'exercice sur nos investissements en capital de développement. Au cours de l'exercice, sur une base d'engagements, le Fonds a réalisé des investissements en capital de développement de 908 millions \$, comparativement aux 733 millions \$ enregistrés au cours de l'exercice précédent. Par ailleurs, les fonds engagés, mais non déboursés sont passés de 919 millions \$ au 31 mai 2011 à 822 millions \$ au 31 mai 2012.

De plus, le montant des autres investissements au bilan a diminué de 67 millions \$ au cours de l'exercice, pour s'établir à 4,1 milliards \$ au 31 mai 2012 (4,2 milliards \$ au 31 mai 2011). Cette diminution est attribuable essentiellement au volume d'investissements en capital de développement nets réalisés au cours de l'exercice.

Le Fonds utilise des instruments financiers dérivés notamment pour préserver la valeur de ses actifs, pour faciliter la gestion de ses portefeuilles, pour modifier la répartition de ses actifs sans avoir à augmenter ou à réduire les sommes confiées aux spécialistes internes et externes et pour bonifier son rendement à l'intérieur des limites de risques allouées. (Voir la section « Gestion des risques », à la page 20, pour plus de détails.)

MISSION DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ, OBJECTIFS ET STRATÉGIES

MISSION ET OBJECTIFS

Le Fonds de solidarité FTQ est un fonds d'investissement en capital de développement d'appartenance syndicale, issu de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Créé en 1983 par la *Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)*, il vise à recueillir les épargnes des Québécois qui veulent, par ce moyen, participer à la création et au maintien d'emplois, en vue d'améliorer la situation des travailleurs et de stimuler l'économie du Québec. Le Fonds a également pour mission de sensibiliser et d'inciter les travailleurs à épargner pour leur retraite, et d'offrir de la formation, dans le domaine de l'économie, aux travailleurs.

La mission du Fonds est solidement appuyée par les deux paliers de gouvernement, puisque les actions du Fonds sont admissibles au REER et donnent droit à des crédits d'impôt du Québec et du fédéral de 15 % chacun, pour un total de 30 %⁵. Le crédit d'impôt maximal est de 1 500 \$ par année, ce qui correspond à une souscription de 5 000 \$.

⁴ Ce montant est présenté sur une base de trésorerie et inclut donc la variation des sommes à payer entre le 31 mai 2011 et le 31 mai 2012.

⁵ Veuillez vous reporter au prospectus pour plus d'informations.

STRATÉGIES

Dans la mise en œuvre de sa mission, et afin d'atteindre ses objectifs, le Fonds a déployé diverses stratégies, autant dans une perspective de gestion globale que par secteur d'activité. Ainsi, dans une perspective d'ensemble, le Fonds a mis en place une politique appelée *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* qui lui permet de gérer tous ses actifs financiers de façon intégrée et globale, et ce, de façon à produire un rendement raisonnable pour ses actionnaires tout en atténuant la volatilité de ce rendement d'un semestre à l'autre. De cette façon, les actifs du portefeuille des autres investissements sont répartis de façons complémentaires par rapport au portefeuille d'investissements dans les entreprises partenaires réalisés suivant la mission du Fonds. Cette stratégie permet au Fonds d'obtenir, globalement, le rapport rendement-risque désiré.

La *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* tient compte des changements constatés et anticipés de l'évolution des affaires du Fonds, notamment la diminution des entrées nettes de fonds (les actions émises moins les actions rachetées) et l'augmentation de la taille du portefeuille des investissements en capital de développement réalisés conformément à sa mission. En effet, le poids des investissements déboursés du Fonds, qui se situait au 31 mai 2012 à un niveau de 53 %, devrait augmenter graduellement. Cette politique permet au Fonds, dans ce contexte, d'assurer le maintien de l'équilibre recherché entre les différentes composantes du bilan du Fonds, et de revoir les pondérations cibles de chaque catégorie d'actifs afin de maintenir le rapport rendement-risque désiré et de continuer de répondre aux attentes des actionnaires. Il est également possible que le Fonds modifie de nouveau ses cibles selon les circonstances et les événements au cours des prochaines années.

Par ailleurs, la grande volatilité des marchés financiers et boursiers au cours des derniers exercices a eu pour effet de modifier sensiblement la pondération réelle des différentes catégories d'actifs du Fonds, ce qui a amené celui-ci à rééquilibrer son portefeuille à quelques reprises. Ces rééquilibrages ont été effectués afin que les limites et balises de la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* concernant la répartition d'actifs cibles soient respectées. Ils ont aussi permis de gérer activement le portefeuille, à l'intérieur des limites prévues par cette politique, afin d'améliorer le profil rendement-risque, compte tenu de l'évolution générale – et des soubresauts – des marchés financiers et boursiers.

Le secteur Actionnariat

Trois axes stratégiques orientent les actions du secteur Actionnariat : le développement de l'épargne systématique, la mobilisation du réseau des RL (responsables locaux) et la fidélisation des actionnaires.

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2012, le Fonds a recueilli des souscriptions lui permettant d'émettre des actions d'une valeur totale de 767 millions \$, comparativement à 698 millions \$ pour l'exercice précédent. Le nombre total de nouveaux actionnaires s'est élevé à 35 338; le Fonds a pu ainsi atteindre, au 31 mai 2012, un nouveau sommet historique de 594 287 actionnaires.

Sa performance et sa solidité financière, sa campagne publicitaire, ses envois marketing ciblés, sa présence accrue durant la période des REER (notamment grâce à son réseau RL présent partout au Québec et à l'ouverture de 59 points de service), ont permis au Fonds d'augmenter de 23 % la somme des souscriptions forfaitaires qu'il a reçues, qui s'est chiffré à 354 millions \$ durant l'exercice (comparativement à 288 millions \$ pour l'exercice précédent).

Toutefois, comme prévu, le volume de rachats a augmenté durant l'exercice, pour s'établir à 620 millions \$ au 31 mai 2012, comparativement à 465 millions \$ au 31 mai 2011. Ses actionnaires approchant de plus en plus du moment de leur retraite, le Fonds prévoit une hausse du volume annuel de rachats d'actions au cours des prochaines années. Ces retraits importants entraînent dans leur sillage la nécessité pour le Fonds de renouveler son actionnariat. C'est pourquoi, depuis quelques années, ses stratégies de communication visent principalement les jeunes (les personnes de 40 ans ou moins) et les communautés culturelles. La campagne REER 2011-2012 a ainsi permis au Fonds, à elle seule, d'augmenter de 51 % les nouvelles adhésions chez les jeunes (comparativement à une augmentation de 12 % au cours de la campagne REER 2010-2011).

Mais, au-delà de cet axe de communication et des différents moyens de diffusion qu'il utilise, le Fonds peut compter, pour atteindre ses objectifs, sur un réseau de 2 083 RL, qui proviennent de syndicats affiliés à la FTQ ainsi que de syndicats non affiliés à la FTQ mais avec lesquels le Fonds a conclu des ententes. Partout au Québec, ces RL font la promotion du Fonds dans leurs milieux de travail. Les RL font connaître les objectifs du Fonds à leurs collègues et les incitent à y souscrire afin de contribuer au développement économique du Québec, tout en épargnant en vue de la retraite. À cet effet, les RL reçoivent une formation continue, offerte en collaboration avec la Fondation de la formation économique, qui a pour but de les mobiliser autour de la mission du Fonds et du développement de l'épargne systématique. Les RL sont également soutenus dans leur travail par une équipe de coordonnatrices et coordonnateurs et par un Service aux RL.

En grande partie grâce au réseau RL, les souscriptions effectuées par retenues sur le salaire continuent de représenter la majeure partie des entrées de fonds. Les efforts déployés au cours de l'exercice pour recruter de nouveaux actionnaires contribuant de cette façon à leur REER ainsi que l'augmentation du nombre de campagnes dans les milieux de travail (14 % de plus qu'au cours de l'exercice précédent) ont porté fruit : 11 645 actionnaires de plus ont choisi la retenue sur le salaire au cours de l'exercice, par rapport à 11 147 au cours de l'exercice précédent.

L'exercice a également été marqué par une nouveauté : le Fonds a en effet offert la possibilité d'adhérer et de souscrire en ligne grâce à son nouveau portail CyberFondsFTQ. Cette plateforme a permis au Fonds d'accueillir 11 927 nouveaux actionnaires, qui ont effectué des transactions s'élevant à 32 millions \$.

Le secteur Investissements

Les stratégies du secteur Investissements, qui soutiennent la réalisation de la mission du Fonds à l'égard des investissements en capital de développement dans l'économie québécoise, s'intègrent dans la perspective d'ensemble définie par la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* – qui inclut la *Politique d'investissement* –, et varient selon les fluctuations de la norme de 60 % que doit appliquer le Fonds en vertu de sa loi constitutive (à ce sujet, voir plus loin la section « Norme de 60 % »).

Afin de favoriser une diversification du risque, le Fonds répartit son portefeuille d'investissements entre différents secteurs de l'économie, et en évitant une trop forte concentration dans une même entreprise ou un même secteur. De manière générale, le Fonds détient une participation minoritaire dans les entreprises dans lesquelles il investit. Cependant, il lui arrive, exceptionnellement et dans certaines situations précises, de détenir la majorité ou la totalité des actions d'une entreprise. Cette orientation, en matière d'investissements, a permis au Fonds de développer, au fil des ans, une connaissance approfondie des divers secteurs dans lesquels il investit, et l'expertise qu'il a ainsi acquise est prise en compte par nos entreprises partenaires.

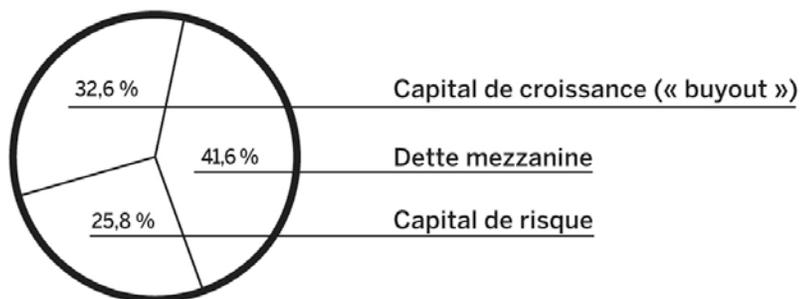
Tous les ans, le Fonds fait une analyse qui lui permet de déterminer les secteurs qui seront priorisés compte tenu notamment du comportement des marchés financiers et des conditions économiques et commerciales des divers secteurs, ainsi qu'en fonction de la gestion dynamique de ses investissements. Cette priorisation se fait à l'intérieur d'un cadre de gestion de risque, mis en place depuis plus de cinq ans par le secteur Investissements, et qui a contribué à augmenter la qualité du portefeuille et à stabiliser le rendement.

Des équipes multidisciplinaires appuient nos spécialistes de l'investissement en y apportant leur expertise; il s'agit des services juridiques, de la fiscalité, de l'évaluation d'entreprises, des études de marché, de la vérification diligente, des relations avec les travailleurs et des marchés publics. Un comité de vérification diligente passe en revue tous les dossiers soumis aux instances afin de déterminer les risques associés à ces dossiers, compte tenu de la mission du Fonds. De plus, dans le but de faire face aux situations plus difficiles, la vice-présidence principale Redressement et mandats spéciaux suit très étroitement les dossiers qui présentent des risques de crédit accrus, et ce, en collaboration avec la vice-présidence aux affaires juridiques.

Le Fonds investit de manière importante dans chacune des catégories de capital de développement définies par l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement (ACCRI). L'ACCRI propose en effet de répartir les investissements privés en trois catégories, soit le capital de croissance (« buyout »), le capital de risque et la dette mezzanine⁶. S'appuyant sur cette définition, le tableau ci-dessous présente la répartition de notre portefeuille d'investissements en capital de développement (au coût) de 3,8 milliards \$⁷.

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT PAR CATÉGORIE (AU COÛT)

Au 31 mai 2012



⁶ Sur la base de la classification proposée par l'ACCRI, un investissement en capital de croissance (*buyout*) correspond à l'achat d'actions d'une entreprise établie, privée ou publique, qui cherche à se développer grâce à sa croissance organique ou grâce à une acquisition. Un investissement en capital de risque correspond à l'achat d'actions d'une entreprise généralement non cotée en Bourse et qui est en phase de démarrage ou dans les premiers stades de son développement. Une dette mezzanine correspond à une dette subordonnée ou à des actions privilégiées, accompagnées ou non d'une portion variable en droits de souscription aux capitaux propres d'une entreprise.

⁷ Sur la base des fonds déboursés, en excluant les investissements dans les fonds immobiliers et les investissements dans des titres cotés ayant été acquis sur le marché secondaire.

Le secteur Placements

Dans sa gestion des actifs non investis auprès des entreprises partenaires (présentés sous la rubrique « Autres investissements » aux états financiers), le secteur Placements est régi par la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, qui vise une saine diversification des actifs financiers du Fonds. Une partie suffisante des actifs financiers doit être investie de façon à permettre de répondre aux besoins de liquidités du Fonds, et à produire un revenu courant suffisant pour qu'il puisse assumer ses charges et contribuer à générer un rendement raisonnable à ses actionnaires.

Les portefeuilles du secteur Placements, à l'exception du portefeuille du marché monétaire, d'une partie du portefeuille obligataire et du portefeuille à revenu élevé, sont gérés à l'externe par des gestionnaires spécialisés. Les trois portefeuilles gérés à l'interne, par une équipe de spécialistes du Fonds, représentaient 1,9 milliard \$ au 31 mai 2012, soit 45 % du montant total des autres investissements (42 % au 31 mai 2011). Afin de bonifier la performance totale de ces portefeuilles, les spécialistes du Fonds disposent d'une certaine latitude pour procéder à des opérations d'achat et de vente de titres; ces opérations doivent respecter les limites et balises de la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, et sont encadrées par le comité de gestion des actifs financiers.

En ce qui concerne les portefeuilles gérés à l'externe, le Fonds retient les services de gestionnaires spécialisés qui lui permettent d'optimiser la gestion des portefeuilles qu'il leur soumet. L'un des bénéfices de ce mode de gestion est la mise en place de stratégies de gestion spécialisées, telle la gestion active de la durée du portefeuille obligataire, qui visent à générer une valeur ajoutée aux portefeuilles en question grâce à l'expertise dans ce domaine qu'ont les spécialistes choisis.

Par ailleurs, l'utilisation d'instruments financiers dérivés permet une gestion active des risques de marché auxquels le Fonds est exposé. Lorsque cela est approprié, le secteur Placements établit une stratégie de gestion des risques – qui doit être autorisée par les instances responsables – afin de réduire l'exposition du Fonds à la volatilité des taux d'intérêt, des devises ou des cours boursiers.

Au cours des dernières années, en fonction de l'évolution du poids de son portefeuille d'investissements en capital de développement, le Fonds a été amené notamment à cibler une réduction graduelle de son portefeuille obligataire ainsi qu'à liquider une bonne partie des titres de son portefeuille à revenu élevé. Les opérations requises à la suite de ces modifications de la répartition d'actifs cibles ont été réalisées de manière ordonnée afin de permettre au Fonds de ne pas nuire à son rendement.

Les activités du secteur Placements se déclinent sous la responsabilité de deux vice-présidences distinctes, soit la vice-présidence à la gestion du portefeuille placements et la vice-présidence gestion et stratégie financière. Cette structure aide le Fonds à continuer de prioriser l'optimisation de son rapport rendement-risque, malgré la complexité grandissante des marchés financiers.

NORME DE 60 %

La norme de 60 % est prescrite par la loi constitutive du Fonds et stipule que les investissements moyens du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comportent aucune garantie doivent représenter au moins 60 % de son actif net moyen de l'exercice précédent. Le solde peut être placé dans d'autres véhicules financiers, dans le but de diversifier les actifs et d'assurer une saine gestion. La méthode de calcul de cette norme repose sur la valeur des actifs du Fonds, qui est tributaire, entre autres, de l'évolution des taux d'intérêt et de la performance des marchés boursiers ainsi que de celle de l'économie en général.

Bien que le phénomène de la volatilité des marchés ne soit pas nouveau, les fluctuations qu'il entraîne peuvent, en raison de la taille du Fonds, rendre plus difficile la gestion de la norme de 60 %. Dans ce contexte, le dernier budget du gouvernement du Québec a proposé d'amender la loi constitutive du Fonds pour assouplir le calcul des investissements moyens admissibles : il serait alors possible, à certaines conditions, de tenir compte, dans le calcul, d'investissements admissibles excédentaires par rapport à la norme de 60 % réalisés au cours des deux exercices précédant l'année financière en cours.

Au 31 mai 2012, la valeur des investissements moyens admissibles⁸ s'élevait à 5,1 milliards \$, soit 67,0 % de l'actif net moyen de l'exercice précédent (comparativement à 71,0 % au 31 mai 2011). Puisque le pourcentage minimal de la norme était atteint au 31 mai 2012, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2012-2013. Au 31 mai 2012, le Fonds respectait également l'ensemble des autres limites et règles énoncées dans sa loi constitutive.

Le Fonds prévoit respecter l'ensemble des limites et règles énoncées dans sa loi constitutive au cours des prochaines années.

⁸ Ces investissements incluent les fonds engagés, mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds n'entrevoit pas l'adoption de nouvelles conventions comptables qui auraient des incidences notables sur le résultat net de son exercice financier ou de son actif net par action au 31 mai 2013.

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé en 2008 que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les entités ayant une obligation d'information du public. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA), devront appliquer les IFRS pour la première fois au plus tard aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Ainsi, le Fonds entend respecter la date de cette première application, et préparera donc ses premiers états financiers intermédiaires selon les IFRS le 30 novembre 2014.

Plan de conversion aux IFRS

Le Fonds a adopté un plan de conversion aux IFRS en trois phases : une phase diagnostic; une phase d'évaluation des normes, d'analyse détaillée, de résolution des problèmes, de préparation d'états financiers modèles; et une phase d'intégration des changements.

La première phase a été réalisée avant la fin de l'exercice financier terminé le 31 mai 2009. Elle a permis de déterminer les normes IFRS ayant des impacts importants pour le Fonds, ainsi que les principaux enjeux et priorités à étudier dans le contexte du Fonds.

La partie de la deuxième phase touchant l'évaluation des normes, l'analyse détaillée et la résolution des problèmes a été terminée en mai 2010. Elle a permis d'approfondir de façon plus détaillée les IFRS, leurs différences avec les normes canadiennes actuelles, ainsi que leurs interprétations, afin de nous permettre de déterminer les impacts de la conversion sur les processus, les systèmes et les états financiers. Au cours des prochains mois, le Fonds élaborera un projet d'états financiers en fonction des nouvelles normes.

Durant la phase d'intégration des changements, nous effectuerons le traitement comptable à la fois selon les PCGR canadiens et selon les IFRS, afin de pouvoir présenter des données comparatives lors de la transition. De plus, le Fonds a déployé ses plans de formation visant à mettre à niveau son personnel comptable et les autres intervenants qui, dans son organisation, sont touchés par la conversion aux IFRS.

Le Fonds effectue une vigie continue des normes IFRS afin d'en suivre l'évolution et d'en évaluer les impacts.

Principales modifications prévues

Le tableau qui suit présente les seuls éléments importants de différences entre les PCGR canadiens appliqués actuellement par le Fonds et les IFRS. Ces différences sont dignes de mention, mais n'ont pas nécessairement un impact important sur les états financiers du Fonds. Ce tableau a été préparé à partir des normes actuelles qui seraient en vigueur à la date de transition; certaines normes pourraient toutefois être modifiées, et, au besoin, le Fonds pourrait réévaluer sa position. L'évaluation des impacts reflète les résultats de l'analyse en fonction de la situation actuelle.

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Consolidation	<p>En vertu des PCGR, les sociétés de placement qui satisfont à certains critères comptabilisent leurs placements à la juste valeur conformément à la Note d'orientation NOC-18, <i>Sociétés de placement</i>. Cette règle s'applique à tous les placements, même à ceux pour lesquels une société de placement détient plus de 50 % des actions donnant droit de vote ou le contrôle des participations.</p> <p>Les normes IFRS ne prévoient à l'heure actuelle aucune disposition équivalente à la NOC-18 et, par conséquent, les sociétés de placement qui détiennent le contrôle d'entreprises devront consolider de tels placements lors de l'adoption des IFRS.</p> <p>Le normalisateur international, l'International Accounting Standards Board (IASB), a publié, en août 2011, l'exposé-sondage <i>Entités d'investissement</i> qui propose les critères sur la base desquels une entité serait considérée comme une entité d'investissement; de plus, selon les propositions, une entité d'investissement serait tenue d'évaluer ses placements dans des entités qu'elle contrôle à la juste valeur et d'inscrire les variations de juste valeur à l'état des résultats. L'exposé précise également certaines obligations de divulgation d'informations concernant ces placements dans des entités contrôlées.</p>	<p>À l'heure actuelle, le Fonds ne prépare pas d'états financiers consolidés, et comptabilise tous ses investissements en capital de développement et ses autres investissements à la juste valeur.</p> <p>La consolidation aurait un impact majeur sur les informations présentées aux états financiers du Fonds et ceux-ci ne seraient pas à la juste valeur pour les entités consolidées.</p> <p>Avec la publication de l'exposé-sondage <i>Entités d'investissement</i>, les normes IFRS évoluent dans le sens de l'exemption de consolidation pour les sociétés de placement; par conséquent, il n'y aura pas d'impact sur les états financiers du Fonds si l'exposé-sondage est approuvé tel quel.</p> <p>Les normes concernant les informations à fournir par voie de notes concernant les entités contrôlées ont été précisées dans l'exposé-sondage. Le Fonds évaluera la situation en temps opportun.</p>
Instruments financiers	<p>En vertu des PCGR, le Fonds comptabilise tous ses investissements en capital de développement et ses autres investissements à la juste valeur conformément aux principes comptables applicables aux sociétés de placement.</p> <p>Comme mentionné à la section consolidation, les normes IFRS actuelles ne prévoient pas de traitement comptable spécifique pour les sociétés de placement. En l'absence d'un tel traitement, le Fonds devrait comptabiliser ses instruments financiers selon les catégories prescrites par les normes IFRS, les évaluer selon les méthodes prévues pour chaque catégorie, et présenter dans ses états financiers les informations requises.</p> <p>L'IASB a publié, en août 2011, un exposé-sondage qui propose que les entités d'investissement évaluent obligatoirement tous leurs placements à la juste valeur.</p>	<p>La comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers selon les normes IFRS actuelles pourraient avoir un impact sur la présentation de l'information financière.</p> <p>Avec la publication de l'exposé-sondage <i>Entités d'investissement</i>, les normes IFRS évoluent dans le sens de l'exemption de consolidation pour les sociétés de placement; par conséquent, il n'y aura pas d'impact sur les états financiers du Fonds si l'exposé-sondage est approuvé tel quel.</p>

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Immobilisations	<p>Les IFRS exigent que les composants d'une immobilisation soient amortis séparément lorsqu'une immobilisation est constituée de composants auxquels s'appliquent différents taux d'amortissement. Un impact de cette exigence est qu'un plus grand nombre de composants sont reconnus quand on applique les IFRS plutôt que les PCGR canadiens.</p> <p>Les IFRS permettent d'évaluer une immobilisation selon le modèle du coût ou selon le modèle de la juste valeur. Les PCGR canadiens ne permettent pas de réévaluer les immobilisations à la juste valeur.</p> <p>Lors de la transition aux IFRS, la norme IFRS 1, Première application des normes IFRS, permet d'utiliser la juste valeur d'une immobilisation comme coût présumé à la date de transition.</p>	<p>La liste des composants spécifiques aux bâtisses du Fonds est en cours d'élaboration. Ils seront divulgués par voie de notes aux états financiers.</p> <p>Le Fonds prévoit utiliser la juste valeur de ses bâtisses comme coût présumé à la date de transition.</p> <p>Après la transition, le Fonds prévoit continuer d'utiliser le modèle du coût pour évaluer ses immobilisations.</p> <p>Les montants en cause (juste valeur des bâtisses et calcul de l'amortissement par composant) sont en cours d'évaluation, mais ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>
Immeubles de placement	<p>Les normes IFRS définissent un immeuble de placement comme un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers, valoriser le capital, ou les deux. Un immeuble de placement peut être évalué selon le modèle du coût ou selon le modèle de la juste valeur.</p> <p>L'exposé-sondage <i>Entités d'investissement</i> propose qu'une entité d'investissement qui détient des immeubles de placement soit tenue d'appliquer le modèle de la juste valeur à ses immeubles de placement, ce qui élimine le choix mentionné ci-dessus.</p> <p>Les PCGR canadiens ne contiennent pas une définition spécifique des immeubles de placement.</p>	<p>Le Fonds reclassera dans son bilan la portion des bâtisses qui est louée.</p> <p>Le Fonds prévoyait évaluer son immeuble de placement selon le modèle du coût, comme c'est le cas pour la portion en occupation propre de l'immeuble et pour ses autres immobilisations. Le Fonds devra réévaluer la situation lors de la publication de la norme IFRS définitive.</p> <p>Une éventuelle réévaluation de la portion des bâtisses qui est louée ne devrait pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>
Avantages du personnel	<p>Le coût des services passés des régimes de retraite à prestations déterminées, pour lesquels les droits aux prestations sont acquis, est passé immédiatement en charges selon les IFRS. Selon les PCGR, il est généralement amorti sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs.</p> <p>Selon les PCGR, les gains ou les pertes actuariels des régimes de retraite à prestations déterminées qui dépassent la limite du « corridor » sont amortis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs. Cette option de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, auparavant permise selon les IFRS, a été éliminée à la suite de la publication de modification à la norme IAS 19 <i>Avantages du personnel</i>.</p> <p>Lors de la transition aux IFRS, la norme IFRS 1, Première application des normes IFRS, permet de comptabiliser, à la date de transition aux IFRS, tous les écarts actuariels cumulés directement dans les bénéfices non répartis.</p>	<p>La portion acquise des coûts des services passés devra être reconnue immédiatement à l'actif net. Cet ajustement a un impact peu important sur les états financiers du Fonds.</p> <p>Le Fonds évalue actuellement la possibilité d'inscrire tous les écarts à la transition dans les bénéfices non répartis.</p> <p>Les montants en cause sont en cours d'évaluation, mais ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>

Méthode comptable	Principales différences entre les PCGR et les IFRS	Incidence sur les états financiers
Impôts sur le revenu	<p>Selon les PCGR, la partie des impôts payés qui sera remboursable dans le futur par le versement de dividende ou le virement des bénéfices non répartis au capital-actions doit être comptabilisée à l'actif. De plus, les taux d'impôts utilisés dans le calcul des impôts futurs incorporent déjà l'effet favorable des impôts remboursables.</p> <p>Selon les IFRS, les impôts remboursables ne sont comptabilisés à recevoir que lorsque les dividendes ou les virements des bénéfices non répartis réalisés au capital-actions, qui donnent droit au remboursement de ces impôts, sont réalisés et approuvés par le conseil d'administration. Ainsi, le calcul des impôts futurs ne peut tenir compte de l'effet favorable des impôts remboursables.</p>	<p>Ces différences ont pour effet que les soldes d'impôts remboursables à recevoir devront être radiés à la date de transition et que le montant des impôts futurs devra être ajusté. Aucun impôt remboursable ne pourra être comptabilisé pour des plus-values non réalisées.</p> <p>Les montants en cause sont en cours d'évaluation, mais ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur l'actif net, le bénéfice net et le bénéfice par action.</p>

Le Fonds considère que la conversion aux IFRS ne nécessitera pas de changement majeur à ses systèmes d'information, aux processus de traitement de ses données et à ses différentes activités. Le Fonds estime également que les contrôles internes actuels à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information financière seront suffisants et adéquats pour adopter les nouvelles normes IFRS et leurs exigences de divulgation d'information.

RÈGLEMENT 31-103

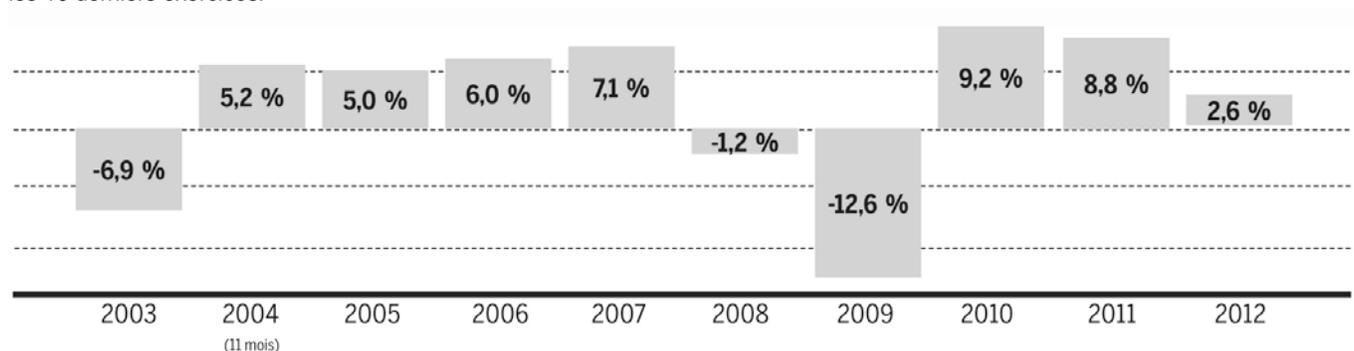
Le Fonds est inscrit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement depuis le 26 avril 2012, conformément au *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. Cette inscription ne devrait pas avoir de répercussions significatives sur les opérations du Fonds.

RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements passés du Fonds. Ces rendements ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL DU FONDS

Le graphique ci-dessous montre le rendement annuel du Fonds et fait ressortir la variation de ce rendement d'un exercice à l'autre, pour les 10 derniers exercices.



On calcule le rendement annuel du Fonds en divisant le résultat net par action de l'exercice par le prix de l'action au début de l'exercice. Ce rendement est parfois différent du rendement composé annuel à l'actionnaire, puisque, contrairement à celui-ci, le rendement annuel du Fonds tient compte des émissions et des rachats d'actions qui ont eu lieu en cours d'exercice, ce qui a un effet dilutif ou relatif sur le résultat net par action, selon le cas.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE

À la valeur actuelle de l'action de 26,59 \$, un actionnaire ayant investi au début de chacune des périodes indiquées ci-dessous obtient les rendements composés annuels suivants :

10 ans	5 ans	3 ans	1 an
1,9 %	1,0 %	6,9 %	2,6 %

On calcule le rendement composé annuel à l'actionnaire en tenant compte de la variation annualisée du prix de l'action pendant chacune des périodes indiquées. Ce rendement est parfois différent du rendement annuel du Fonds, puisque, tel que mentionné précédemment, il ne tient pas compte de l'effet dilutif ou relatif des émissions et des rachats d'actions en cours d'exercice.

Le rendement composé annuel à l'actionnaire depuis la création du Fonds est de 3,6 %.

RENDEMENTS COMPOSÉS ANNUELS À L'ACTIONNAIRE (INCLUANT LES CRÉDITS D'IMPÔT)

Prenons l'exemple d'un actionnaire qui a investi, grâce à des retenues sur le salaire, le même montant chaque année. Si l'on tient compte des crédits d'impôt du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral liés aux fonds de travailleurs (de 15 % chacun) dont a bénéficié cet actionnaire, celui-ci a obtenu, à la valeur actuelle de l'action (26,59 \$), un rendement composé annuel de 13,1 % et de 9,8 % respectivement sur une période de 7 ans et de 10 ans. Ce rendement ne tient pas compte des déductions fiscales relatives au REER.

APERÇU DU PORTEFEUILLE

Au 31 mai 2012, les actifs sous gestion du Fonds se répartissent comme suit :

Catégories d'actifs	% de l'actif net
Investissements en capital de développement	
Titres privés	31,6
Fonds spécialisés	12,9
Titres cotés	8,3
	52,8
Autres investissements	
Encaisse et marché monétaire	3,6
Obligations	23,4
Actions sectorielles	16,0
Fonds de couverture ⁹	2,7
Actions à dividendes élevés ¹⁰	0,9
Fonds d'infrastructures à l'international	0,9
	47,5

Au 31 mai 2012, les émetteurs des 25 principales positions détenues par le Fonds, dont 15 appartiennent au portefeuille d'investissements en capital de développement et 10 au portefeuille des autres investissements, sont les suivants :

Émetteurs	% de l'actif net
Investissements en capital de développement (15 émetteurs) *	31,0
Autres investissements (10 émetteurs)**	18,2
	49,2

* Les 15 émetteurs représentant collectivement 31,0 % de l'actif net du Fonds sont :

** Les 10 émetteurs représentant collectivement 18,2 % de l'actif net du Fonds sont :

Atrium Innovations inc.	Province de l'Ontario	4,9 %
Cogeco Câble inc.	Gouvernement du Canada	3,6 %
Corporation Financière L'Excellence Itée	Financement-Québec	2,4 %
Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation ¹¹	Province de Québec	1,8 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ inc. ¹¹	La Banque de Nouvelle-Écosse	1,1 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c. (anciennement Solim) ¹¹	Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,0 %
Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c. (anciennement Solim II) ¹¹	Banque Laurentienne du Canada	0,9 %
Gestion TFI inc.	Hydro-Québec	0,9 %
Groupe Hélicoptères Canadiens inc.	Q-BLK Strategic Partners, inc.	0,8 %
Metro inc.	FRM Diversified II Fund SPC	0,8 %
Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite ¹¹		
SSQ Groupe financier ¹²		
Transcontinental inc.		
Trencap s.e.c.		
VC, société en commandite		

Cet aperçu du portefeuille peut changer en raison des opérations effectuées par le Fonds.

⁹ Les fonds de couverture font partie du portefeuille de stratégies à rendement absolu.

¹⁰ Les actions à dividendes élevés font partie du portefeuille à revenu élevé.

¹¹ Malgré leur poids relativement important dans le portefeuille global du Fonds, ces émetteurs ne constituent pas un risque de concentration élevé étant donné le grand nombre d'entreprises dans lesquelles ceux-ci ont investi.

¹² Inclus l'ensemble des investissements du Fonds dans SSQ, Société d'assurance-vie inc., et dans ses filiales SSQ, Société d'assurance inc. et SSQ, Société d'assurances générales inc.

CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Fidèle à sa mission, le Fonds a effectué, au cours de l'exercice, des investissements qui ont contribué à créer, à maintenir ou à sauvegarder des emplois de qualité dans différents secteurs de l'économie du Québec. Dans le contexte économique actuel, encore marqué par de l'incertitude, le Fonds continue à jouer un rôle important dans le développement et la croissance des entreprises québécoises. Ainsi, au cours de l'exercice, sur une base d'engagements, le Fonds a investi 908 millions \$ afin d'appuyer des entrepreneurs québécois dans leurs projets de développement.

Nos efforts de soutien aux secteurs traditionnels se sont intensifiés au cours de l'exercice. Maibec inc., un fabricant de bois d'œuvre, de bois à valeur ajoutée, de lambris d'épinette et de produits de cèdre, a bénéficié d'un investissement de 12,5 millions \$ du Fonds dans le cadre d'un projet de modernisation de ses équipements. De plus, le Fonds a investi 18,4 millions \$ dans Groupe MBI, un fabricant et un distributeur de produits de forage et d'instruments de mesure de même que d'autres produits utilisés par l'industrie minière; cet investissement facilitera la relève de l'entreprise et l'aidera à poursuivre son plan de croissance.

Dans le secteur récréotouristique, le Fonds a investi 7,5 millions \$ dans l'Impact de Montréal; le Fonds s'engage ainsi à appuyer l'ensemble du développement du club de soccer et la réussite de son entrée dans la MLS. Un investissement de 2,5 millions \$ a aussi été effectué dans la société Groupe Tolgeco, un distributeur de matériaux de construction, afin d'aider l'entreprise à mettre en œuvre son programme de croissance et de diversification de ses activités. Dans le secteur minier, la société publique Mines Richmont a bénéficié d'un investissement du Fonds de 13,1 millions \$ pour procéder à des travaux de mise en valeur du projet minier Wasamac, près de Rouyn-Noranda.

Dans le secteur financier, le Fonds a de nouveau investi dans Corporation d'acquisition Groupe Maple, cette fois-ci une somme de 21,9 millions \$, afin de lui permettre de compléter son financement en vue de l'acquisition du Groupe TMX. De plus, le Fonds a réinvesti 300 millions \$ dans SSQ Groupe financier, afin de lui permettre d'acquérir Axa Assurance vie. Cette acquisition stratégique permettra à SSQ d'accélérer sa croissance, de diversifier ses activités et de renforcer sa position d'acteur majeur dans le domaine des assurances et des produits financiers au Canada.

En nouvelle économie, un investissement de 2 millions \$ dans Acquisio, une entreprise qui développe des logiciels de gestion des campagnes publicitaires sur Internet, permettra à celle-ci de se tailler une place sur le marché international de la gestion de la publicité en ligne et, ainsi, créer une soixantaine d'emplois au cours des 18 prochains mois. Une autre entreprise prometteuse, Maetta Sciences, spécialisée dans la fabrication d'implants et d'instruments médicaux, ainsi que de pièces destinées à l'industrie aérospatiale, a reçu un appui de 3,3 millions \$ du Fonds.

Enfin, dans le cadre du dernier budget du gouvernement du Québec, il est prévu que le Fonds et le gouvernement du Québec investissent respectivement 75 millions \$ et 95 millions \$ au cours du prochain exercice financier dans le nouveau Fonds Valorisation Bois; ce fonds d'investissement pour la transformation à forte valeur ajoutée du bois sera mis en place afin d'orienter les entreprises du secteur forestier vers les nouveaux créneaux que sont la construction verte, l'énergie verte et la chimie verte, tous alimentés par la filière bois.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT HORS QUÉBEC¹³

Au fil des années, le Fonds a fait, en vertu de la *Politique d'investissement hors Québec*, des investissements à l'extérieur du Québec, mais qui ont eu d'importantes retombées économiques pour la province. Au cours de l'exercice, le Fonds a investi, en vertu de cette politique, 47,2 millions \$ (20 millions \$ pour l'exercice précédent) dans trois entreprises.

Deux de ces investissements ont été effectués dans la catégorie des entreprises qui réaliseront des projets importants au Québec pour une somme de 39,7 millions \$ – dont 14,7 millions \$ dans Corporation de diamants Stornoway dans le cadre de son projet d'exploitation d'une mine de diamants dans le Nord-du-Québec et 25 millions \$ réinvestis chez Fortress Paper afin d'aider cette société à réaliser son projet de conversion et de cogénération de l'usine de Lebel-sur-Quévillon et d'embaucher ainsi 300 employés.

Un investissement de 7,5 millions \$ a également été effectué, au cours de l'exercice, dans une société répondant aux critères d'entreprise à impact économique québécois (14,4 millions \$ pour l'exercice précédent). Meca Dev S.A.S. a bénéficié de cette somme dans le but, notamment, de démarrer un atelier de fabrication de chaudronnerie dans l'usine de Mécachrome à Montréal et de créer ainsi 30 emplois. Par ailleurs, il est à noter qu'au cours de l'exercice, tout comme lors de l'exercice précédent, aucun investissement n'a été effectué dans des fonds privés hors Québec.

¹³ Depuis 1998, le Fonds est autorisé par le ministre des Finances du Québec à investir à l'extérieur du Québec dans la mesure où certaines conditions bien définies sont respectées, notamment en ce qui a trait aux retombées économiques au Québec. Les principaux groupes d'investissements admissibles sont les fonds privés hors Québec, les entreprises à impact économique québécois et les projets d'investissements importants (financement d'une expansion, modernisation, accroissement de la productivité).

LE RÉSEAU D'INVESTISSEMENT DU FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ

Depuis sa fondation, en 1983, le Fonds a développé un solide réseau d'investissement qui permet aux entrepreneurs à l'écoute de leurs ambitions d'avoir accès à du capital patient selon leurs besoins. Véritable carrefour d'affaires qui regorge d'idées, de talents et de connaissances, ce réseau donne la possibilité aux entreprises partenaires du Fonds de partager leurs préoccupations avec d'autres PME, de tirer profit des expériences passées et d'amorcer de nouvelles relations d'affaires. Le réseau d'investissement du Fonds se déploie essentiellement sur cinq paliers d'investissement.

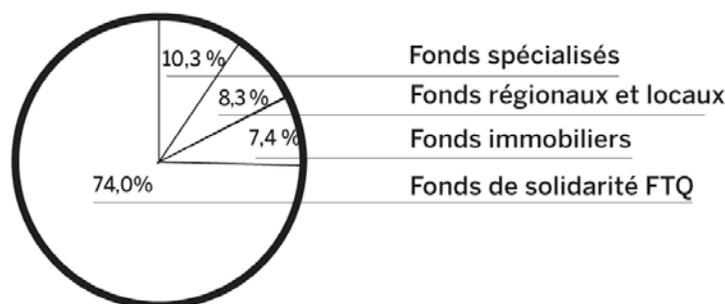
- Le Fonds de solidarité FTQ répond aux besoins des entreprises de taille plus importante en offrant un niveau d'investissement se chiffrant généralement à 2 millions \$ et plus.
- Les fonds régionaux de solidarité FTQ, qui couvrent l'ensemble du territoire québécois, offrent du capital allant généralement de 100 000 \$ à 2 millions \$ pour répondre aux besoins des entreprises de leur région.
- Les fonds locaux de solidarité, établis par le Fonds et la Fédération québécoise des municipalités, répondent aux besoins des plus petites entreprises qui désirent obtenir du financement variant généralement entre 5 000 \$ et 100 000 \$.
- Les fonds immobiliers de solidarité FTQ se spécialisent en investissement et en développement immobilier. Leur principal objectif est la création et la sauvegarde d'emplois grâce à la construction ou à la rénovation majeure d'immeubles de bureaux et de propriétés commerciales, industrielles, institutionnelles et résidentielles.
- Les autres fonds spécialisés forment un réseau d'investissement présent au Québec et à l'étranger, et ce, dans plusieurs secteurs d'activité. L'engagement du Fonds envers ce réseau s'est poursuivi en 2011-2012, toujours dans le but de faciliter l'accès à des capitaux aux PME québécoises à tous les stades de leur développement.

Depuis janvier 2011, les entrepreneurs québécois ont accès à l'ensemble du réseau d'investissement du Fonds à partir de son site Internet www.fondsftq.com. En plus de faciliter la recherche de nos dossiers de financement et des membres de nos équipes d'experts, ce guichet unique de l'investissement présente toutes les particularités du Fonds, des fonds régionaux, des fonds locaux et des fonds immobiliers.

Le graphique suivant présente la répartition des investissements du Fonds en fonction des différentes composantes de son réseau.

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR COMPOSANTES DU RÉSEAU (AU COÛT)

Au 31 mai 2012



PERSPECTIVES ET TENDANCES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le monde et les États-Unis

La situation liée à la crise des dettes souveraines dans la zone euro (voir la section « Conjoncture économique ») reste préoccupante. Des opérations de refinancement à long terme – à hauteur de 1 000 milliards d'euros – ont été lancées en décembre 2011 et en février 2012 par la Banque centrale européenne dans le but de recapitaliser les banques qui détiennent les obligations des pays de la zone euro les plus fragiles; il faudra voir si cela donnera suffisamment de temps aux dirigeants des pays européens pour engager les réformes structurelles nécessaires à la résolution de la crise. La récession, qui, selon plusieurs économistes, est bel et bien entamée dans certains pays de la zone euro, pourrait se prolonger tout au long de 2012, ce qui aurait certainement des répercussions sur la croissance des partenaires commerciaux de ces pays. Par contre, l'économie américaine, malgré des incertitudes encore présentes, montre certains signes de croissance; de plus, les pays émergents semblent avoir les outils nécessaires pour progresser malgré le contexte économique difficile. Ces économies devraient donc être en mesure de prendre le relais pour soutenir l'économie mondiale au cours des prochains mois.

Aux États-Unis, le risque de contagion de la crise financière européenne, qui semblait avoir diminué, pourrait s'accroître au cours des prochains mois au gré des réactions des autorités politiques et monétaires. Par ailleurs, l'importante hausse du prix de l'essence au cours des 12 derniers mois a engendré des craintes quant aux effets que cela pourrait avoir sur les dépenses de consommation. Plusieurs économistes sont toutefois d'avis que la consommation devrait être en mesure de résister, à la condition que les chiffres de l'emploi parviennent à poursuivre leur remontée. Malgré une hausse modeste des prix des maisons dans certaines régions, la situation du secteur immobilier américain demeure préoccupante étant donné les grands enjeux structurels auxquels celui-ci doit faire face. Néanmoins, une meilleure disponibilité du crédit en raison des bas taux d'intérêt, combinée au regain de la demande, devrait vraisemblablement faire augmenter les dépenses de consommation et, par le fait même, la croissance du PIB américain. Dans ce contexte, la Réserve fédérale américaine a convenu de poursuivre sa politique monétaire accommodante en maintenant son taux directeur au niveau actuel (soit 0,25 %) jusqu'à la mi-2014.

Le Canada et le Québec

Au Canada, selon l'avis de plusieurs économistes, la croissance économique devrait se poursuivre à un rythme modéré au cours des prochains mois. Les consommateurs devraient être au rendez-vous, mais de façon beaucoup plus prudente. La valeur du huard, proche de la parité avec le dollar américain, devrait, quant à elle, favoriser les investissements (achats de machinerie et de matériel) des entreprises canadiennes. Le marché immobilier, qui n'a jamais vraiment subi les effets de la crise financière, devrait connaître un certain ralentissement, mais davantage dans certaines régions du pays que dans d'autres. Par ailleurs, deux autres facteurs importants devraient limiter la performance du Canada au chapitre de l'économie : le commerce extérieur et les dépenses publiques. Dans le premier cas, la progression des exportations liée au fait que l'économie américaine devrait prendre du mieux sera fort probablement contrebalancée par une hausse des importations, notamment en raison de la progression des investissements des entreprises. Ainsi, en bout de ligne, la contribution du commerce extérieur au PIB canadien devrait être assez faible, pour ne pas dire négligeable. Dans le deuxième cas, les efforts pour atteindre l'équilibre budgétaire au niveau tant fédéral que provincial ainsi que la fin des plans de relance devraient avoir des répercussions négatives sur l'évolution des dépenses publiques, et, par conséquent, sur la croissance du PIB.

Devant les difficultés que connaît l'économie européenne et les incertitudes qui planent toujours sur l'économie américaine, la Banque du Canada, comme la Réserve fédérale aux États-Unis, semble vouloir communiquer au marché le message que le taux directeur (actuellement à 1 %) ne montera pas dans un avenir proche, tout en rappelant que le niveau d'endettement des consommateurs canadiens demeure très élevé. Compte tenu du contexte économique actuel, nous prévoyons que le dollar canadien variera au cours des prochains mois dans une fourchette allant de 0,93 \$ US à 1,08 \$ US, tandis que les taux d'intérêt sur les obligations du Canada 10 ans et 30 ans devraient osciller dans un intervalle pouvant atteindre jusqu'à 100 points de base.

Au Québec, après une année 2011 pour le moins chaotique sur le plan de l'économie, le PIB devrait croître en 2012 à un rythme relativement faible. Les principales inquiétudes concernant les perspectives économiques au Québec sont l'évolution de l'emploi et la confiance des consommateurs. En effet, malgré une certaine amélioration au cours des premiers mois de 2012, l'emploi tarde à regagner le terrain perdu au cours du quatrième trimestre de 2011. Quant à la confiance des consommateurs, elle ne semble pas encore être de retour, et les indicateurs avancés ne signalent pas de reprise au cours des prochains mois, ce qui laisse planer un doute quant à la reprise espérée des dépenses de consommation.

TENDANCE DE L'INDUSTRIE DU CAPITAL DE RISQUE¹⁴

Après une diminution de 9 % en 2010, le marché du capital de risque au Québec a affiché une croissance appréciable en 2011, au niveau tant du nombre d'entreprises financées que des sommes investies. Plus précisément, le capital de risque investi en dollars au Québec a augmenté de 48 % par rapport au niveau de 2010, et le nombre d'entreprises québécoises des secteurs technologiques et non technologiques qui ont obtenu du capital de risque en 2011 a progressé de 45 % par rapport à l'année précédente.

Le marché québécois du capital de risque a connu une croissance plus rapide que le marché canadien, de sorte que la part du Québec représentait plus de 36 % des sommes investies en 2011 au Canada, comparativement à 33 % en 2010. Le Québec est aussi resté en tête pour ce qui est du nombre d'entreprises financées en 2011 grâce à du capital de risque, avec 58 % du total au Canada, comparativement à 50 % en 2010. Toutefois, cette situation semble s'être modifiée au premier trimestre de 2012, si l'on se fie aux résultats dévoilés par l'association québécoise Réseau Capital, qui révèlent que les investissements en capital de risque au Québec ont diminué de 63 % au premier trimestre de 2012 comparativement à la même période en 2011. Il faudra voir si cette situation n'est que passagère ou si elle annonce plutôt une nouvelle tendance.

Les fonds de capital de risque canadiens ont grandement intensifié leur activité en 2011 en investissant en dollars 49 % de plus que l'année précédente. Une fois de plus, ce sont les fonds de travailleurs et autres fonds fiscalisés qui ont dominé les activités d'investissement au Québec : les sommes investies par ces fonds ont en effet augmenté en 2011 de 21 % par rapport à 2010. Alors que l'activité des fonds fiscalisés représente 30 % du marché au Québec, il ne représente que 16 % du marché à l'échelle canadienne.

Toutefois, les fonds de capital de risque recueillis au Canada n'ont pas augmenté de manière importante en 2011. En effet, ces nouveaux capitaux ont atteint 1,0 milliard de dollars en 2011, soit une hausse modérée de 2 % par rapport à 2010. Par contre, grâce notamment à l'importance du rôle des fonds fiscalisés, le Québec a encore une fois en 2011 augmenté sa part des fonds recueillis au Canada, en s'appropriant 53 % de l'ensemble de ces fonds, comparativement à 42 % en 2010 et à 36 % en 2009.

LE MARCHÉ DE L'ÉPARGNE ET LE REER

Dans le contexte économique actuel marqué par la volatilité et l'imprévisibilité des marchés financiers et boursiers, le taux d'endettement des ménages canadiens calculé en proportion du revenu personnel disponible continue d'atteindre des sommets inégaux. Ce taux était de 153 % au troisième trimestre de 2011 (contre 150,6 % au trimestre précédent). En contrepartie, le taux d'épargne poursuit sa chute : il a atteint 2,9 % en 2011, comparativement à 3,7 % en 2010. Nous constatons donc que les ménages ont augmenté leur endettement au détriment de l'épargne, comme le montrent également les résultats du sondage annuel de la firme SOM sur le marché des REER (auprès de 1 000 détenteurs de REER au Québec). En effet, ce sondage a révélé que le taux de contribution à un REER a reculé en 2011 pour se situer à 62 %, en baisse de 3 % par rapport au niveau atteint en 2010, soit 65 %.

La bonne performance du Fonds dans ce contexte économique non favorable à l'épargne démontre encore une fois l'importance que prend l'une des composantes de sa mission, c'est-à-dire la sensibilisation des Québécois à l'importance de l'épargne. Un autre élément non négligeable qui a renforcé la position du Fonds est son rendement, qui s'est comparé avantageusement à celui des produits non garantis comme les fonds mutuels équilibrés, sans compter les crédits d'impôt auxquels ses actions donnent droit. Le Fonds a donc su attirer un grand nombre d'épargnants, et ce, dans un contexte où ces derniers étaient fortement tentés d'arrêter leurs choix sur des produits garantis comme les dépôts à terme ou les obligations des gouvernements.

Bien entendu, cette réussite repose également sur d'autres facteurs qu'il est important de rappeler : l'implication d'un réseau de plus de 2 000 responsables locaux (RL), l'ouverture de 59 points de service pendant la campagne REER, une approche de marketing relationnel réussie et des campagnes publicitaires grand public et d'autres destinées aux milieux syndiqués.

Il est à noter que, dans son dernier budget, le gouvernement du Québec a annoncé son intention de mettre sur pied des régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER). Les entreprises comptant au moins cinq employés admissibles auront l'obligation d'offrir un tel régime, sauf si elles offrent déjà la possibilité à l'ensemble de leurs employés de contribuer, grâce à des retenues sur le salaire, à un régime d'épargne en vue de la retraite, ce qu'il est possible de faire avec le REER du Fonds. Cela pourrait donc être une excellente occasion pour le Fonds d'élargir son bassin d'actionnaires.

¹⁴ Tel que mentionné précédemment, l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement (ACCRI) propose de répartir les investissements privés en trois catégories, soit le capital de croissance (*buyout*), le capital de risque et la dette mezzanine. Or, les données présentées dans cette section ne concernent que la catégorie du capital de risque et ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des investissements en capital de développement effectués par le Fonds, lesquels se répartissent dans les trois catégories. Par ailleurs, la plupart des données présentées dans cette section couvrent l'année calendaire 2011, qui diffère de l'année financière du Fonds.

PERSPECTIVES POUR LE FONDS¹⁵

En fonction des perspectives économiques et financières actuelles, et compte tenu de notre mission et de nos stratégies d'investissement, nous anticipons un rendement annuel de 2,5 % à 3 %, en moyenne. Ce rendement ne tient pas compte des crédits d'impôt accordés aux actionnaires lors de l'achat d'actions du Fonds, et est sujet à de la volatilité sur une base semestrielle ou annuelle.

Bien que le Fonds soit confiant de réaliser son objectif de rendement sur une longue période, le rendement annuel dépend quant à lui de la conjoncture économique du moment ainsi que des aléas des marchés boursiers et financiers. Ainsi, le rendement du Fonds au cours de l'exercice 2012-2013 sera grandement influencé par les rendements des marchés boursiers. Le rendement des titres privés est également tributaire de la performance de l'économie en général, et il pourrait être inférieur à leur rendement historique moyen, notamment en raison d'une augmentation du coût du crédit, de contrecoups liés au contexte économique, de la volatilité du dollar canadien par rapport au dollar américain et des effets de la concurrence étrangère. Par ailleurs, en ce qui concerne le ratio des charges totales d'exploitation sur l'actif net moyen, l'objectif visé est qu'il soit semblable à celui que le Fonds a obtenu pendant l'exercice terminé le 31 mai 2012.

Avec des émissions d'actions projetées supérieures aux rachats d'actions prévus, l'actif net devrait augmenter au cours de l'exercice 2012-2013. Toutefois, les entrées nettes de fonds (émissions d'actions moins rachats) pourraient être inférieures à celles des dernières années, notamment en raison de l'augmentation prévue des rachats d'actions, tel que mentionné précédemment dans ce rapport. Par conséquent, et considérant le niveau actuel de la norme de 60 %, le volume d'investissements réalisés par le Fonds ne dépassera vraisemblablement pas les niveaux enregistrés au cours des derniers exercices financiers.

GESTION DES RISQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite du Fonds de solidarité FTQ. Notre gestion du risque se fait à l'intérieur d'un cadre qui tient compte de la nature de nos activités ainsi que des risques qu'il est raisonnable d'assumer en prenant en considération le rapport rendement-risque souhaité et les attentes de nos actionnaires. À cette fin, nous tablons sur une démarche structurée afin de déterminer, de mesurer et de contrôler les risques significatifs avec lesquels nous devons composer.

Note aux lecteurs : *les quatre paragraphes suivants ainsi que les sections portant sur le risque de marché, le risque de crédit et de contrepartie et le risque de liquidité font partie intégrante des états financiers sur lesquels une opinion non modifiée a été exprimée dans un rapport des auditeurs indépendants émis le 28 juin 2012.*

Le Fonds gère l'ensemble de ses instruments financiers de façon intégrée et globale selon des normes établies dans la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers* adoptée par le conseil d'administration. Cette politique vise les investissements en capital de développement et les autres investissements; elle fixe les objectifs, les balises et plusieurs limites qui permettent à la direction du Fonds de s'assurer que le profil rendement-risque visé est respecté. Le Fonds utilise des instruments financiers dérivés notamment pour préserver la valeur de ses actifs, faciliter la gestion de ses portefeuilles, modifier la répartition de ses actifs sans avoir à augmenter ou à réduire les sommes confiées aux spécialistes internes et externes et bonifier son rendement à l'intérieur des limites de risques allouées.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2012, l'approche de gestion des risques a continué à évoluer, après que le Fonds eut entrepris, deux ans auparavant, une démarche visant la mise en place d'un cadre de gestion intégrée des risques. Cette démarche a principalement pour objectif de doter la direction du Fonds d'une vision globale de l'ensemble des risques, pour lui permettre de s'assurer qu'ils sont tous gérés selon leur degré d'importance. La production d'un profil de risque intégré a permis la priorisation des principaux risques financiers et non financiers touchant le Fonds, avant et après la considération de l'efficacité des contrôles mis en place pour atténuer l'exposition du Fonds à ces risques. Une stratégie d'atténuation a été déterminée pour certains de ces risques, et des plans d'action ont été élaborés. D'autres plans d'action visent également la validation des contrôles existants pour gérer certains de ces risques. Plusieurs plans d'action ont maintenant été menés à terme, et d'autres continueront d'être réalisés au cours du prochain exercice.

Par ailleurs, la démarche de gestion intégrée des risques visait aussi à améliorer la gouvernance, la vigie et la reddition de comptes à l'égard des risques. À cet effet, le conseil d'administration du Fonds a adopté en mai 2012 une nouvelle politique, la *Politique de gestion intégrée des risques*, qui établit les exigences du Fonds en cette matière, tout en précisant les responsabilités des principaux intervenants concernés. Cette nouvelle politique est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2012 et sera mise en œuvre au cours de l'exercice 2012-2013. De plus, le Fonds a déployé en début d'exercice son tableau de bord sur les risques, intégré à son tableau de bord corporatif, qui permet à la direction du Fonds de suivre l'évolution de ses risques eu égard à ses objectifs d'affaires et à ses stratégies.

Dans la poursuite de ses activités, le Fonds s'expose à différents risques, dont les principaux sont présentés ci-après.

¹⁵ Les perspectives énoncées au présent rapport de gestion reflètent l'analyse du Fonds quant à des événements futurs, se fondent sur l'information dont le Fonds disposait au 28 juin 2012 et supposent certains risques, incertitudes et hypothèses. Bon nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, pourraient faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels du Fonds diffèrent sensiblement des résultats, du rendement ou de réalisations futurs exprimés ou implicites anticipés.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché, inhérent à la participation du Fonds aux marchés financiers, correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des cours des instruments financiers cotés entraînent des pertes de valeur. De façon plus précise, ce risque varie en fonction de la conjoncture des marchés financiers et de certains paramètres de ces marchés, telle la volatilité, qui peuvent causer des fluctuations à la baisse de la valeur des actifs financiers du Fonds et ainsi avoir une incidence négative sur son bilan et ses résultats. Une conjoncture économique ou financière difficile peut donc avoir un impact défavorable sur la valeur de l'action du Fonds.

Le Fonds gère le risque de marché en répartissant ses actifs financiers en plusieurs catégories. Il s'engage également dans une diversité de secteurs d'activité économique (gouvernements et organismes gouvernementaux, institutions financières, investissements technologiques, secteurs manufacturier et primaire, services et tourisme, fonds régional ou local et immobilier) et géographique, dans la mesure permise par sa loi constitutive.

Les actifs financiers du Fonds sont surtout sensibles au cours des actions cotées et à une variation des taux d'intérêt du marché obligataire (taux des obligations du Canada et écarts de crédit). Les actifs financiers du Fonds sont également sensibles à une variation des taux de change, mais, puisque la plupart des transactions du Fonds sont effectuées en dollars canadiens, l'exposition directe au risque de change est relativement faible. Par ailleurs, des mécanismes de protection, comme des contrats à terme sur devises, sont utilisés pour une bonne partie des autres investissements en devises.

Au cours de l'exercice 2009-2010, en réponse à l'appréciation significative du dollar canadien, le Fonds avait convenu de réduire graduellement, pendant les semestres suivants, de 100 % à 50 % la protection contre le risque de change de son portefeuille d'actions sectorielles. Le Fonds garde le cap sur l'atteinte de cet objectif malgré une pause dans la réduction du niveau de protection au cours de l'exercice, puisque le ratio de couverture sur les actions sectorielles se situait à 52,5 % au 31 mai 2012, soit au même niveau qu'au 31 mai 2011.

Pour ce qui est de la portion du portefeuille obligataire gérée à l'interne, la fluctuation marquée des taux d'intérêt nous a amenés à effectuer des opérations de couverture à plusieurs reprises au cours de l'exercice. Durant cette période, le niveau de couverture de cette portion du portefeuille a varié à l'intérieur d'une fourchette allant de 10,8 % à 27,8 %. Il était de 16,5 % au 31 mai 2012 (10,8 % au 31 mai 2011). Toutefois, il a été convenu en avril 2012 d'éliminer les opérations de couverture contre une hausse des taux d'intérêt; cette stratégie sera déployée progressivement lorsque les marchés des taux nous donneront une fenêtre d'action.

Des analyses de sensibilité et des simulations sont utilisées et permettent à la haute direction d'être informée des niveaux significatifs d'exposition au risque de marché. Le Fonds utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition au risque de marché et de préserver la valeur de ses actifs. Une analyse de sensibilité est présentée ci-dessous pour chacune des trois catégories de risques de marché auxquelles sont exposés les actifs financiers du Fonds, soit les variations des taux d'intérêt, du cours des actions cotées et des taux de change. Ces analyses tiennent compte de l'effet des changements apportés au niveau de protections existantes visant à réduire l'exposition du Fonds au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

SENSIBILITÉ DES RÉSULTATS DU FONDS AU RISQUE DE MARCHÉ

(en millions de dollars)	31 mai 2012	31 mai 2011
Variation des taux d'intérêt du marché obligataire*		
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	(134)	(131)
Diminution de 1 % des taux d'intérêt du marché obligataire	134	131
Variation du cours des actions cotées**		
Augmentation de 10 % du cours des actions cotées	215	214
Diminution de 10 % du cours des actions cotées	(215)	(214)
Variation des taux de change***		
Appréciation de 10 % du dollar canadien	(77)	(69)
Dépréciation de 10 % du dollar canadien	77	69

* Cette analyse est effectuée sur les obligations détenues par le Fonds présentées aux états financiers sous Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur taux d'intérêt visant la préservation des actifs.

** Cette analyse est effectuée sur les actions cotées détenues par le Fonds présentées aux états financiers sous Investissements en capital de développement et Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur indices boursiers.

*** Cette analyse est effectuée sur les titres libellés en devises détenus par le Fonds présentés aux états financiers sous Investissements en capital de développement et Autres investissements. L'impact sur les résultats de cette analyse tient compte de l'utilisation de contrats à terme sur devises.

L'évaluation des instruments financiers non cotés du portefeuille d'investissements en capital de développement repose sur l'utilisation de techniques d'évaluation approuvées et reconnues. Celles-ci s'appuient sur un ensemble d'hypothèses qui tiennent compte des conditions de marché, tels le taux de change, la croissance économique, les écarts de crédit, etc., à la date de l'évaluation. Les hypothèses utilisées ayant un degré important d'interaction entre elles, une analyse de sensibilité isolant l'effet d'une seule de ces variables sur le portefeuille de titres non cotés n'est pas considérée comme une représentation fidèle de la sensibilité des résultats. De plus, la juste valeur de certains instruments financiers, notamment les autres investissements et les titres cotés du portefeuille d'investissements en capital de développement, est déterminée en fonction d'informations de provenance externe et, par conséquent, aucune autre hypothèse raisonnablement possible ne peut être appliquée aux techniques d'évaluation. La direction a tout de même évalué la situation pour les prêts, obligations et avances, ainsi que pour les titres non cotés évalués selon la méthode de la capitalisation des flux monétaires, et établi que l'utilisation d'autres hypothèses possibles ne résulterait pas en de justes valeurs significativement différentes.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le Fonds est exposé au risque de crédit en raison, principalement, de ses investissements dans le domaine du capital de développement liés à sa mission, des investissements qui ne sont généralement pas garantis. En ce qui concerne les activités touchant les autres investissements, ce risque est généralement moindre, car les contreparties concernées présentent une solidité financière généralement supérieure (gouvernements, banques, etc.).

Le risque de crédit est lié à l'éventualité de subir une perte de valeur dans le cas où une entreprise partenaire (instruments financiers présentés sous Investissements en capital de développement), un émetteur ou une contrepartie à une transaction (instruments financiers présentés sous Autres investissements) n'honorait pas ses engagements contractuels ou verrait sa situation financière se dégrader. Le Fonds gère ce risque par divers moyens, notamment un processus de vérification diligente qui permet de veiller à ce que le niveau du risque de crédit soit acceptable.

Le Fonds assure une diversification de ses actifs grâce à la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*. Le respect de cette politique permet ainsi une gestion du risque de concentration lié à l'exposition à un émetteur ou à un groupe d'émetteurs présentant des caractéristiques communes (secteurs d'activité, cotes de crédit, etc.).

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

(juste valeur en pourcentage de l'actif net)	31 mai 2012	31 mai 2011
Poids des cinq plus importantes participations (Investissements en capital de développement)	19,7*	14,0*
Poids des cinq plus importants émetteurs ou contreparties (Autres investissements)	13,8**	15,7**

* La part attribuable à des participations qui ne constituent pas un risque de concentration élevé étant donné le grand nombre d'entreprises dans lesquelles celles-ci ont investi représentait 9,7 % au 31 mai 2012 (8,5 % au 31 mai 2011).

** La part attribuable aux titres émis ou garantis par les gouvernements du Québec, de l'Ontario et du Canada représentait 12,7 % au 31 mai 2012 (15,7 % au 31 mai 2011).

L'aperçu du portefeuille présenté précédemment fournit également des informations pertinentes quant à la concentration du risque de crédit et de contrepartie.

Des cibles par secteur de l'économie, en lien avec la structure interne du Fonds, sont approuvées sur une base annuelle pour le portefeuille d'investissements en capital de développement. La détermination de ces cibles sectorielles se fait dans le cadre d'une gestion par enveloppe de risque. À partir d'un risque optimal que le Fonds définit pour l'ensemble de ce portefeuille en tenant compte de sa mission, la gestion par enveloppe de risque facilite un suivi et un contrôle plus efficaces du profil et de la répartition sectorielle du portefeuille par niveau de risque. De cette façon, l'adéquation rendement-risque de ce portefeuille se fait grâce à une répartition sectorielle des enveloppes de risque qui tient compte du niveau de risque plus élevé de nos investissements dans certains secteurs.

De façon régulière, nous réévaluons l'état des investissements en capital de développement afin de justifier leur classement dans l'une des trois catégories suivantes : conformes aux critères internes, sous surveillance, en situation de redressement. Afin de faire face aux situations plus difficiles, un comité interne suit étroitement les dossiers qui présentent des risques de crédit accrus.

CLASSEMENT DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(juste valeur en millions de dollars)	31 mai 2012	31 mai 2011
Conformes aux critères internes	4 562	4 076
Sous surveillance	334	177
Situation de redressement	23	17
	4 919	4 270

Dans le cas du portefeuille des autres investissements, la cote de crédit des émetteurs et des contreparties ainsi que le respect des limites d'exposition par emprunteur ou contrepartie contribuent à la gestion du risque de crédit et de contrepartie de ce portefeuille, et à la diversification de nos actifs. Ces critères sont établis en fonction des risques propres à chaque catégorie d'actifs, et atténuent les risques qu'un défaut de paiement influe de manière significative sur nos résultats. Au 31 mai 2012, la cote de crédit moyenne pondérée des obligations était AA-, comparativement à AA au 31 mai 2011 et à A au 31 mai 2010.

CLASSEMENT DES OBLIGATIONS DU PORTEFEUILLE DES AUTRES INVESTISSEMENTS*

(juste valeur en millions de dollars)	31 mai 2012	31 mai 2011
AAA	342	622
AA	801	741
A	796	750
BBB	211	184
Autres	4	6
	2 154	2 303

* Présenté selon l'échelle de notation Standard and Poor's.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Fonds doit faire quotidiennement des sorties d'argent. Il y a sortie d'argent quand le Fonds rachète des actions détenues par des actionnaires, quand il débourse les sommes qu'il s'est engagé à investir dans des entreprises partenaires, quand il rembourse des billets à payer ou quand il paie des charges. Rappelons que le Fonds n'est tenu de racheter des actions que dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou de les acheter de gré à gré dans des situations exceptionnelles prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec.

Le Fonds doit être en mesure d'obtenir les liquidités nécessaires pour satisfaire à ses engagements, et le risque de liquidité est donc lié à la possibilité de subir une perte s'il n'est pas en mesure de les respecter. Dans certains cas, des titres achetés sur le marché peuvent faire l'objet de restrictions relativement à leur vente, ce qui peut diminuer d'autant la liquidité de ces actifs.

La loi constitutive du Fonds fait en sorte qu'une partie de ses actifs financiers peut être investie dans des titres négociables de marchés organisés, tels les marchés boursiers et obligataires, afin que nous puissions obtenir facilement des liquidités. Par ailleurs, le Fonds dispose de marges de crédit bancaire qui lui accordent un accès supplémentaire à des sources de liquidités.

Au 31 mai 2012, le ratio d'actifs financiers liquides¹⁶, exprimé en pourcentage des actifs sous gestion, était de 51,5 % (54,3 % au 31 mai 2011), ce qui démontre, de l'avis de la direction, que le Fonds dispose des liquidités nécessaires pour faire face à toutes ses obligations et à tous ses engagements, même dans l'éventualité de scénarios qui lui seraient moins favorables.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est inhérent à toutes les activités du Fonds et correspond au risque de subir des pertes en raison de l'inadéquation ou de l'échec de certains processus ou systèmes mis en place, de facteurs humains ou d'événements externes. Ce risque comprend également le risque juridique.

Nous gérons le risque opérationnel en assurant la mise en place et l'efficacité des politiques, normes et procédures nécessaires. Dans un souci d'amélioration continue, les principes et mécanismes de contrôle sont surveillés et révisés périodiquement. Les principes directeurs suivants appuient la gestion du risque opérationnel et l'efficacité du cadre de gestion dont s'est doté le Fonds :

- un personnel compétent et bien formé;
- un programme de gestion de la relève;
- une culture d'intégrité;
- la séparation des fonctions incompatibles;
- l'adoption d'un concept d'indépendance inspiré de la réglementation en valeurs mobilières applicable aux sociétés publiques;
- la délégation de pouvoirs décisionnels à des conseils sectoriels dont la majorité des membres sont externes au Fonds et à la FTQ;
- l'encadrement du processus d'évaluation des investissements en capital de développement;
- la mise en place d'un programme-cadre de conformité financière;
- l'encadrement du développement technologique et de la sécurité de l'information;
- un processus de planification de la reprise des activités advenant une interruption des affaires;
- une vigie continue concernant l'évolution de la législation, de la réglementation et des normes applicables, incluant la conformité du Fonds à leur égard;
- la détermination et l'évaluation des risques au moment de la mise en place de nouveaux produits ou de nouvelles activités.

¹⁶ Les actifs financiers liquides sont les titres à revenu fixe (encaisse, obligations et titres du marché monétaire) ainsi que les actions cotées du portefeuille des autres investissements et certaines actions cotées du portefeuille d'investissements en capital de développement.

Les codes d'éthique et de déontologie définissent, entre autres, les règles de conduite des employés, des dirigeants et des administrateurs, afin d'éviter, par exemple, les situations de conflits d'intérêts. Chaque employé ou dirigeant doit, dans le cadre de ses fonctions, accorder priorité aux intérêts du Fonds par rapport à ses intérêts personnels et à ceux de tierces parties. Il doit également éviter de se placer en situation de conflit d'intérêts réel, éventuel ou apparent. Les codes d'éthique et de déontologie prohibent, entre autres, la réalisation de certaines transactions personnelles jugées conflictuelles, incluant la réception de certains cadeaux et l'utilisation d'un avantage, d'une information ou d'un intérêt quelconque lié au Fonds et qui serait incompatible avec les fonctions et responsabilités professionnelles d'un employé. Les codes proscrivent également la divulgation par les administrateurs et les employés, pour des fins autres que celles qu'implique l'exercice de leurs fonctions, des informations confidentielles obtenues dans cet exercice. Tous les employés doivent remplir chaque année une déclaration d'intérêts détenus et une déclaration sur la conformité de leur conduite au code.

Le code d'éthique et de déontologie du personnel-cadre et syndiqué a été mis à jour en 2009, et une formation a été dispensée à tous les employés. Le code prévoit un mécanisme de signalement des situations non conformes au code ayant trait aux informations financières ou comptables ou à des illégalités.

Le Fonds a également réalisé une démarche au cours de l'exercice sur le risque de fraude et de mauvaise conduite auquel il est exposé. Bien qu'à la suite de cette démarche ce risque n'ait pas été évalué comme étant élevé, des recommandations visant l'amélioration de son environnement de contrôle seront mises en œuvre par le Fonds au cours des prochains mois.

Afin de diversifier sa gestion des actifs financiers, le Fonds fait aussi appel à des gestionnaires externes spécialisés et effectue des prises de participation dans des fonds spécialisés. Quand cela est opportun, le Fonds souscrit une assurance qui permet de transférer certaines composantes du risque opérationnel lié à ces opérations à des assureurs.

AUTRES RISQUES

Le Fonds est également soumis à d'autres risques, tels le risque stratégique et le risque de réputation, qui peuvent aussi entraîner des incidences financières défavorables.

Le risque stratégique, lequel comprend le risque de concurrence et le risque lié à des modifications de la réglementation, correspond à l'éventualité de subir une perte résultant de l'application de stratégies inefficaces, de l'absence de stratégies d'affaires intégrées ou de l'incapacité d'adapter les stratégies à l'évolution de la conjoncture des affaires. Ce risque est géré grâce à des processus de vigie et de planification stratégique et opérationnelle qui font appel à tous les secteurs de l'organisation; les planifications sont ensuite approuvées par le conseil d'administration. Le comité de direction assure pour sa part un suivi périodique des plans d'affaires et des objectifs stratégiques du Fonds ainsi que de tous les secteurs. Toute décision stratégique ou modification des orientations déjà adoptées qui pourrait avoir une incidence significative sur le Fonds est préalablement autorisée par les instances appropriées, en fonction de leur autorité déléguée.

Le risque de réputation correspond à la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, entraîne des pertes, une baisse des liquidités ou un effritement de la clientèle. Le Fonds gère et contrôle son risque de réputation notamment par les moyens suivants : des programmes de formation appropriés, une vérification diligente légale et financière de tous ses dossiers d'investissements en capital de développement, de saines pratiques de gouvernance, l'application d'un ensemble de politiques et procédures, et l'appropriation des codes d'éthique et de déontologie par l'ensemble des dirigeants et du personnel. Le Fonds a pour pratique d'être un citoyen corporatif responsable en prenant en compte des considérations d'ordres éthique, social et environnemental dans ses décisions d'investissement. Le Fonds a aussi adopté une politique guidant l'exercice du droit de vote dans ses entreprises partenaires publiques ainsi qu'un code de conduite à l'international. Il veille également à ce que toute information financière communiquée à l'externe soit véridique et ait été préalablement validée.

En 2008, le Fonds a mis en place une politique appelée *Politique de divulgation*, qui touche l'ensemble des informations financières et non financières qui sont publiées ou communiquées à l'externe, ainsi que celles qui font l'objet d'une diffusion à l'interne à un grand nombre d'employés. La politique a pour principaux objectifs de : fournir un cadre de référence et des normes en matière de communication de l'information; assurer que les informations communiquées ont été préparées et validées avec rigueur; sensibiliser les employés du Fonds aux principes applicables en matière de divulgation; et préciser les rôles et responsabilités des principaux intervenants en matière de divulgation.

L'application de cette politique est encadrée par un comité de divulgation, lequel est composé de dirigeants du Fonds. Ce comité a pour principales responsabilités : d'établir des balises en matière de communication de l'information; de mettre en œuvre, de tenir à jour et d'assurer le respect de la *Politique de divulgation*; et de s'assurer de l'existence, de la pertinence et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information. Le comité de divulgation rend compte de ses activités au comité de direction.

Étant donné l'utilisation de plus en plus grande des médias sociaux par le Fonds et ses employés, le Fonds a mis en place, au cours de l'exercice, une nouvelle politique intitulée *Politique sur les médias sociaux*. Cette politique sert à encadrer l'utilisation de ces outils, afin d'éviter que cela porte atteinte ou nuise à l'image et à la réputation du Fonds. Une formation a été donnée à l'ensemble des employés après la mise en place de cette politique.

PRINCIPALES INSTANCES

CONSEIL D'ADMINISTRATION, CONSEILS ET COMITÉS DÉLÉGUÉS

Le conseil d'administration exerce les fonctions suivantes :

- s'assurer du respect de la mission du Fonds, de la loi constitutive du Fonds et de toute autre loi qui lui est applicable, le tout dans le respect de ses valeurs de solidarité et de responsabilité;
- approuver les grandes orientations, politiques et stratégies d'affaires du Fonds, notamment en ce qui a trait à la gestion intégrée des actifs financiers et à la gestion intégrée des risques;
- s'assurer de l'existence de contrôles relativement à la gestion du Fonds, incluant celle de ses risques, et d'une culture d'intégrité;
- approuver les recommandations en matière d'investissement qui relèvent de sa responsabilité et leur suivi;
- évaluer la performance du Fonds sur une base régulière.

Les membres du conseil d'administration sont nommés ou élus selon les règles énoncées dans la loi constitutive du Fonds. Dans la réalisation de son mandat, le conseil délègue une partie de ses responsabilités.

Des conseils et comités délégués assurent les décisions relatives aux investissements en capital de développement et, conformément à l'article 8 de sa loi constitutive, à l'achat de gré à gré des actions du Fonds. Ces conseils et comités délégués sont constitués du comité exécutif, des quatre conseils sectoriels (Traditionnel, Nouvelle économie, Portefeuille minier et Redressement et participations majoritaires) et du comité décisionnel chargé d'autoriser les demandes d'achats de gré à gré de nos actionnaires. Tout dossier d'investissement en capital de développement de 5 millions \$ ou plus doit être soumis à l'autorisation du conseil d'administration, ou à l'autorisation du comité exécutif lorsque le conseil d'administration n'est pas en mesure de se réunir en temps opportun; de plus, chacun de ces dossiers doit être recommandé par le conseil sectoriel correspondant. Tout dossier d'investissement de moins de 5 millions \$ relève de l'autorité du conseil sectoriel correspondant, sauf pour le portefeuille minier, où la limite est établie à 1 million \$. Les quatre conseils sectoriels sont composés majoritairement de membres externes au Fonds et à la FTQ alors que le comité décisionnel est composé d'employés du Fonds. Le comité exécutif examine, au moins une fois par semestre, les rapports soumis par la direction sur la gestion intégrée des risques. Sur la base de ces rapports, il fait lui-même rapport au conseil d'administration, au comité d'audit et au comité de gestion des actifs financiers, selon les besoins. Il recommande également, le cas échéant, au conseil d'administration toute politique visant la gestion intégrée des risques proposée par la direction.

COMITÉ D'AUDIT

Ce comité est composé exclusivement de membres indépendants du Fonds en vertu du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit*, et a notamment pour mandat de : recommander pour approbation par le conseil d'administration les états financiers audités et le rapport de gestion; approuver les principes d'évaluation des investissements en capital de développement et recevoir le rapport du comité d'évaluation; s'enquérir de l'efficacité des contrôles internes mis en place par la direction et du fait qu'ils ne sont pas outrepassés; s'enquérir du processus de conformité et de gestion des risques visant la préparation des états financiers du Fonds et formuler des commentaires; recevoir le rapport du comité d'éthique et superviser l'application du code d'éthique des administrateurs. Le comité s'assure aussi de la conformité du Fonds aux lois, règlements et ententes qui régissent ses opérations et qui peuvent avoir une incidence financière significative. Le comité d'audit rend compte de ses activités au conseil d'administration et lui fait des recommandations lorsque nécessaire.

Par ailleurs, un comité d'éthique composé de membres de la direction soutient le comité d'audit en veillant à l'application des codes d'éthique et de déontologie du Fonds.

COMITÉ DE GESTION DES ACTIFS FINANCIERS

Ce comité est responsable de la surveillance de la mise en œuvre, du respect et du maintien à jour de la *Politique de gestion intégrée des actifs financiers*, y compris de la *Politique d'investissement* ainsi que des politiques applicables aux différentes catégories d'actifs du secteur Placements. Son principal mandat est d'assurer la coordination et l'arrimage de la gestion de ces actifs. À ce titre, il recommande au conseil d'administration la vision d'ensemble et les orientations à adopter en matière de gestion des actifs financiers. Il s'assure également du suivi de la performance et de l'évolution du rapport rendement-risque, et veille à ce que les activités du Fonds soient conformes à toutes ses politiques touchant la gestion de ses actifs financiers, et à ce que les directives et les procédures soient adéquates et suffisantes. Ce comité rend compte semestriellement de ses activités au conseil d'administration et lui fait des recommandations lorsque nécessaire.

COMITÉ D'ÉVALUATION

Composé majoritairement d'évaluateurs qualifiés indépendants du Fonds, le comité d'évaluation a pour mandat de fournir une assurance raisonnable que le processus utilisé pour l'évaluation du portefeuille d'investissements en capital de développement est conforme aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Le comité d'évaluation rend compte semestriellement de ses activités au comité d'audit.

CADRE D'ÉVALUATION

Les investissements en capital de développement et les autres investissements sont présentés au bilan à leur juste valeur¹⁷. Toutefois, la majorité des investissements en capital de développement réalisés par le Fonds sont faits dans des entreprises privées ou des fonds spécialisés pour lesquels une juste valeur doit être établie, puisque les titres émis par ces entreprises ou ces fonds ne font pas l'objet de transactions sur un marché public organisé. Des évaluateurs spécialisés à l'emploi du Fonds déterminent la juste valeur de ces investissements. Au plan hiérarchique, ils relèvent de la première vice-présidence aux finances, et leurs travaux sont appuyés par un processus structuré comportant plusieurs étapes de vérification et de validation. Ce cadre permet d'attester la qualité, l'uniformité et l'intégrité du travail effectué, et ainsi la juste valeur établie.

Le cadre de gestion qui s'applique au processus d'évaluation des investissements en capital de développement est précisé dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Le Règlement précise entre autres les qualifications minimales exigées des évaluateurs spécialisés à l'emploi du Fonds, ainsi que l'instance responsable de l'approbation des principes d'évaluation utilisés. Le Règlement exige aussi que toute information pertinente concernant les évaluations (à l'exclusion des entreprises publiques évaluées à la cote) soit soumise à un comité d'évaluation indépendant. De plus, une attestation doit être signée par le président-directeur général et le chef de la direction financière du Fonds, selon laquelle le processus d'évaluation précisé dans le Règlement a été respecté et confirmant la juste valeur globale du portefeuille d'investissements en capital de développement. Depuis le 31 mai 2009, cette attestation est déposée au comité d'audit sur une base semestrielle.

GOVERNANCE FINANCIÈRE

Bien qu'il ne soit pas assujéti à l'application du *Règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières*, le Fonds a choisi de s'inspirer des principes édictés dans ce règlement, exprimant ainsi sa volonté de respecter les meilleures pratiques en matière de gouvernance financière. Notre programme-cadre de conformité financière, communément nommé Confor, vise les contrôles fournissant une assurance raisonnable que l'information financière produite et communiquée est fiable, et que les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

La direction a pour responsabilité de concevoir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information. Elle doit également en évaluer périodiquement la conception et l'efficacité.

Au cours de l'exercice, le Fonds a réalisé les travaux nécessaires à l'évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information. Une attestation a été signée par le président-directeur général et le chef de la direction financière pour l'exercice terminé le 31 mai 2012, confirmant leur responsabilité à cet égard. Ces attestations ont été déposées sur SEDAR. Un mécanisme de sous-attestation par plusieurs des dirigeants et gestionnaires du Fonds est également venu appuyer la signature de ces attestations.

Les conclusions de la direction sur la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information sont présentées ci-après.

¹⁷ L'utilisation de la juste valeur correspond aux meilleures pratiques reconnues par les sociétés de capital de risque et les fonds de capitaux privés. En résumé, la juste valeur est définie comme étant le prix pour lequel un actif peut être échangé entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale dans le cadre d'une transaction ordonnée.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LES CONTRÔLES INTERNES

La direction a pour responsabilité de concevoir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information. Elle doit également en évaluer périodiquement la conception et l'efficacité. Elle a évalué la conception des contrôles en utilisant le cadre de référence COSO (Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway), et, en ce qui concerne les contrôles liés aux technologies de l'information, le cadre de référence COBIT (Control Objectives for Information and Related Technology), deux cadres reconnus en matière de gouvernance financière.

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au 31 mai 2012, la direction a évalué la conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Les travaux réalisés lui ont permis de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont adéquatement conçus et fonctionnent efficacement de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2012, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été apporté qui aurait eu, ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ceux-ci.

CONCLUSIONS SUR LA CONCEPTION ET L'EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Au 31 mai 2012, la direction a évalué la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information. Les travaux réalisés lui ont permis de conclure que les contrôles et procédures de communication de l'information sont adéquatement conçus et fonctionnent efficacement de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information communiquée est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais requis en vertu de la réglementation, et qu'elle est communiquée à la direction au moment opportun aux fins de prise de décision.

ÉTATS FINANCIERS

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

À l'intention des actionnaires du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) qui comprennent les bilans aux 31 mai 2012 et 2011 et les états des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) aux 31 mai 2012 et 2011, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.



¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A105976



² CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125741

Montréal, le 28 juin 2012

BILANS

AUX 31 MAI

(en milliers \$, sauf l'actif net par action)

2012

2011

Actif

Investissements en capital de développement (note 4)	4 918 765	4 269 537
Autres investissements (note 5)	4 123 020	4 190 196
Débiteurs et autres actifs (note 8)	656 836	264 248
Encaisse	13 789	6 372
Immobilisations (note 9)	61 076	62 323
Impôts sur les bénéfices	93	-
	<u>9 773 579</u>	<u>8 792 676</u>

Passif

Billets (note 10)	428 544	349 503
Créditeurs et autres passifs (note 12)	816 434	260 894
Impôts sur les bénéfices	-	1 170
Impôts futurs (note 17)	3 913	3 298
	<u>1 248 891</u>	<u>614 865</u>

Actif net (note 13)

Nombre d'actions de catégorie A en circulation (note 13)	<u>320 629</u>	<u>315 504</u>
--	----------------	----------------

Actif net par action de catégorie A

26,59 25,92

Éventualités (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



Yvon Bolduc, administrateur



Michel Arsenault, administrateur

RÉSULTATS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers \$, sauf le bénéfice par action)	2012	2011
Produits		
Intérêts (note 15)	174 804	188 403
Dividendes	72 614	67 116
	<u>247 418</u>	<u>255 519</u>
Charges (note 16)		
Frais corporatifs	38 812	38 364
Frais d'investissements en capital de développement et autres investissements	32 439	32 111
Frais de développement et d'administration de l'Actionariat et de la Formation économique	45 923	41 954
Taxe sur le capital	–	1 064
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	4 974	4 307
	<u>122 148</u>	<u>117 800</u>
Revenu net de placement avant impôts	125 270	137 719
Impôts (note 17)	27 489	26 080
Revenu net de placement	<u>97 781</u>	<u>111 639</u>
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements		
Réalisés	49 249	79 708
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	69 614	460 234
Frais de transaction	(2 000)	(1 298)
	<u>116 863</u>	<u>538 644</u>
Bénéfice net	<u>214 644</u>	<u>650 283</u>
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	317 092	310 228
Bénéfice par action de catégorie A	<u>0,68</u>	<u>2,10</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers \$)	Capital-actions de catégorie A (note 13)			Surplus d'apport (note 13)	Bénéfices non répartis	Actif net
	Série 1	Série 2	Souscrit			
2012						
Solde au début	6 676 628	78 428	727	1 052 330	369 698	8 177 811
Bénéfice net					214 644	214 644
Émissions d'actions	757 066	9 981				767 047
Variation nette des souscriptions d'actions			33			33
Rachats d'actions	(507 864)	(11 926)		(77 253)	(22 877)	(619 920)
Variation des rachats en attente	(12 475)			(3 007)	555	(14 927)
Virements (note 13)	97 000				(97 000)	-
Solde à la fin	7 010 355	76 483	760	972 070	465 020	8 524 688
2011						
Solde au début	6 276 688	76 876	442	1 114 405	(174 059)	7 294 352
Bénéfice net					650 283	650 283
Émissions d'actions	688 157	10 092				698 249
Variation nette des souscriptions d'actions			285			285
Rachats d'actions	(391 659)	(8 540)		(62 075)	(3 139)	(465 413)
Variation des rachats en attente	442				(387)	55
Virements (note 13)	103 000				(103 000)	-
Solde à la fin	6 676 628	78 428	727	1 052 330	369 698	8 177 811

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MAI

(en milliers \$)	2012	2011
Activités d'exploitation		
Revenu net de placement	97 781	111 639
Éléments sans effet sur la trésorerie et variation des éléments hors-caisse		
Intérêts capitalisés sur investissements en capital de développement	(3 071)	(8 113)
Intérêts capitalisés sur billets	16 766	16 008
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	4 974	4 307
Impôts futurs	615	3 155
Débiteurs et autres actifs	(403 672)	(61 110)
Créditeurs et autres passifs	459 490	1 553
Impôts sur les bénéfiques	(1 263)	5 326
Autres	975	3 186
Frais de transactions	(1 972)	(1 297)
	170 623	74 654
Activités de financement		
Émissions de billets	263 906	100 828
Remboursements de billets	(201 631)	(172 177)
Émissions et souscriptions d'actions	767 080	698 534
Actions rachetées	(620 177)	(466 038)
	209 178	161 147
Activités d'investissement		
Acquisitions d'investissements en capital de développement	(1 018 526)	(649 431)
Produits de cessions d'investissements en capital de développement	670 847	557 469
Acquisitions d'autres investissements	(8 067 744)	(11 997 154)
Produits de cessions d'autres investissements	8 046 753	11 855 568
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 335)	(3 119)
Produits de cessions d'immobilisations corporelles	2 250	-
Développement informatique	(2 629)	(1 298)
	(372 384)	(237 965)
Augmentation (diminution) de l'encaisse	7 417	(2 164)
Encaisse au début	6 372	8 536
Encaisse à la fin	13 789	6 372

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation incluent des impôts versés de 26,1 M\$ (2011 : 20 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

1. LOI CONSTITUTIVE

STATUTS ET OBJECTIFS DU FONDS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le Fonds), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois;
- b) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec;
- c) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises;
- d) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements en capital de développement dans des placements non garantis, principalement dans de petites et moyennes entreprises (PME) situées au Québec. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

NORME DE 60 %

Le Fonds peut faire des investissements en capital de développement dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements en capital de développement du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds de l'exercice précédent.

Si le Fonds fait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant sont limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements en capital de développement moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent se situe à 67,0 % au 31 mai 2012 (2011 : 71,0 %).

Puisque le pourcentage minimal de la norme est atteint au 31 mai 2012, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2012-2013.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds est une société de placement en vertu de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) et applique, à cet égard, les principes comptables y afférents.

L'état du résultat étendu n'est pas présenté, car il n'y a aucun élément à y inclure.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'établissement de provisions et l'évaluation à la juste valeur des investissements en capital de développement et autres investissements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont les débiteurs et autres actifs, excluant les titres achetés en vertu de conventions de revente et les instruments financiers reliés aux titres achetés en vertu de conventions de revente. Les passifs financiers classés comme autres passifs sont les billets et les créditeurs et autres passifs, excluant les titres vendus en vertu de conventions de rachat. Tous ces instruments sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les investissements en capital de développement et autres investissements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

a) Instruments financiers non cotés

Les instruments financiers non cotés sont constitués d'actions, de parts et de prêts et avances.

Ces instruments sont évalués à la juste valeur en fonction de techniques et de modèles d'évaluation appropriés qui peuvent ne pas être principalement basés sur des informations de marché observables. Les informations de marché observables sont appliquées aux modèles d'évaluation si elles sont disponibles.

La juste valeur déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables dont tiendraient compte des parties dans le cadre d'une transaction sans lien de dépendance. Certaines hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur la juste valeur dont celles retenues pour déterminer les flux monétaires caractéristiques, le niveau de risque et le taux de croissance futur associés à ces flux en tenant compte des conditions économiques, des perspectives d'avenir du secteur d'activité concerné et des conditions propres à l'entreprise.

Les parts de fonds de couverture sont évaluées à la juste valeur établie par leur administrateur respectif à la date la plus rapprochée de celle du bilan du Fonds.

b) Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont constitués d'actions, d'obligations et d'instruments du marché monétaire. Ces instruments sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Lorsque exceptionnellement le marché d'un instrument financier n'est pas actif, celui-ci est alors évalué selon des techniques d'évaluation appropriées dont, entre autres, les méthodes établies pour les instruments financiers non cotés.

c) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés cotés sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Les instruments financiers dérivés non cotés sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs.

PRÊTS DE TITRES, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE ET TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds participe au programme de prêts de titres mis en place par son fiduciaire sur les titres dont il a la garde. Ce programme permet de conclure des opérations de prêts de titres, des opérations d'achats de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre à court terme, à un prix et à une date prédéterminés. Le programme permet également de conclure des opérations de ventes de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les racheter à court terme, à un prix et à une date prédéterminés. Les produits découlant de la participation du Fonds à ce programme sont présentés sous Intérêts à l'état des résultats.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux (%)
Corporelles		
Bâtisses	linéaire	2,5
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0
Équipement informatique	linéaire	25,0
Développement informatique	linéaire	33,3

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

CONSTATATION DES PRODUITS

a) Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

b) Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration, et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

c) Gains et pertes sur investissements en capital de développement et autres investissements

Les gains et les pertes réalisés résultant de cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements à l'état des résultats et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, multipliés par les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

CONVERSION DE DEVICES

Les éléments d'actif et de passif monétaires et ceux comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des gestionnaires et des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 8,5 et 12,1 années (2011 : entre 8,8 et 12,2 années).

3. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé en 2008 que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les entités ayant une obligation d'information du public. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de l'ICCA, devront appliquer les IFRS pour la première fois aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Ainsi, le Fonds a reporté sa date de première application et présentera ses premiers états financiers intermédiaires préparés selon les IFRS le 30 novembre 2014. Le Fonds respecte son plan de conversion aux IFRS.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

(en milliers \$)	2012			2011		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
Non garantis						
Actions cotées	666 736	45 502	712 238	564 727	134 799	699 526
Actions et parts non cotées ¹	2 381 376	231 649	2 613 025	2 051 802	46 032	2 097 834
Prêts, obligations et avances	1 592 344	(24 144)	1 568 200	1 488 162	(47 146)	1 441 016
Garantis						
Prêts et avances	29 173	(3 871)	25 302	65 534	(34 373)	31 161
	4 669 629	249 136	4 918 765	4 170 225	99 312	4 269 537

1. Les actions et parts non cotées incluent des parts de fonds de couverture d'une juste valeur de 89,7 M\$ (2011 : 119,3 M\$).

La rubrique Investissements en capital de développement inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 283,7 M\$ (2011 : 258,6 M\$).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES PRÊTS, OBLIGATIONS ET AVANCES À LA JUSTE VALEUR

(en milliers \$)	Taux variables		Taux fixes		Total
		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	5 ans et plus	
2012					
Non garantis	104 134	362 866	335 348	765 852	1 568 200
Taux moyen effectif (%)	9,1	2,8 ¹	8,5	7,3	
Garantis	413	7 429	150	17 310	25 302
Taux moyen effectif (%)	5,0	14,4	8,1	11,6	
2011					
Non garantis	51 303	259 882	393 688	736 143	1 441 016
Taux moyen effectif (%)	11,8	1,1 ¹	9,7	7,7	
Garantis	19 188	4 816	4 477	2 680	31 161
Taux moyen effectif (%)	6,9	12,4	11,8	9,3	

1. Ce taux moyen inclut des avances remboursables à demande ne portant pas intérêt faites à une société en propriété exclusive au montant de 294,2 M\$ (2011 : 235,1 M\$). En excluant ces avances, le taux moyen effectif serait de 12,0 % (2011 : 10,0 %).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers \$)	Investissements technologiques	Manufacturier et primaire	Services et tourisme	Fonds régional ou local et immobilier	Total
2012					
Coût	874 966	1 150 805	1 825 158	818 700	4 669 629
Plus-value (moins-value) non réalisée	(176 520)	(17 855)	241 706	201 805	249 136
Juste valeur	698 446	1 132 950	2 066 864	1 020 505	4 918 765
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	21 723	78 430	85 302	(185 455)	-
Fonds engagés mais non déboursés ¹	415 625	118 234	215 802	72 141	821 802
Garanties et cautionnements ²		6 898	9 331		16 229
	1 135 794	1 336 512	2 377 299	907 191	5 756 796
2011					
Coût	864 934	1 069 118	1 456 434	779 739	4 170 225
Plus-value (moins-value) non réalisée	(212 465)	(82 573)	244 297	150 053	99 312
Juste valeur	652 469	986 545	1 700 731	929 792	4 269 537
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	23 153	76 346	71 973	(171 472)	-
Fonds engagés mais non déboursés ¹	445 769	101 283	290 703	81 023	918 778
Garanties et cautionnements ²		11 190	7 324		18 514
	1 121 391	1 175 364	2 070 731	839 343	5 206 829

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements en capital de développement qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Des fonds engagés mais non déboursés, un montant de 248,1 M\$ (2011 : 251 M\$) représente des facilités de crédit et des financements de projets de sociétés en exploitation, dont l'échéance moyenne pondérée est de 15 mois (2011 : 6 mois); et un montant de 573,7 M\$ (2011 : 667,8 M\$) représente des engagements, qui seront déboursés par tranches, auprès de fonds spécialisés, dont l'échéance moyenne pondérée est de 9,3 ans (2011 : 8,5 ans). Des engagements d'un montant de 89,9 M\$ (2011 : 153,8 M\$) sont en devises, libellés principalement en dollars américains.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, lorsque le Fonds fait un investissement en capital de développement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres investissements.

GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements qui ne comportent généralement pas d'échéances spécifiques et qui sont des engagements irrévocables du Fonds à effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé et aux fins suivantes :

(en milliers \$)	2012	2011
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – sans recours	7 831	8 574
Pour l'exploitation et des marges de crédit d'exploitation – avec recours	8 398	9 940
	16 229	18 514

Au 31 mai 2012, la moins-value non réalisée relativement aux garanties et cautionnements est de 4,5 M\$ (2011 : 3,7 M\$) et est présentée sous Crédoeurs et autres passifs.

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités concernent habituellement les cessions d'investissements en capital de développement pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires. Cette dernière responsabilité est couverte, à certaines conditions, par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations, en tenant compte des provisions constituées, occasionnent des charges importantes additionnelles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

5. AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements*, non audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

(en milliers \$)	2012			2011		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
Actions cotées et parts non cotées	1 607 277	(92 976)	1 514 301	1 390 782	118 857	1 509 639
Parts de fonds de couverture	238 510	2 540	241 050	230 053	(13 614)	216 439
Obligations	2 032 824	120 890	2 153 714	2 246 336	56 749	2 303 085
Instruments du marché monétaire	207 346	129	207 475	153 622	218	153 840
	4 085 957	30 583	4 116 540	4 020 793	162 210	4 183 003
Instruments financiers dérivés	43	6 437	6 480	–	7 193	7 193
	4 086 000	37 020	4 123 020	4 020 793	169 403	4 190 196

La rubrique Autres investissements inclut des titres en devises d'une juste valeur de 1 338,5 M\$ (2011 : 1 267,7 M\$), dont principalement 825,9 M\$ (2011 : 710 M\$) en dollars américains, 170,0 M\$ (2011 : 165,6 M\$) en livres sterling et 153,2 M\$ (2011 : 201,1 M\$) en euros.

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE

Obligations

(en milliers \$)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	De 10 à 20 ans	De 20 à 30 ans	30 ans et plus	Total
2012							
Juste valeur	206 858	699 972	575 566	221 241	395 104	54 973	2 153 714
Coût	209 031	696 094	538 235	196 441	338 660	54 363	2 032 824
Valeur nominale	205 856	674 956	516 919	167 872	306 258	53 559	1 925 420
Taux moyen effectif (%)	2,0	2,7	3,8	4,4	4,5	3,0	3,4
Taux moyen nominal (%)	3,1	3,9	4,4	5,8	5,2	3,1	4,3
2011							
Juste valeur	145 987	811 191	629 487	232 977	330 815	152 628	2 303 085
Coût	148 286	807 981	607 105	222 395	309 499	151 070	2 246 336
Valeur nominale	144 576	784 732	593 012	192 101	288 934	146 062	2 149 417
Taux moyen effectif (%)	2,2	2,9	4,3	4,9	5,0	3,7	3,8
Taux moyen nominal (%)	3,9	4,0	4,6	6,2	5,5	3,9	4,6

Instruments du marché monétaire

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
2012				
Juste valeur	56 991	150 484		207 475
Taux moyen effectif (%)	1,0	1,1		1,1
2011				
Juste valeur	400	141 548	11 892	153 840
Taux moyen effectif (%)	1,0	1,2	1,5	1,2

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

Instruments financiers dérivés

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
2012				
Juste valeur ¹				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		80		80
Ventes d'options d'achat		(45)		(45)
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	237	8		245
Ventes	(22 000)	(36)		(22 036)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	-	-		-
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(246)	(4 884)		(5 130)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-			-
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(3 774)	(3 774)
	(22 009)	(4 877)	(3 774)	(30 660)
Valeur notionnelle				
Contrats d'options cotés sur indice boursier				
Achats d'options de vente		2 693		2 693
Ventes d'options d'achat		9 012		9 012
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	568 341	10 525		578 866
Ventes	881 848	547 637		1 429 485
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	11 182	114 215		125 397
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	147 743	359 854		507 597
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	3 494			3 494
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

Instruments financiers dérivés (suite)

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
2011				
Juste valeur ¹				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	(14)	(5)		(19)
Ventes	(7 846)	116		(7 730)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	(2 077)			(2 077)
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-			-
Contrats à terme normalisés sur produits de base		-		-
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			(2 475)	(2 475)
	(9 937)	111	(2 475)	(12 301)
Valeur notionnelle				
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	570 838	16 280		587 118
Ventes	884 647	541 922		1 426 569
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	26 918	100 057	883 231	1 010 206
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	615 689			615 689
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	20 067			20 067
Contrats à terme normalisés sur produits de base		1 191		1 191
Contrats de swap de gré à gré sur taux d'intérêt			25 000	25 000

1. La juste valeur de ces instruments dont la valeur est positive est de 6,4 M\$ (2011 : 7,2 M\$) et est présentée sous Autres investissements. La juste valeur de ceux dont la valeur est négative est de 37,1 M\$ (2011 : 19,5 M\$) et est présentée sous Crédeurs et autres passifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

RÉPARTITION DE LA JUSTE VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ¹

(en milliers \$)	Actions cotées et parts non cotées	Obligations	Instruments du marché monétaire	Total
2012				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 302 050	112 471	1 414 521
Institutions financières	79 313	529 820	35 243	644 376
Investissements technologiques	223 457	98 970	19 957	342 384
Manufacturier et primaire	901 526	105 998	39 804	1 047 328
Services et tourisme	551 055	116 876		667 931
Juste valeur	1 755 351	2 153 714	207 475	4 116 540
Fonds engagés mais non déboursés ²	26 324			26 324
	1 781 675	2 153 714	207 475	4 142 864
2011				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 583 968	32 370	1 616 338
Institutions financières	86 676	420 593	74 662	581 931
Investissements technologiques	218 947	81 271	19 863	320 081
Manufacturier et primaire	897 869	116 151	26 945	1 040 965
Services et tourisme	522 586	101 102		623 688
Juste valeur	1 726 078	2 303 085	153 840	4 183 003
Fonds engagés mais non déboursés ²	22 648			22 648
	1 748 726	2 303 085	153 840	4 205 651

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés.
2. Les fonds engagés mais non déboursés auprès de fonds d'infrastructures à l'international représentent les autres investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Ces engagements, dont l'échéance moyenne pondérée est de 1,0 an (2011 : 2,2 ans), sont en dollars américains.

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées dans la détermination des justes valeurs. La hiérarchie se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Juste valeur fondée sur les cours de marché (non rajustés) observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

Niveau 2 : Juste valeur fondée sur les prix cotés pour des instruments financiers semblables ou fondée sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont basées sur des informations de marché observables.

Niveau 3 : Juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas basées sur des informations de marché observables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

(en milliers \$)	Niveau			Total
	1	2	3	
2012				
Investissements en capital de développement				
Non garantis				
Actions cotées	703 132	9 106	-	712 238
Actions et parts non cotées			2 613 025	2 613 025
Prêts, obligations et avances		463 393	1 104 807	1 568 200
Garantis				
Prêts et avances			25 302	25 302
	703 132	472 499	3 743 134	4 918 765
Autres investissements				
Actions cotées et parts non cotées	1 436 719		77 582	1 514 301
Parts de fonds de couverture			241 050	241 050
Obligations		2 144 909	8 805	2 153 714
Instruments du marché monétaire		207 475		207 475
Instruments financiers dérivés	80	6 400		6 480
	1 436 799	2 358 784	327 437	4 123 020
	2 139 931	2 831 283	4 070 571	9 041 785
Encaisse	13 789			13 789
Instruments financiers dérivés	(45)	(37 095)		(37 140)
	2 153 675	2 794 188	4 070 571	9 018 434
2011				
Investissements en capital de développement				
Non garantis				
Actions cotées	697 562	1 964	-	699 526
Actions et parts non cotées			2 097 834	2 097 834
Prêts, obligations et avances		443 257	997 759	1 441 016
Garantis				
Prêts et avances			31 161	31 161
	697 562	445 221	3 126 754	4 269 537
Autres investissements				
Actions cotées et parts non cotées	1 432 897		76 742	1 509 639
Parts de fonds de couverture			216 439	216 439
Obligations		2 291 343	11 742	2 303 085
Instruments du marché monétaire		153 840		153 840
Instruments financiers dérivés	-	7 193		7 193
	1 432 897	2 452 376	304 923	4 190 196
	2 130 459	2 897 597	3 431 677	8 459 733
Encaisse	6 372			6 372
Instruments financiers dérivés		(19 494)		(19 494)
	2 136 831	2 878 103	3 431 677	8 446 611

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des justes valeurs de niveau 3.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(en milliers \$)	Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances		Total
			Non garantis	Garantis	
2012					
Juste valeur au 31 mai 2011	-	2 097 834	997 759	31 161	3 126 754
Gains (pertes) réalisés	(7 513)	40 148	(11 165)	(1 114)	20 356
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	8 052	185 621	25 866	30 503	250 042
Achats	-	596 940	240 387	25 729	863 056
Ventes et règlements	(539)	(307 518)	(148 040)	(60 977)	(517 074)
Juste valeur au 31 mai 2012	-	2 613 025	1 104 807	25 302	3 743 134
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée de Investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2012	-	112 411	(872)	(459)	111 080
2011					
Juste valeur au 31 mai 2010	2 850	1 872 239	1 157 432	30 331	3 062 852
Gains (pertes) réalisés	(15 853)	30 970	(24 800)	(1 182)	(10 865)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	13 208	69 241	20 511	(19 156)	83 804
Achats	1 500	363 647	333 117	46 736	745 000
Ventes et règlements	(7 987)	(238 263)	(285 992)	(25 568)	(557 810)
Transferts vers le (hors du) niveau 3	6 282		(202 509) ¹		(196 227)
Juste valeur au 31 mai 2011	-	2 097 834	997 759	31 161	3 126 754
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée de Investissements en capital de développement détenus au 31 mai 2011	8 553	29 954	(19 176)	(23 893)	(4 562)

1. Des débetures non garanties ont été transférées du niveau 3 au niveau 2 puisque leur méthode d'évaluation repose maintenant sur des informations de marché observables.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

AUTRES INVESTISSEMENTS

(en milliers \$)	Actions cotées et parts non cotées	Parts de fonds de couverture	Obligations	Total
2012				
Juste valeur au 31 mai 2011	76 742	216 439	11 742	304 923
Pertes réalisées		(4 103)	(2 376)	(6 479)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	7 057	16 154	2 138	25 349
Achats	2 392	114 819		117 211
Ventes et règlements	(8 609)	(102 259)	(2 699)	(113 567)
Juste valeur au 31 mai 2012	77 582	241 050	8 805	327 437
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée de				
Autres investissements détenus au 31 mai 2012	7 057	10 148	(462)	16 743
2011				
Juste valeur au 31 mai 2010	63 563	220 494	8 281	292 338
Pertes réalisées		(703)		(703)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	2 804	(3 802)	3 726	2 728
Achats	14 309	10 890		25 199
Ventes et règlements	(3 934)	(10 440)	(265)	(14 639)
Juste valeur au 31 mai 2011	76 742	216 439	11 742	304 923
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée de				
Autres investissements détenus au 31 mai 2011	2 804	(3 691)	3 720	2 833

Tous les instruments financiers de niveau 3, à l'exception de certaines parts, sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation dont les résultats sont tributaires d'hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Bien que la direction juge que ses évaluations à la juste valeur sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait résulter en des justes valeurs différentes. Lorsque cela est possible, une analyse de sensibilité aux changements d'hypothèses importantes est réalisée. La direction a évalué la situation et établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles ne résulterait pas en des justes valeurs significativement différentes.

Quant à la juste valeur de certaines parts et des parts de fonds de couverture de niveau 3, le Fonds n'a pas accès à l'information sur les placements sous-jacents, elle est alors basée sur la valeur fournie par le commandité ou l'administrateur externe. Ainsi, aucune autre hypothèse raisonnablement possible n'a pu être utilisée.

7. PRÊTS DE TITRES

Dans le cadre du programme de prêts de titres, le fiduciaire obtient, en échange des titres prêtés, des garanties ou des éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102 % et 106 % au 31 mai 2012 (2011 : entre 102 % et 104 %) et la juste valeur des titres prêtés s'établit à 133 M\$ (2011 : 98 M\$).

8. DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers \$)	2012	2011
Débiteurs sur cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements	90 254	102 270
Dividendes et intérêts courus	72 460	81 072
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de convention de rachat	131 507	-
Titres achetés en vertu de conventions de revente	325 443	-
Autres	37 172	80 906
	656 836	264 248

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

9. IMMOBILISATIONS

(en milliers \$)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
2012			
Bâtisses ¹	67 715	17 179	50 536
Mobilier et équipement de bureau	17 945	15 449	2 496
Équipement informatique	12 966	8 353	4 613
Développement informatique	17 928	14 497	3 431
	116 554	55 478	61 076
2011			
Bâtisses ¹	70 368	15 858	54 510
Mobilier et équipement de bureau	17 169	15 324	1 845
Équipement informatique	11 688	7 413	4 275
Développement informatique	15 348	13 655	1 693
	114 573	52 250	62 323

1. Le coût non amorti de la partie de la bâtisse destinée à la location est de 20,6 M\$ (2011 : 24,3 M\$).

10. BILLETS

Les billets sont remboursables sur demande et portent intérêt à un taux établi en fonction du taux de rendement de Autres investissements. Ainsi la juste valeur de ces billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux et de certains fonds spécialisés, correspond à leur valeur comptable. Le taux d'intérêt au 31 mai 2012 est de 4 % (2011 : 4,25 %).

11. MARGES DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de marges de crédit aux 31 mai 2012 et 2011 d'un montant de 80 M\$. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Aux 31 mai 2012 et 2011, ces marges ne sont pas utilisées.

12. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(en milliers \$)	2012	2011
Créditeurs sur acquisitions d'investissements en capital de développement et autres investissements	204 982	142 626
Instruments financiers dérivés	37 140	19 494
Rachats d'actions	28 072	13 274
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	456 950	-
Charges à payer et autres	89 290	85 500
	816 434	260 894

13. ACTIF NET

CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

ACTIONS DE CATÉGORIE A

Nombre illimité d'actions de catégorie A à être émises en séries 1 et 2, sans valeur nominale, avec droit de vote, rachetables et non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration.

Les actions de catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

13. ACTIF NET (SUITE)

CAPITAL-ACTIONS (suite)

Autorisé (suite)

ACTIONS DE CATÉGORIE B

Nombre illimité d'actions de catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions de catégorie A.

Souscrit

Le capital souscrit représente les sommes d'argent encaissées et pour lesquelles aucune action de catégorie A ne peut être émise en contrepartie en vertu de la politique d'achat de gré à gré. Ces sommes d'argent feront l'objet d'une émission d'actions de catégorie A au moment prévu dans cette politique, au prix de l'action en vigueur à cette date.

Modalités de rachat

Le Fonds est tenu de racheter les actions dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou les acheter de gré à gré lors de situations exceptionnelles, prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé lors de virements et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions. Cet excédent est réduit lors de rachats d'actions à un prix supérieur à la valeur moyenne du capital-actions émis, en proportion des actions rachetées.

Virements

Au cours de l'exercice, les administrateurs du Fonds ont approuvé l'augmentation du capital émis et payé des actions de catégorie A, série 1, d'un montant de 97 M\$ par virements des bénéfices non répartis (2011 : 103 M\$).

Au 31 mai 2012, le Fonds a procédé à des virements des bénéfices non répartis au capital-actions pour un montant cumulé de 1 717 M\$.

ACTIF NET DE CATÉGORIE A

(en milliers)	Série 1		Série 2		Souscrit	Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
2012						
Actif net au début	311 941	8 084 720	3 563	92 364	727	8 177 811
Bénéfice net		212 353		2 291		214 644
Émissions d'actions	29 225	757 066	386	9 981		767 047
Variation nette des souscriptions d'actions					33	33
Rachats d'actions	(23 393)	(605 970)	(538)	(13 950)		(619 920)
Variation des rachats en attente	(555)	(14 927)				(14 927)
Actif net à la fin	317 218	8 433 242	3 411	90 686	760	8 524 688
2011						
Actif net au début	302 413	7 209 561	3 538	84 349	442	7 294 352
Bénéfice net		642 780		7 503		650 283
Émissions d'actions	28 124	688 157	416	10 092		698 249
Variation nette des souscriptions d'actions					285	285
Rachats d'actions	(18 627)	(455 833)	(391)	(9 580)		(465 413)
Variation des rachats en attente	31	55				55
Actif net à la fin	311 941	8 084 720	3 563	92 364	727	8 177 811

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

14. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges pouvant résulter en des pertes. Lorsqu'une perte éventuelle est probable et qu'elle peut faire l'objet d'une estimation, celle-ci est comptabilisée. De l'avis de la direction, le montant global des pertes éventuelles, net des pertes comptabilisées, n'aurait pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

15. PRODUITS

Des intérêts de 16,8 M\$ (2011 : 16,0 M\$) sur les billets sont présentés en diminution des Intérêts à l'état des résultats et capitalisés sous Billets.

16. CHARGES

(en milliers \$)	2012	2011
Traitements et charges sociales	75 451	71 611
Frais de publicité et d'information	15 142	14 338
Frais d'occupation et loyers	10 597	11 115
Honoraires professionnels	7 818	5 612
Honoraires de gestion	7 443	7 870
Déplacements, voyages et représentation	3 807	3 360
Fournitures et matériel de bureau	3 459	3 388
Communication de l'information aux actionnaires	3 247	2 877
Frais de garde et de rémunération du fiduciaire	990	931
Taxe sur le capital		1 064
Produits d'honoraires et autres produits	(6 702)	(4 414)
Produits de location	(4 078)	(4 259)
Amortissement des immobilisations corporelles	4 057	3 590
Amortissement du développement informatique	917	717
	122 148	117 800

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

17. IMPÔTS

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, le Fonds est assujéti aux règles applicables aux sociétés de placement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou par l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. Puisque cet impôt est remboursable et que la direction du Fonds est d'avis qu'elle effectuera des augmentations suffisantes de son capital-actions émis et payé pour récupérer cet impôt, celui-ci n'est pas présenté à l'état des résultats mais est inclus sous Débiteurs et autres actifs. Le solde de cet impôt est de 10,3 M\$ (2011 : 9,0 M\$).

Le Fonds, ayant le statut de société privée, peut se faire rembourser une partie des impôts payés sur ses revenus de placement en ayant accès à l'impôt en main remboursable au titre de dividende (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite des virements des bénéfices non répartis. La totalité de cet impôt au montant de 31,9 M\$ (2011 : 33,9 M\$) a été appliquée en réduction des impôts sur les bénéfices à payer à la suite des virements approuvés par les administrateurs au cours de l'exercice.

En vertu de la *Loi sur les impôts* du Québec, le Fonds a le statut de société d'investissement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut, aux fins du calcul de son impôt du Québec, déduire de son revenu imposable ses gains en capital imposables. En conséquence, les gains en capital réalisés par le Fonds ne sont sujets à aucun impôt du Québec.

Les impôts sur le revenu net de placement avant impôts se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	2012	2011
Exigibles	26 874	22 925
Futurs	615	3 155
	27 489	26 080

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si l'on appliquait le taux d'imposition de base combiné (provincial et fédéral) au revenu net de placement avant impôts. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers \$)	2012	2011
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 46,6 %	58 376	64 177
Dividendes non imposables	(14 158)	(13 242)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(31 912)	(33 903)
Autres éléments	15 183	9 048
	27 489	26 080

Les éléments donnant lieu aux passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	2012	2011
Immobilisations	1 749	1 548
Investissements en capital de développement et autres	2 164	1 750
	3 913	3 298

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1^{er} janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Les prestations déterminées de ces régimes de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1^{er} juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 31 mars 2012. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation et de solvabilité a été effectuée en date du 31 décembre 2011 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 décembre 2012.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit :

(en milliers \$)	2012		2011	
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Régimes				
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début	120 826	1 833	102 189	1 679
Coût des services rendus	14 419	87	13 377	87
Intérêts débiteurs	7 009	100	5 950	92
Prestations versées	(1 465)	(29)	(2 097)	(25)
Perte actuarielle	19 241	226	1 407	
Solde à la fin	160 030	2 217	120 826	1 833
Actifs des régimes				
Solde au début	93 246	–	74 118	–
Cotisations du Fonds	9 493	29	6 945	25
Cotisations des employés	5 629		5 755	
Prestations versées	(1 465)	(29)	(2 097)	(25)
Rendement réel des actifs des régimes	5 476		8 525	
Solde à la fin	112 379	–	93 246	–
Rapprochement des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes				
Situation de capitalisation – déficit	(47 651)	(2 217)	(27 580)	(1 833)
Perte actuarielle nette non amortie	33 277	653	13 858	452
Coût (gain) non amorti des services passés	362	(138)	535	(178)
Passif au titre des prestations constituées	(14 012)	(1 702)	(13 187)	(1 559)

Ce passif au titre des prestations constituées est présenté sous Créiteurs et autres passifs.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

Les actifs des régimes capitalisés sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante :

(%)	2012	2011
Fonds commun d'actions	62,3	62,3
Fonds commun d'obligations	37,4	37,4
Encaisse et autres	0,3	0,3
	100,0	100,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES (suite)

Les coûts constatés au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	2012		2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Coût des services rendus au cours de l'exercice déduction				
faite des cotisations des employés	8 790	87	7 622	87
Intérêts débiteurs	7 009	100	5 950	92
Rendement réel des actifs des régimes	(5 476)		(8 525)	
Perte actuarielle	19 241	226	1 407	
Coût avant ajustements pour tenir compte de la				
nature à long terme des avantages sociaux futurs	29 564	413	6 454	179
Écart entre le rendement réel et le rendement				
prévu des actifs des régimes	(528)		3 562	
Écart entre le montant de la perte ou du gain actuariel constaté et le				
montant réel de la perte ou du gain actuariel sur l'obligation au				
titre des prestations constituées	(18 891)	(201)	(749)	28
Écart entre l'amortissement du coût ou du gain des services passés				
et les modifications effectives des régimes	173	(40)	173	(40)
Coûts constatés de l'exercice	10 318	172	9 440	167

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés, se chiffre à 9,5 M\$ (2011 : 7,0 M\$).

PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer les obligations du Fonds au titre des prestations constituées et les coûts constatés des régimes sont les suivantes :

(%)	2012		2011	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Obligations au titre des prestations constituées				
<i>Taux à la fin de l'exercice</i>				
Taux d'actualisation	4,50	4,50	5,25	5,25
Taux de croissance des salaires	3,50		3,50	
Coûts constatés au titre des prestations constituées				
<i>Taux à la fin de l'exercice précédent</i>				
Taux d'actualisation	5,25	5,25	5,25	5,25
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00		6,25	
Taux de croissance des salaires	3,50		3,50	

Le Fonds a déterminé le montant maximal annuel qu'il allait assumer par personne retraitée en vertu du régime d'assurance. Le Fonds ne prévoit aucune augmentation dans le futur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des sociétés apparentées, qui sont des entreprises qu'il contrôle ou sur lesquelles il a une influence notable. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des sociétés apparentées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes sur les investissements et en certaines charges, notamment des primes payées en vertu de régimes d'assurance.

Le Fonds, dont la majorité des administrateurs sont nommés par la FTQ, a convenu de verser 1,9 M\$ à cette dernière pour l'exercice terminé le 31 mai 2012 (2011 : 1,6 M\$) en vertu d'une entente pour rémunérer les services rendus principalement dans le cadre de formation économique, de bilans sociaux, de développement de l'actionnariat, de soutien et d'encadrement de certaines activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et il en nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds lui a consenti un prêt de 5 M\$, à un taux d'intérêt variable et conditionnel, d'une juste valeur de 3,6 M\$ (2011 : 3,3 M\$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts de 20 M\$ d'une juste valeur de 13,9 M\$ (2011 : 13,1 M\$) aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), des entités apparentées au Fonds, car celui-ci nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Ces prêts sont présentés au bilan sous Débiteurs et autres actifs.

20. GESTION DES RISQUES

Les risques découlant des instruments financiers font partie intégrante des états financiers audités et sont traités dans la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mai 2012*. Le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mai 2012* est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre comparables à ceux de l'exercice courant.

22. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, le *Relevé des autres investissements*, non audité, ainsi que le *Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût*, non audité, sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site internet au www.fondsftq.com ou au www.sedar.com.

RELEVÉ DES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT, AU COÛT

AU 31 MAI 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des administrateurs du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit du relevé des investissements en capital de développement, au coût (le « relevé ») du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2012. Ce relevé a été préparé par la direction sur la base des dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, l'information financière présentée dans le relevé du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2012 a été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.



1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A105976

Montréal, le 28 juin 2012

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
1988	Fonds de développement emploi-Montréal inc.	F		1 338		1 338	
	TransForce inc.	S	9 955			9 955	
1989	Entreprises publiques québécoises à faible capitalisation	IT/M/P/S	293 775			293 775	
1990	Bestar inc.	M	1 499	900		2 399	
	Transat A.T. inc.	S	39 377			39 377	
1991	B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	S	750			750	
	• Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c.	I	28 975			28 975	
	• Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.	F	38 000			38 000	
1992	Polycor inc.	P		12 490		12 490	
1993	European Medical Ventures Fund S.C.A.	IT	68			68	
	• Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c.	I	25 000			25 000	
	Groupe Robert inc.	S	21 940	19 250		41 190	
	Le Devoir inc.	S	1 315			1 315	
	SSQ, Société d'assurance-vie inc.	S	29 413	66 100		95 513	
1994	Corporation Financière Brome inc.	S	2 991	3 100		6 091	
1995	Château M.T. inc.	S	2 610			2 610	
	• Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite	F	13 105			13 105	
	• Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite	F	12 985			12 985	
	• Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite	F	20 114			20 114	
	• Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite	F	12 587			12 587	
	• Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite	F	21 532			21 532	
	• Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite	F	21 524			21 524	
	• Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite	F	12 708			12 708	
	MethylGene inc.	IT	17 033			17 033	
	Mines Virginia inc.	P	1 712			1 712	
1996	• Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite	S	26 700			26 700	
	• Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite	F	13 160			13 160	
	• Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite	F	18 574			18 574	
	• Fonds régional de solidarité Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite	F	12 573			12 573	
	• Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite	F	24 478			24 478	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
1996	Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite	F		30 478		30 478	
	Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite	F		24 976		24 976	
	Fonds régional de solidarité Saguenay - Lac-Saint-Jean, société en commandite	F		24 971		24 971	
	Groupe Solmax inc.	M		3 800	5 625	9 425	
	Mines Richmond inc.	P	9 219			9 219	
1997	Fonds de capital de risque GeneChem Technologies, s.e.c.	IT		6 439		6 439	
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.), société en commandite	I		1 657	52	1 709	
	Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite	F		12 000		12 000	
	GSM Capital Limited Partnership	IT		920		920	
	Mines Aurizon Itée	P	106			106	
1998	3539491 Canada inc. (ADF Industries Lourdes)	M			413	413	
	Cap sur mer inc.	M		1 807	102	1 909	
	Exploration Azimut inc.	P	654			654	
	Fonds régional de solidarité Centre-du-Québec, société en commandite	F		9 616		9 616	
	Niocan inc.	P	284			284	
	Société en commandite Manoir Richelieu	S		46 179	1 254	47 433	
	TS03 inc.	IT	6 503			6 503	
1999	Corporation minière Osisko	P	4 523		14 583	19 106	
	La Financière des entreprises culturelles (FIDEC), société en commandite	S		4 000		4 000	
2000	ARGO II : The Wireless-Internet Fund - Limited Partnership	IT		11 653		11 653	
	Atrium Innovations inc.	IT	37 769		25 000	62 769	
	Genopole 1er Jour S.A.	IT		136		136	
	Groupe Hélicoptères Canadiens inc.	S	24 633			24 633	
	Groupe Riotel Hospitalité inc.	S		405		405	
	GTI V, société en commandite	IT		8 059		8 059	
	Marketing Léger inc.	S		1 000	452	1 452	
	Société en commandite GeneChem Thérapeutique	IT		9 797		9 797	
2001	Fonds Bio-Innovation, société en commandite	IT		23 010		23 010	
	Investissement Premières Nations du Québec, société en commandite	F		2 000		2 000	
	Kruger Wayagamack inc.	M			12 137	12 137	
	Multiple Capital Fonds II, s.e.c.	IT		8 484		8 484	
	Novacap II, société en commandite	S		8 676		8 676	
	Partenaires MidCap	S		447		447	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2001	SIDEX, société en commandite	P	15 000			15 000	
2002	BioAxone Thérapeutique inc.	IT	3 000	1 229		4 229	
	FinTaxi, s.e.c.	S	10 000	40 000		50 000	
	• Fonds immobilier de solidarité FTQ inc.	I	1	291 194		291 195	
	Junex inc.	P	304			304	
	Lumira Capital I Québec société en commandite	IT	10 350			10 350	
	Produits Intégrés Avior inc.	M	3 250	247		3 497	
	Thermetco inc.	M	900	592		1 492	
	Vimac Early Stage Fund L.P.	IT	9 659			9 659	
2003	Le Fonds Entrepia Nord, s.e.c.	IT	7 612			7 612	
	Mines de la Vallée de l'or Itée	P	437			437	
	Stella-Jones inc.	M	3 428	35 938		39 366	
	Tranzyme, inc.	IT	9 546			9 546	
	Vimac Milestone Medica Fund North L.P.	IT	5 550			5 550	
2004	4262280 Canada inc. (Transat A.T.)	S	4 647			4 647	
	Alexis Minerals Corporation	P	214	300		514	
	Bois BSL inc.	M		1 083		1 083	
	Fonds Brightspark II, s.e.c.	IT	842			842	
	Fonds d'investissement MSBI, société en commandite	IT	9 016			9 016	
	Groupe Plafolift inc.	M	167	500	180	847	
	Manac inc.	M	8 523	21 739		30 262	
	Matamec Explorations inc.	P	154			154	
	Octasic inc.	IT	1 741	5 599		7 340	
	Sciences de la vie Bioniche inc.	IT	8 338			8 338	
	Trencap s.e.c.	S	198 516			198 516	
	Vimac ESF Annex Fund L.P.	IT	1 030			1 030	
2005	9053-2698 Québec inc.	M	1			1	
	A.M. Pappas Life Science Ventures III, LP	IT	9 986			9 986	
	Addenda Capital inc.	S	71 371			71 371	
	Camoplast Solideal inc.	M	41 007			41 007	
	Château Bonne Entente inc.	S	3 200	331		3 531	
	• FIER Partenaires, société en commandite	F	21 793			21 793	
	Fonds d'opportunités canadiennes HRS, s.e.c.	S	20 484			20 484	
	Groupe C.N.P. inc.	M		331		331	
	Groupe Canatal inc.	M		1 800		1 800	
	Média Groupe inc.	S	2 000	2 042		4 042	
	Metro inc.	S		74 948		74 948	
	ProQuest Investments III, L.P.	IT	3 209			3 209	
	RHO Fund Investors 2005, L.P.	IT	6 380			6 380	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2005	SAIL Plein Air inc.	S	1 000	3 529		4 529	
2006	2023671 Ontario inc. (Acier Pointe-Claire)	M		2 807		2 807	
	6569293 Canada inc. (Maison des Futailles)	M	13 482	8 000		21 482	
	9178-6590 Québec inc. (Excavation René-St-Pierre)	S	25			25	
	Alaris Royalty Corp.	IT	1			1	
	Boutique Linen Chest (Phase II) inc.	S		3 517		3 517	
	Capital Financière Agricole inc.	S	2 366			2 366	
	Capital St-Laurent, s.e.c.	IT	11 146			11 146	
	Corporation développement Knowlton inc.	M	9 249	10 405		19 654	
	Corporation Financière L'Excellence Itée	S		100 000		100 000	
	Coveo Solutions inc.	IT	3 500			3 500	
	Emerald Cleantech Fund II L.P.	IT	5 838			5 838	
	Entreprises SMD Itée	S	3 500	520		4 020	
	Équipements Comact inc.	M	500	850		1 350	
	Éthanol Greenfield inc.	M		60 000		60 000	
	Excavation René St-Pierre inc.	S		5 000		5 000	
	Exploration Dios inc.	P	184			184	
	FCPR Aerofund	S	9 406			9 406	
	Fiducie du Chantier de l'économie sociale	S		12 000		12 000	
	Fonds CTI sciences de la vie, s.e.c.	IT	1 564			1 564	
	Fonds ID s.e.c.	IT	8 773			8 773	
	Fonds Propulsion III s.e.c.	IT	4 944			4 944	
	Gestion Rivière du Diable inc.	S	2 841	750		3 591	
	Groupe CVTech inc.	S	19 985	5 675		25 660	
	J.L. Albright IV Venture Fund L.P.	IT	3 611			3 611	
	Lab Recherche inc.	IT	22 718			22 718	
	Métal Perreault inc.	M	300	338	150	788	
	Ressources Cartier inc.	P	768			768	
	• Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.	IT		18 050		18 050	
	• Soccrent 2006, société en commandite	F		11 380	6 400	17 780	
	Société en commandite AgeChem	IT		15 742		15 742	
	Sonaca S.A.	M		3 950		3 950	
	VantagePoint Venture Partners 2006 (Q), L.P.	IT		13 507		13 507	
2007	6705341 Canada inc. (North Country Slate)	P		90	908	998	
	Envivio, inc.	IT	5 751			5 751	
	Exploration Midland inc.	P	486			486	
	Fonds d'acquisition de Montréal, société en commandite	S		5 000		5 000	
	Fonds d'investissement de Montréal (F.I.M.) II, société en commandite	I		990		990	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2007	Fonds d'investissement iNovia II, société en commandite	IT		3 476		3 476		
	GO capital, s.e.c.	IT		1 219		1 219		
	Groupe Bikini Village inc.	S			1 875	1 875		
	Investissement (12348) s.e.n.c. (Cellfish Media)	IT		11 785		11 785		
	Les Industries Spectra Premium inc.	M		10 000	7 170	17 170		
	MMV Financial inc.	S		5 685	8 747	14 432		
	Nexsan Corporation	IT		8 687		3 880	12 567	
	• Novacap Industries III, s.e.c.	M		20 369			20 369	
	Novacap Technologies III, s.e.c.	IT		11 323			11 323	
	Partenaires Médias Remstar, s.e.c.	S		2 000			2 000	
	ProQuest Investments IV, L.P.	IT		5 727			5 727	
	• Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite	P		150 000			150 000	
	Thallion pharmaceutiques inc.	IT	8 275				8 275	
	Vertex III (C.I.) Fund, L.P.	IT		8 806			8 806	
	Vichthom Bionique Humaine inc.	IT	5 005				5 005	
2008	147755 Canada inc. (Groupe B.M.R.)	S			12 300	12 300		
	9185-1337 Québec inc.	M		1 500	1 250	2 750		
	Administration LVER inc.	S			11 116	11 116		
	Alimentation Coop Port-Cartier	S			203	203		
	• BDR Capital s.e.c.	IT		76 098			76 098	
	Cogeco Câble inc.	IT			100 000	100 000		
	Dalkotech inc.	M		5 400	900	6 300		
	Donner Metals Ltd	P	260				260	
	Exploration NQ inc.	P	137		125		262	
	Fonds soutien Montréal parallèle, s.e.c.	IT		2 000			2 000	
	G.D.G. Environnement Itée	S		2 500			2 500	
	Gestion TFI inc.	S			125 000		125 000	
	GLV inc.	M	32 061		25 000		57 061	
	Groupe AGF inc.	M			13 500		13 500	
	Groupe Gecko Alliance inc.	IT			5 000		5 000	
	Groupe GFI Solutions inc.	IT		22 870	8 000		30 870	
	HR Stratégies inc.	S		100			100	
	Mango Industrie du cuivre inc.	M		15 500	102	2 000	17 602	6 898
	Ontario Venture Capital Fund LP	IT		389			389	
	Placements Montrusco Bolton inc.	S		20 127			20 127	
Rho Ventures VI L.P.	IT		15 412			15 412		
Sonaca Montréal inc.	M			5 000		5 000		
VantagePoint Cleantech Partners II, L.P.	IT		13 692			13 692		
2009	5N Plus inc.	M	14 166			14 166		

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2009	A.M. Pappas Life Science Ventures IV, LP	IT		9 796			9 796	
	ADS inc.	M		3 600	4 275		7 875	
	Axtel SARL	S		1		811	812	
	Champlain Capital Partners, L.P.	S		7 197			7 197	
	Corporation Nuvolt inc.	M			196		196	
	CT-Paiement inc.	IT		3 000	300	200	3 500	
	FCPR Aerofund II	S		7 620			7 620	
	Fonds Cycle Capital I, s.e.c.	S		15 747			15 747	
	Fonds d'acquisition québécois, société en commandite	S		5 000			5 000	
	• Fonds Envol, société en commandite	S		1			1	
	Gestion hôtelière REVPAR inc.	S			234		234	
	Gestion Juste pour Rire inc.	S			3 750		3 750	
	Holding Smardt inc.	M		12 121	2 500		14 621	
	Les Viandes Laroche inc.	M		2 000			2 000	
	Meca Dev s.a.s.	M		21 502	10 227		31 729	
	Média Cinéflix inc.	S			11 250		11 250	
	Medicago inc.	IT	5 099				5 099	
	Premier Tech Itée	P			37 500		37 500	
	Shermag inc.	M			3 867		3 867	
	Société d'exploration minière Vior inc.	P	26		100		126	
	Société en commandite Groupe CH	S		40 000			40 000	7 831
	Teraxion inc.	S		5 917			5 917	
Transcontinental inc.	M			100 000		100 000		
• VC, société en commandite	I		104 537			104 537		
Yellow Média inc.	S			33 000		33 000		
2010	9220-2324 Québec inc. (Groupe C.N.P.)	M		2 500			2 500	
	Cactus Commerce inc.	IT				431	431	
	Dalkotech International inc.	M		1			1	
	Focus Graphite inc.	P	93				93	
	Foliot Management inc.	M		7 000	2 000		9 000	
	Fonds d'investissement Réal, s.e.c.	IT		2 723			2 723	
	Fortress Paper Ltd	M	7 000				7 000	
	Glendyne inc.	P		840			840	
	Groupe Technosub inc.	S		4 194			4 194	
	IPL inc.	M		15 000	45 000		60 000	
	Janod Itée	S		6 000	3 425		9 425	1 500
	Les Diamants Stornoway (Canada) inc.	P	600			14 700	15 300	
	Logibec Groupe Informatique Itée	IT			30 000		30 000	
	Nemaska Lithium inc.	P	350				350	
	Radialpoint Safecare inc.	IT		1	16 521		16 522	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances		
2010	Ressources Géoméga inc.	P	649			649	
	Ressources Pershimco inc.	P	145			145	
	Royal Nickel Corp.	P	300			300	
	Saladexpress inc.	M		8 392		8 392	
	Scierie Dion & Fils inc.	M			3 750	3 750	
	Serdy Média inc.	S		2 500	1 500	4 000	
	SSQ, Société d'assurances générales inc.	S			15 000	15 000	
	Twist, société en commandite	S		4 750		4 750	
	Xmet inc.	P	250			250	
2011	Abitibi Royalties inc.	P	8			8	
	Acquisio inc.	IT		2 000		2 000	
	AmorChem, société en commandite	IT		1 089		1 089	
	Bombardier inc.	M	25 000			25 000	
	Cogeco inc.	IT			25 000	25 000	
	Corporation Aurifère Aurvista	P	300			300	
	Corporation d'acquisition Groupe Maple	S		2 083		2 083	
	Divertissement 7G inc.	IT		6 000		3 500	9 500
	Fonds Alpha+ Monrusco Bolton	S		20 000			20 000
	Fonds Capital Culture Québec, société en commandite	S		10 000			10 000
	Fonds d'amorçage Cycle-C3E, s.e.c.	IT		990			990
	Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA), s.e.c.	S		667			667
	Fonds Relève Québec, s.e.c.	S		500			500
	Fonds stratégique à rendement absolu HRS s.e.c.	S		50 000			50 000
	Groupe Colabor inc.	S			15 000		15 000
	Groupe Crête division St-Faustin inc.	M				2 000	2 000
	Groupe Meloche inc.	M		3 000			3 000
	Groupe Tolgeco inc.	S			2 500		2 500
	JV Driver Corporation inc.	S			16 000		16 000
	Les Chantiers de Chibougamau Itée	M			4 750		4 750
	Les Constructions Bricon Itée	S		4 000	3 000		7 000
	Les Investissements Nolinor inc.	S			2 375		2 375
	Magnus Poirier inc.	S			475		475
	Milestone Pharmaceutiques inc.	IT		2 868			2 868
	Nunavik Nickel Mines Ltd	P	14				14
	Ressources Monarques inc.	P	305				305
	Ressources Sirios inc.	P	138				138
Rona inc.	S	39 985				39 985	
Scandinave Spa in Whistler inc.	S		1 950			1 950	
SSQ, Société d'assurance inc.	S		270 000			270 000	

Relevé des investissements en capital de développement, au coût

AU 31 MAI 2012

(en milliers \$)

Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Non garantis			Garantis	Total	Garanties et cautionnements	
		Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances	Prêts et avances			
2011	Technologies Miranda inc.	IT	7 190			7 190		
	Uranium Valley Mines Ltd	P	11			11		
2012	9187-8850 Québec inc. (Forage Boréal)	P			2 750	2 750		
	9259-0454 Québec inc. (Groupe MBI)	M		18 375		18 375		
	9262-2059 Québec inc. (Casavant Frères)	M		2 000		2 000		
	Agritibi R.H. inc.	S			600	600		
	Exploration Khalkos inc.	P	13			13		
	Fempro I inc.	M			3 350	3 350		
	Fonds de solidarité FTQ Investissements technologiques I, s.e.c.	IT		2 000		2 000		
	Germain Larivière inc.	S			1 700	1 700		
	Gestion SMS inc.	M		1		1		
	Gestion Steelhead inc.	S		1	1	2		
	La Coop fédérée	M		50 000		50 000		
	Les Bois de plancher P.G. inc.	M		2 000		2 000		
	Maetta Sciences inc.	M		2 438		2 438		
	Maibec inc.	M			2 500	2 500		
	Mine Barlow inc.	P		200		200		
Supermétal Structures inc.	M		3 618		3 618			
15 commandités de sociétés en commandite	S		2	1	3			
Total			666 736	2 381 376	1 592 344	29 173	4 669 629	16 229

- La liste des investissements effectués par ces fonds spécialisés est présentée au Répertoire non audité de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût.

Ce relevé des investissements en capital de développement au coût total de 4 669 629 000 \$ fournit le détail par société des sommes investies par le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Ce montant apparaît à la note 4 des états financiers du Fonds au 31 mai 2012. De plus, ce relevé présente les garanties et cautionnements octroyés par le Fonds.

Légende

F: Fonds régional ou local
 I: Immobilier
 M: Manufacturier
 P: Primaire
 S: Services et tourisme
 IT: Investissements technologiques

RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS (NON AUDITÉ)

AU 31 MAI 2012

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Acciona SA	6 574	753	356
Acergy SA	21 343	536	435
Acerinox SA	11 088	234	112
Advantage Oil & Gas Ltd	58 800	330	168
Aeon Co. Ltd	55 900	807	699
AES Corp.	174 659	2 497	2 176
AGL Energy Ltd	180 924	2 219	2 469
Agnico-Eagle Mines Ltd	79 100	3 376	3 047
Agrium inc.	97 960	6 535	7 891
Air Liquide SA	67 789	4 114	4 401
Air Products & Chemicals inc.	26 900	2 162	2 195
Air Water inc.	16 000	211	191
Airgas inc.	8 000	436	719
Ajinomoto Co. inc.	60 000	670	839
Aker Solutions ASA	10 908	138	148
Akzo Nobel NV	30 110	1 736	1 424
Alacer Gold Corp.	98 400	834	561
Alamos Gold inc.	96 800	1 528	1 792
Albemarle Corp.	11 500	723	723
Alcoa inc.	137 100	2 150	1 210
Allegheny Technologies inc.	12 200	733	403
Alliant Energy Corp.	30 000	1 130	1 351
Alpha Natural Resources inc.	17 400	780	187
AltaGas Ltd	31 416	784	901
Altria Group inc.	192 503	4 422	6 419
Alumina Ltd	263 874	561	256
Amcor Ltd	155 284	939	1 161
AMEC plc	25 749	405	397
Ameren Corp.	62 100	2 093	2 063
American Electric Power Co. inc.	127 600	4 829	5 058
American Water Works Co. inc.	47 200	1 190	1 658
Americas Petrogas inc.	109 600	384	219
Anadarko Petroleum Corp.	41 700	2 591	2 626
Anglo American plc	168 772	6 998	5 302
Anheuser-Busch InBev NV	75 515	3 474	5 289
Antofagasta plc	51 013	788	814
APA Group	173 221	900	867
Apache Corp.	32 100	3 113	2 693
ARC Resources Ltd	102 100	2 210	2 098
ArcelorMittal	119 881	3 631	1 715
Archer-Daniels-Midland Co.	61 900	2 105	2 033
Argonaut Gold inc.	42 800	365	345
Arkema	8 081	735	547
Aryzta AG	8 460	337	393
Asahi Breweries Ltd	38 200	691	844
Asahi Kasei Corp.	163 000	972	909
Associated British Foods plc	35 476	602	671
AT&T inc.	1 483 894	47 620	52 443
Athabasca Oil Corp.	104 400	1 403	1 106
AuRico Gold inc.	130 381	1 098	999
Avion Gold Corp.	174 400	372	89

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Avon Products inc.	40 300	1 292	691
B2Gold Corp.	272 995	921	841
Baker Hughes inc.	36 747	1 981	1 582
Ball Corp.	19 200	547	789
Bankers Petroleum Ltd	1 288 600	5 216	2 628
Banque Laurentienne du Canada	1 861 800	59 990	79 313
Banro Corporation	296 200	1 455	1 268
Barrick Gold Corp.	574 164	23 980	23 151
Barry Callebaut AG-REG	142	132	129
BASF SE	116 697	7 304	8 429
Baytex Energy Corp.	61 700	2 751	2 785
Beam inc.	13 793	664	859
Beiersdorf AG	10 066	667	656
Belgacom SA	38 696	1 595	1 049
Bellatrix Exploration Ltd	128 500	431	424
Bezeq Israeli Telecommunication Corp. Ltd	458 245	1 045	598
BG Group plc	282 857	5 431	5 592
BHP Billiton Ltd	409 401	13 703	13 100
BHP Billiton plc	268 428	7 706	7 249
Birchcliff Energy Ltd	111 700	871	683
BlackPearl Resources inc.	100 700	382	385
Boliden AB	35 904	471	474
Bonavista Energy Corp.	51 100	1 156	898
Bonterra Energy Corp.	5 200	291	240
Boral Ltd	86 846	418	302
Border Petroleum Corp.	2 950 000	905	620
BP plc	1 578 710	14 117	9 938
Brigus Gold Corp.	772 400	964	649
British American Tobacco plc	185 377	6 780	9 039
Brown-Forman Corp.	7 500	455	677
BT Group plc	1 943 911	6 856	6 381
Bunge Ltd	13 635	965	837
Cabot Oil & Gas Corp.	16 000	646	537
Calfrac Well Services Ltd	11 000	276	249
Calpine Corp.	85 600	1 200	1 472
Caltex Australia Ltd	11 013	145	148
Cameco Corp.	139 400	3 068	2 755
Cameron International Corp.	20 800	830	980
Campbell Soup Co.	17 800	663	581
Canadian Energy Services & Technology Corp.	239 700	2 241	2 565
Canadian Natural Resources Ltd	487 360	15 837	14 368
Canadian Oil Sands Ltd	171 100	4 413	3 424
Canexus Corp.	55 300	398	473
Canfor Corp.	35 700	367	396
Capstone Mining Corp.	966 400	2 805	2 261
Carlsberg AS, classe B	9 996	870	770
Carpathian Gold inc.	4 988 500	2 035	1 546
Carrefour SA	56 466	2 631	1 008
Casino Guichard Perrachon SA	5 545	526	480
Castle Resources inc.	1 308 800	1 044	412
Cathedral Energy Services Ltd	109 400	791	618

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
CCL Industries inc., classe B	11 900	375	437
Celanese Corp.	20 300	775	828
Celtic Exploration Ltd	30 000	453	372
Cenovus Energy inc.	374 050	11 677	12 120
CenterPoint Energy inc.	103 900	1 687	2 165
Centerra Gold inc.	73 300	1 037	781
Centrica plc	1 362 124	6 875	6 717
CenturyLink inc.	155 107	5 778	6 279
CF Industries Holdings inc.	8 400	1 081	1 487
Chesapeake Energy Corp.	56 000	1 526	977
Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd	129 000	559	733
Chevron Corp.	164 310	14 333	16 696
China Gold International Resources Corp. Ltd	73 400	354	243
Chubu Electric Power Co. inc.	175 800	4 309	2 777
Chugoku Electric Power Co. inc.	77 700	1 648	1 270
Church & Dwight Co. inc.	13 100	463	719
Cie Générale de Géophysique-Veritas	11 657	508	261
Cimarex Energy Co.	6 600	352	361
Cimpor Cimentos de Portugal SGPS, SA	24 393	170	172
Cliffs Natural Resources inc.	18 359	1 197	905
Clorox Co.	11 400	750	812
CLP Holdings Ltd	480 000	3 849	4 052
CMS Energy Corp.	68 800	1 660	1 657
Cobalt International Energy inc.	13 100	388	304
Coca-Cola Amatil Ltd	55 689	527	708
Coca-Cola Co.	191 900	11 295	14 804
Coca-Cola Enterprises inc.	27 900	667	786
Coca-Cola Hellenic Bottling Co. SA	17 705	514	310
Coca-Cola West Co. Ltd	5 400	128	94
Colgate-Palmolive Co.	45 106	3 595	4 569
Colossus Minerals inc.	899 450	5 027	3 716
Colruyt SA	7 020	344	291
ConAgra Foods inc.	38 300	907	987
Concho Resources inc.	8 400	738	763
ConocoPhillips	101 278	5 275	5 458
Consolidated Edison inc.	77 400	3 845	4 822
Constellation Brands inc.	16 100	375	320
Contact Energy Ltd	93 286	457	354
Continental Resources inc.	3 700	237	279
Copper Mountain Mining Corp.	54 500	240	217
Core Laboratories NV	4 100	543	540
Corporation minière Osisko	178 400	1 789	1 358
Cosmo Oil Co. Ltd	48 000	166	126
Costco Wholesale Corp.	41 300	2 712	3 679
Crescent Point Energy Corp.	123 400	4 521	4 875
Crew Energy inc.	223 700	2 299	1 295
CRH PLC	92 094	2 252	1 608
Croda International plc	17 635	631	628
Crown Castle International Corp.	71 189	2 755	4 002
Crown Holdings inc.	19 300	564	677
CVS Caremark Corp.	122 500	4 392	5 696

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Actions et parts			
Daicel Chemical Industries Ltd	31 000	206	182
Daido Steel Co. Ltd	31 000	155	192
Danone	54 274	3 500	3 604
Delhaize Group SA	10 196	799	383
Denbury Resources inc.	30 400	557	474
Denison Mines Corp.	108 700	288	167
Denki Kagaku Kogyo KK	65 000	249	224
Detour Gold Corp.	52 100	1 145	1 094
Deutsche Telekom AG	698 011	10 665	7 124
Devon Energy Corp.	32 200	2 376	1 975
Diageo plc	235 408	4 547	5 802
Diamond Offshore Drilling inc.	5 400	520	324
Distribuidora Internacional	56 431	399	253
Dominion Resources inc.	149 900	6 570	8 040
Dow Chemical Co.	150 800	4 694	4 822
Dr Pepper Snapple Group inc.	20 803	621	884
DTE Energy Co.	45 100	2 165	2 641
Duke Energy Corp.	354 843	7 123	8 031
Dundee Precious Metals inc.	44 700	393	281
E.ON AG	478 341	18 412	9 036
Eastern Platinum Ltd	8 158 100	5 410	1 999
Eastman Chemical Co.	17 700	605	848
Ecolab inc.	37 200	1 966	2 421
EDF SA	65 328	4 200	1 299
Edison International	82 400	3 396	3 817
EDP - Energias de Portugal SA	514 137	2 069	1 104
El du Pont de Nemours & Co.	118 600	5 321	5 902
Eldorado Gold Corp.	328 425	4 146	3 734
Electric Power Development Co. Ltd	32 200	1 112	861
Elisa OYJ	36 603	823	738
Enagas SA	49 117	1 220	787
Enbridge inc.	276 300	8 245	11 254
Encana Corp.	303 950	7 988	6 234
Endeavour Silver Corp.	40 500	354	360
Enel Green Power SPA	475 783	1 048	652
Enel SPA	1 749 978	11 198	5 123
Enerflex Ltd	21 900	275	231
Energen Corp.	6 400	332	291
Energizer Holdings inc.	6 000	451	452
Enerplus Corp.	69 379	1 758	987
ENI SPA	200 427	5 227	3 950
Ensign Energy Services inc.	44 800	655	585
Entergy Corp.	47 000	3 974	3 125
EOG Resources inc.	22 500	2 112	2 304
Epsilon Energy Ltd	26 700	89	45
EQT Corp.	12 750	590	609
Estee Lauder Companies inc.	22 400	577	1 250
Eurasian Natural Resources Corp. plc	33 321	493	224
Evrast plc	45 897	217	216
Exelon Corp.	223 867	11 940	8 524
Exton Gold Mines Ltd	36 600	362	104

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Exxon Mobil Corp.	391 646	30 511	31 898
FamilyMart Co. Ltd	5 100	178	239
First Majestic Silver Corp.	48 700	748	691
First Quantum Minerals Ltd	309 900	5 482	5 553
FirstEnergy Corp.	110 413	5 685	5 334
Fletcher Building Ltd	77 704	484	380
FMC Corp.	18 000	636	948
FMC Technologies inc.	20 300	621	841
Fortescue Metals Group Ltd	181 148	799	837
Fortum OYJ	118 727	3 483	2 232
Fortuna Silver Mines inc.	57 900	311	232
France Telecom SA	464 102	11 576	6 033
Franco-Nevada Corp.	64 100	2 379	2 774
Freehold Royalties Ltd	17 000	294	302
Freeport-McMoRan Copper & Gold inc.	120 808	4 634	3 998
Fresnillo plc	23 528	398	505
FRM Diversified II Fund SPC	537 722	68 302	66 943
Frontier Communications Corp.	255 430	2 060	990
Fugro NV	5 548	328	330
Gabriel Resources Ltd	124 800	599	231
Galp Energia SGPS, SA	17 745	291	219
GAM Global Rates Fund	10 300 000	10 005	10 820
Gas Natural	182 488	1 809	1 062
GDF Suez	329 227	13 513	6 736
General Mills inc.	61 100	2 095	2 419
Gibson Energy inc.	25 300	522	525
Givaudan SA	1 071	958	1 005
Goldcorp inc.	483 700	19 140	18 086
Golden Agri-Resources Ltd	657 888	399	344
Golden Star Resources Ltd	112 500	317	120
Great Basin Gold Ltd	220 100	320	119
Green Mountain Coffee Roasters	13 200	1 044	323
Guyana Goldfields inc.	33 200	286	71
Harry Winston Diamond Corp.	39 300	529	501
Hathersage LTCP Fund	10 300 000	10 005	10 051
HeidelbergCement AG	18 199	1 029	818
Heineken Holding NV	9 109	442	382
Heineken NV	21 396	1 054	1 056
Helmerich & Payne inc.	8 200	420	381
Henkel AG & Co. KGaA	28 618	1 376	1 789
Herbalife Ltd	10 800	609	498
Hershey Co.	14 500	654	992
Hess Corp.	25 800	1 608	1 165
Hitachi Chemical Co. Ltd	11 700	252	192
Hitachi Metals Ltd	18 000	216	217
HJ Heinz Co.	30 300	1 443	1 657
HKT Trust and HKT Ltd	20 347	12	16
Hokkaido Electric Power Co. inc.	47 100	1 059	612
Hokuriku Electric Power Co.	43 900	1 040	703
Holcim Ltd	29 328	2 027	1 594
HollyFrontier Corp.	16 278	542	494

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Holmen AB	7 269	260	192
Hong Kong & China Gas Co. Ltd	1 261 873	2 643	3 065
Hormel Foods Corp.	15 000	312	463
HRS Holding Ltd	222 931	52 656	50 812
HudBay Minerals inc.	79 600	832	604
Husky Energy inc.	105 800	2 763	2 449
I.L.F. Ltd, série 01 2008, classe B	930	927	575
IAMGOLD Corp.	174 018	2 217	1 914
Iberdrola SA	1 032 768	9 654	4 034
Idemitsu Kosan Co. Ltd	1 400	141	131
Iliad SA	5 711	619	762
Iluka Resources Ltd	54 356	866	730
Imerys SA	3 606	236	179
Imperial Oil Ltd	89 800	3 676	3 716
Imperial Tobacco Group plc	93 956	3 382	3 507
Incitec Pivotal Ltd	196 225	747	556
Inmarsat plc	115 808	1 240	793
Inmet Mining Corp.	23 500	1 182	1 019
Inpex Corp.	185	1 170	1 105
Integrus Energy Group inc.	21 200	1 062	1 179
Inter Pipeline Fund Trust	93 600	1 344	1 727
International Flavors & Fragrances inc.	9 800	472	568
International Paper Co.	53 200	1 474	1 607
International Power plc	407 191	2 441	2 686
Israel Chemicals Ltd	53 778	630	576
Israel Corporation Ltd	323	227	186
Ivanhoe Mines Ltd	133 755	1 885	1 293
J Sainsbury plc	112 600	703	517
Jaguar Mining inc.	33 400	293	40
James Hardie Industries	57 516	413	424
Japan Petroleum Exploration Co.	2 300	151	92
Japan Tobacco inc.	422	1 776	2 430
Jeronimo Martins SGPS, SA	22 180	255	408
JFE Holdings inc.	59 500	1 908	997
JM Smucker Co.	10 854	628	856
Johnson Matthey plc	27 702	772	959
JSR Corp.	22 000	462	393
JX Holdings inc.	189 800	1 175	993
K+S AG	22 240	1 346	923
Kaneka Corp.	38 000	301	216
Kansai Electric Power Co. inc.	200 100	4 693	2 989
Kansai Paint Co. Ltd	24 000	206	237
Kao Corp.	50 900	1 489	1 360
Kazakhmys plc	25 008	510	265
KDDI Corp.	674	4 465	4 309
Kellogg Co.	23 700	1 276	1 196
Kerry Group plc	13 405	419	597
Kesko OYJ	5 479	257	142
Keyera Corp.	60 718	1 902	2 550
Kikkoman Corp.	18 000	214	220
Kimberly-Clark Corp.	37 500	2 533	3 067

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Kinder Morgan inc.	33 408	1 059	1 163
Kinder Morgan Management LLC	6 905	325	508
Kinross Gold Corp.	526 652	7 115	4 334
Kirin Holdings Co. Ltd	81 000	1 196	961
Kirkland Lake Gold inc.	28 800	419	304
Kobe Steel Ltd	291 000	770	357
Koninklijke Ahold NV	97 262	1 256	1 183
Koninklijke DSM NV	19 887	914	979
Koninklijke KPN NV	360 865	5 818	3 532
Kraft Foods inc.	158 041	5 064	6 252
Kroger Co.	50 800	1 272	1 153
Krom River Fund	9 746 152	9 939	9 528
Kuraray Co. Ltd	41 700	524	549
Kyushy Electric Power Co. inc.	114 200	2 485	1 436
Labrador Iron Ore Royalty Corp.	40 100	1 216	1 260
Lafarge SA	22 449	1 746	855
Lake Shore Gold Corp.	185 200	411	156
Lanxess AG	10 791	736	740
Lawson inc.	5 300	242	384
Legacy Oil + Gas inc.	81 300	950	596
Level 3 Communications inc.	36 448	809	801
Linde AG	21 798	2 863	3 467
Lindt & Spruengli AG-PC	96	294	281
Lindt & Spruengli AG-REG	11	285	388
Lonmin plc	17 371	819	195
L'Oreal SA	22 843	2 520	2 656
Lorillard inc.	12 271	977	1 565
Lundin Mining Corp.	713 690	3 171	2 869
Lundin Petroleum AB	15 827	414	288
Lynas Corp. Ltd	225 798	491	235
LyondellBasell Industries NV	40 400	1 512	1 632
Madalena Ventures inc.	1 913 000	2 248	918
Major Drilling Group International	36 600	460	437
Marathon Oil Corp.	59 100	1 557	1 514
Marathon Petroleum Corp.	29 278	968	1 082
Markham Rae I Fund, classe B	4 309 016	4 249	4 540
Markham Rae I Fund, classe C	5 845 559	5 765	6 157
Martin Marietta Materials inc.	5 000	487	347
Maruichi Steel Tube Ltd	5 200	139	112
McCormick & Co. inc.	12 000	503	698
MDU Resources Group inc.	48 100	1 183	1 119
Mead Johnson Nutrition Co.	18 967	970	1 585
MeadWestvaco Corp.	20 600	478	583
MEG Energy Corp.	43 200	1 911	1 483
MEIJI Holdings Co. Ltd	5 300	239	228
Mercator Minerals Ltd	102 400	275	65
Metcash Ltd	77 785	301	299
Methanex Corp.	43 200	1 045	1 242
Metro AG	13 106	841	389
MetroPCS Communications inc.	77 166	929	499
Millicom International Cellular SA	15 708	1 485	1 391

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Mines Aurizon Itée	75 500	395	371
Mitsubishi Chemical Holdings Corp.	175 500	1 014	802
Mitsubishi Gas Chemical Co. inc.	45 000	334	270
Mitsubishi Materials Corp.	123 000	471	344
Mitsui Chemicals inc.	116 000	447	303
Mobistar SA	8 033	569	246
Molson Coors Brewing Co.	14 600	714	579
Monster Beverage Corp.	13 848	715	1 039
Mosaic Co.	37 923	2 225	1 868
Mullen Group Ltd	28 600	513	608
Murphy Oil Corp.	15 600	1 018	749
Nabors Industries Ltd	22 500	577	314
NAL Energy Corp.	53 500	496	335
National Grid plc	946 929	9 805	9 813
National Oilwell Varco inc.	35 463	1 922	2 441
Neo Material Technologies inc.	53 300	464	547
Neste Oil OYJ	10 225	305	97
Nestlé SA	311 026	15 288	18 234
Nevada Copper Corp.	688 600	2 947	1 391
Nevsun Resources Ltd	147 400	653	531
New Gold inc.	246 600	1 929	2 229
Newcrest Mining Ltd	97 598	3 044	2 442
Newfield Exploration Co.	11 700	563	359
Newmont Mining Corp.	63 100	3 356	3 073
Newstrike Capital inc.	363 000	1 123	595
Nexen inc.	330 300	6 108	5 318
NextEra Energy inc.	105 671	5 980	7 108
NII Holdings inc.	42 100	1 775	500
Niko Resources Ltd	16 420	907	502
Nippon Meat Packers inc.	14 000	182	173
Nippon Paper Group inc.	13 200	428	210
Nippon Steel Corp.	655 000	2 395	1 505
Nippon Telegraph & Telephone Corp.	109 300	5 181	4 880
NiSource inc.	72 000	1 383	1 859
Nisshin Seifun Group inc.	18 500	212	213
Nisshin Steel Co. Ltd	79 000	244	100
Nissin Foods Holdings Co. Ltd	5 600	200	211
Nitto Denko Corp.	21 300	921	893
Noble Corp.	21 400	838	689
Noble Energy inc.	14 900	1 120	1 298
Norsk Hydro ASA	121 890	812	523
North American Palladium Ltd	66 400	285	155
Northeast Utilities	83 377	2 488	3 095
Northern Dynasty Minerals Ltd	27 800	312	75
Novagold Resources inc.	100 400	732	583
Novozymes AS	31 563	703	876
NRG Energy inc.	62 900	1 830	992
NTT DoCoMo inc.	3 824	6 488	6 314
Nucor Corp.	40 600	1 834	1 494
NuVista Energy Ltd	29 900	303	101
NuWave Fund	10 300 000	10 005	11 112

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Occidental Petroleum Corp.	67 600	5 283	5 532
OceanaGold Corp.	121 600	371	221
Oest Elektrizitaets Wirtschafts	17 165	944	407
OJI Paper Co. Ltd	93 000	500	364
Olam International Ltd	133 516	282	178
OMV AG	12 795	651	358
Oneok inc.	26 362	1 429	2 266
Orica Ltd	46 961	1 004	1 159
Origin Energy Ltd	91 500	1 183	1 180
Osaka Gas Co. Ltd	481 000	1 880	1 944
Owens-Illinois inc.	19 200	546	387
OZ Minerals Ltd	34 406	534	296
Pacific Rubiales Energy Corp.	103 200	2 144	2 753
Pan American Silver Corp.	71 225	1 558	1 212
Paramount Resources Ltd	200 100	6 009	5 386
Parkland Fuel Corp.	22 900	290	319
Pason Systems inc.	22 600	291	339
PCCW Ltd	936 000	299	355
Peabody Energy Corp.	23 300	988	564
Pembina Pipeline Corp.	100 705	2 207	2 801
Pengrowth Energy Corp.	127 500	1 400	922
Penn West Petroleum Ltd	167 000	3 212	2 291
Pepco Holdings inc.	61 400	1 192	1 205
Pepsico inc.	147 940	9 806	10 374
Pernod-Ricard SA	19 812	1 743	2 004
PetroBakken Energy Ltd	27 149	578	309
Petrobank Energy & Resources Ltd	37 600	542	402
Petrofac Ltd	19 888	316	490
Petrominerales Ltd	35 142	831	480
Peyto Exploration & Development Corp.	48 900	840	846
PG&E Corp.	109 800	4 839	4 942
Philip Morris International inc.	162 240	8 912	14 156
Phillips 66	52 889	1 636	1 619
Pincrest Energy inc.	286 800	788	574
Pinnacle West Capital Corp.	29 399	1 243	1 491
Pioneer Natural Resources Co.	9 900	586	986
Plains Exploration & Production Co.	10 400	439	384
PNG Gold Corp.	6 080	5	1
Portefeuille de deux fonds d'infrastructure privés	2	73 148	77 582
Portugal Telecom SGPS, SA	172 206	1 763	674
Potash Corp. of Saskatchewan inc.	514 880	20 907	21 007
Power Assets Holdings Ltd	369 500	2 352	2 670
PPG Industries inc.	19 400	1 496	2 071
PPL Corp.	154 100	4 788	4 351
Praxair inc.	38 000	3 372	4 166
Precision Drilling Corp.	97 500	936	776
Premier Gold Mines Ltd	63 700	356	287
Pretium Resources inc.	29 400	473	396
Procter & Gamble Co.	259 600	17 106	16 690
Progress Energy inc.	78 500	3 638	4 430
Progress Energy Resources Corp.	64 406	804	713

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Actions et parts			
Public Service Enterprise Group inc.	134 600	4 694	4 333
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 12, classe I 2010	382	388	424
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 4, classe I 2011	1 097	1 043	1 169
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 4, classe I 2012	65 008	63 985	67 545
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 5, classe I 2012	164	171	170
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 7, classe I 2010	819	842	961
Q-BLK Strategic Partners, inc., série 8, classe I 2011	229	227	243
QEP Resources inc.	13 800	445	373
Queenston Mining inc.	609 200	3 053	2 163
Rainy River Resources Ltd	110 700	801	492
Ralcorp Holdings inc.	5 500	311	358
Randgold Resources Ltd	11 254	967	930
Range Resources Corp.	13 700	657	810
Reckitt Benckiser Group plc	61 910	3 260	3 399
Red Electrica Corp. SA	28 525	1 544	1 065
Rémy Cointreau SA	1 939	199	199
Renegade Petroleum Ltd	717 700	2 847	2 261
Repsol YPF SA	66 943	1 838	1 022
Reunion Gold Corp.	1 299 200	1 368	637
Rexam plc	113 831	794	732
Reynolds American inc.	32 200	973	1 389
Rio Tinto Ltd	55 548	3 606	3 171
Rio Tinto plc	171 104	9 362	7 581
Rock-Tenn company, classe A	8 676	628	458
Romarco Minerals inc.	270 200	367	165
Rowan Cos. plc	8 700	307	269
Roxgold inc.	723 400	1 339	485
Royal Dutch Shell plc	526 712	17 552	17 105
Rubicon Minerals Corp.	133 000	506	379
RWE AG	140 156	10 900	5 248
SABMiller plc	90 836	2 518	3 468
Safeway inc.	24 400	648	478
Saipem SPA	22 393	873	892
Salzgitter AG	5 125	515	226
San Gold Corp.	144 800	366	203
Santos Ltd	79 813	1 001	961
Sara Lee Corp.	55 000	860	1 191
Savanna Energy Services Corp.	30 000	300	237
SBA Communications Corp.	28 100	983	1 498
SBM Offshore NV	11 286	254	152
SCANA Corp.	33 200	1 364	1 606
Schlumberger Ltd	111 019	7 838	7 227
Scottish & Southern Energy plc	247 678	5 463	5 224
Seadrill Ltd	29 699	760	1 015
Sealed Air Corp.	24 200	537	390
Secure Energy Services inc.	217 400	800	1 791
SEMAFO inc.	244 700	1 286	1 277
Sempra Energy	60 600	3 313	4 057
Seven & I Holdings Co. Ltd	70 500	2 058	2 193
Severn Trent plc	62 533	1 548	1 716
ShawCor Ltd	20 500	533	694

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Actions et parts			
Sherritt International Corp.	137 180	837	694
Sherwin-Williams Co.	11 400	1 027	1 524
Shikoku Electric Power Co. inc.	45 900	1 330	1 114
Shin-Etsu Chemical Co. Ltd	52 400	2 881	2 782
Shiseido Co. Ltd	33 300	704	541
Showa Denko KK	162 000	420	332
Showa Shell Sekiyu KK	13 600	163	83
Sigma-Aldrich Corp.	15 500	888	1 106
Sika AG	281	485	526
Silver Standard Resources inc.	37 400	627	422
Silver Wheaton Corp.	163 600	3 841	4 303
Silvercorp Metals inc.	79 000	502	486
Sims Metal Management Ltd	21 417	453	230
Singapore Telecommunications Ltd	1 995 000	4 778	4 955
Sino-Forest Corp.	83 900	1 049	-
Sirocco Mining inc.	444 400	533	333
Snam Rete Gas SPA	412 065	2 085	1 699
Softbank Corp.	221 500	5 963	7 139
Solvay SA	7 670	861	831
Southern Co.	228 900	8 810	10 842
Southwestern Energy Co.	29 500	1 018	851
SP AusNet	441 297	316	385
Spartan Oil Corp.	277 700	778	1 041
Spectra Energy Corp.	54 650	1 352	1 616
Sprint Nextel Corp.	756 915	5 467	1 999
SSAB AB	15 462	308	122
StarHub Ltd	141 000	248	365
Statoil ASA	93 398	2 338	2 175
Stora Enso OYJ	71 525	753	402
Suedzucker AG	6 741	150	212
Suez Environnement Co.	73 171	1 466	821
Sulliden Gold Corp. Ltd	1 378 300	1 968	1 406
Sumitomo Chemical Co. Ltd	172 000	916	559
Sumitomo Metal Industries Ltd	404 000	1 349	672
Sumitomo Metal Mining Co. Ltd	68 000	967	791
Suncor Energy inc.	798 776	24 994	22 222
Sunoco inc.	9 200	459	441
Sunward Resources Ltd	199 400	395	273
Superior Energy Services inc.	11 900	364	264
Svenska Cellulosa AB	74 522	1 075	1 097
Swedish Match AB	19 958	459	781
Swisscom AG	5 835	2 244	2 177
Syngenta AG	12 047	3 199	3 974
Sysco Corp.	54 600	1 680	1 570
Tahoe Resources inc.	102 200	1 645	1 708
Taiheiyo Cement Corp.	149 000	313	311
Taiyo Nippon Sanso Corp.	27 000	243	169
Talisman Energy inc.	364 300	4 987	3 938
Taseko Mines Ltd	91 000	362	245
Tate & Lyle plc	47 298	511	506
TDC A/S	126 500	1 071	826

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Technip SA	8 411	647	794
Teck Resources Ltd	257 900	7 965	7 928
Teijin Ltd	103 000	433	317
Tele2 AB	80 383	1 399	1 232
Telecom Corp. of New Zealand Ltd	463 121	934	930
Telecom Italia SPA	3 818 250	6 426	2 996
Telefonica S.A.	2 018 442	23 820	11 720
Telekom Austria AG	85 566	1 535	797
Telenet Group Holding NV	14 194	599	596
Telenor ASA	181 135	2 933	2 741
TeliaSonera AB	541 899	3 958	3 415
Telstra Corp. Ltd	1 090 054	3 790	3 877
Tenaris SA	40 181	678	660
Teranga Gold Corp.	156 300	417	309
Terna Rete Elettrica Nazionale SPA	329 274	1 304	1 139
Tesco plc	763 613	5 377	3 683
Thompson Creek Metals Co. inc.	77 800	643	275
ThyssenKrupp AG	49 859	1 606	848
Toho Gas Co. Ltd	106 000	592	619
Tohoku Electric Power Co. inc.	122 100	2 643	1 152
Tokyo Electric Power Co. inc.	391 400	9 556	817
Tokyo Gas Co. Ltd	655 000	3 069	3 210
TonenGeneral Sekiyu KK	23 000	242	217
Toray Industries inc.	189 000	1 286	1 303
Torex Gold Resources inc.	474 200	869	848
Tosoh Corp.	71 000	239	186
Tourmaline Oil Corp.	43 700	1 235	1 029
Toyo Seikan Kaisha Ltd	16 800	301	197
Toyo Suisan Kaisha Ltd	9 000	230	238
TransCanada Corp.	248 700	9 722	10 503
Transglobe Energy Corp.	25 800	336	275
Transocean Ltd	29 482	1 863	1 215
Trican Well Service Ltd	51 900	748	630
Trilogy Energy Corp.	129 900	3 502	3 281
Trinidad Drilling Ltd	42 700	297	241
TriOil Resources Ltd	443 100	1 463	1 063
Tullow Oil plc	75 879	1 368	1 720
Tyson Foods inc.	27 300	464	548
Ube Industries Ltd	109 000	325	258
Ultra Petroleum Corp.	11 600	670	220
Umicore SA	14 794	588	726
Unicharm Corp.	11 400	366	637
Unilever NV	153 153	4 680	4 988
Unilever plc	122 277	3 701	3 979
United States Steel Corp.	17 628	941	369
United Utilities Group plc	178 725	2 210	1 869
UPM-Kymmene OYJ	68 159	1 114	722
Uranium One inc.	165 700	602	394
Valero Energy Corp.	46 800	1 747	1 023
Vedanta Resources plc	12 823	413	190
Veolia Environnement SA	94 831	3 627	1 122

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Quantité	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Actions et parts</u>			
Veresen inc.	67 900	858	881
Verizon Communications inc.	709 700	24 906	30 551
Vermilion Energy inc.	34 200	1 370	1 479
Vero Energy inc.	532 400	1 418	1 198
Vivendi SA	322 590	7 368	5 396
Vodafone Group plc	12 472 690	33 633	34 390
Voestalpine AG	11 987	464	309
Vulcan Materials Co.	16 900	917	603
Wacker Chemie AG	1 751	320	123
Walgreen Co.	83 500	3 199	2 640
Walter Energy inc.	7 600	806	373
Weatherford International Ltd	59 100	1 262	733
Wesfarmers Ltd	95 646	2 632	2 806
West Fraser Timber Co. Ltd	13 800	580	638
Whitecap Resources inc.	301 400	2 276	2 306
Whitehaven Coal Ltd	33 600	190	134
Whitting Petroleum Corp.	9 000	585	398
Whole Foods Market inc.	16 200	900	1 483
Williams Cos. inc.	49 700	1 118	1 565
Wilmar International Ltd	180 000	815	529
Windstream Corp.	147 600	1 715	1 428
Wisconsin Energy Corp.	59 350	1 626	2 313
WM Morrison Supermarkets plc	220 718	1 118	972
Woodside Petroleum Ltd	54 048	2 085	1 738
Woolworths Ltd	116 537	2 879	3 092
WorleyParsons Ltd	17 719	431	456
Xcel Energy inc.	129 600	2 991	3 747
Xstrata plc	264 269	4 449	3 885
Yakult Honsha Co. Ltd	9 500	268	343
Yamana Gold inc.	497 463	6 523	7 477
Yamato Kogyo Co. Ltd	4 400	176	123
Yamazaki Baking Co. Ltd	12 000	130	172
Yara International ASA	24 129	907	940
Total - actions et parts		<u>1 845 787</u>	<u>1 755 351</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Toyota Credit Canada inc.	4,60 % 2012-06-01	4 000	4 110	3 998
HSBC Bank Canada	2,58 % 2012-06-09 Taux variable	20 000	20 064	20 002
GE Capital Canada Funding Co.	6,25 % 2012-07-24	2 462	2 651	2 478
Hamilton Utilities Corp.	6,25 % 2012-07-30	500	523	504
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,52 % 2012-08-14 Taux variable	18 700	18 712	18 698
Electricity Distributors Finance Corp.	6,45 % 2012-08-15	1 000	1 061	1 009
Master Credit Card Trust	5,30 % 2012-08-21	2 000	2 000	2 017
Wells Fargo Financial Canada Corp.	6,05 % 2012-08-27	500	499	505
Caisse Centrale Desjardins	1,98 % 2012-09-17 Taux variable	10 000	10 032	10 007
Honda Canada Finance inc.	5,68 % 2012-09-26	5 869	6 139	5 943
GE Capital Canada Funding Co.	4,38 % 2012-09-28	4 777	4 920	4 821
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,48 % 2012-10-01 Taux variable	15 000	15 015	14 993
Daimler Canada Finance inc.	1,86 % 2012-10-15 Taux variable	10 000	10 003	9 992
Shaw Communications inc.	6,10 % 2012-11-16	10 000	10 577	10 189
Canadian Utilities Ltd	6,14 % 2012-11-22	11 863	12 633	12 119
Wells Fargo Financial Canada Corp.	4,40 % 2012-12-12	3 700	3 600	3 754
Greater Toronto Airports Authority	6,25 % 2012-12-13	7 930	8 450	8 132
Banque Royale du Canada	1,38 % 2012-12-14 Taux variable	20 000	20 000	19 967
1ère Corporation émettrice de TACHC N-45 (2003-3, A2)	5,30 % 2012-12-15	353	363	355
Fiducie de Claret	4,71 % 2012-12-15	89	89	89
CI Financial Corp.	3,30 % 2012-12-17	1 500	1 500	1 511
Citigroup Finance Canada inc.	4,35 % 2013-03-08	4 000	3 997	4 046
1ère Corporation émettrice de TACHC N-45 (2003-1, A2)	4,68 % 2013-03-15	940	946	943
BMW Canada inc.	3,22 % 2013-03-28	8 000	8 114	8 093
Manulife Financial Corp.	4,67 % 2013-03-28	14 000	14 319	14 283
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,68 % 2013-04-08 Taux variable	5 000	5 014	4 997
Toronto Hydro Corp.	6,11 % 2013-05-07	700	700	729
Real Estate Asset Liquidity Trust (2004-1, A1)	4,45 % 2013-05-12	269	269	272
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,62 % 2013-05-21 Taux variable	20 000	20 033	19 986
Gouvernement du Canada	3,50 % 2013-06-01	25 470	26 084	26 088
Caterpillar Financial Services Ltd	5,20 % 2013-06-03	5 000	5 000	5 177
Scotia Capital Trust	6,28 % 2013-06-30	5 000	5 285	5 218
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1,62 % 2013-07-19 Taux variable	20 000	20 021	19 978
TransCanada PipeLines Ltd	5,05 % 2013-08-20	4 497	4 769	4 681
Serco DES inc.	5,27 % 2013-08-27	571	571	584
Finning International inc.	5,16 % 2013-09-03	790	790	820
Lehman Brothers Holding inc.	4,85 % 2013-09-03	3 000	2 828	720
Honda Canada Finance inc.	5,61 % 2013-09-12	2 250	2 250	2 359
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2004-CA12, A1)	4,74 % 2013-09-12	250	250	255
La Banque de Nouvelle-Écosse	8,30 % 2013-09-27	2 100	2 406	2 272
Nova Scotia Power inc.	5,75 % 2013-10-01	7 245	7 805	7 629
La Banque de Nouvelle-Écosse	3,46 % 2013-10-17 Taux variable	34 000	34 910	34 872
VW Credit Canada inc.	2,55 % 2013-11-18	3 000	2 996	3 030
Canada Housing Trust No 1	2,70 % 2013-12-15	14 570	14 908	14 908
Industrielle Alliance Capital Trust	5,71 % 2013-12-31	4 988	5 010	5 154
TransCanada PipeLines Ltd	5,65 % 2014-01-15	680	749	722
John Deere Credit inc.	1,85 % 2014-01-24	5 000	5 006	5 016
GE Capital Canada Funding Co.	2,95 % 2014-02-10	3 250	3 266	3 308
Merrill Lynch Canada Finance Co.	5,00 % 2014-02-18	500	498	512
Bell Aliant Regional Communications L.P.	4,95 % 2014-02-26	8 000	8 399	8 334
Province de l'Ontario	5,00 % 2014-03-08	94 605	102 456	100 654

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Daimler Canada Finance inc.	3,16 % 2014-04-14	10 440	10 451	10 619
British Columbia Ferry Services inc.	5,74 % 2014-05-27	600	600	644
Manulife Financial Corp.	4,90 % 2014-06-02	8 000	8 271	8 344
Banque Royale du Canada	5,95 % 2014-06-18	3 000	3 088	3 219
Bell Canada	4,85 % 2014-06-30	14 500	15 094	15 316
La Banque de Nouvelle-Écosse	3,43 % 2014-07-16	4 000	4 170	4 136
Province de l'Ontario	3,25 % 2014-09-08	13 000	13 547	13 535
Data Centres Trust	7,23 % 2014-09-10	906	979	913
Citigroup Finance Canada inc.	6,75 % 2014-09-22	1 500	1 499	1 620
American Express Canada Credit Corp.	4,85 % 2014-10-03	2 000	2 000	2 116
Emera inc.	4,10 % 2014-10-20	3 500	3 499	3 652
FortisAlberta inc.	5,33 % 2014-10-31	1 500	1 499	1 624
Financement-Québec	1,20 % 2014-12-01 Taux variable	35 630	35 403	35 391
Thomson Reuters Corp.	5,20 % 2014-12-01	3 000	3 060	3 239
CI Financial Corp.	4,19 % 2014-12-16	1 500	1 499	1 549
BMO Capital Trust	5,47 % 2014-12-31	10 000	10 753	10 749
Banque Royale du Canada	2,05 % 2015-01-13	10 000	9 994	10 005
Banque Nationale du Canada	2,23 % 2015-01-30	6 000	6 000	6 027
Gouvernement du Canada	1,00 % 2015-02-01	11 845	11 836	11 811
bclMC Realty Corp.	4,65 % 2015-02-10	2 000	1 990	2 134
GE Capital Canada Funding Co.	4,65 % 2015-02-11	300	300	319
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2005-CA15, A2)	4,82 % 2015-02-12	1 750	1 695	1 855
Bell Aliant Regional Communications L.P.	6,29 % 2015-02-17	480	480	524
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2005-CA15, B)	5,04 % 2015-03-12	1 000	1 000	1 028
Trans-Northern Pipelines inc.	4,74 % 2015-03-31	989	989	1 049
John Deere Credit inc.	3,25 % 2015-04-08	1 000	997	1 035
Metropolitan Life Global Funding I	2,62 % 2015-04-10	1 850	1 850	1 859
Caterpillar Financial Services Ltd	2,20 % 2015-06-01	14 000	13 999	14 037
Gouvernement du Canada	2,50 % 2015-06-01	730	757	759
Greater Toronto Airports Authority	5,00 % 2015-06-01	2 500	2 528	2 725
VW Credit Canada inc.	2,50 % 2015-06-01	4 450	4 449	4 458
407 International inc.	3,88 % 2015-06-16	3 000	2 999	3 172
Alliance Pipeline L.P.	7,23 % 2015-06-30	1 947	2 150	2 054
BMW Canada inc.	2,64 % 2015-08-10	1 000	1 000	1 012
HSBC Bank Canada	2,57 % 2015-11-23	12 000	12 000	12 066
Capital Power L.P.	4,60 % 2015-12-01	5 650	5 664	5 826
Financement-Québec	4,25 % 2015-12-01	32 000	34 487	34 778
Cadillac Fairview Finance Trust	3,24 % 2016-01-25	6 000	6 000	6 241
VW Credit Canada inc.	3,60 % 2016-02-01	2 000	1 998	2 074
Ford Auto Securitization Trust	3,02 % 2016-02-15	805	805	821
Nova Gas Transmission Ltd	12,20 % 2016-02-28	1 750	2 830	2 344
Province de l'Ontario	4,40 % 2016-03-08	7 000	7 698	7 688
Thomson Reuters Corp.	6,00 % 2016-03-31	2 250	2 245	2 548
Enbridge inc.	5,17 % 2016-05-19	2 000	2 183	2 215
TELUS Corp.	3,65 % 2016-05-25	6 000	5 978	6 272
Rogers Communications inc.	5,80 % 2016-05-26	2 500	2 494	2 794
GE Capital Canada Funding Co.	5,10 % 2016-06-01	2 520	2 574	2 754
Municipal Finance Authority of British Columbia	3,00 % 2016-06-01	10 000	10 329	10 446
Claregold Trust	5,07 % 2016-06-15	1 068	1 057	1 144
Union Gas Ltd	4,64 % 2016-06-30	600	600	659
Powell River Energy inc.	6,45 % 2016-07-25	1 500	1 500	1 603

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Banque Royale du Canada	3,03 % 2016-07-26	5 000	4 998	5 122
Banque de Montréal	2,96 % 2016-08-02	5 000	5 000	5 108
Banque Toronto-Dominion	2,95 % 2016-08-02	4 450	4 450	4 564
Deutsche Bank AG	2,03 % 2016-08-22 Variable et rachetable à compter du 2012-08-22	2 000	1 999	1 720
Georges Weston Ltd	3,78 % 2016-10-25	2 000	2 000	2 093
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2,65 % 2016-11-08	2 000	1 998	2 018
Financement-Québec	3,50 % 2016-12-01	7 000	6 981	7 488
Emera inc.	2,96 % 2016-12-13	3 000	2 999	3 047
CI Financial Corp.	3,94 % 2016-12-14 Variable et rachetable à compter du 2015-12-14	1 075	1 075	1 110
Canada Housing Trust No 1	1,85 % 2016-12-15	20 000	19 955	20 219
Wells Fargo Financial Canada Corp.	2,77 % 2017-02-09	3 740	3 740	3 741
Bell Canada	5,00 % 2017-02-15	7 000	7 416	7 718
La Banque de Nouvelle-Écosse	2,60 % 2017-02-27	10 000	10 000	10 055
Gouvernement du Canada	1,50 % 2017-03-01	14 680	14 687	14 849
Province de l'Ontario	4,30 % 2017-03-08	4 000	4 367	4 447
Veresen inc.	3,95 % 2017-03-14	2 400	2 399	2 435
TELUS Corp.	4,95 % 2017-03-15	5 000	5 261	5 518
Altgas Income Trust	5,49 % 2017-03-27	3 000	3 000	3 307
Capital Desjardins inc.	6,32 % 2017-06-01 Variable et rachetable à compter du 2012-06-01	703	703	703
Gouvernement du Canada	4,00 % 2017-06-01	490	552	554
VW Credit Canada inc.	2,90 % 2017-06-01	3 750	3 750	3 784
Rogers Communications inc.	3,00 % 2017-06-06	10 000	9 992	10 037
Province de l'Ontario	1,90 % 2017-09-08	11 030	10 815	10 999
Hydro One inc.	5,18 % 2017-10-18	2 115	2 425	2 426
407 International inc.	3,87 % 2017-11-24	1 000	1 000	1 063
Financement-Québec	3,50 % 2017-12-01	41 600	42 318	44 609
Encana Corp.	5,80 % 2018-01-18	2 000	2 297	2 249
Province de l'Ontario	4,20 % 2018-03-08	17 000	17 697	18 973
Province du Nouveau-Brunswick	4,45 % 2018-03-26	2 000	1 984	2 255
Suncor Energy inc.	5,80 % 2018-05-22	2 000	2 275	2 325
Banque Royale du Canada	5,00 % 2018-06-06 Variable et rachetable à compter du 2013-06-06	3 550	3 786	3 657
Enmax Corp.	6,15 % 2018-06-19	1 300	1 298	1 499
Financière Sun Life inc.	5,12 % 2018-06-26 Variable et rachetable à compter du 2013-06-26	3 500	3 499	3 582
Manulife Financial Corp.	5,51 % 2018-06-26	2 000	2 154	2 196
Inter Pipeline Fund	3,84 % 2018-07-30	2 500	2 500	2 626
Hydro-Québec	5,50 % 2018-08-15	26 965	28 344	32 048
La Banque de Nouvelle Écosse	6,00 % 2018-10-03 Variable et rachetable à compter du 2013-10-03	3 215	3 497	3 385
Brookfield Power Corp.	5,25 % 2018-11-05	1 790	1 789	1 950
Financement-Québec	2,40 % 2018-12-01	42 140	41 627	42 326
Province de Québec	4,50 % 2018-12-01	12 210	13 728	13 840
Province de la Colombie-Britannique	4,65 % 2018-12-18	1 500	1 514	1 732
TD Capital Trust III	7,24 % 2018-12-31	2 185	2 185	2 698
Capital Power L.P.	4,85 % 2019-02-21	2 000	1 998	2 048
Enbridge Income Fund	4,10 % 2019-02-22	1 500	1 497	1 531
Bell Aliant Regional Communications L.P.	5,52 % 2019-02-26	2 000	1 998	2 194
La Banque de Nouvelle-Écosse	4,94 % 2019-04-15 Variable et rachetable à compter du 2014-04-15	4 000	4 202	4 208
Power Corp. of Canada	7,57 % 2019-04-22	3 000	2 998	3 753
Gouvernement du Canada	3,75 % 2019-06-01	5 800	6 584	6 676
Province de l'Ontario	4,40 % 2019-06-02	30 825	32 352	34 946
Groupe SNC-Lavalin inc.	6,19 % 2019-07-03	1 570	1 570	1 801
Cameco Corp.	5,67 % 2019-09-02	590	593	674

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
GE Capital Canada Funding Co.	5,68 % 2019-09-10	3 385	3 420	3 879
Greater Toronto Airports Authority	5,96 % 2019-11-20	345	392	422
Province de la Nouvelle-Écosse	4,15 % 2019-11-25	10 000	9 952	11 153
Province de l'Alberta	4,00 % 2019-12-01	10 000	9 919	11 245
Province de Québec	4,50 % 2019-12-01	6 215	6 508	7 071
TELUS Corp.	5,05 % 2019-12-04	3 750	3 728	4 227
Alliance Pipeline L.P.	4,93 % 2019-12-16	650	650	722
Province de la Colombie-Britannique	4,10 % 2019-12-18	13 000	12 901	14 622
Banque Nationale du Canada	4,93 % 2019-12-22 Variable et rachetable à compter du 2014-12-22	1 530	1 536	1 631
Enbridge inc.	4,53 % 2020-03-09	690	750	763
Banque de Montréal	4,87 % 2020-04-22 Variable et rachetable à compter du 2015-04-22	5 385	5 508	5 754
AltaGas Ltd	4,07 % 2020-06-01	3 300	3 300	3 361
Gouvernement du Canada	3,50 % 2020-06-01	150	169	172
Province de l'Ontario	4,20 % 2020-06-02	49 695	54 574	55 628
Province du Manitoba	4,15 % 2020-06-03	12 000	11 920	13 473
Banque Royale du Canada	4,35 % 2020-06-15 Variable et rachetable à compter du 2015-06-15	9 000	9 348	9 455
NBC Asset Trust	7,45 % 2020-06-30	795	795	975
CDP Financial inc.	4,60 % 2020-07-15	6 500	6 487	7 323
Province de la Saskatchewan	3,90 % 2020-07-28	11 000	10 968	12 246
Hydro-Québec	11,00 % 2020-08-15	2 440	3 720	3 932
Rogers Communications inc.	4,70 % 2020-09-29	1 000	999	1 079
Banque Nationale du Canada	4,70 % 2020-11-02 Variable et rachetable à compter du 2015-11-02	1 790	1 803	1 908
Banque Royale du Canada	3,18 % 2020-11-02 Variable et rachetable à compter du 2015-11-02	5 270	5 291	5 358
Capital Desjardins inc.	3,80 % 2020-11-23 Variable et rachetable à compter du 2015-11-23	895	887	927
Mississagi Power Trust	6,92 % 2020-11-27	2 145	2 145	2 565
Province de Québec	4,50 % 2020-12-01	54 720	59 348	62 228
Shaw Communications inc.	5,50 % 2020-12-07	360	396	398
Canada Housing Trust No 1	3,35 % 2020-12-15	8 900	9 489	9 761
La Banque de Nouvelle-Écosse	6,65 % 2021-01-22 Variable et rachetable à compter du 2016-01-22	5 000	5 122	5 714
Cadillac Fairview Finance Trust	4,31 % 2021-01-25	3 000	2 999	3 334
Inter Pipeline Fund	4,97 % 2021-02-02	1 250	1 250	1 395
Brookfield Asset Management inc.	5,30 % 2021-03-01	1 500	1 499	1 657
Rogers Communications inc.	5,34 % 2021-03-22	4 870	4 873	5 435
Lower Mattagami Energy	4,33 % 2021-05-18	3 250	3 250	3 614
Capital Desjardins inc.	5,54 % 2021-06-01 Variable et rachetable à compter du 2016-06-01	690	707	762
Gouvernement du Canada	3,25 % 2021-06-01	1 000	1 103	1 134
Province de l'Ontario	4,00 % 2021-06-02	23 850	24 968	26 322
TELUS Communications inc.	10,65 % 2021-06-19	1 623	2 081	2 517
Fifth Avenue L.P.	4,71 % 2021-08-05	1 484	1 484	1 629
Sun Life Financial inc.	4,57 % 2021-08-23	3 000	2 999	3 187
Westcoast Energy inc.	3,88 % 2021-10-28	1 230	1 230	1 311
TransCanada PipeLines Ltd	3,65 % 2021-11-15	420	419	432
Toronto Hydro Corp.	3,54 % 2021-11-18	350	350	366
GE Capital Canada Funding Co.	4,60 % 2022-01-26	190	190	201
TELUS Communications inc.	9,65 % 2022-04-08	537	761	801
Banque Nationale du Canada	3,26 % 2022-04-11 Variable et rachetable à compter du 2017-04-11	11 025	11 025	11 128
Citigroup inc.	5,16 % 2022-05-24	1 530	1 513	1 363
Gouvernement du Canada	2,75 % 2022-06-01	12 480	13 384	13 630
Manufacturers Life Insurance Co.	4,17 % 2022-06-01 Variable et rachetable à compter du 2017-06-01	1 000	1 000	1 028
Municipal Finance Authority of British Columbia	3,35 % 2022-06-01	9 000	8 989	9 308
Province de l'Ontario	3,15 % 2022-06-02	13 870	13 971	14 288

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
BMO Subordinated Notes Trust	5,75 % 2022-09-26 Variable et rachetable à compter du 2017-09-26	2 000	2 000	2 287
Province de Québec	3,50 % 2022-12-01	10 170	10 337	10 694
Province de Québec	9,38 % 2023-01-16	2 365	3 515	3 739
Banque de Montréal	6,17 % 2023-03-28 Variable et rachetable à compter du 2018-03-28	975	1 146	1 141
Great Lakes Power	6,60 % 2023-06-16	431	431	553
Great Lakes Power	7,80 % 2023-06-16	1 400	1 400	1 885
IPL Energy inc.	8,20 % 2024-02-15	1 136	1 619	1 662
La Banque de Nouvelle-Écosse	7,80 % 2024-06-30 Variable et rachetable à compter du 2019-06-30	5 200	5 200	6 562
Banque Toronto-Dominion	9,15 % 2025-05-26	2 658	3 291	4 131
Nova Gas Transmission Ltd	8,90 % 2025-05-27	2 000	2 555	2 999
Westcoast Energy inc.	8,85 % 2025-07-21	2 086	2 446	3 194
AGT Ltd	8,80 % 2025-09-22	560	661	848
Lievre Power Financing Corp.	5,56 % 2025-10-06	1 500	1 500	1 839
Alliance Pipeline L.P.	6,77 % 2025-12-31	973	973	1 195
Capital Desjardins inc.	4,95 % 2026-12-15 Variable et rachetable à compter du 2021-12-15	1 250	1 250	1 384
NAV Canada	7,56 % 2027-03-01	2 808	3 294	3 673
Province de l'Ontario	7,60 % 2027-06-02	26 000	35 687	39 862
Bell Canada	7,00 % 2027-09-24	445	418	561
Loblaw Cos. Ltd	6,45 % 2028-02-09	3 240	3 356	3 797
Loblaw Cos. Ltd	6,50 % 2029-01-22	1 172	1 119	1 380
Province de l'Ontario	6,50 % 2029-03-08	11 000	13 777	15 644
Master Asset Vehicle II, classe 8	0,00 % 2029-04-25	7	7	5
Bell Canada	6,55 % 2029-05-01	2 460	2 132	2 974
Gouvernement du Canada	5,75 % 2029-06-01	16 100	23 836	24 335
Province de Québec	6,00 % 2029-10-01	4 225	5 598	5 671
Ontario School Boards Financing Corp.	5,48 % 2029-11-26	1 899	1 899	2 260
Hydro One inc.	7,35 % 2030-06-03	1 902	2 203	2 778
Greater Toronto Airports Authority	7,05 % 2030-06-12	3 437	3 552	4 842
Enbridge inc.	7,22 % 2030-07-24	3 050	3 884	4 240
Ontario School Boards Financing Corp.	4,79 % 2030-08-08	2 523	2 523	2 845
Gaz Métro inc.	7,05 % 2030-10-30	1 000	998	1 413
Edmonton Regional Airport Authority	7,21 % 2030-11-01	754	818	1 006
TransCanada PipeLines Ltd	6,50 % 2030-12-09	1 115	1 005	1 475
Bell Canada	7,85 % 2031-04-02	1 792	2 124	2 439
Ontario School Boards Financing Corp.	5,07 % 2031-04-18	1 547	1 547	1 781
Greater Toronto Airports Authority	7,10 % 2031-06-04	2 685	2 957	3 827
Hydro-Québec	6,00 % 2031-08-15	16 000	16 468	21 725
Aéroport de Montréal	6,95 % 2032-04-16	2 082	2 165	2 741
Hydro One inc.	6,93 % 2032-06-01	3 335	4 068	4 753
Province de Québec	6,25 % 2032-06-01	3 050	4 108	4 272
Province de l'Ontario	5,85 % 2033-03-08	4 095	5 551	5 615
Great-West Lifeco inc.	6,67 % 2033-03-21	1 000	1 003	1 239
Merrill Lynch Financial Asset inc. (2001-CAN5, A2)	6,79 % 2033-04-15	36	41	37
55 Ontario School Board Trust	5,90 % 2033-06-02	5 815	5 811	7 403
Nova Scotia Power inc.	6,95 % 2033-08-25	500	588	711
Aéroport de Montréal	6,55 % 2033-10-11	2 600	3 081	3 618
Gaz Métro inc.	6,30 % 2033-10-31	500	497	673
Province du Nouveau-Brunswick	5,50 % 2034-01-27	3 900	3 929	5 113
Greater Toronto Airports Authority	6,47 % 2034-02-02	500	500	680
Canadian Tire Corp. Ltd	6,32 % 2034-02-24	700	747	816
Financement-Québec	5,25 % 2034-06-01	28 914	29 477	36 098

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
Obligations				
Loblaw Cos. Ltd	6,05 % 2034-06-09	615	610	693
British Columbia Ferry Services inc.	6,25 % 2034-10-13	800	799	1 036
University of Ontario Institute of Technology	6,35 % 2034-10-15	9 417	9 417	11 061
Hydro-Québec	6,50 % 2035-02-15	13 040	15 601	19 081
FortisBC Energy inc.	5,90 % 2035-02-26	1 500	1 597	1 959
Brookfield Asset Management inc.	5,95 % 2035-06-14	1 660	1 649	1 656
Canadian Tire Corp. Ltd	5,61 % 2035-09-04	1 200	1 157	1 287
Metro inc.	5,97 % 2035-10-15	1 000	1 016	1 146
EPCOR Utilities inc.	5,65 % 2035-11-16	940	967	1 138
Sun Life Financial inc.	4,80 % 2035-11-23 Variable et rachetable à compter du 2015-11-23	835	834	852
407 International inc.	5,75 % 2036-02-14	1 495	1 541	1 788
Atlantic Power L.P.	5,95 % 2036-06-23	1 500	1 606	1 056
Gaz Métro inc.	5,70 % 2036-07-10	750	777	969
Union Gas Ltd	5,46 % 2036-09-11	1 000	1 000	1 246
AltaLink L.P.	5,25 % 2036-09-22	750	750	911
CU inc.	5,03 % 2036-11-20	800	800	946
Enbridge inc.	5,08 % 2036-12-19	500	569	595
Hydro One inc.	4,89 % 2037-03-13	1 500	1 500	1 747
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	4,50 % 2037-04-17	2 000	1 988	2 373
Toronto Community Housing Corp.	4,88 % 2037-05-11	1 200	1 200	1 360
Gouvernement du Canada	5,00 % 2037-06-01	38 230	50 891	57 516
Ontario Infrastructure Projects Corp.	4,70 % 2037-06-01	6 000	6 008	6 848
Province de l'Ontario	4,70 % 2037-06-02	6 000	6 409	7 287
FortisBC Energy inc.	6,00 % 2037-10-02	1 050	1 046	1 404
GE Capital Canada Funding Co.	5,73 % 2037-10-22	790	779	916
FortisBC Energy Vancouver Island inc.	6,05 % 2038-02-15	1 000	999	1 313
Province de Québec	5,00 % 2038-12-01	12 800	13 457	16 035
TransCanada PipeLines Ltd	8,05 % 2039-02-17	1 045	1 407	1 703
Hydro One inc.	6,03 % 2039-03-03	1 000	999	1 362
Power Corp. of Canada	8,57 % 2039-04-22	700	699	1 038
Province de l'Ontario	4,60 % 2039-06-02	7 000	6 910	8 477
Nova Scotia Power inc.	5,95 % 2039-07-27	800	797	1 052
Rogers Communications inc.	6,68 % 2039-11-04	1 620	1 635	1 940
Shaw Communications inc.	6,75 % 2039-11-09	1 000	983	1 068
Province du Manitoba	4,65 % 2040-03-05	12 000	11 700	14 922
Province de la Colombie-Britannique	4,95 % 2040-06-18	19 500	20 178	25 526
Canada Post Corp.	4,36 % 2040-07-16	3 000	2 999	3 808
Hydro One inc.	5,49 % 2040-07-16	1 300	1 314	1 664
407 International inc.	7,13 % 2040-07-26	1 690	1 821	2 513
Winnipeg Airport Authority inc.	5,21 % 2040-09-28	1 214	1 214	1 336
Teranet Holdings L.P.	5,75 % 2040-12-17	740	740	809
Greater Toronto Airports Authority	5,30 % 2041-02-25	2 500	2 499	3 060
Province du Manitoba	4,10 % 2041-03-05	2 900	2 727	3 332
Arrow Lakes Power	5,52 % 2041-04-05	485	485	565
Gouvernement du Canada	4,00 % 2041-06-01	16 187	20 806	22 018
Province de l'Ontario	4,65 % 2041-06-02	37 625	42 106	46 477
Province du Nouveau-Brunswick	4,80 % 2041-06-03	8 000	7 955	9 932
Halifax International Airport Authority	5,50 % 2041-07-19	800	800	1 032
CU inc.	4,54 % 2041-10-24	360	360	404
AltaLink L.P.	4,46 % 2041-11-08	250	250	277
Province de Québec	5,00 % 2041-12-01	14 170	15 736	18 081

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Obligations</u>				
EPCOR Utilities inc.	4,55 % 2042-02-28	3 500	3 491	3 693
407 International inc.	4,19 % 2042-04-25 Rachetable à compter du 2042-01-25	3 000	2 996	3 113
Province de la Colombie-Britannique	4,30 % 2042-06-18	13 365	13 165	16 063
Province du Manitoba	3,35 % 2043-03-05	7 000	6 965	7 028
Province de l'Ontario	3,50 % 2043-06-02	9 660	9 578	9 893
Simon Fraser University	5,61 % 2043-06-10	1 000	1 000	1 299
Province de Québec	4,25 % 2043-12-01	10 000	11 061	11 447
Lower Mattagami Energy	4,18 % 2052-04-23	425	425	444
Sun Life Capital Trust	7,09 % 2052-06-30 Rachetable à compter du 2032-06-30	1 390	1 520	1 508
Master Asset Vehicle II, classe A-1	0,00 % 2056-07-15	2 969	2 984	2 264
Master Asset Vehicle II, classe A-2	0,00 % 2056-07-15	9 141	9 184	6 536
Great-West Lifeco Finance Delaware L.P. II	5,69 % 2067-06-21 Variable et rachetable à compter du 2017-06-21	3 950	3 950	4 197
Great-West Lifeco Finance Delaware L.P. II	7,13 % 2068-06-26 Variable et rachetable à compter du 2018-06-26	3 000	3 000	3 409
Banque Toronto-Dominion	4,78 % 2105-12-14 Variable et rachetable à compter du 2016-12-14	1 600	1 600	1 720
Banque Toronto-Dominion	5,76 % 2106-12-18 Variable et rachetable à compter du 2017-12-18	4 620	4 620	5 243
BMO Capital Trust II	10,22 % 2107-12-31 Variable et rachetable à compter du 2018-12-31	1 785	1 785	2 467
CIBC Capital Trust	9,98 % 2108-06-30 Variable et rachetable à compter du 2019-06-30	2 500	3 270	3 322
TD Capital Trust IV	6,63 % 2108-06-30 Variable et rachetable à compter du 2021-06-30	2 500	2 523	2 996
Manulife Financial Capital Trust II	7,41 % 2108-12-31 Variable et rachetable à compter du 2019-12-31	4 690	4 690	5 286
Sun Life Capital Trust II	5,86 % 2108-12-31 Rachetable à compter du 2019-12-31	465	465	491
Total - obligations		<u>1 925 420</u>	<u>2 032 824</u>	<u>2 153 714</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Émetteur	Description	Valeur nominale (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Instruments du marché monétaire</u>				
Banque Toronto-Dominion, acceptation bancaire	1,05 % 2012-06-04	3 000	2 997	2 996
La Banque de Nouvelle-Écosse, acceptation bancaire	1,05 % 2012-06-04	8 000	7 995	7 999
La Banque de Nouvelle-Écosse, acceptation bancaire	1,10 % 2012-06-04	14 000	13 987	13 999
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,87 % 2012-06-07	2 000	1 999	2 000
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,89 % 2012-06-07	2 000	1 999	2 000
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,91 % 2012-06-07	28 000	27 980	27 995
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,93 % 2012-07-05	50 000	49 939	49 956
Banque Canadienne Impériale de Commerce, acceptation bancaire	1,16 % 2012-07-18	290	289	290
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,94 % 2012-07-19	30 000	29 952	29 963
Trans-Canada Pipelines Ltd, papier commercial	1,22 % 2012-07-25	20 000	19 943	19 963
TELUS Corp., papier commercial	1,23 % 2012-08-02	20 000	19 939	19 957
Inter Pipeline (Corridor) inc., papier commercial	1,29 % 2012-08-15	4 600	4 586	4 588
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,93 % 2012-08-16	65	65	65
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,96 % 2012-08-16	80	80	80
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,98 % 2012-08-16	140	140	140
Gouvernement du Canada, bon du trésor	0,99 % 2012-08-16	115	115	115
Gouvernement du Canada, bon du trésor	1,00 % 2012-08-16	55	55	55
Gouvernement du Canada, bon du trésor	1,03 % 2012-08-16	105	105	105
Inter Pipeline (Corridor) inc., papier commercial	1,26 % 2012-08-27	15 300	15 252	15 253
Daimler Canada Finance inc., papier commercial	1,45 % 2012-10-01	10 000	9 929	9 956
Total - instruments du marché monétaire		<u>207 750</u>	<u>207 346</u>	<u>207 475</u>

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Élément sous-jacent	Prix de contrat ou d'exercice	Nombre d'unités	Échéance / livraison	Valeur notionnelle (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Contrats à terme - position acheteur</u>						
Canada Housing Trust No 1, 4,55 %, 2012-12-15	101,68 CAD	50 000 000	2012-06-07	50 839	-	42
Dollar américain	0,99 CAD	7 725 105	2012-06-06	7 646	-	357
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-06-06	66 778	-	(3)
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-06-06	66 775	-	(1)
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-06-06	66 776	-	(2)
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-06-06	66 777	-	(3)
Dollar australien	1,02 CAD	741 093	2012-06-06	753	-	(9)
Dollar australien	1,00 CAD	23 496 046	2012-06-06	23 603	-	(1)
Dollar canadien	96,77 USD	7	2012-06-19	702	-	-
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	1 427 743	2012-06-06	182	-	8
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	35 660 025	2012-06-06	4 760	-	-
Dollar de Singapour	0,80 CAD	78 502	2012-06-06	63	-	-
Dollar de Singapour	0,80 CAD	4 683 757	2012-06-06	3 765	-	-
Euro	1,31 CAD	2 834 770	2012-06-06	3 710	-	(79)
Euro	1,30 CAD	1 428 955	2012-06-06	1 862	-	(32)
Euro	1,30 CAD	1 902 340	2012-06-06	2 476	-	(40)
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-06-06	24 087	-	(1)
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-06-06	24 086	-	-
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-06-06	24 087	-	-
Euro	1,28 CAD	18 806 162	2012-06-06	24 087	-	-
Euro	1,28 CAD	3 538 945	2012-07-06	4 529	-	7
Franc suisse	1,08 CAD	416 189	2012-06-06	451	-	(7)
Franc suisse	1,07 CAD	14 647 578	2012-06-06	15 614	-	-
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2017-03-01	100,67 CAD	7 000 000	2012-06-26	7 047	-	29
Gouvernement du Canada, 2,25 %, 2014-08-01	101,39 CAD	136 000 000	2012-07-30	137 889	-	1 273
Gouvernement du Canada, 2,50 %, 2013-09-01	101,12 CAD	74 000 000	2012-07-30	74 832	-	313
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	107,34 CAD	10 000 000	2012-07-30	10 734	-	168
Indice S&P/TSX 60	705,30 CAD	7	2012-06-14	918	-	-
Livre sterling	1,60 CAD	1 775 147	2012-06-06	2 846	-	(16)
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-06-06	22 807	-	-
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-06-06	22 807	-	-
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-06-06	22 807	-	-
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 950	2012-06-06	22 807	-	-
Livre sterling	1,59 CAD	1 548 467	2012-07-06	2 469	-	1
Province de l'Ontario, 4,40 %, 2019-06-02	112,43 CAD	4 550 000	2012-06-26	5 116	-	17
Shekel israélien	0,27 CAD	5 672 811	2012-06-06	1 506	-	-
Yen	0,01 CAD	78 165 129	2012-06-06	965	-	68
Yen	0,01 CAD	3 289 607 761	2012-06-06	43 458	-	(2)
Yen	0,01 CAD	266 743 483	2012-07-06	3 527	-	-
Total - contrats à terme - position acheteur				866 943		2 087

Contrats à terme - position vendeur

Canada Housing Trust No 1, 4,55 %, 2012-12-15	101,78 CAD	50 000 000	2012-06-07	50 889	-	9
Dollar américain	0,99 CAD	129 984 062	2012-06-06	128 514	-	(6 138)
Dollar américain	0,99 CAD	129 984 063	2012-06-06	128 509	-	(6 143)
Dollar américain	0,99 CAD	5 594 384	2012-06-06	5 531	-	(264)
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-07-06	66 810	-	(7)
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-07-06	66 816	-	-
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-07-06	66 814	-	(3)

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Élément sous-jacent	Prix de contrat ou d'exercice	Nombre d'unités	Échéance / livraison	Valeur notionnelle (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Contrats à terme - position vendeur</u>						
Dollar américain	1,04 CAD	64 459 351	2012-07-06	66 814	-	(2)
Dollar américain	0,99 CAD	49 000 000	2012-06-08	48 738	-	(2 024)
Dollar américain	1,00 CAD	64 200 000	2012-06-11	64 064	-	(2 449)
Dollar américain	1,01 CAD	68 100 000	2012-06-12	68 487	-	(2 068)
Dollar américain	1,00 CAD	41 095 000	2012-06-13	41 145	-	(1 433)
Dollar américain	1,02 CAD	985 000	2012-06-13	1 004	-	(17)
Dollar américain	1,00 CAD	50 500 000	2012-06-14	50 448	-	(1 875)
Dollar américain	1,00 CAD	17 500 000	2012-06-14	17 482	-	(650)
Dollar australien	1,03 CAD	24 237 139	2012-06-06	24 846	-	500
Dollar australien	1,00 CAD	23 496 046	2012-07-06	23 545	-	(7)
Dollar australien	1,01 CAD	8 045 000	2012-06-08	8 113	-	33
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	37 087 768	2012-06-06	4 727	-	(223)
Dollar de Hong Kong	0,13 CAD	35 660 025	2012-07-06	4 763	-	-
Dollar de Singapour	0,80 CAD	4 762 260	2012-06-06	3 805	-	(22)
Dollar de Singapour	0,80 CAD	4 683 757	2012-07-06	3 767	-	-
Euro	1,31 CAD	40 695 355	2012-06-06	53 258	-	1 136
Euro	1,31 CAD	40 695 355	2012-06-06	53 252	-	1 130
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-07-06	24 103	-	(2)
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-07-06	24 104	-	(1)
Euro	1,28 CAD	18 806 161	2012-07-06	24 102	-	(3)
Euro	1,28 CAD	18 806 162	2012-07-06	24 104	-	(1)
Euro	1,31 CAD	8 416 000	2012-06-08	10 995	-	216
Franc suisse	1,09 CAD	15 063 767	2012-06-06	16 412	-	354
Franc suisse	1,07 CAD	14 647 578	2012-07-06	15 628	-	(3)
Gouvernement du Canada, 1,50 %, 2012-12-01	100,21 CAD	6 050 000	2012-06-26	6 063	-	1
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	105,04 CAD	6 000 000	2012-07-30	6 302	-	(239)
Gouvernement du Canada, 2,75 %, 2022-06-01	108,75 CAD	2 500 000	2012-06-26	2 719	-	-
Gouvernement du Canada, 3,75 %, 2019-06-01	114,26 CAD	4 450 000	2012-06-26	5 085	-	(26)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2017-06-01	110,50 CAD	19 000 000	2012-07-30	20 994	-	(410)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2017-06-01	110,50 CAD	19 000 000	2012-07-30	20 994	-	(410)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	127,69 CAD	20 000 000	2012-07-30	25 539	-	(1 617)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	133,61 CAD	14 000 000	2012-06-26	18 706	-	(307)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	134,68 CAD	950 000	2012-06-26	1 279	-	(11)
Gouvernement du Canada, 4,00 %, 2041-06-01	127,69 CAD	49 000 000	2012-07-30	62 570	-	(3 962)
Indice S&P 500 E-Mini	1 368,27 USD	38	2012-06-15	2 576	-	-
Livre sterling	1,61 CAD	57 960 389	2012-06-06	93 034	-	630
Livre sterling	1,61 CAD	1 038 554	2012-06-06	1 667	-	11
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-07-06	22 817	-	(2)
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-07-06	22 816	-	(2)
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 949	2012-07-06	22 818	-	(1)
Livre sterling	1,59 CAD	14 305 950	2012-07-06	22 817	-	(1)
Livre sterling	1,60 CAD	9 112 000	2012-06-08	14 622	-	95
Shekel israélien	0,26 CAD	5 672 811	2012-06-06	1 484	-	(22)
Shekel israélien	0,27 CAD	5 672 811	2012-07-06	1 505	-	-
Taux d'intérêt 10 ans obligations du gouvernement du Canada	137,02 CAD	732	2012-09-28	101 192	-	-
Taux d'intérêt 10 ans obligations du trésor américain	131,42 USD	75	2012-06-29	10 480	-	-
Taux d'intérêt 5 ans obligations du gouvernement du Canada	117,79 CAD	110	2012-09-28	13 023	-	-
Yen	0,01 CAD	3 367 772 890	2012-06-06	41 711	-	(2 777)
Yen	0,01 CAD	3 289 607 761	2012-07-06	43 494	-	(1)
Total - contrats à terme - position vendeur				1 777 896		(29 008)

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Relevé des autres investissements (non audité)
au 31 mai 2012

Élément sous-jacent	Prix de contrat ou d'exercice	Nombre d'unités	Échéance / livraison	Valeur notionnelle (en milliers \$)	Coût (en milliers \$)	Juste valeur (en milliers \$)
<u>Contrats d'options - position acheteur</u>						
Indice S&P 500	1 300,00 USD	2 000	2012-07-21	2 693	43	80
Total - contrats d'options - position acheteur				<u>2 693</u>	<u>43</u>	<u>80</u>
<u>Contrats d'options - position vendeur</u>						
Indice S&P 500	1 450,00 USD	6 000	2012-09-22	9 012	(157)	(45)
Total - contrats d'options - position vendeur				<u>9 012</u>	<u>(157)</u>	<u>(45)</u>
<u>Contrats de swap sur taux d'intérêt</u>						
Variable CDOR 3 mois à recevoir / Fixe 4,305 % à payer		25 000 000	2018-03-05	25 000	-	(3 774)
Total - contrats de swap sur taux d'intérêt				<u>25 000</u>		<u>(3 774)</u>
Total - instruments financiers dérivés					<u>(114)</u>	<u>(30 660) *</u>
Total des autres investissements					<u>4 085 843</u>	<u>4 085 880 *</u>

* De ces totaux, un montant de 37,1 M\$, représentant la juste valeur négative des instruments financiers dérivés et un montant de 0,2 M\$ représentant le coût de ces instruments financiers dérivés, sont présentés sous Créditeurs et autres passifs aux états financiers du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 31 mai 2012.

Titres achetés en vertu de conventions de revente

Au 31 mai 2012, la juste valeur des titres en portefeuille achetés en vertu de conventions de revente est de 325,4 M\$. Ces titres sont des obligations. Ces transactions ont été exécutées entre le 24 mai 2012 et le 31 mai 2012, tandis que leurs échéances se situent dans l'intervalle compris entre le 1er juin 2012 et le 8 juin 2012. Le montant payé est de 325,2 M\$ et il correspond à la juste valeur des titres reçus.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

Au 31 mai 2012, la juste valeur des titres en portefeuille vendus en vertu de conventions de rachat est de 456,3 M\$. Ces titres sont des obligations. Ces transactions ont été exécutées entre le 15 mai 2012 et le 31 mai 2012, tandis que leurs échéances se situent dans l'intervalle compris entre le 1er juin 2012 et le 28 juin 2012. Le collatéral reçu est de 465,5 M\$. Le prix de rachat à payer est de 456,9 M\$.

**RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART
DU FONDS DANS LES INVESTISSEMENTS
EFFECTUÉS PAR LES FONDS SPÉCIALISÉS,
AU COÛT (NON AUDITÉ)**

AU 31 MAI 2012

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-05-11 BDR Capital s.e.c.			
Accedian Networks Corporation			
Bluestreak Network inc.			
Coradiant (Canada) inc.			
Coradiant inc.			
Énergie Afina inc.			
Enerkem inc.			
Irphotonique inc.			
Les Réseaux Accedian inc.			
Logiciel Iscopia Holding inc.			
Logiciel Iscopia inc.			
LxDonnées inc.			
Nanogestion inc.			
Omni-Med.com inc.			
ProVance Technologies inc.			
Réseaux Trellia inc.			
SolaCom Technologies inc.			
Technologie Bluestreak (Canada) inc.			
Technologies Microbridge Canada inc.			
TelcoBridges inc.			
Wavesat inc.			
Titres de deux autres sociétés			
	43 266	23 911	67 177
31-12-11 FIER Partenaires, société en commandite			
Capital St-Laurent, s.e.c.			
Fonds Brightspark II, s.e.c.			
Fonds CTI sciences de la vie, s.e.c.			
Fonds d'investissement iNovia II, société en commandite			
Fonds Propulsion III s.e.c.			
GO capital, s.e.c.			
Novacap Industries III, s.e.c.			
Novacap Technologies III, s.e.c.			
Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.			
Société en commandite AgeChem			
Titres de trois autres sociétés			
	25 311		25 311
Fonds engagés mais non déboursés			18 282
			43 593
31-03-12 Fonds Bio-Innovation, société en commandite			
Titres de huit sociétés	5 096	1 885	6 981
31-03-12 Fonds d'investissement de la culture et des communications, société en commandite			
9168-1478 Québec inc. (Laboratoires GSS)			
Attraction Média inc.			
Audio Postproduction SPR inc.			
Carpediem film & TV inc.			
Datsit Studios inc.			
De Marque inc.			
Écho Média inc.			
Gestion Juste pour Rire inc.			
Groupe Phaneuf inc.			
Groupe Pierre Belvédère inc.			
Groupe Star Suites inc.			
GVGS inc.			
Hibernum Créations inc.			
Janidée inc. (Déjà Musique)			
Jeux Alary inc.			
LC Média inc.			
Media-Max inc.			
Média CinéfliX inc.			
Modus FX inc.			
Tribal Nova inc.			
Vivavision inc.			
Wilson & Lafleur, limitée			
Titres de huit autres sociétés			
	2 777	10 616	13 393
Fonds engagés mais non déboursés			1 977
			15 370

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 Fonds Envol, société en commandite			
Gestion Simulateur de vol – Capital inc.	4		4
Simulateur de vol – Capital, s.e.c.	1 322	1 820	3 142
	1 326	1 820	3 146
31-12-11 Fonds immobilier de solidarité FTQ inc.			
1421 Crescent, s.e.c.	3		3
790 Rand, s.e.c.	1 621		1 621
81-83 Richelieu s.e.c.	880	1 193	2 073
875 Charest s.e.c.	2 160		2 160
880 Honoré-Mercier s.e.c.	20 029		20 029
Bio Sherbrooke Phase I s.e.c.	1 224		1 224
Brossard-sur-le-Fleuve s.e.c.	2 217		2 217
Carré Chambord s.e.c.	500	1 000	1 500
Centre de développement des Biotechnologies de Laval s.e.c.	5 100	14 095	19 195
Condominiums Le George V s.e.c.	10		10
Condos Wanklyn-Milot s.e.c.	4 340		4 340
CPA Fontainebleau, s.e.c.	753	145	898
Développement Joseph-Morin, s.e.c.	250	489	739
Développements Wilfrid-Carrier s.e.c.	7 561		7 561
Édifice Saint-Vallier, s.e.c.	12 129		12 129
Espace MV1 s.e.c.	388		388
Espace MV2 s.e.c.	278		278
Espace MV3 s.e.c.	1 570		1 570
Espaces Lebourgneuf Phase III s.e.c.	1 800		1 800
Gérer son Quartier		3 562	3 562
Gestion d'immeubles noir		125	125
Graham-Mont-Royal, s.e.c.	10 484		10 484
Merlin immobilier inc.		1 231	1 231
Montée des Pionniers Phase I s.e.c.	500	3 405	3 905
Montée des Pionniers Phase II s.e.c.	550	1 550	2 100
R.P.A. Mont-Joli s.e.c.	901	296	1 197
R.P.A. Rawdon s.e.c.	1 353		1 353
S.E.C. Jonxion		2 215	2 215
Société en commandite Angus s.e.c. Phase I		697	697
Société en commandite Angus s.e.c. Phase II	41		41
Société en commandite Bourassa-Pelletier	10	9 603	9 613
Société en commandite Château Hymus	371		371
Société en commandite Clairevue	150	271	421
Société en commandite de Maisonneuve HRO	5 436		5 436
Société en commandite des Bassins I	2 500		2 500
Société en commandite Gil, Îlot 10 (Comm-bur)	2 518	2 400	4 918
Société en commandite Gil, Îlot 10 (Résidentiel)	1 061	4 008	5 069
Société en commandite Griffintown II	4 238		4 238
Société en commandite Griffintown II, Phase II	5 573		5 573
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Résidentiel-Locatif)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Résidentiel-Condos)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase II (Commercial)	7		7
Société en commandite Griffintown II, Phase III (Bloc I)	588	1 650	2 238
Société en commandite Héritage Pointe-Claire	1		1
Société en commandite Laurin/Saint-Louis Phase I	8 266	14 691	22 957
Société en commandite Le Sanctuaire de la Rive	500	66	566
Société en commandite QDS	24 191		24 191
Société en commandite Rose de Lima	10		10
Société en commandite St-Bruno-sur-le-Lac Phase 4	1 903		1 903
Souvenir-Corbusier s.e.c.	650		650
St-Paul/Du Palais s.e.c.	4 303	6 789	11 092
Technoparc Bromont Phase I s.e.c.	1 173		1 173
Urbania Phase VII s.e.c.	790	2 529	3 319
Wanklyn-Milot s.e.c.	2 918		2 918
5 commandités de sociétés en commandite	1		1
	143 814	72 010	215 824

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 Fonds immobilier de solidarité FTQ I, s.e.c.			
1061 St-Alexandre, s.e.c.	450		450
9045-8415 Québec inc.		80	80
9176-0934 Québec inc.		1 450	1 450
C.C.L. II, société en commandite	559		559
Centre de Ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain inc.	2 709	511	3 220
Condos Miscéo, s.e.c.	863	1 183	2 046
Construction Louis Lefebvre inc.		336	336
PTQM/Lutech s.e.c.	2 622		2 622
Société en commandite 1190 Jeanne-Mance		2 193	2 193
Société en commandite 1250 Jeanne-Mance		503	503
Société en commandite 37-39 Notre-Dame		260	260
Société en commandite 544 de l'Inspecteur		3 204	3 204
Société en commandite Alfred-Nobel		14	14
Société en commandite Ann-Ottawa		900	900
Société en commandite Beauharnois		3	3
Société en commandite Claude Baillif	1 045		1 045
Société en commandite de La Dauversière	3 563		3 563
Société en commandite Inspecteur-William	10	2 950	2 960
Société en commandite Les Berges Brossard	11	7	18
Société en commandite Milton	2 339		2 339
Société en commandite Place Dunant	150		150
Société en commandite Square Mont-Royal		3	3
Société en commandite Ste-Hélène	27	18	45
Village de la Gare, s.e.c.	438		438
1 commandité d'une société en commandite	1		1
	14 787	13 615	28 402
31-12-11 Fonds immobilier de solidarité FTQ II, s.e.c.			
1030-1040 de Bleury s.e.c.	4 100		4 100
1405 Henri Bourassa ouest s.e.c.	2 037		2 037
1405 PTQM s.e.c.	2 125		2 125
9045-8415 Québec inc.		80	80
9176-0934 Québec inc.		1 450	1 450
Capital BLF inc.	3 042		3 042
Centre de Ressources du Parc Technologique du Québec Métropolitain inc.		67	67
Espaces Lebourgneuf s.e.c.	2 042		2 042
Faubourg la Grande Place s.e.c.	1 169		1 169
Hôtel Particulier : Le Ste-Hélène s.e.c.		3 985	3 985
Immobilière Concorde-Corbusier s.e.c.	6 459		6 459
Neuvième Avenue, s.e.c.	10		10
S.E.C. Jonxion		660	660
SEC St-Bruno-sur-le-Lac Phase 3	460		460
Société en commandite African	500	454	954
Société en commandite Ann-Ottawa		900	900
Société en commandite Cavalier de LaSalle	4 325	902	5 227
Société en commandite CDTI de Hull	100		100
Société en commandite d'investissement Germain-Calgary	2 133	2 000	4 133
Société en commandite du 1400	458	440	898
Société en commandite du 259 boulevard St-Joseph-Hull	133		133
Société en commandite JBSL	755		755
Société en commandite Mansfield	2 075		2 075
Société en commandite PVM-Gatineau	1 000		1 000
Société en commandite RMI	239		239
Trois A, Société en commandite	850		850
4 commandités de sociétés en commandite	1		1
	34 013	10 938	44 951

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-08-11 Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c.			
CDEC Rosemont-Petite Patrie, corporation de développement économique communautaire		192	192
Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan		125	125
Centre local de développement (CLD) de Marguerite-D'Youville		605	605
Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine	38	96	134
Centre local de développement (CLD) du Haut-St-François		250	250
Centre local de développement (CLD) du Fjord		10	10
Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil		60	60
Centre local de développement (CLD) Montréal-Nord		10	10
Centre local de développement Beauharnois-Salaberry		50	50
Centre local de développement de Brome-Missisquoi		10	10
Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré		155	155
Centre local de développement de la Haute-Côte-Nord (CLDHCN)		10	10
Centre local de développement de la M.R.C. d'Avignon inc.	60	15	75
Centre local de développement de la M.R.C. de Bonaventure		240	240
Centre local de développement de la Mitis	63	49	112
Centre local de développement de la MRC de Charlevoix		305	305
Centre local de développement de la MRC de Charlevoix-Est inc.	98	105	203
Centre local de développement de la MRC de Maskinongé		158	158
Centre local de développement de la MRC de Robert Cliche		10	10
Centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières inc.		211	211
Centre local de développement de la MRC des Laurentides		290	290
Centre local de développement de la MRC du Val-Saint-François		250	250
Centre local de développement de la MRC Les Maskoutains		385	385
Centre local de développement de la municipalité régionale de comté de d'Autray		10	10
Centre local de développement de la Nouvelle-Beauce (C.L.D.N.B.)		35	35
Centre local de développement de la région d'Acton		10	10
Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup		10	10
Centre local de développement de la Vallée-du-Richelieu		150	150
Centre local de développement de l'Île d'Orléans		10	10
Centre local de développement de Longueuil «CLD»		350	350
Centre local de développement de Rimouski-Neigette (CLD)		20	20
Centre local de développement de Roussillon		81	81
Centre local de développement des Basques		80	80
Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais		10	10
Centre local de développement des Etchemins	17	10	27
Centre local de développement des Pays-d'en-Haut		10	10
Centre local de développement du Pontiac		10	10
Centre local de développement les 3 Monts		10	10
Centre local de développement Maria-Chapelaine	114	136	250
Centre local de développement Mékinac		199	199
Centre local de développement Minganie		10	10
CLD de la MRC de Lotbinière	80	45	125
Corporation de développement économique communautaire (C.D.E.C.) Centre-Nord		10	10
Corporation de développement économique communautaire Ahuntsic-Cartierville		250	250
Corporation de développement économique communautaire Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce		10	10
Corporation de développement économique et communautaire Centre-sud/Plateau Mont-Royal		450	450
Corporation de développement économique de Lasalle (CLD)		10	10
Développement économique - CLD Gatineau		10	10
Fonds local de solidarité (FLS) MRC d'Antoine-Labelle		165	165
Fonds local de solidarité (FLS) MRC de la Rivière-du-Nord		160	160
Fonds local de solidarité Laval		10	10
Fonds local de solidarité MRC de Coaticook		10	10
Fonds local de solidarité MRC de Drummond		348	348
Fonds local de solidarité Québec		260	260
Le centre local de développement de la M.R.C. de Bécancour inc.		330	330
Regroupement économique et social du Sud-Ouest (RESO)		250	250
Société de développement économique de la région de Thetford (CLD)	102	10	112
SOLIDE Chibougamau		5	5
SOLIDE de la Basse Côte-Nord Kégaska-Blanc-Sablon		10	10
SOLIDE de la MRC de Bellechasse		62	62
SOLIDE de la MRC de Caniapiscau		10	10
SOLIDE de la MRC de Francheville		13	13
SOLIDE de la MRC de Joliette		300	300
SOLIDE de la MRC de la Jacques-Cartier		10	10
SOLIDE de la MRC de Lac-Saint-Jean-Est		72	72
SOLIDE de la MRC de Matane		320	320

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-08-11 Fonds locaux de solidarité FTQ, s.e.c. (suite)			
SOLIDE de la MRC de Memphrémagog		410	410
SOLIDE de la MRC de Montmagny		10	10
SOLIDE de la MRC de Témiscamingue		10	10
SOLIDE de la MRC de Vaudreuil-Soulanges		173	173
SOLIDE de la MRC des Jardins-de-Napierville		10	10
SOLIDE de la MRC du Bas-Richelieu		64	64
SOLIDE de la MRC du Domaine-du-Roy		219	219
SOLIDE de la MRC du Fjord-du-Saguenay		10	10
SOLIDE de la MRC du Rocher-Percé		10	10
SOLIDE de Lachine		10	10
SOLIDE de Lévis		115	115
SOLIDE de Matagami		5	5
SOLIDE de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve		10	10
SOLIDE de Shawinigan		37	37
SOLIDE Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles		110	110
SOLIDE Ville-Marie		130	130
	572	9 205	9 777
Fonds engagés mais non déboursés			33 804
			43 581
31-03-12 Fonds régional de solidarité Abitibi-Témiscamingue, société en commandite			
2965-5099 Québec inc. (Les Réclamations du Nord-Ouest)		300	300
3088-6469 Québec inc. (Centre Jardin Lac Pelletier)		371	371
9052-5320 Québec inc.		150	150
9187-1186 Québec inc.		150	150
9187-8850 Québec inc. (Forage Boréal)	1 300	605	1 905
9259-0454 Québec inc.	1 625		1 625
A. & L. Pinard inc.		220	220
Abitibi Royalties inc.	3		3
Adventure Gold inc.	82		82
Agritibi R.H. inc.		1 729	1 729
Alexis Minerals Corporation	10	200	210
Atelier Tangente inc.		278	278
Centre de peinture L.B.G. inc.		423	423
Entrepreneur Minier Promec inc.	380		380
Exploration Azimut inc.	11		11
Exploration Midland inc.	219		219
Géliko inc.		200	200
Groupe Technosub inc.	1 398		1 398
H.P. Hydraulique inc.		367	367
Les Aciers J.P. inc.		297	297
Les équipements de forage VersaDrill inc.	1	116	117
Les Grains du Témis inc.		393	393
Les Mines de la Vallée d'Uranium	5		5
Les Mines de Nickel Nunavik	6		6
LVL Global inc.	350	598	948
Machines Roger International inc.		1 115	1 115
Matamec Explorations inc.	178		178
Mines de la Vallée de l'or ltée	214		214
Mines Richmond inc.	299		299
Modulabec inc.		900	900
Ressources Cartier inc.	247		247
Ressources Pershimco inc.	1		1
Service Sani Tri inc.		559	559
Transport Clément Bégin inc.		750	750
Transport D. Barrette & fils inc.		92	92
VCC-Massénoir inc.		880	880
	6 329	10 693	17 022
Fonds engagés mais non déboursés			450
			17 472

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Bas-Saint-Laurent, société en commandite			
2959-8505 Québec inc. (Copeaux de la vallée)		250	250
9181-4244 Québec inc. (Carrière Neigette)	125		125
9183-9530 Québec inc. (Sélect Auto Parts)	150	350	500
9198-8659 Québec inc. (Multi-Pièces D.L.)		184	184
Adélar Soucy (1975) inc.		250	250
AMH Canada Itée	417	348	765
Érablières des Alléghanys inc.		761	761
Fonderie BSL inc.		150	150
Fonds Soutien Bas-Saint-Laurent, société en commandite	1 000		1 000
Gagnon Image inc.		228	228
Gestion du Fonds Soutien Bas-Saint-Laurent inc.	1		1
Les Constructions H.L. Thériault inc.		342	342
Les Distributions Arnaud inc.		300	300
Les Électriciens Pierre Roy inc.		500	500
Les Produits PBM Itée		100	100
Mon Joli Motel (1993) inc.		25	25
NutrOcéan inc.		15	15
Productions Québec Multimédia inc.		269	269
Projexco inc.		298	298
Richard Poirier et Frères Électrique Itée		779	779
Topocom Technologie inc.		58	58
	1 693	5 207	6 900
31-03-12 Fonds régional de solidarité Centre-du-Québec, société en commandite			
Huppé Meubles inc.		300	300
Nitek Laser inc.		525	525
Recyclage Granutech inc.	252	550	802
Rénovation Expo inc.		1 000	1 000
Vibrotech inc.		150	150
	252	2 525	2 777
31-03-12 Fonds régional de solidarité Chaudière-Appalaches, société en commandite			
9050-7641 Québec inc. (Ramp-Art)		500	500
9069-4654 Québec inc. (Supervac 2000)		56	56
9075-5349 Québec inc. (Fenêtres Météo)		292	292
Acier Majeau inc.		553	553
Bercomac Limitée		500	500
Cométal inc.		304	304
Compositex inc.		140	140
Équipements récréatifs Jambette inc.		600	600
Fenêtres Altek inc.		750	750
Fini. U.V. International inc.		400	400
Forimpex inc.		250	250
Groupe P.H.L. inc.		607	607
Groupe S.S. inc.		350	350
J.L. Leclerc & fils inc.	725	92	817
Les Productions Horticoles Demers inc.		204	204
L'usine Tac Tic inc.	212	697	909
Menuiserox inc.		526	526
Multi-Brosses inc.		160	160
Portes Veilleux 2000 inc.		600	600
Quartz Industrie inc.		125	125
Usine Sartigan inc.		1 431	1 431
	937	9 137	10 074

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Côte-Nord, société en commandite			
7583168 Canada inc. (Les Entreprises Electro Select)		220	220
9011-1501 Québec inc.		800	800
9196-7109 Québec inc.		760	760
Carrosserie Pro 2010 inc.		455	455
Construction F.H.D. inc.		69	69
Construction J.G.M. inc.		300	300
Croisière 2001 inc.	100		100
Fonds Soutien Côte-Nord, société en commandite	1 000		1 000
Gestion du Fonds Soutien Côte-Nord inc.	1		1
Hôtel Mingan inc.		840	840
Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.		600	600
Lajoie Réfrigération inc.		167	167
Les Distributions G.F.D. inc.		528	528
Les Pétroles Paul Larouche inc.		360	360
Nord Industrie inc.		173	173
Pec-Nord inc.	300		300
Phoenix services environnementaux inc.		150	150
Synergica Électrique inc.		475	475
	1 401	5 897	7 298
31-03-12 Fonds régional de solidarité Estrie, société en commandite			
9100-2790 Québec inc.		347	347
9248-4195 Québec inc.		660	660
Amecci inc.		417	417
Ani-Mat inc.		1 500	1 500
Beaudin Le Prohon inc.		1 196	1 196
Boréal - Informations stratégiques inc.		867	867
Café Faro inc.		113	113
Domaines Pinnacle inc.		830	830
Kemestrie inc.	630		630
Laser AMP inc.		125	125
Les Cartons Northrich inc.		295	295
Les fabricants de boyaux industriels Premier Itée		302	302
Les Industries Touch inc.		1 375	1 375
Les Viandes Laroche inc.		407	407
M.P. Éco inc.		500	500
Motrec international inc.		1 000	1 000
Oasis Tropik Nordik inc.		333	333
Oxybec Médical inc.		160	160
Scholer Industriel inc.		229	229
Soudure Brault inc.		220	220
Sport Powertek inc.		347	347
	630	11 223	11 853
31-03-12 Fonds régional de solidarité Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine, société en commandite			
B.M.B. (Îles-de-la-Madeleine) inc.	524		524
Cap sur mer inc.	632	30	662
Fabrication Delta inc.		490	490
Fonds Soutien Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, société en commandite	500		500
Gaspésie Diésel inc.		295	295
Gestion du Fonds Soutien Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine inc.	1		1
Junex inc.	46		46
Les entreprises Léo Leblanc & fils inc.		282	282
Les Industries Leblanc inc.		23	23
Les Pêcheries Marinard Itée		455	455
Les Pétroles C. Poirier inc.		83	83
Les Reboiseurs de la Péninsule inc.		97	97
Michaud technologies inc.	125	88	213
Pêcheries Vilo inc.		394	394
Serres Jardins-Nature inc.	97	305	402
	1 925	2 542	4 467
Fonds engagés mais non déboursés			550
			5 017

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Lanaudière, société en commandite			
7912811 Canada inc. (Les Signatures Passions)		385	385
ABC Environnement inc.		200	200
Agro-100 Itée		1 000	1 000
Laboratoires Bi-Op inc.		255	255
Les Aliments Sibon (1985) Itée		673	673
Les Industries Harnois inc.	12		12
Nita Équipements inc.		167	167
Pneus Lanoraie inc.		329	329
Produits Vince inc.		600	600
Sécurité GMR inc.		150	150
Triotech Amusement inc.		1 627	1 627
Verre Select inc.		308	308
	12	5 694	5 706
31-03-12 Fonds régional de solidarité Laurentides, société en commandite			
4486021 Canada inc.		200	200
Aéroport International de Mont-Tremblant inc.		43	43
BMI Canada inc.		850	850
Boulangerie Les Moulins La Fayette inc.	250		250
Complexe Hôtelier St-Jovite / Mont-Tremblant inc.	750		750
Distributions Denis Fontaine inc.		375	375
Gestion Estérel inc.		1 000	1 000
Gestion hôtelière REVPAR inc.		243	243
Groupe Aviation et Puissance inc.		1 783	1 783
Groupe Star Suites inc.		300	300
La Petite Bretonne inc.		1 586	1 586
Le Groupe Synergie Xpress inc.		300	300
Les Matériaux Sima inc.		75	75
Lev-Fab inc.		250	250
Montour Itée		325	325
Palmex International inc.		292	292
Service Alimentaire Desco inc.		607	607
Vision Villégiature inc.	300		300
	1 300	8 229	9 529
Fonds engagés mais non déboursés			1 400
			10 929
31-03-12 Fonds régional de solidarité Laval, société en commandite			
9210-9107 Québec inc. (Jungle Adventure)		250	250
Alimentation L'Épicier inc.		1 000	1 000
Aliments Imex inc.		183	183
Ciel Aventure Québec inc.		150	150
Emballages Cré-O-Pack International inc.		767	767
Europharm International Canada inc.		217	217
Groupe Carreaux Céragrès inc.		1 000	1 000
Groupe Lincora inc.		276	276
Hydrolico International inc.		288	288
K.F. Construction inc.		720	720
Les Bouteilles Recyclées du Québec (B.R.Q.) inc.	126	683	809
Les Contrôles Novatech G & P inc.		17	17
Les Équipements Power Survey Itée		85	85
Les Fruits de Mer IFC inc.		1 000	1 000
Les industries Cendrex inc.		600	600
Les Investissements Synchronic inc.		542	542
Les Productions Diamant Itée		450	450
Paris, Ladouceur & associés inc.			
Perlite Canada inc.		733	733
S.R.A.D. Communications inc.		367	367
Stylo Bankers (1991) inc.		1 250	1 250
Les laboratoires de recherche de Lan Wirewerks inc.		442	442
Tornatech inc.		1 168	1 168
	126	12 188	12 314
Fonds engagés mais non déboursés			1 150
			13 464
31-03-12 Fonds régional de solidarité Mauricie, société en commandite			
Climatisation Trois-Rivières inc.		300	300
Concept Éco-Plein-Air Le Baluchon inc.	672		672
Déneigement Maska inc.	325	446	771
Kinipi Spa Nordique inc.		400	400
Portes & fenêtres Nouvel Horizon inc.		500	500
Tuyauterie Borgia Itée		125	125
	997	1 771	2 768

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Montérégie, société en commandite			
Agrocentre Belcan inc.		317	317
Aliments Horizon Nature inc.		308	308
Andy transport inc.		280	280
Atelier d'usinage Quenneville inc.		274	274
Bousquet Frères Limitée		700	700
Contacts Électriques Excel inc.		237	237
DCL Nutrition & santé animale inc.		299	299
Dermolab Pharma Itée		442	442
Esthétique sans frontières inc.		237	237
Grillage Major inc.		90	90
Groupe Damafro inc.		967	967
Investissements Brasco inc.		844	844
LC Média inc.	565		565
Les armoires de cuisines Denis Couture (2002) inc.		34	34
Les Produits de Ventilation Lambro inc.		215	215
Les sols Sportica inc.		250	250
Location Jean Légaré Itée		446	446
M.G.B. Électrique inc.		750	750
Magnus Poirier inc.		1 475	1 475
Perfecta Plywood Itée		500	500
Plombco inc.		850	850
Quincaillerie architecturale Capsol inc.		160	160
Ray-Mont Logistiques inc.		1 722	1 722
Service sérigraphique professionnel S.S.P. inc.	422		422
Soya Excel inc.	195		195
TelcoBridges inc.	375	300	675
	1 557	11 697	13 254
Fonds engagés mais non déboursés			200
			13 454
31-03-12 Fonds régional de solidarité Nord-du-Québec, société en commandite			
9129-3852 Québec inc. (Entretien industriel D.L.B.)		193	193
Blais & Langlois inc.		850	850
Cogitore Resources inc.	167		167
Donner Metals Ltd	437		437
Équipement de bureau Ungava inc.		336	336
Exploration Azimut inc.	187		187
Exploration Dios inc.	56		56
Exploration Khalkos inc.	6		6
Exploration Midland inc.	113		113
Exploration NQ inc.	71		71
Focus Graphite inc.	10		10
Fonds Soutien Baie-James, société en commandite	500		500
Gestion du Fonds Soutien Baie-James inc.	1		1
Les Consultants de l'Arctique inc.		509	509
Les Pétroles M.J. inc.		434	434
Lucien Senneville (2002) inc.		1 068	1 068
Mines Virginia inc.	87		87
Nemaska Lithium inc.	117		117
Nord Décoration inc.		133	133
Ressources Cartier inc.	150		150
Ressources Monarques inc.	104		104
Ressources MSV inc.		400	400
Ressources Sirios inc.	50		50
Société d'Exploration Minière Vior inc.	88	150	238
St-Félicien Diesel (1988) inc.		697	697
Stornoway Diamond Corporation	217		217
	2 361	4 770	7 131

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Outaouais, société en commandite			
140689 Canada Itée (Taxi Loyal)		147	147
2786630 Canada inc. (Vitrerie Vision 2000 enr.)		1 000	1 000
6227945 Canada inc. (InnovationEngineering Group)		166	166
6479138 Canada inc. (Les Services de la première générale (Gatineau))		200	200
Alary, St-Pierre & Durocher Arpenteurs-géomètres inc.		583	583
Auberge & Spa le Nordik inc.		919	919
Cactus Commerce inc.		667	667
Gestion conseil Immogest-Sweeney inc.		472	472
Les Aliments Chebly inc.		47	47
Mr. Refill International inc.		71	71
Multicorpora R&D inc.	924		924
PCI Géomatiques Entreprises inc.		500	500
ProVance Technologies inc.		750	750
Restaurations Sélect inc.		255	255
Service de Pneus Lavoie Outaouais inc.		1 702	1 702
SolaCom Technologies inc.	1		1
Terrapro Construction inc.		1 197	1 197
Tomoye Corporation	550		550
Tubes & Jujubes Centre d'amusement familial inc.		117	117
VanillaSoft corp.		147	147
WMD Moulin de Wakefield développements inc.		250	250
Zeligsoft inc.	1		1
	1 476	9 190	10 666
Fonds engagés mais non déboursés			150
			10 816
31-03-12 Fonds régional de solidarité Québec, société en commandite			
9099-7768 Québec inc. (E.B.M. Laser)	200	285	485
Agora Communication inc.		428	428
Armeco inc.		562	562
Ascenseurs Maxi inc.		500	500
Auvents W. Lecours inc.		405	405
Chemco inc.		430	430
Connexion Technic inc.		59	59
Corporation Eatsleepmusic.com	460		460
Distribution Sports Loisirs G.P. inc.		254	254
DK-SPEC inc.	750		750
Filtrum inc.		1 530	1 530
Fleurigros 1995 inc.		268	268
Groupe Incursion inc.		784	784
Groupe Renaud et Ass. inc.		300	300
Imprimerie Nicober inc.		481	481
Laboratoire Hygiènex inc.		200	200
Les Aliments 2000 inc.		1 400	1 400
Les Chaussures Henri-Pierre inc.		327	327
Les Distributions Marc Boivin (2007) inc.		791	791
Les Entreprises P.E.C. inc.		310	310
Les Industries Rouillard inc.		297	297
Les Vêtements Perlimpinpin inc.		153	153
Load Systems International inc.		129	129
Métafab (1996) inc.		307	307
Métal Potvin inc.		425	425
Mode Avalanche inc.	126		126
Panavidéo inc.		328	328
Pelliko inc.		257	257
Radio-Onde inc.		1 000	1 000
Simon Giguère Produits Pétroliers inc.		803	803
Tapitec (Québec) inc.		344	344
Transport C.D.P. inc.		1 521	1 521
Usital Canada inc.		1 100	1 100
	1 536	15 978	17 514

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-03-12 Fonds régional de solidarité Saguenay – Lac-Saint-Jean, société en commandite			
2861-0467 Québec inc. (Notre Hôtel)	227	129	356
2956-3475 Québec inc. (Interbus)		236	236
2964-6767 Québec inc. (Les Équipements pétroliers Claude Pedneault)		464	464
6482066 Canada inc. (Société P.C.P.)		950	950
9052-0651 Québec inc. (Logistik 22)	75	46	121
9055-3876 Québec inc. (Les Chocolats Lulu)		425	425
9107-6513 Québec inc. (Menuiserie St-Henri)		239	239
9143-8945 Québec inc. (Maçonnex)	840		840
A.S. Nettoyage inc.		177	177
Cycles Devinci inc.		285	285
Dynamitage Express inc.		1 200	1 200
Équipements Mauvalin inc.		81	81
Excavation Michel Paradis inc.		5	5
Garage Marcel Simard inc.		500	500
Gestion du Fonds AP 60 inc.	1		1
Gestion LJ inc.		100	100
Groupe Giroux Maçonnex inc.		760	760
Industrie Bois Lamontagne inc.		419	419
Industries Bofab inc.		268	268
Isumi Précision Itée	57		57
Les Fenêtres AGM inc.		507	507
Les Lignes du Fjord inc.		187	187
Les Pétroles R.L. inc.		342	342
Les Placements G.M.R. Maltais inc.		246	246
Nolicam Location de camions inc.	359	173	532
Novabrik International inc.	1 405	76	1 481
Oxygène Dolbeau inc.		300	300
Perfecta Forêt Itée	250	446	696
Pétrolex St-Félicien inc.		500	500
Précicast Itée	559	88	647
Prowatt inc.		150	150
Remac innovateurs industriels inc.		215	215
SCP 89 inc.	297		297
Société de gestion Trois-Trois-Trois inc.	350		350
Transports J.M. Bernier inc.		450	450
	4 420	9 964	14 384
31-12-11 Novacap Industries III, s.e.c.			
Camille Fontaine & Fils inc.			
Corporation de Développement Nautilus inc.			
IPL inc.			
Titres de deux autres sociétés			
	7 996	11 761	19 757
31-12-11 Rho Canada Capital de Risque, s.e.c.			
BC0917620 inc. (Réseau Playerize)			
Chango, inc.			
Eightfold Logic, inc.			
Fixmo inc.			
GrowLab			
Les Entreprises Beyond the rack inc.			
Les Réseaux Accedian inc.			
Logiciel Iscopia inc.			
LucidLogix Technologies, Ltd			
MakeOver Solutions inc.			
Mobio Technologies inc.			
NetShelter inc.			
Public Mobile inc.			
Titres de trois autres sociétés			
	13 401	488	13 889

FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (F.T.Q.)
Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements
effectués par les fonds spécialisés, au coût (non audité)
au 31 mai 2012
(en milliers \$)

Extraits des rapports financiers annuels du	Actions et parts	Prêts et avances	Total
31-12-11 Socrent 2006, société en commandite			
6775993 Canada inc. (Groupe Fruits Bleus)			
7246404 Canada inc. (Groupe Secto inc.)			
Dynaplast Extruco inc.			
Groupe Secto inc.			
Groupe Sotrem-Maltech inc.			
Industries Spectal inc.			
Intercalaire Inex inc.			
Les Consultants Olympe inc.			
Les Conseillers Trigone inc.			
Les Industries G.R.C. inc.			
Novabrik international inc.			
Produits Alba inc.			
Titres de trois autres sociétés			
	9 515	3 318	12 833
30-04-11 Société de gestion d'actifs forestiers Solifor, société en commandite			
Solifor Bloc A-RPF, société en commandite			
Solifor Bloc B-LP, société en commandite			
Solifor Bloc Monet, société en commandite			
Solifor Charlevoix-Saguenay, société en commandite			
Solifor Lac Métis, société en commandite			
Solifor Lotbinière, société en commandite			
Solifor Mauricie, société en commandite			
Solifor Nicolas Riou, société en commandite			
Solifor Perthuis, société en commandite			
	133 704		133 704
31-12-10 VC, société en commandite			
Genizon Biosciences inc.	1		1
Systèmes Médicaux LMS (Canada) Itée	32		32
Theratechnologies inc.	92		92
	125		125

Ce répertoire, non audité, détaille les investissements effectués par tous les fonds régionaux, et par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) a investi plus de 0,2 % de son actif net, ainsi que par les fonds spécialisés dans lesquels le Fonds a un pourcentage de participation de 50 % ou plus et une influence notable dans la gestion de ces fonds. Les montants investis par entreprise sont indiqués seulement dans les cas prévus au Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

fondsftq.com

545, boulevard Crémazie Est
Bureau 200
Montréal (Québec) H2M 2W4
Téléphone : 514 383-8383
Télécopieur : 514 383-2502
Sans frais : 1 800 361-5017

Dépot légal – 3^e trimestre 2012
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

This document is also available in English.

B-08-00-0267